WILFRED BURCHETT

LA SECONDE GUERRE D'INDOCHINE

CAMBODGE ET LAOS 1970



combats
SEUIL

LA SECONDE GUERRE D'INDOCHINE

Wilfred Burchett

LA SECONDE GUERRE D'INDOCHINE

TRADUIT DE L'ANGLAIS
PAR NELCYA DELANOË

Éditions du Seuil
27, rue Jacob, Paris 6e

Titre original : The Second Indochina War

Tous droits de reproduction, d'adaptation
et de traduction réservés pour tous pays,
y compris l'U.R.S.S.

© Wilfred Burchett, 1970.
© 1970, Éditions du Seuil, pour la traduction française.

INTRODUCTION

CAMBODGE ET LAOS DANS LA SECONDE GUERRE D'INDOCHINE

Le 30 avril 1970, les soldats américains franchissaient, dans le fracas des colonnes blindées, la frontière sud-vietnamienne pour pénétrer au Cambodge neutre : la Seconde Guerre d'Indochine commençait. Il n'y avait plus trois guerres séparées : une guerre au sol au Sud-Vietnam, une guerre aérienne au Nord et une « guerre secrète » au Laos ; elles avaient fusionné en un front unique, semblable à celui qui existait seize ans auparavant, jusqu'à ce que les accords de Genève mettent un terme, en 1954, à la guerre française en Indochine. Malgré tout ce qui a été dit des « objectifs limités » et de la date limite pour le retrait des troupes américaines, les historiens de l'avenir dateront du 30 avril 1970 le début de cette Seconde Guerre d'Indochine. Dorénavant, de même qu'il n'y aura plus qu'une seule et même guerre, il n'y aura plus qu'une seule et même paix, la paix indochinoise, si toutefois le conflit reste limité aux Etats qu'il implique à l'heure actuelle.

Une semaine avant l'invasion, le secrétaire d'Etat William P. Rogers avait affirmé devant une commission budgétaire du Congrès qu'aucune troupe américaine ne serait envoyée au Cambodge. Quelques jours après le début de l'invasion, le président Nixon et le secrétaire à la Défense, Melvin Laird, donnaient l'assurance formelle qu'elle serait limitée dans le temps et dans l'espace, à deux mois et à trente kilomètres à l'intérieur du Cambodge. Quelques semaines plus tard, une flottille de canonnières protégée par des avions et des hélicoptères américains remontait le Mékong sur près de 200 kilomètres, et les dirigeants de Saïgon affirmaient, avec la bénédiction des Améri-

cains, que leurs troupes étaient au Cambodge pour y rester. Des canonnières sur le Mékong ! Cela fleurait bon la rapacité des colonialistes du XIXe siècle.

« Qui peut affirmer qu'il sait ce que cette flottille de canonnières sud-vietnamiennes fait au Cambodge », se demandait l'éditorial du *Washington Post* le 13 mai. Et le journal, après avoir passé en revue les arguments officiels qu'il jugeait peu convaincants, posait la question : « La politique des canonnières peut-elle être loin derrière ces canonnières ? »

Bien sûr, il s'agissait de vedettes sud-vietnamiennes. Les bateaux américains s'arrêtèrent chastement à la limite des trente kilomètres. Il ne restait d'Américains que quelques officiers à bord des bateaux sud-vietnamiens et les pilotes qui assuraient la couverture aérienne.

L'expédition sur le Mékong n'était que la prolongation logique, même si elle choquait un peu, de la « guerre spéciale », cette invention politico-militaire américaine, d'abord mise à l'essai au Sud-Vietnam à partir de 1961. On y reconnaîtra sans doute plus tard l'application classique de ce terme assez étrange, mal défini et mal compris, de « néo-colonialisme[1] » : la « guerre spéciale » de l'époque nixonienne, ou l' « asiatisation », autrement dit le téléguidage de la colonisation américaine de l'Asie ; c'est l'application pratique du vieil adage de John Foster Dulles : « Que les Asiatiques combattent les Asiatiques » quand cela peut servir les intérêts américains.

La « guerre spéciale » est une des trois formes de guerre

1. De façon très approximative, on pourrait définir ce nouveau type de colonialisme comme ce qui peut être imposé à des pays qui entament un processus de développement, tandis que la présence coûteuse de la puissance coloniale est réduite au minimum. Ce système a été mis au point par les Etats-Unis pour pénétrer dans les pays qui venaient de rejeter le colonialisme à l'ancienne. Au lieu d'une administration coloniale et de troupes d'occupation, c'est la mise en place de régimes subordonnés et grassement subventionnés, dont les troupes fantoches appliquent la politique américaine. Au lieu de l'envoi d'un corps expéditionnaire, c'est l'installation de la « guerre spéciale » comme expression militaire de ce néo-colonialisme. La « guerre spéciale » a échoué au Sud-Vietnam et les Américains ont finalement été obligés d'envoyer leurs propres troupes, démasquant ainsi leur vrai visage, celui du colonialisme classique.

définies et mises au point par les conseillers militaires du président Kennedy, parmi lesquels Kissinger, aujourd'hui conseiller de Nixon pour la sécurité nationale. Son originalité : les Etats-Unis procurent les dollars et les armes aux autres, à ceux qui se battent ; ils définissent la ligne tactique et stratégique à suivre et la transmettent par l'intermédiaire de leurs « conseillers militaires » ; ils fournissent leur puissance aérienne et leurs moyens de transport ; bref, les autres n'ont plus, eux, qu'à fournir la chair à canon. Ce genre de guerre est particulièrement avantageux : elle ne revient pas cher. Lors d'une réunion de la Commission des Affaires militaires du Congrès, un ardent défenseur de ces méthodes expliquait que le soldat indigène coûtait beaucoup moins cher à entretenir que le soldat américain. « Et au moins, quand ils meurent, pas besoin de rapatrier les corps. On les enterre sur place. » Phrase qui fait écho à une remarque d'Ellsworth Bunker, ambassadeur à Saïgon et tout en faveur de la « vietnamisation » : « Le problème est de changer la couleur des cadavres. »

La « guerre spéciale » échoua au Sud-Vietnam et l'on dut passer à l'échelon supérieur, celui de la « guerre locale », encore appelée « guerre limitée », avec intervention de l'infanterie américaine, mais limitée à un certain niveau qui la maintient encore à bonne distance du troisième et dernier échelon, celui de la « guerre globale nucléaire ». Les Etats-Unis mènent une « guerre spéciale » au Laos depuis 1960, comme nous le verrons dans les chapitres suivants, et, depuis avril 1970, au Cambodge.

Cette remontée du Mékong polissait le concept. Les forces indigènes, habituellement soutenues par les Etats-Unis pour qu'elles maintiennent en place un régime pro-américain, servaient maintenant à envahir un pays voisin, pour accomplir la même besogne. Il était ainsi loisible, et l'avantage était peu négligeable, de faire peser toute la responsabilité de cette action sur les Sud-Vietnamiens qui n'étaient, quant à eux, liés en rien par les limites que Washington déclarait avoir imposées à son propre commandement militaire.

Le but de ce livre est de montrer que ce qui se passe au Cambodge et au Laos aujourd'hui n'a rien à voir avec les

« pistes Ho Chi Minh et Sihanouk », les « sanctuaires ou les bases vietcong », mais est bien plutôt l'aboutissement logique de la politique américaine en Asie du Sud-Est depuis 1954, mise au point et organisée après la défaite du colonialisme français en Indochine, dont la chute créait un vide qu'il fallait combler. Il s'agit d'une histoire fort simple, et tout le reste n'est que littérature.

Les Etats-Unis entreprirent délibérément de saboter les accords de Genève de 1954, qu'ils avaient refusé de signer mais qu'ils s'étaient engagés à respecter. Ils refusèrent les élections qui devaient réunifier le Vietnam, prévues pour juillet 1956 selon les accords de Genève ; ils refusèrent de respecter la neutralité du Laos et du Cambodge et n'eurent de cesse de renverser les régimes vraiment neutralistes de cette région. C'est ainsi qu'on en est arrivé à la situation grave qui existe dans les trois pays d'Indochine aujourd'hui. L'idée de faire du Laos et du Cambodge deux Etats-tampons neutres constituait le fondement même de l'accord entre l'Est et l'Ouest signé à Genève en 1954, en particulier entre Anthony Eden et Pierre Mendès-France d'un côté, Chou En-lai et Vyatcheslav Molotov de l'autre. Les deux Etats concernés avaient immédiatement accepté. Mais John Foster Dulles avait claqué la porte et dénoncé, un peu plus tard, le « danger d'immoralité » de la neutralité.

Et finalement on aboutit aux canonnières sur le Mékong et à la seconde guerre d'Indochine. Phénomène très symptomatique du développement du néo-colonialisme, ces canonnières pavoisent aux couleurs de Saïgon. De la même façon, il est symptomatique de voir que des Asiatiques comme les Thaïlandais et les Sud-Vietnamiens coopèrent avec les sous-fantoches cambodgiens pour déchirer le Cambodge et le transformer en sous-colonie. Du moins essaient-ils.

En provoquant la chute du prince Norodom Sihanouk et de son neutralisme, la C.I.A. a déclenché une réaction en chaîne dont les conséquences ultimes sont imprévisibles. Il ne s'agit pas seulement d'avoir étendu en quelques jours la guerre du Vietnam au Cambodge et d'avoir créé un seul et unique front dans l'Indochine tout entière. En faisant sauter le verrou de la neutralité cambodgienne, les stratèges américains ont déclenché

une guerre sans frontière qui pourrait bien enflammer toute l'Asie méridionale, jusqu'aux portes de l'Inde et au-delà.

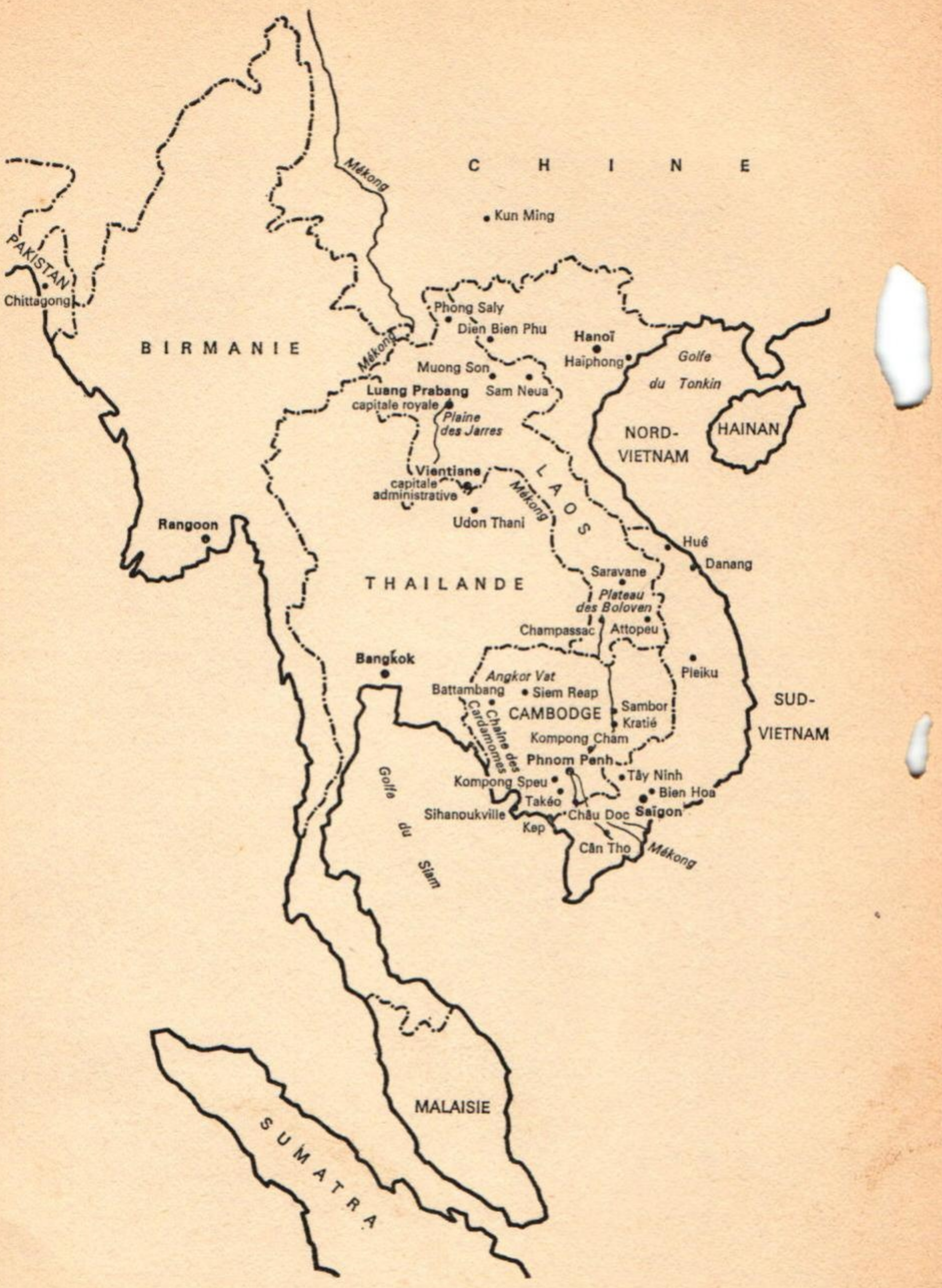
Washington a largement fait son profit des « sanctuaires communistes » du Cambodge. Mais on trouve des « sanctuaires » américains bien plus importants en Thaïlande ainsi que d'importantes bases de contre-guérilla qui s'étendent jusqu'aux frontières de la Malaisie. Et en dépit de la renommée de Sir Robert Thompson, le « héros de la contre-insurrection » en Malaisie où il a prétendument écrasé les rebelles, une guerre de guérilla continue d'y couver sous les cendres. Le noyau dirigeant des maquis malaisiens, que Sir Robert n'a jamais pu éliminer, reste intact et actif sur la frontière siamo-malaisienne. L'extension de la « guerre spéciale » au Laos a amené à ce jour l'établissement de liens, dans le nord-ouest du Laos et le nord-est de la Thaïlande, entre les partisans du Pathet Lao et ceux du Front patriotique thaïlandais qui, dans cette région-là, sont surtout d'origine lao.

Si la guerre du Vietnam n'avait pas débordé les frontières du pays, si elle avait trouvé une solution à la Conférence de Paris, les autres problèmes de la péninsule seraient restés isolés les uns des autres et auraient trouvé leurs solutions au rythme du développement social et économique des pays en question. Nixon a décidé de « vietnamiser » la guerre plutôt que de la terminer, de l'étendre plutôt que de la restreindre. L'intervention des Américains, et parfois, comme en Thaïlande et aux Philippines, la seule présence des Américains, agit comme un puissant catalyseur sur les mouvements de libération nationale. C'est la dure réalité des années 70. Nixon et ses successeurs devront en tenir compte.

L'auteur a été le témoin oculaire du déroulement de ce drame indochinois, depuis le début de la bataille de Dien Bien Phu et la Conférence de Genève, en 1954, jusqu'à la formation du gouvernement cambodgien d'union nationale, à Pékin, le 5 mai 1970.

Paris, 1er juin 1970,
W.G.B.

ASIE DU SUD-EST


CHINE
Mékong
Kun Ming
PAKISTAN
Chittagong
BIRMANIE
Phong Saly
Dien Bien Phu
Hanoï
Haiphong
Golfe du Tonkin
Muong Son
Sam Neua
Luang Prabang
capitale royale
Plaine des Jarres
NORD-VIETNAM
HAINAN
Vientiane
capitale administrative
LAOS
Udon Thani
Rangoon
Huê
Danang
Saravane
THAILANDE
Plateau des Boloven
Champassac
Attopeu
Bangkok
Angkor Vat
Pleiku
Battambang
Siem Reap
SUD-VIETNAM
Chaîne des Cardamomes
CAMBODGE
Sambor
Kratié
Kompong Cham
Phnom Penh
Tây Ninh
Kompong Speu
Bien Hoa
Takéo
Golfe du Siam
Sihanoukville
Châu Doc
Saigon
Kep
Cân Tho
Mékong
MALAISIE
SUMATRA

I

LE CAMBODGE ET SA PLACE EN INDOCHINE

Destin tragique et peu enviable que celui des Etats d'Indochine et de leur rapport avec la géopolitique. Voie de passage et terre propice aux envahisseurs venus des quatre coins de l'Asie ; carrefour des impérialismes rivaux ; champ de bataille de ceux qui rêvaient de conquérir l'Indochine et ses légendes ; source de guerres interminables entre les différents Etats de la péninsule qui s'efforçaient de s'assujettir mutuellement ; point focal de la confrontation des cultures et des religions. Le continent asiatique n'a que trop souvent été la proie de véritables maelströms guerriers. Ce furent les armées des différentes dynasties de la Chine féodale, ou les hordes mongoles à la conquête du Sud ; puis les colonialistes occidentaux à la conquête de l'Orient ; les expansionnistes japonais à la conquête de l'Ouest, lors de la Seconde Guerre mondiale ; enfin les Etats-Unis qui, visant le nord, cherchent à atteindre la Chine populaire encore aujourd'hui. Ils sont tous passés par l'Indochine, où ils ont installé leurs quartiers pour des années, des décennies et des siècles, selon. Le plus incroyable est que les peuples d'Indochine leur ont toujours résisté, et bien souvent les armes à la main.

Pourquoi ce nom d'Indochine ? Parce que la culture et l'influence de la Chine et de l'Inde ont conflué vers cette péninsule, formée aujourd'hui par le Vietnam, le Cambodge et le Laos. Dans son acception plus large, le terme d'Indochine comprend tous les Etats de la péninsule qui commence à la frontière de ce qui est aujourd'hui le Pakistan oriental. Y sont inclus la Birmanie, la Malaisie, la Thaïlande et les trois Etats de l'ex-Indochine française, pays qui subirent tous, plus ou moins,

l'influence de l'Inde et de la Chine. Pour les besoins de ce livre, nous avons employé le terme d'Indochine dans son acception limitée de région formée par le Vietnam, le Cambodge et le Laos.

Séparé du Cambodge et du Laos par la cordillère annamitique, le Vietnam a subi plus fortement l'influence de la culture chinoise pour avoir, entre autres, connu l'occupation de la Chine pendant des siècles. Le Cambodge et le Laos ont été très marqués, à une certaine période de leur histoire, par la culture indienne. La splendeur des temples angkoriens, au Cambodge, témoigne du combat, et parfois de la coexistence paisible entre l'hindouisme et le bouddhisme. Les Vietnamiens adoptèrent aussi le bouddhisme, mais un bouddhisme un peu différent de celui de leurs voisins et quelque peu teinté de taoïsme chinois.

Chacun des trois Etats a su préserver sa culture spécifique, sa langue, sa façon de s'habiller et de se nourrir. Les Vietnamiens ont adopté l'alphabet latin, tandis que les Cambodgiens et les Laotiens ont conservé les caractères dérivés du sanscrit. Les Vietnamiens, comme les Chinois et les Coréens, mangent avec des baguettes, les Cambodgiens se servent d'une cuillère, et les Laotiens, tout comme les Indiens, de leur main. Leur nourriture est différente. La cuisine vietnamienne ressemble, sans lui être identique, à la cuisine chinoise. Les Cambodgiens préfèrent le curry à l'indienne, la viande et le poisson en brochettes. La cuisine laotienne tient un peu des deux, avec en plus de la viande crue. Tous accompagnent leur repas de riz, les Laotiens ayant une préférence pour le riz gluant. Dans ces trois pays, les montagnards ont un régime à base de maïs et de riz gluant. Tous ont gardé vivantes leurs coutumes, malgré des siècles d'occupation étrangère, car ils ne se sont pas laissé absorber par l'occupant.

Chacun des trois Etats d'Indochine porte nettement la marque de la nature et du climat. Le niveau de développement politique, social et économique est très différent selon le pays où l'on se trouve. En ce qui concerne le Vietnam, cette différence se retrouve dans une certaine mesure entre le Nord et le Sud, encore que la langue et les coutumes y soient les mêmes d'un bout à l'autre du pays, à quelques nuances de prononciation

près. Au nord, le climat est plutôt rude, et les terres cultivables sont surpeuplées. Avant la réforme agraire qui suivit le retrait des Français après les accords de Genève de 1954, la terre était entre les mains des propriétaires fonciers, qui habitaient le même village que les paysans et disputaient au fermier chaque kilo de riz récolté, pour prix du métayage. La nature, dans le sud, est plus généreuse, et la population moins dense. Les propriétaires fonciers vivaient plutôt dans les villes où ils s'adonnaient au commerce, laissant à leurs agents le soin de lever les fermages. Ils furent nombreux à prendre la nationalité française et à envoyer leurs enfants étudier en France. Il se comportaient plutôt comme de grands propriétaires absentéistes, à la manière européenne. Au Cambodge, il n'y a jamais eu de véritable pression démographique, ni de système traditionnel de grande propriété foncière ; la terre appartenait, et appartient toujours, aux paysans qui la cultivent. (En revanche, ils sont rarement propriétaires de leurs récoltes, qu'ils ont gagées auprès des usuriers ou des marchands qui la leur achètent à bas prix et leur vendent les denrées nécessaires au prix fort.) On ne trouvait pas non plus de grands propriétaires au Laos, mais s'était installé dans plusieurs régions une sorte de système féodal où le *tasseng*, chef désigné d'un ensemble de villages, pouvait exiger des paysans qu'ils accomplissent des corvées pour les notables locaux, parfois pendant six ou huit mois par an, et qu'ils leur cèdent les meilleures pièces de leur chasse et de leur pêche.

Dans un pays comme le Laos — et dans une certaine mesure dans les régions montagneuses du Vietnam — on ne peut comprendre l'évolution de l'homme qui, d'une société esclavagiste, est passé par le servage et le féodalisme pour arriver aux formes primitives du capitalisme, que si l'on étudie les habitudes socio-économiques des différents groupes raciaux. En général, ceux qui pratiquent une agriculture semi-nomade sont les moins évolués. Ils ont un système de culture sur brûlis par lequel, après avoir déboisé un flanc de la montagne, ils plantent du riz non irrigué ou du maïs dans des trous creusés avec des bâtons à fouir, sur un sol tapissé de cendres ; la tribu se déplace ainsi à flanc de coteau, et ne revient au point initial que quand la forêt a repoussé. Les groupes raciaux les plus évolués, les

Lao Lum, d'origine thaï, et considérés comme les « vrais » Laotiens, vivent dans les plaines et les vallées. Les Lao Xung, qui comprennent les tribus des Meo, Lolo et Yao, originaires de Chine, occupent les crêtes. Les femmes cultivent le maïs et l'opium, et s'occupent du bétail ; les hommes sont de redoutables chasseurs, armés d'arbalètes et de fusils de leur cru. Les pentes sont occupées par les Lao Theung, d'origine malayo-polynésienne, qui regroupent de nombreuses tribus.

Si l'on considère l'Indochine après que les accords de Genève eurent temporairement divisé le Vietnam à la hauteur du 17e parallèle, le Laos est le plus vaste de ces pays, avec une superficie de 236 800 km². Viennent ensuite le Cambodge, avec 181 000 km², puis le Sud-Vietnam avec 171 665 km², enfin le Nord-Vietnam avec 161 103 km². Si l'on compte en nombre d'habitants, le Laos est de loin le moins peuplé, avec ses 3 millions ; le Cambodge vient ensuite avec environ 6 millions ; et ces deux pays réunis sont loin d'atteindre les 17 millions du Nord-Vietnam, ou les 15 millions du Sud. Sur une carte, l'Indochine ressemble à un appendice de la Chine, tout comme la Corée dans le lointain nord-est.

A l'inverse des Cambodgiens et des Laotiens, gens accommodants, les Vietnamiens sont des gens pleins d'énergie, qui font montre d'un sens aigu de l'organisation, de la discipline et du travail. A travers toute l'Indochine, le personnel administratif des Français était composé de Vietnamiens, ce qui leur valut de nombreuses rancœurs. De plus, les Vietnamiens s'installèrent comme artisans et comme techniciens au Cambodge et au Laos, et se partagèrent avec les Chinois la fonction de marchands dans les villes. (L'argent, sous forme monétaire, apparut au Cambodge et au Laos plus tard qu'au Vietnam, et le troc est encore pratique courante à la campagne dans ces deux pays.) Les Vietnamiens y sont aussi pêcheurs et agriculteurs.

Les Cambodgiens et les Laotiens — jusqu'à la mise en place de quelques industries au Cambodge — vivaient essentiellement et directement des fruits de leur travail, du riz qu'ils cultivaient, du poisson qu'ils pêchaient, du gibier qu'ils capturaient, des outils et des armes qu'ils forgeaient, du tissu qu'ils tissaient. Ils vivaient dans une économie de subsistance et non dans une

économie d'échange. Après la moisson, et c'est là un des événements essentiels du cycle agraire de l'année cambodgienne, les paysans descendent, sur des chariots tirés par des buffles, vers les rives de Tonlé Sap, non loin de Phnom Penh, où ils troquent avec les pêcheurs le riz contre un certain poisson, transformé sur place en *prahoc*, sorte de pâte de poisson, odorante et très salée, qui enrichit de ses vitamines l'ordinaire des repas du paysan. L'absence d'une économie d'échange n'a pas empêché les Khmers de produire une civilisation hautement développée, ainsi qu'en témoignent les ruines des temples d'Angkor.

En effet, pour comprendre le passé du Cambodge, il faut visiter Angkor. Rien ne peut vous préparer au choc de la première rencontre avec l'antique capitale et ses ruines. Bien sûr, il y a les livres que l'on a lus, les photos que l'on a vues, les récits qui nous parlent de ces merveilles. Mais rien qui ressemble aux émotions ressenties dès le premier regard sur les tours d'Angkor Vat qui se dressent comme des boutons de lotus au-dessus de la forêt, et se reflètent dans l'eau des douves qui les encerclent. Elles ouvrent comme un prélude la lente découverte de cette splendeur, suprême parmi les temples angkoriens. Angkor Vat n'est qu'un temple parmi au moins une douzaine d'autres, dont l'importance historique et culturelle n'est plus à démontrer, au sein du grand ensemble d'Angkor. D'autres petits monuments de moindre importance s'étendent encore sur des centaines de kilomètres carrés. Le Cambodge lui-même est un véritable musée de ruines antiques, dont plus d'un millier a été répertorié. Mais c'est à Angkor, capitale des rois Khmers pendant un demi-millénaire, qu'on en trouve la plus grande concentration. Si seules des ruines de temples nous parlent aujourd'hui de la grandeur des architectes et des bâtisseurs cambodgiens, c'est que c'est aux seules divinités qu'on consacrait des demeures de pierre. Le commun des mortels, y compris les rois, vivait au mieux dans des maisons de bois, et plus souvent dans des paillotes de bambou et de chaume. Les villas et les palais de l'âge d'or du Cambodge ont ainsi disparu sans laisser d'autre trace que celle que le stylet a gravée sur les bas-reliefs d'Angkor.

La première capitale de ce qui correspond à peu près au Cambodge d'aujourd'hui fut établie à Angkor, au début du IXe siècle. L'histoire pré-angkorienne du Cambodge est assez mal connue. Les meilleures sources de renseignements sont encore les inscriptions en sanscrit trouvées à Angkor et traduites par les érudits indiens, les annales chinoises et les relations des voyageurs chinois qui se rendaient de temps en temps dans le pays. Les historiens sont en général d'accord pour dire qu'entre le Ier et le VIe siècles de notre ère, un royaume hindouiste s'étendait sur le Cambodge méridional actuel. Les Chinois l'appelaient le royaume du Fou Nan. Dans le Nord vivait un peuple connu sous le nom de Kambuja, et qui était apparemment vassal du royaume du Fou Nan. Vers le milieu du VIe siècle, le gouverneur des Kambuja se déclara indépendant du Fou Nan et installa, avec l'aide de son frère, une dynastie rivale. En l'espace d'un siècle, les successeurs des deux frères annexèrent le Sud et remplacèrent le royaume du Fou Nan par celui du Kambuja. Vint ensuite une période de guerres civiles et de divisions, et une partie du royaume tomba sous la souveraineté des Javanais. Vers la fin du VIIIe siècle, un prince de la famille régnante, qui avait été retenu prisonnier à Java, revint au pays, restaura le royaume du Kambuja, dont il devint roi sous le nom de Jayavarman II. Il rompit les liens avec Java et établit la première capitale d'un Cambodge unifié près d'Angkor, dans ce qui est aujourd'hui la province de Siem Reap [1].

Les différents rois qui suivirent maintinrent leur capitale dans la région jusqu'à la moitié du XVe siècle, au moment où le Siam se mit à menacer les provinces occidentales. Les ruines qui attirent aujourd'hui des visiteurs des quatre coins du monde datent du début du IXe siècle à la fin du XIIIe. Le temple d'Angkor Vat proprement dit fut construit sous le règne de Suryavarman II (1112-1182).

1. Ce bref résumé a été fait à partir des travaux de G. Goedès, l'un des meilleurs spécialistes de l'histoire ancienne du Cambodge, et en particulier à partir des *Capitales de Jayavarnam II, la Tradition généalogique des premiers rois d'Angkor* et *Pour mieux comprendre Angkor*.

Jayavarman II avait rapporté de Java la théorie du dieu-roi, ou Devaraja, qui correspond à la théorie du roi de droit divin, fort prisée un peu plus tard par les monarques européens. Il était, disait-il, une incarnation de Vishnu, dieu hindouiste de l'Univers, descendu sur terre. A sa mort, il regagnerait le mont Meru sous sa forme première de Vishnu. La tour centrale d'Angkor Vat représentait le mont Meru, et abritait un linga, symbole phallique du dieu-roi. Les successeurs de Jayavarman II reprirent cette croyance et construisirent chacun un temple-montagne qui abritait un linga royal.

Le prince Sihanouk descend directement des rois d'Angkor, et la théorie du dieu-roi est largement acceptée par la paysannerie d'aujourd'hui. Ce respect du souverain est aussi inspiré par des raisons plus terre-à-terre. Les rois d'Angkor étaient de remarquables ingénieurs, et à l'heure de la succession, on élisait le plus compétent des ingénieurs royaux. C'est que la prospérité du Cambodge dépendait de la conservation de l'eau. A la différence de l'agriculture vietnamienne, où la technique de l'hydraulique consistait à contrôler la crue saisonnière qui inondait les rizières dans les deltas du fleuve Rouge et du Mékong, l'irrigation cambodgienne se faisait à partir de réservoirs artificiels et de canaux d'irrigation autour desquels la population avait tendance à se concentrer. Certains savants cambodgiens expliquent aujourd'hui, d'accord en cela avec les chercheurs français, la splendeur passée d'Angkor par une forte concentration de population autour des systèmes extrêmement rationnels de réservoirs et de canaux construits par les souverains d'Angkor, et dont certains subsistent toujours. On dit que Angkor Thom, qui fut la principale capitale, était au temps de sa gloire la plus grande ville du monde, avec plus d'un million d'habitants.

On pense que les réservoirs se sont ensuite lentement ensablés, tandis que les régions agricoles se rapprochaient des bords du Mékong et du Bassac. Selon certaines théories, le réseau de routes construites par Jayavarman VII, le dernier grand roi d'Angkor, bordées d'auberges-relais tous les quinze kilomètres environ (une petite journée de marche) et d'hôpitaux bien équipés, situés à intervalles réguliers, était devenu indispensable pour faire venir le riz des quatre coins du pays jusqu'à Angkor,

à une époque où l'ensablement du système d'irrigation avait singulièrement réduit la production rizicole de cette région-là. Il est certain, en tout cas, que la prospérité du peuple dépendait essentiellement des techniques, de l'énergie et des facultés d'organisation de ses rois-ingénieurs, sans parler de leurs qualités militaires.

L'une des fêtes nationales les plus importantes dans le Cambodge d'aujourd'hui est celle de l'Ouverture du Sillon sacré, accomplie rituellement, jusqu'au coup d'Etat, par le prince Sihanouk accompagné de brahmanes qui représentent les restes d'un hindouisme jadis religion officielle. (Si le prince Sihanouk ne peut venir en personne ouvrir la saison de la récolte 1970, les paysans verront là le présage de désastres à venir.)

Les principaux thèmes des fresques d'Angkor Vat sont extraits d'épopées hindoues, comme le Ramayana et le Mahabbharata. Il faudrait des semaines et des semaines pour examiner par le menu ces légendes de pierre, pleines dans leurs plus petits détails de verve et d'humour, d'humanisme et de réalisme aussi. Cependant on distingue un changement dans l'état d'esprit du sculpteur quand il représente des scènes de bataille entre les Cambodgiens et les Chams [2].

Les scènes de bataille n'ont rien de prestigieux ni d'héroïque, elles offrent au contraire une image extrêmement réaliste des horreurs et des souffrances de la guerre, et ne glorifient même pas les victoires militaires. On voit les troupes cambodgiennes marcher sur un champ de bataille jonché des cadavres des leurs. Les batailles navales sur le Grand Lac, où les ennemis s'affrontent depuis leurs galères à plusieurs rangées de rames (les Chams sont reconnaissables à leur coiffe en forme de lotus), montrent les blessés basculant par-dessus bord pour se faire happer par la gueule des crocodiles. Le fond du lac est recouvert

2. L'empire du Champa se trouvait dans ce qui est aujourd'hui le Sud-Vietnam. Le Cambodge fut régulièrement envahi par les Chams, dont la flotte remontait le Mékong et attaquait Angkor en passant par le Grand Lac qui s'étend sur 9 000 km² environ à la fin de la saison des pluies. Plus tard, l'empire cham allait être détruit par les Annamites, et il ne reste plus aujourd'hui que quelques milliers de Chams qui vivent regroupés dans des villages isolés au Sud-Vietnam et au Cambodge.

de couches de cadavres, cambodgiens et chams, enlacés dans la mort et dévorés par des tortues géantes, des crocodiles, des poissons gigantesques. Les batailles terrestres sont menées par des généraux à dos d'éléphant, armés de javelines, et appuyés par une infanterie qui se bat à la pique et à l'arbalète. De sombres scènes montrent le sort de Cambodgiens prisonniers, pendus à des roues par les poignets tandis qu'on les crible de traits, puis jetés dans les flammes, le corps encore tout hérissé de javelots.

Mais il n'y a pas que des bas-reliefs sur la guerre. Le Bayon en particulier comprend plusieurs séries de fresques sculptées où l'on peut voir des gens en train de construire leur maison, de marchander au marché, de chasser à l'arbalète dans la forêt, de pêcher au filet, d'aller à la fête, de cultiver la terre, d'assister à des combats de coqs ou de sangliers, bref mille scènes qui nous dévoilent les détails intimes de la vie quotidienne de l'époque, telle qu'on peut la voir encore aujourd'hui dans de nombreuses régions.

Le dernier des grands bâtisseurs de temples fut Jayavarman VII, ce constructeur de routes, d'auberges et d'hôpitaux dont nous avons déjà parlé.

On ne compte guère de constructions importantes après lui. Les armées cham et siamoise déferlèrent ensuite par vagues, pillant et brûlant tout sur leur passage. En 1297, presque un siècle après le règne de Jayavarman VII, Chou Ta-kuan, le voyageur chinois, parle encore du faste somptueux de la cour angkorienne, mais signale que le pays a été dévasté et appauvri par les guerres contre les Siamois. En 1432, Angkor est vraiment abandonné comme capitale du royaume. Les Siamois l'occupèrent quelque temps, mais se retirèrent eux aussi de ce qui n'était plus qu'un champ de ruines. Les paysans quittèrent en masse la région après que les envahisseurs eurent détruit un système d'irrigation fort complexe construit en même temps qu'Angkor Vat. La jungle reprit possession des lieux, qui devinrent le paradis des troupeaux d'éléphants, des tigres et des panthères. Une civilisation splendide se mourait. Plus tard, les Khmers devaient contempler, médusés, ces ruines massives auxquelles ils allaient trouver des origines légendaires.

Puis Angkor fut redécouvert une première fois au XVII^e siècle et devint ensuite, à partir de 1862, quand la France s'empara du Cambodge, l'objet d'études systématiques qui reconstituèrent peu à peu ces cinq siècles d'histoire.

L'histoire moderne du Cambodge date de la colonisation française, elle-même annoncée par l'arrivée de bateaux de guerre français au Vietnam, en 1858, pour « protéger » bien sûr des missionnaires français à Tourane (aujourd'hui Danang) et à Saïgon. Après le Vietnam, c'était au tour du Cambodge de subir les plans de colonisation de l'Indochine par la France. Le but de ce livre n'est pas de raconter en détail la domination française ou la résistance des Cambodgiens, mais de décrire certains éléments de la lutte de résistance et du rôle de Sihanouk dans la reconquête de l'indépendance du pays, qui sont essentiels pour comprendre ce qui se passe aujourd'hui au Cambodge depuis le coup d'Etat du 18 mars 1970.

Quand les Japonais envahirent l'Indochine, en décembre 1941, ils laissèrent à l'administration vichyste le soin d'expédier les affaires civiles, au Cambodge comme ailleurs. Mais le 9 mars 1945, après la chute du régime de Vichy, les Japonais s'attribuèrent tous les pouvoirs, par un coup de force. En août 1945, les forces populaires se soulevèrent au Cambodge, comme au Vietnam et au Laos, contre les Japonais, et les forces de résistance patriotiques prirent le pouvoir. Mais pas pour longtemps. Appuyées par la marine de guerre britannique et les troupes du brigadier-général Gracey, les troupes françaises débarquaient à Saïgon le 23 septembre 1945, en chassaient les forces de la résistance et s'en servaient comme d'une base pour pénétrer au Cambodge. Le 5 octobre, le général Leclerc parachutait des hommes à Phnom Penh, inaugurant ainsi officiellement la seconde invasion française du Cambodge et une nouvelle phase dans la lutte de résistance des Cambodgiens.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que pour les Français, la guerre en Indochine formait un tout. Dès leurs premières conquêtes, le Sud-Vietnam leur avait servi de tremplin pour la conquête du Cambodge, les bases au Cambodge leur avaient permis en retour d'occuper le reste du Sud-Vietnam. Ils utilisèrent leurs bases au Vietnam et au Cambodge pour s'emparer

du Laos. Dans leur reconquête, ils utilisèrent Saïgon pour retourner au Cambodge, et le Cambodge pour déborder les forces de résistance vietnamiennes à l'ouest et au sud-ouest du Vietnam. Pour déborder et détruire le Vietminh, dans le Vietnam septentrional, les Français utilisèrent le Laos. Les fronts et les zones de combat empiétaient les uns sur les autres, du Vietnam au Laos, du Laos au Cambodge et de là, de nouveau, au Vietnam.

La dure résistance du Vietminh au sud et la nécessité, pour les Français, de gagner du temps pour organiser l'invasion du Nord, les poussèrent à faire des promesses au Cambodge, dans un *modus vivendi* signé le 7 janvier 1946, d'une pleine indépendance « de principe ». Cet accord devait être suivi d'autres traités qui aboliraient le protectorat et annuleraient toutes les conventions arrachées à la pointe des baïonnettes à la fin du XIX^e^ siècle. Mais les troupes françaises continuaient d'arriver, les Français serraient le pays à l'étouffer, et les discussions sur les traités étaient constamment ajournées. Quand le dispositif pour la reconquête de l'Indochine fut enfin prêt, la guerre totale fut déclenchée contre le peuple vietnamien en décembre 1946, avec le bombardement de Haïphong et l'invasion du delta du fleuve Rouge. Chaque avance des Français au cœur du Vietnam faisait reculer un peu plus les espoirs de voir un jour le *modus vivendi* cambodgien entrer en application.

Une allusion à cette situation et à la force du mouvement de résistance *khmer issarak* a été faite en septembre 1953 dans une déclaration de Sam Sary [3], à cette époque ministre chargé des négociations avec le gouvernement français. Il se plaignit des délais sans cesse renouvelés que la France mettait à leur accorder l'indépendance complète, presque huit ans après la signature du *modus vivendi* : « Cette politique hésitante de la France, souligna-t-il, et le renforcement du communisme en Indochine amènent les citoyens du Cambodge à s'en détourner [de la France]. Une partie croissante de la population passe à la dissidence, et la menace d'une guerre civile semblable à celle du Vietnam se précise. »

Les « dissidents » étaient bien sûr membres du Nekhum

3. Sam Sary rejoignit plus tard le groupe des traîtres *khmers serei*.

Issarak Khmer, ou Front des Khmers libres, fondé pour mener la lutte anti-colonialiste. Dès le retour des Français en 1945, le Front reçut l'appui des fonctionnaires, des travailleurs et des étudiants de Phnom Penh qui lui accordèrent d'abord un soutien politique en organisant des grèves et des manifestations, puis un soutien plus actif, en envoyant des volontaires rejoindre les forces khmer issarak dans les maquis. En août 1946, celles-ci frappèrent leur premier coup en anéantissant la garnison française de Siem Reap et en s'emparant de son stock d'armes. Elles établirent peu à peu des bases de guérilla dans de grandes zones du nord-ouest, du sud-ouest et du sud-est du Cambodge, — régions dont le Front uni national s'empara en quelques semaines après le renversement de Sihanouk. Au début, elles ne disposaient que des armes prises à l'ennemi. Plus tard, elles établirent des ateliers dans la jungle, pour la fabrication de grenades à main, de mines, de bazookas et d'autres armes adaptées à la guerre de partisans. Entre 1946 et 1949, des comités populaires se formèrent dans de nombreuses provinces à l'échelon du district et du village, appuyés par des corps d'auto-défense pour la protection des villages. Tandis que l'organisation se développait, des groupes de résistance de diverses zones isolées prenaient contact ; il n'y eut plus bientôt qu'un large front militaire et politique unifié [4].

En avril 1950, un événement politique important se produisit sur le front du Cambodge. Un congrès des représentants du peuple se tint avec la participation de 200 délégués de toutes les couches de la population. Il est à remarquer qu'un peu plus de la moitié des délégués, 105 exactement, étaient des bonzes bouddhistes, phénomène assez typique de la situation cambodgienne. Il fut décidé de former un Comité central de libération, qui se transforma par la suite en gouvernement provisoire, et finalement en gouvernement de la Résistance nationale pour administrer les régions déjà sous le contrôle des Khmers Issarak.

4. J'ai raconté avec maints détails l'histoire de cette période et du mouvement khmer issarak ainsi que beaucoup d'autres événements liés à l'histoire du Cambodge et du Laos dans *Mekong Upstream*, Hanoï, Editions Fleuve Rouge, 1957, traduit en français par Georges Boudarel sous le titre *En remontant le Mékong*.

(On a toujours vu, dans la tradition du bouddhisme cambodgien, les bonzes se placer du côté des patriotes. L'un des plus graves revers essuyés par le régime Lon Nol-Sirik Matak a été l'hostilité immédiate de la hiérarchie et des moines bouddhistes, qui n'a fait que s'accroître avec la sauvagerie de la répression.)

Le 3 mars 1951 se réunit un congrès des représentants du Nekhum Issarak Khmer et des organisations parallèles qui existaient au Vietnam et au Laos. Il fut décidé d'établir l'alliance Viet-Khmer-Lao qui devait coordonner la lutte dans les trois pays. Ce fut sur la base des décisions prises à cette conférence que le volontaires vietnamiens entrèrent plus tard au Cambodge et au Laos pour combattre aux côtés des forces khmer issarak, devenues Armée de Libération nationale khmère, et des forces du Pathet Lao. A partir de ce moment-là, les forces de résistance ne devaient cesser de se renforcer. Le plus illustre soldat de France, le général de Lattre de Tassigny, avait été envoyé en Indochine pour réussir là où avaient échoué des étoiles moins brillantes que les siennes. Il se lança à son tour dans cette entreprise, où il échoua, et fut retiré de son poste après avoir perdu pratiquement tout le nord du Laos. Il fut remplacé en mars 1953 par le général Navarre et son fameux plan de « terminer la guerre en dix-huit mois ». On envoya de France 20 000 hommes de plus pour gagner la guerre selon le plan Navarre. A ce moment, on comptait 291 bataillons français en Indochine. Sur 80 bataillons d'intervention, 71 étaient concentrés au Vietnam. Navarre retira tous les bataillons d'intervention du Cambodge, mais dut en laisser neuf au Laos à cause de l'activité croissante des forces du Pathet Lao et du Vietminh. Les forces de « pacification » statiques étaient alors de 30 bataillons au Cambodge et au Laos, et de 181 bataillons au Vietnam. En fait, les forces stationnées au Cambodge se composaient de deux bataillons français de « troupes de pacification » seulement, et de cinq bataillons de l'armée royale khmère sous commandement français.

Sihanouk mit à profit cette situation et l'activité grandissante du mouvement des Khmers libres pour faire pression sur les Français qui durent aller de concession en concession.

Les discussions entre les Français et Sihanouk à cette époque

(mars 1953) portaient essentiellement sur la question de l'adhésion du Cambodge à l'Union française et sur les prétentions françaises à se servir, comme par le passé, du Cambodge comme champ de manœuvre pour leurs opérations au Vietnam et au Laos. Afin d'effrayer Sihanouk, les Français allèrent jusqu'à créer un faux mouvement Issarak, qui commit des actes de terrorisme visant particulièrement la monarchie [5]. Ils en tiraient argument pour prétendre que seule la présence des armes françaises sous un commandement français pouvait sauver le Cambodge et la monarchie de la destruction.

Sihanouk accepta ce défi la tête haute et d'une manière qui allait devenir constamment la sienne par la suite. Il livra secrètement des armes aux véritables forces khmères libres et autorisa des officiers et des hommes de l'armée royale à déserter. Dans une note au président de la République française, le 5 mars 1953, il montrait qu'il était au courant de la politique française qui visait à reconquérir chaque colonie, l'une après l'autre. Il soulignait aussi la puissance du mouvement Khmer Issarak, ses appuis populaires, et son refus de laisser le Cambodge s'engager contre le Vietminh aux côtés des Français : « La politique actuelle de la France est fondée en Indochine sur le fait que le principal objectif du moment doit être le succès dans la lutte entreprise contre le Vietminh... » Il affirmait qu'une telle politique n'était pas viable au Cambodge où le peuple « souhaite avant tout la paix et est sincèrement attaché aux idées de liberté et d'indépendance. Au point de vue militaire et politique, la situation réelle est actuellement la suivante : les trois cinquièmes du territoire du royaume sont occupés par le Vietminh... », mot qu'employait Sihanouk de manière vague pour décrire les forces de résistance cambodgiennes et vietnamiennes. Il n'y avait qu'une seule solution à ses yeux, et c'était l'indépendance complète qui priverait le Vietminh et le mouvement Khmer Issarak de leur soutien populaire. Sihanouk soulignait que les Khmers libres avaient de profondes racines dans le peuple :

5. En 1968-69, le général Lon Nol recourait aux mêmes provocations et forgeait des preuves de la menace khmère rouge contre Sihanouk.

« Autochtones, issus de familles paysannes, et même citadines... leurs proclamations patriotiques trouvent des échos favorables auprès de la population, et aussi du clergé dont l'influence reste énorme dans le royaume. Ils s'assurent des partisans fidèles et même des complices dans la masse comme dans l'élite khmère... Le danger Issarak est d'ailleurs réel en soi. Les rebelles tendent fréquemment des embuscades à nos patrouilles de gardes provinciaux, policiers ou soldats, et ont obtenu récemment, seuls ou avec l'aide des Vietminh, des résultats qui ont violemment ému l'opinion par l'assassinat d'un gouverneur, d'un chef de province, et de chefs de district... » (Parmi les victimes se trouvait le haut commissaire de France au Cambodge, De Raynaud, assassiné à Phnom Penh par un guérillero khmer issarak en novembre 1951.)

Sihanouk faisait allusion au faux mouvement Issarak, créé par les Français et qui comprenait un membre de la famille royale « qui a même reçu du commandement français des approvisionnements et des munitions, et dont le chef, le prince Chantaraingsey, est en relation avec les officiers supérieurs français, en compagnie desquels il lui arrive de dîner [6] ».

Ainsi que Sihanouk le soulignait dans sa note, la principale raison du soutien populaire au mouvement Khmer Issarak était que le Cambodge n'était pas vraiment indépendant. « Que puis-je répondre, demandait-il, quand la propagande issarak prouve à la population et au clergé que le Cambodge n'est pas vraiment indépendant ? » Il suggérait, en fournissant force détails, « le transfert des prérogatives jusqu'à présent détenues par la France, et par voie de conséquence l'obligation pour le roi et le gouvernement royal de trouver par eux-mêmes les moyens dont ils ont besoin pour exercer leurs pouvoirs et prendre leurs responsabilités ». Ce n'est qu'en faisant un tel pas en avant, disait-il, que la politique française « pourrait rencontrer la compréhension et l'accord de notre population qui a considérablement évolué et revendique plus que jamais les véritables attributs

6. Aujourd'hui réintégré dans l'armée de Lon Nol, avec le grade de lieutenant-colonel, il commande plusieurs bataillons de la 13e brigade d'infanterie qui opère au sud de Phnom Penh. (N.D.T.).

de l'indépendance ». Deux appendices faisaient suite à cette note. L'un donnait les grandes lignes du point de vue de Sihanouk en faveur d'une plus grande indépendance dans les domaines militaire, juridique, financier et économique. L'autre portait sur « l'accord tacite entre le haut commandement français et ce mouvement Issarak qu'il avait fabriqué [7]. »

Sihanouk venait alors d'avoir trente ans, mais faisait montre d'un talent de chef d'Etat qui devait désagréablement surprendre les politiciens français. En 1941, à la mort de Sisowath Monivong, grand-père de Sihanouk, les Français, qui faisaient et défaisaient les rois, décidèrent de choisir le jeune Norodom Sihanouk, âgé de dix-neuf ans, pour lui succéder, plutôt que son oncle, le prince Sisowath Monireth, plus âgé et plus dur à mener. (L'ironie de l'histoire veut que vingt-neuf ans plus tard, les Américains, se plaisant à leur tour à faire et défaire les rois, choisirent le prince Sisowath Sirik Matak, neveu de Monireth, pour être leur « homme fort » à Phnom Penh.) Lors d'une de ces réceptions peu protocolaires que Sihanouk aimait à offrir au corps diplomatique et aux journalistes, il fit ce commentaire sur son accession au trône : « Les Français m'ont choisi parce qu'ils pensaient que j'étais un petit agneau. Ils ont été surpris ensuite de découvrir que j'étais un tigre. En fait, j'ai toujours été un tigre, mais à l'époque je n'étais qu'un petit tigre. »

Ne recevant aucune réponse à sa note du 5 mars et à sa plainte contre la bande de Chantaraingsey et sa clique de faux Khmers Issarak, Sihanouk envoya une autre note, le 18 mars 1953, qu'il qualifia de « cri d'alarme », et où il citait la « désertion » d'un lieutenant de l'armée royale et de quarante soldats avec tout leur équipement. Il avertissait la France que si elle ne révisait pas immédiatement sa politique, le Cambodge tout entier se rallierait aux « rebelles ». Cette « désertion » était la riposte de Sihanouk aux relations du haut commandement français avec leurs marionnettes khmer issarak. C'était

7. Ce mouvement était le premier avatar du mouvement Khmer Serei, dirigé par la C.I.A. A l'époque, le faux Issarak était aussi lié étroitement à la Société du Dragon noir, sorte de super C.I.A. japonaise.

un clair avertissement que si l'indépendance n'était pas octroyée immédiatement, toute l'armée royale pourrait passer du côté des véritables Khmers Issarak et se battre avec eux pour l'indépendance.

La réponse française arriva dans les vingt-quatre heures, sous la forme d'une invitation à déjeuner avec le président Vincent Auriol, à Versailles, le 25 mars. Lors du déjeuner, Sihanouk insista pour que les négociations aboutissent rapidement et que l'indépendance cambodgienne ne reste pas une simple formule ; mais sa requête fut rejetée sans ambages et on lui conseilla, non sans quelque brusquerie, de rentrer chez lui le plus vite possible. Le communiqué de la Présidence, tout plein des éternelles platitudes sur la cordialité et l'amitié qui avaient présidé à cette conversation, se terminait néanmoins par ce curieux conseil selon lequel Sihanouk « devrait rentrer à Phnom Penh très prochainement ». C'était la dernière des choses qu'il avait l'intention de faire. Il voulait au moins arriver à un accord de principe sur l'établissement de nouvelles relations entre la France et le Cambodge. Le ministre des Etats associés dit également à Sihanouk de rentrer, car la prolongation de son séjour en France n'était pas désirable et pouvait être interprétée comme une « pression sur le gouvernement français ». Sihanouk ne « rentra » pas, mais se rendit aux Etats-Unis où Foster Dulles reçut avec froideur et fort peu de sympathie sa demande de soutien à la cause de l'indépendance cambodgienne. Dulles lui dit, lui aussi, qu'il devrait en effet rentrer chez lui et aider le général Navarre à gagner la guerre contre les « communistes [8] ».

Dans une interview au *New York Times*, après son arrivée à Washington, Sihanouk répéta que seule l'indépendance totale pourrait satisfaire le peuple cambodgien. A la question de savoir s'il était ou non au courant de la « menace communiste », il répondit : « On est de plus en plus convaincu, dans les milieux intellectuels cambodgiens, que le Vietminh communiste se bat pour l'indépendance de son pays. » Il ajouta que ces

8. Sihanouk lui-même confia à l'auteur, pour son livre *En remontant le Mékong*, les détails de cet épisode fort symptomatique de la bataille diplomatique qu'il mena pour obtenir l'indépendance véritable de son pays.

milieux « ne voulaient pas mourir pour les Français ni les aider à rester au Cambodge ». Et il lança encore un appel fervent pour l'indépendance de son pays.

Cette attitude révélait un trait qui allait être permanent chez Sihanouk. Ce qui lui importait chez un homme, c'était l'attitude qu'il adoptait face à son pays et à son peuple, pas son idéologie. Les intérêts nationaux passaient avant les intérêts de classe. Il sut voir chez les Vietminh, comme chez les Viet Cong actuels, des patriotes qui se battaient pour l'indépendance véritable de leur pays. Il se refusa à faire la moindre concession, même sur la question de l'indépendance du Cambodge, pour aider la France, ou plus tard l'Amérique, à écraser cette lutte armée.

Sihanouk rentra fort déçu, et écœuré par le dédain officiel qu'on avait opposé à ses demandes de soutien, mais écœuré aussi par des manifestations de racisme dont il eut à souffrir personnellement. L'interview du *New York Times* causa du « déplaisir » à Paris, mais comme elle coïncidait avec de durs revers militaires au Vietnam, le gouvernement français sembla disposé à engager des conversations sur les points soulevés par Sihanouk. Il fut bientôt clair que le gouvernement français n'entendait pas mener de sérieuses négociations, et les conversations sombrèrent rapidement dans le marécage des consultations interminables avec Paris. Le 14 juin 1953, Sihanouk quitta brusquement Phnom Penh pour gagner Bangkok, en vue d'alerter l'opinion mondiale et, selon ses propres termes, « de donner un dernier avertissement aux Français ». Dans une note distribuée aux ambassades étrangères à Bangkok (il n'y en avait évidemment pas à Phnom Penh à cette époque), Sihanouk faisait ressortir que le peuple tout entier, depuis les paysans jusqu'aux intellectuels, en passant par l'armée et le clergé bouddhiste, voulait l'indépendance totale « même au prix d'un soulèvement général pour secouer le joug des occupants français ».

Celui qui était à l'époque le roi Sihanouk admit, en affirmant un patriotisme authentique et au prix d'une autocritique unique en son genre, qu'il avait eu tort de signer la convention de 1949 dont les clauses limitaient la souveraineté cambodgienne et plaçaient le pays dans l'Union française. Il ajouta : « Il est

heureux pour moi que le peuple ne m'ait pas puni d'avoir contre son gré fait adhérer notre pays à l'Union française et d'avoir aliéné notre souveraineté par l'acceptation du traité de 1949. En ce tournant décisif de notre histoire nationale et de l'histoire de nos relations avec la France, je dois choisir entre la France et mes compatriotes. Je choisis évidemment mes compatriotes. »

Le parallèle entre la déclaration de Bangkok de juin 1953 et les différents messages, souvent extrêmement sévères à son propre endroit, que Sihanouk a adressés au peuple cambodgien depuis Pékin en mars-avril 1970, saute aux yeux. On y retrouve ce dévouement passionné à la cause de son pays et de son peuple qui a toujours prédominé chez lui, même quand il commettait des erreurs.

Au cours des premières années qui suivirent l'indépendance, j'eus l'occasion de parler longuement et à plusieurs reprises avec le dirigeant cambodgien, à une époque où l'on avait des doutes considérables, dans les milieux progressistes et dans le camp socialiste, sur l'authenticité de cette neutralité. Dans *En remontant le Mékong*, j'essayais de faire le point :

« Personnalité puissante et intelligente, Sihanouk pense par lui-même et dit ce qu'il pense avec franchise et courage. Il a l'art de s'adapter aux situations nouvelles, cherche à aborder les problèmes avec un esprit très ouvert et à apprendre au fur à mesure qu'il avance. Son indépendance de jugement a consterné plus d'un diplomate au moment où celui-ci s'était convaincu qu'il venait d'arriver à ses fins. Il n'hésite pas à reconnaître ses erreurs et à y remédier rapidement. Ses ennemis le dépeignent comme un être autoritaire, qui ne tolère aucune opposition ; ceux qui le connaissent mieux disent que son caractère s'est beaucoup assoupli depuis qu'il a voyagé à l'étranger et acquis de l'expérience dans la direction des affaires de l'Etat. Nul ne doute qu'il soit un vrai patriote, et que son obstination et son autoritarisme s'expriment surtout dans son intransigeance à exiger une indépendance complète et rien de moins.

« J'ai eu le plaisir de m'entretenir plusieurs fois avec Sihanouk, et j'ai été particulièrement frappé par sa franchise, la facilité qu'il a de s'exprimer avec clarté et éloquence, la rapidité

avec laquelle il saisit une idée ou une pensée avant même qu'on ait fini de l'exprimer. Il parle dans un français et un anglais excellents, et n'hésite pas à émailler sa conversation de citations classiques françaises qui illustrent son idée... » (p. 163.)

Depuis, quatorze années ont passé, et j'ai pu mieux le connaître au fil des ans, mais je n'ai rien à ajouter aux lignes générales de ce portrait.

Parallèlement à la bataille diplomatique de Sihanouk, les forces khmer issarak et vietminh se battaient sur le front politico-militaire. Parmi les meilleurs recrues des Khmers Issarak figuraient les travailleurs des plantations d'hévéas. Ils étaient 12 000 à travailler sur les plantations, enfermés derrière des barbelés, escortés au travail par des gardes armés. Environ 1 500 d'entre eux s'échappèrent pour rejoindre la résistance. Dans les forêts voisines des plantations, vers Chup, près de la frontière vietnamienne, les Khmers Issarak avaient monté des ateliers pour fabriquer des armes et où travaillaient surtout les ouvriers des plantations. Des unités de guérilleros constituées d'anciens ouvriers des plantations s'étaient installées dans les villages alentour et maintenaient une liaison régulière avec l'état-major issarak installé dans l'une des trois plus grandes plantations de Chup, à la barbe des Français. On ne s'étonnera donc pas que les ouvriers des plantations de cette région-là aient été parmi les premiers, à la suite du renversement de Sihanouk, à prendre les armes, à s'organiser, et que des régions entières aient été libérées en quelques jours. La thèse des Américains et de Lon Nol-Sirik Matak est que tous les problèmes du Cambodge viennent de l' « agression » nord-vietnamienne. Il me semble intéressant à cet égard de rapporter ici un récit — publié à l'époque dans *En remontant le Mékong* — que m'avait fait un vieux cadre issarak. Après avoir résumé le rôle des ouvriers des plantations à l'époque de la lutte de résistance contre les Français, il poursuivit en ces termes : « Ils constituent la seule véritable masse prolétarienne du Cambodge. Il n'y a pas vraiment d'industrie ici, comme vous le savez, et donc pas d'ouvriers d'industrie. Au début, nous avions tendance à sous-estimer cette force parce que les ouvriers permanents des plantations sont surtout des Vietnamiens. Les Cambodgiens y travaillent princi-

palement dans l'intervalle des saisons agricoles, pour améliorer leurs ressources. Certains d'entre nous pensaient qu'il serait difficile de créer une organisation unique efficace. Les Français ont longtemps essayé de semer la division entre Cambodgiens et Vietnamiens en offrant de grosses primes aux Cambodgiens qui dénonceraient les Vietnamiens qui s'échappaient des plantations. Le Vietminh voulait conquérir le Cambodge, c'était là leur propagande... Au début, nous avons rencontré des difficultés. Il fallut beaucoup de patience et tout un travail dangereux pour prendre les premiers contacts et expliquer la situation. Mais les résultats ont été magnifiques, et surtout cette solidarité entre les travailleurs cambodgiens et vietnamiens, enfin réalisée. La propagande française échoua parce que les Cambodgiens purent constater dans la pratique quotidienne les sacrifices des ouvriers vietnamiens pour la défense des intérêts communs. Ils se battaient au coude à coude contre l'ennemi véritable.

« Pendant les dernières années de la guerre, les ouvriers des plantations fournirent les deux tiers du personnel de toutes nos bases de production clandestine, de presque toutes nos unités de transport, et du service de liaison non seulement dans l'est du Cambodge, mais aussi avec les fronts du Sud-Vietnam. » (p. 150.) La classe ouvrière cambodgienne a nettement augmenté depuis cette époque, la solidarité entre les travailleurs cambodgiens et vietnamiens s'est consolidée, et bien au-delà des plantations. Ce n'est quand même pas par hasard que le premier grand massacre de Cambodgiens perpétré par les troupes de Lon Nol en mars 1970 s'est déroulé dans la province de Kompong Cham, là où se trouvent les plantations d'hévéas.

La situation militaire se dégradait considérablement au Vietnam pour les Français, et les activités des Khmers Issarak prenaient chaque jour une importance croissante au Cambodge. Devant cette situation, le gouvernement Laniel reprit les négociations. Mais si elles se rapprochaient cette fois de l'indépendance complète, elles n'en stipulaient pas moins que le haut commandement français devait conserver le Cambodge comme base opérationnelle contre le Vietminh. La formule exacte demandait qu'on réservât aux Français, « temporairement, les

moyens nécessaires pour assurer le commandement opérationnel des unités stationnées à l'est du Mékong ».

Ces quelques mots, « à l'est du Mékong », couvraient le Vietnam tout entier, tout le Laos et environ le tiers du Cambodge. Sihanouk se défendit bec et ongles contre ces conditions et refusa cette indépendance-là tant que cette clause ne serait pas retirée. Comme le haut commandement français désirait vivement en finir avec l'affaire cambodgienne pour pouvoir déplacer les troupes qui y étaient stationnées vers d'autres fronts, les conditions furent finalement annulées. Pendant que les négociations suivaient leur cours, le conseiller de Sihanouk, Penn Nouth, qui était son premier ministre à l'époque et l'a suivi en exil depuis, lança au nom du roi un appel qui lui valut pour la première fois l'étiquette de « neutraliste ». Cet appel fut lancé le 31 juillet 1953, pour demander la fin des combats sur le sol cambodgien :

« Quoique nous ne soyons pas communistes, nous n'avons pas à prendre parti contre le communisme, à condition que celui-ci ne vienne pas s'imposer par la force et de l'extérieur à notre peuple. Ce qui se passe au Vietnam ne nous regarde pas. » En d'autres termes, Sihanouk exprimait très clairement qu'il n'avait pas l'intention, même au prix d'une indépendance toujours repoussée, de se joindre à une croisade anti-communiste ou anti-Vietminh, ni de permettre qu'on se servît du territoire cambodgien pour mener une telle croisade. *Le Monde* commentait en termes prophétiques :

« Le gouvernement de Washington ne se dissimule pas que toute sa politique dans le Sud-Est asiatique risque d'être compromise par la vague de « neutralisme » que l'exemple du Cambodge est à même de déclencher... » Washington a toujours conservé cette peur d'un neutralisme contagieux, dont John Foster Dulles s'était fait l'adversaire acharné.

Maintenant que le neutralisme khmer est tombé, Washington va devoir compter avec une autre qualité de Sihanouk, qualité que j'avais déjà relevée dans *En remontant le Mékong :*

« Il est clair que Sihanouk est parfaitement conscient de ne rien pouvoir faire sans le peuple mais de pouvoir tout faire avec le peuple. Chaque fois que son pays a traversé une crise,

Sihanouk en a appelé au peuple et le peuple a répondu. Chaque fois que Sihanouk se rapproche du peuple, le peuple se rapproche de lui. » Tout semble indiquer que, depuis le coup d'Etat de Lon Nol-Sirik Matak, Sihanouk est plus que jamais conscient de ce phénomène.

L'intervention américaine dans les affaires du Cambodge survint juste après la découverte horrifiante du neutralisme de Sihanouk, au milieu de 1953. Le sénateur Knowland, leader ultra-réactionnaire du « lobby chinois », et l'ambassadeur américain à Saïgon, Donald Heath, se rendirent au Cambodge avec mission de raisonner le premier ministre Penn Nouth et de le convaincre de la nécessité, pour le Cambodge, de rejoindre la croisade anti-communiste. Penn Nouth leur répondit que, comme Sihanouk l'avait déjà dit, le Cambodge « n'avait rien à craindre des régimes communistes tant que ceux-ci ne se mêlaient pas de ce qui s'y passait ». Knowland argua en vain que cette politique était dangereuse, qu'il valait mieux prévenir que guérir, et donc passer à l'attaque des « communistes et du Vietminh ». Heath ajouta que les nécessités urgentes de la lutte anti-communiste commandaient au Cambodge, ainsi qu'au Laos et au Vietnam, de se mettre sous le commandement militaire unique de la France. Penn Nouth refusa, avec l'accord de Sihanouk. La visite de Knowland et Heath inaugurait une longue série d'interventions américaines plus ou moins pesantes dans les affaires intérieures du Cambodge, et qui allaient se transformer ensuite en tentatives d'éliminer Sihanouk et sa neutralité bien particulière.

En novembre 1953, Sihanouk avait désormais prévenu la France que le Cambodge quitterait l'Union française si tous les pouvoirs, y compris le pouvoir militaire et l'entière responsabilité des politiques intérieure et extérieure, ne lui étaient pas transférés. Le 9 novembre, un accord fut signé, en vertu duquel les pouvoirs essentiels étaient transférés au Cambodge et qui reconnaissait aux troupes françaises un droit temporaire de transit, mais refusait de leur accorder les bases nécessaires pour le commandement des opérations « à l'est du Mékong ».

Le 20 novembre commençait, sur ordre du général Navarre, le parachutage des troupes françaises à Dien Bien Phu sous

le commandement du colonel Christian de Castries. C'était là l'opération-clef qui permettrait de réoccuper le nord du Laos et tout le Nord-Vietnam, et donc de gagner la guerre. L'opération Dien Bien Phu, pièce maîtresse du « plan Navarre », se termina par la victoire historique de l'armée populaire vietnamienne, le 7 mai 1954, jour qui vit aussi l'ouverture de la Conférence de Genève pour discuter d'un cessez-le-feu. Cette synchronisation en disait long sur le talent politique et militaire de Ho Chi Minh.

A Genève, Georges Bidault chercha sans vergogne à prouver qu'il n'existait rien qui ressemblât de près ou de loin à une guerre en Indochine. La France avait simplement veillé à mettre fin à la « subversion communiste » qui s'y manifestait et s'était occupée d'aider les Etats indépendants du Cambodge et du Laos à se défendre contre l' « agression vietminh ». Cette version ne diffère guère de celle que Washington avancera, seize années plus tard, pour justifier sa guerre contre les peuples d'Indochine.

Pham Van Dong, ministre des Affaires étrangères de la République démocratique du Vietnam, montra que son gouvernement n'avait aucune visée sur le Cambodge et le Laos en offrant de retirer toutes les forces vietminh dès le cessez-le-feu, à condition que les gouvernements du Cambodge et du Laos acceptent d'interdire l'établissement de toute base militaire étrangère sur leur territoire. Pham Van Dong n'eut aucune difficulté à faire valoir le bien-fondé de sa requête en montrant que, dans le passé, les Français et les Japonais avaient savamment utilisé l'un des trois Etats pour envahir les autres. Ce point de vue fut adopté. Enfin, c'est à Genève que furent reconnues pour la première fois dans des traités internationaux l'indépendance et la souveraineté du Vietnam, du Cambodge et du Laos.

La Conférence de Genève mettait un point final à toute une phase de l'histoire du Cambodge et de l'Indochine. Une nouvelle période s'ouvrit avec l'entrée sur la scène indochinoise des Américains, convaincus du devoir qui leur incombait de prendre la relève des Français et de combler la « vacance du pouvoir » qui suivrait leur défaite.

II

TENANTS ET ABOUTISSANTS D'UN COUP D'ETAT

Les premiers heurts avec l'Amérique, en dehors de l'expérience personnelle de Sihanouk aux Etats-Unis et des pressions de Knowland et Heath, suivirent de peu la fin de la Conférence de Genève.

A la fin de la guerre, le Cambodge avait besoin d'une aide économique et financière. Le gouvernement, qui n'avait jamais pu mettre la main sur les richesses du pays, se retrouvait avec des caisses vides et une économie en faillite. Il n'y avait pas d'argent pour payer l'armée ou l'administration. Washington offrit ses dollars. Sihanouk accepta l'aide, pourvu qu'elle fût sans conditions. Les négociateurs américains ne s'en formalisèrent pas, décidés qu'ils étaient à présenter l'addition plus tard. Le prix de l'aide devait être, en fait, l'entrée du Cambodge dans l'O.T.A.S.E. Sihanouk refusa, et de ce refus datent ses véritables difficultés avec les Etats-Unis [1].

Quels étaient les secteurs qui avaient besoin d'aide ? Les avis divergent sur le montant de l'aide nécessaire à l'époque et sur les modalités de sa répartition. La plus grosse part devait aller à l'armée. Jusqu'à l'indépendance, les dépenses militaires avaient été théoriquement payées par la France, et pratiquement par les Etats-Unis qui lui avançaient des fonds pour qu'elle poursuivît la guerre. A la fin de la guerre, les Etats-Unis versèrent directement l'argent au Cambodge. Ils firent d'abord

1. Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est. Le traité fut finalement signé à Manille, en septembre 1954, par les Etats-Unis, l'Angleterre, la France, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les Philippines, la Thaïlande et le Pakistan.

pression en agitant la menace d'une attaque « vietminh » ou chinoise (rouge) pour pousser le Cambodge à développer son armée. Le départ de l'armée française rendait plus urgente cette nécessité. Le gouvernement américain serait trop heureux de payer la note. On développa et l'on modernisa donc l'armée, qu'on dota d'un équipement essentiellement américain.

Les voies de communication étaient en piètre état. Le seul débouché du Cambodge sur la mer était le Mékong qui passait à travers le Sud-Vietnam. Malgré ses 400 kilomètres de côtes le long du golfe du Siam, le Cambodge n'avait aucun port de mer, aucune voie ferrée, aucune route qui reliât la côte à l'intérieur — hormis la route de Phnom Penh à Kep, station balnéaire située à environ 200 kilomètres de la capitale. Les Américains finançaient à l'époque la construction d'une voie ferrée en Thaïlande et au Cambodge qui permettrait de relier Phnom Penh à Bangkok. Mais le Cambodge, échaudé par les fâcheuses expériences du passé avec ses deux voisins, se refusait à devoir passer exclusivement par eux pour communiquer avec le monde extérieur. Il voulait avoir son port à lui. Cette idée plut aussi aux Français, dont les intérêts à Saïgon étaient lentement évincés par les Américains qui menaçaient aussi le commerce que les Français faisaient par le Mékong avec Phnom Penh.

Aussi la France consentit-elle à aménager un port à Kompong Som, petit village de pêcheurs sur le golfe du Siam. Sihanouk suggéra d'employer une partie de l'aide américaine à construire un chemin de fer qui relierait le futur port à l'intérieur du pays. Les experts de l'aide économique américaine s'opposèrent à cette suggestion sous prétexte qu'il serait stratégiquement dangereux d'avoir un chemin de fer menant de la mer à l'intérieur du pays. La Chine « rouge » pourrait l'emprunter pour envahir le pays ! Ils ne s'opposèrent cependant pas à la construction d'un chemin de fer venant de Thaïlande, le long d'une voie si souvent empruntée par les envahisseurs dans le passé. Après de longues discussions, ils consentirent à construire une route si les Français aménageaient le port. Port et route étaient donc les principaux aspects économiques du programme d'aide étrangère au Cambodge.

Le crédit américain en dollars visait aussi à couvrir les impor-

tations cambodgiennes. Les importateurs cambodgiens versaient en effet à un fonds spécial, l'Office national des Changes, l'équivalent en monnaie locale des dollars dont ils avaient besoin pour leurs importations. Le fonds servait aussi à payer l'armée.

Le 3 mars 1955, le roi Sihanouk abdiquait en faveur de son père, Norodom Suramarit. Cette décision, spectaculaire et étonnante, à la Sihanouk, fut communiquée au directeur de Radio-Phnom Penh sous la forme d'une bande magnétique qu'il devait diffuser à l'heure du bulletin d'information. Cette déclaration prit tout le monde au dépourvu, même les intimes de Sihanouk. Je le vis peu après et lui demandai de m'expliquer sa décision. Sa réponse est très révélatrice de ses conceptions personnelles et explique en partie les déclarations qu'il fit après son renversement en 1970. « J'ai voulu, disait-il, donner à nos jeunes, et plus particulièrement à la jeunesse estudiantine, la preuve que ce n'était nullement par le seul souci d'être Sa Majesté le Roi, attaché tout spécialement à son trône... que je me suis tant dépensé pour le service du pays et de la nation. » Il avait donc décidé de mettre fin, à sa manière, à la monarchie, de façon à la fois digne et souple, afin de pouvoir intervenir plus directement dans les affaires du pays. Il était convaincu que c'était la seule façon de sauvegarder l'indépendance du pays menacée par les tentatives américaines de remplacer la France en Indochine. Comme il était le seul héritier, l'institution monarchique devait disparaître à la mort de ses parents. En réalité, bien qu'elle maintînt d'importantes traditions rituelles et morales qui servaient de facteurs d'unification, elle prit fin avec son abdication.

Dans le même discours radiodiffusé, il annonçait la formation du Sangkum Reastr Niyum (Communauté socialiste populaire) qui allait pratiquement devenir, à l'exclusion de tout autre, le seul mouvement politique dans le pays. Par la voix du Sangkum, Sihanouk réaffirma que la politique étrangère du Cambodge serait guidée par le principe d'une stricte neutralité.

Deux semaines après son abdication, Sihanouk révéla, dans un autre discours radiodiffusé, son patriotisme et sa capacité, fort réaliste, de s'adapter à des situations nouvelles : « Quand je me donnais pour tâche de lutter contre la domination étran-

gère, face aux grandes puissances, l'autorité royale m'était nécessaire pour me faciliter la tâche et mener ma patrie à la victoire... Si je n'avais pas parlé en tant que roi du Cambodge, il aurait toujours été possible de me répliquer que je ne représentais pas le Cambodge, mais seulement une clique ou une partie de l'opinion nationale. » Puis, il expliqua que la situation n'était plus la même, et que les problèmes de l'heure étaient maintenant d'ordre interne :

« Si je persistais à rester sur le trône, enfermé dans mon palais, quels que soient l'affection que je porte à mon peuple et le désir que j'aie de le secourir, je ne pourrais quand même pas me rendre compte exactement ni de la situation véritable du peuple, ni des abus dont il est victime. Je serais incapable de discerner le vrai du faux, le noir du blanc, le juste de l'injuste, la vérité de la calomnie, car le souverain occupe un rang trop élevé pour que le peuple puisse avec facilité venir le voir fréquemment. Même si des envoyés du peuple obtenaient d'être reçus en audience par le roi, ils ne sauraient exposer dans tous les détails leurs doléances au souverain, car c'est toujours accompagnés par les fonctionnaires qu'ils se rendent au palais, et ils craignent alors d'être l'objet de représailles. Comment le monarque pourrait-il jamais savoir ce qui peut leur arriver une fois sortis du palais ?

« D'autre part, ce palais fourmille de toute une foule de grands et petits mandarins parmi lesquels se glissent des intrigants qui sont de vraies sangsues, et qui s'agglutinent autour des pattes de l'éléphant. Il est, dans ces conditions, impossible au souverain de rechercher la justice pour le peuple, car d'un côté, celui-ci n'ose pas entièrement « vider son sac » devant le monarque, et de l'autre, il y a toujours là certains hauts personnages qui n'attendent que l'occasion propice pour donner au roi des avis qui ne sont pas nécessairement conformes à l'intérêt du peuple. »

Sihanouk expliqua très en détail les raisons de son abdication, et raconta entre autres comment il avait cherché le contact avec le peuple, dont les problèmes le préoccupaient vivement, mais que « du fait même que j'étais roi, il me fallait à chacun de mes déplacements prévenir d'abord les autorités administra-

tives pour qu'elles prennent d'avance toutes les mesures adéquates. On organisait alors le cortège officiel, on mobilisait les forces militaires et la police, on mettait de l'ordre dans les *khet* et les *khand* [provinces et districts], en fonction du programme et de l'horaire de mes déplacements... Après son discours, il n'était guère possible au souverain de prendre contact avec le peuple et de recueillir les renseignements désirés car, dans les occasions de cette sorte, les fonctionnaires avaient pris les précautions nécessaires pour se préparer à paraître propres et droits. »

Ce ne sont pas là propos de démagogue. Ce prince a toujours recherché un contact étroit avec son peuple. Après qu'il eut renoncé aux attributs du monarque, Sihanouk fut enchanté de pouvoir surgir ici ou là, à peu près à l'improviste, grâce à son hélicoptère. Il se rendit absolument partout dans le pays ; c'était chaque fois l'occasion d'un contact intime avec le peuple et d'une qualité que peu de dirigeants peuvent revendiquer.

Quand je le vis à Pékin, peu après le coup d'Etat du 18 mars, Sihanouk m'expliqua que ce qui lui manquait le plus, c'était le contact avec son peuple. Il évoqua cette habitude qu'il avait prise de passer deux ou trois jours par semaine en province. C'est dans l'esprit de ce discours d'abdication, en 1955, qu'il faut comprendre le discours prononcé à Pékin quinze années plus tard, et où il annonce qu'il renoncera aux fonctions de chef d'Etat, une fois l'indépendance reconquise. Il avait compris que c'était toute une époque qui venait de se terminer, et qu'une nouvelle ère s'ouvrait dans laquelle ni le régime qu'il avait dirigé, ni celui qui l'avait renversé n'auraient leur place. L'avenir appartenait au peuple, mais il faudrait d'abord en passer par la lutte pour une véritable libération nationale, dans laquelle Sihanouk faisait serment de se tenir aux côtés du peuple. (Il avait, par ailleurs, toujours beaucoup admiré le prince Souphanouvong, sa lutte au Laos, longue et pénible, les sacrifices et les douleurs consentis.)

A la fin de 1955, les pressions sur le Cambodge pour qu'il adhère à l'O.T.A.S.E. se firent très vives. Dulles fit personnellement pression sur Sihanouk, mais sans succès. On envoya alors le frère, Alan Dulles, chef de la C.I.A., qui apporta avec lui

les « preuves » d'une agression communiste imminente, dont seule l'adhésion à l'O.T.A.S.E. pouvait protéger le Cambodge. Sihanouk répondit que les accords de Genève protégeaient la neutralité du Cambodge. Dulles savait très bien que sans l'accord du Cambodge et sans une présence militaire américaine solidement installée sur son territoire jusqu'à la frontière sud-vietnamienne, l'O.T.A.S.E., instrument de la domination américaine sur la région, serait inefficace. Le Cambodge était « le chaînon manquant » dans la chaîne des « bastions anti-communistes » que Dulles forgeait à travers l'Asie du Sud-Est, depuis les Philippines jusqu'à la Thaïlande.

J'arrivai à Phnom Penh en mars 1956, à une époque où les pressions approchaient du point de rupture. Sihanouk avait gravement indisposé le département d'Etat en se rendant à Pékin, malgré les avertissements que lui avait prodigués l'ambassadeur des Etats-Unis à Phnom Penh. La construction de la fameuse route de Sihanoukville, ce port qui commençait à sortir de terre, n'était toujours pas commencée, et les Etats-Unis menaçaient de couper totalement l'aide américaine. Le Sud-Vietnam et la Thaïlande — pour souligner à quel point le Cambodge dépendait de la bonne volonté que mettrait l'Amérique à construire cette route — avaient fermé leurs frontières avec le Cambodge et déclaré le blocus économique. Des avions américains, qui prenaient part à des « manœuvres » de l'O.T.A.S.E., en profitèrent pour violer ouvertement l'espace aérien cambodgien, à partir de leurs bases de Thaïlande. Des troupes irrégulières de Khmers Serei, stationnées en Thaïlande, lancèrent des opérations de commandos de l'autre côté de la frontière et infiltrèrent des espions et des saboteurs à partir du Sud-Vietnam. L'ambassadeur des Etats-Unis en poste depuis quelque temps à Bangkok n'était autre que le dénommé John Peurifoy qui avait manigancé en juin 1954 la chute du régime nationaliste et indépendant du colonel Arbenz, au Guatémala, lequel avait osé exproprier la United Fruit et récupérer 94 000 hectares de terres.

J'écrivis une série d'articles où je décrivais cette situation inquiétante qui ne manquait pas d'évoquer pour moi la période qui avait précédé le coup d'Etat de la C.I.A. au Guatemala.

Radio-Pékin et Radio-Hanoï restransmirent certains de ces articles. John Foster Dulles prit sur lui de démentir une de ces dépêches dans une lettre adressée au ministre des Affaires étrangères du Cambodge, en date du 15 avril 1956, et dans laquelle il exprimait « son inquiétude d'apprendre que des déclarations de sources diverses ont donné une publicité croissante à des allégations selon lesquelles les Etats-Unis auraient tenté de contraindre le Cambodge à se joindre à l'alliance de l'O.T.A.S.E. en le menaçant de lui retirer l'aide économique américaine, et auraient obligé les nations indépendantes et amies du Vietnam et de la Thaïlande à prendre des mesures de guerre économique contre le Cambodge ». Dulles déclara que ces allégations étaient « totalement fausses » et il avertit « qu'elles pourraient nuire aux relations amicales qui existent entre nos deux Etats ». Il fit remarquer que l'ambassadeur des Etats-Unis au Cambodge avait informé le roi et la reine peu de jours auparavant que « les Etats-Unis n'avaient jamais fait publiquement d'observations officielles au sujet de la neutralité du Cambodge ».

C'est là un fort mauvais moment à passer pour un journaliste, quand il se dit qu'il va falloir répertorier et vérifier tous les faits qui ont servi à étayer ses articles. Combien de chefs d'Etat protesteraient contre une démarche d'un secrétaire d'Etat américain ? Mais Sihanouk répondit immédiatement dans un communiqué où il s'étonnait d'abord que Dulles eût cru devoir s'adresser au ministre des Affaires étrangères du Cambodge pour répondre à des articles parus dans la presse. Puis il en vint au problème des « observations officielles » qui n'avaient pas été faites « publiquement » :

« Il est difficile d'être plus prudent. Il est de fait qu'officiellement et publiquement, le gouvernement des Etats-Unis n'a jamais fait d'observations sur la neutralité du Cambodge. Toutefois, les « conseils » privés américains et les critiques officieuses n'ont jamais manqué... Il se trouve que je possède les preuves accablantes d'un complot fomenté à Manille contre la neutralité du Cambodge. »

Et Sihanouk raconta ensuite un incident peu banal qui s'était produit quelques mois auparavant alors qu'il était en visite officielle aux Philippines. « Un inconnu qui n'était pas de

nationalité philippine » lui fit parvenir, rédigée sur du papier à en-tête de l'ambassade américaine, une version revue et corrigée du discours que Sihanouk devait prononcer le lendemain à Camp Murphy, quartier général de l'armée philippine. Cette version insistait sur la nécessité « de la coopération avec d'autres pays libres contre l'agression ou la subversion communiste », etc. La presse de Manille avait titré sur cinq colonnes, dès son arrivée, que Sihanouk annoncerait au cours de sa visite l'entrée du Cambodge dans l'O.T.A.S.E. Mais, cette fois, c'en était trop. Sihanouk refusa le texte qu'on lui avait suggéré d'adopter, et s'en tint à sa première version qui disait en substance que le Cambodge, « du fait des accords de Genève que nous avons librement signés, ne peut participer à aucune alliance militaire » et forme le vœu d'entretenir, « au-delà des idéologies divergentes, des relations correctes avec toutes les autres puissances sur la base de la non-ingérence dans les affaires d'autrui, seule base solide d'une paix durable ». On lui fit savoir qu'un tel discours « offenserait ses hôtes », mais il n'en démordit pas. On fit alors en sorte que Sihanouk ne puisse pas parler à Camp Murphy, en annulant simplement la cérémonie, et le reste du séjour ne fut qu'une suite d'affronts contre cet homme qui avait déplu à ses hôtes et à leurs amis américains en n'annonçant pas l'entrée du Cambodge dans l'O.T.A.S.E.

Après avoir expliqué en détail les incidents de Manille, pour l'information de feu John Foster Dulles, Sihanouk ajouta une dernière touche au tableau en m'accordant une interview dans laquelle il rejeta catégoriquement la « protection » de l'O.T.A.S.E. sous quelque forme que ce fût.

Il n'avait jamais exprimé en termes aussi tranchants son refus de n'avoir rien à faire avec l'O.T.A.S.E. Il exprima dans la même déclaration son désir d'établir des relations diplomatiques avec l'Union Soviétique et d'autres pays du monde socialiste. (A cette époque n'étaient représentées à Phnom Penh que les puissances de l'O.T.A.S.E. ainsi que l'Inde, très neutraliste à ce moment-là et fort mécontente du flirt des Etats-Unis avec le Pakistan.) Désormais, les pressions américaines allaient se faire plus vives et prendre des formes plus précises.

En 1956, les Thaïlandais s'emparaient du site frontalier de

Preah Vihear, célèbre pour son temple pré-angkorien, et ce fut sur la pression des Américains que Sihanouk s'abstint d'envoyer des troupes pour bouter les Thaïlandais hors du territoire cambodgien. Deux ans plus tard, les troupes sud-vietnamiennes de Ngo Dinh Diem envahissaient Stung Treng, province septentrionale du Cambodge, où ils s'avancèrent jusqu'à plus de quinze kilomètres de la frontière, visiblement pour s'installer. Sihanouk ordonna à ses troupes de repousser l'envahisseur, mais le chef de la mission d'aide militaire américaine l'informa qu'il ne lui était pas possible de se servir d'armes américaines contre des alliés des Etats-Unis comme la Thaïlande ou le Vietnam, et qu'il n'était pas question non plus que les camions américains fussent utilisés pour transporter des troupes dans ce genre d'opérations. Sihanouk découvrit avec horreur que non seulement l'aide militaire américaine ne pouvait être utilisée pour protéger le Cambodge des seuls vrais étrangers qui le menaçaient, mais qu'en plus cette aide lui serait retirée s'il acceptait celle d'autres pays. Il s'opposa cette fois-ci aux Américains, et s'appliqua, par diverses pressions militaires, à obtenir le départ des envahisseurs.

On découvrit et on écrasa, l'année suivante, grâce aux services de renseignements français et chinois et au bon travail de la milice populaire de Siem Reap, un complot de taille ourdi par la C.I.A. qui visait à renverser Sihanouk. Parmi les comploteurs se trouvaient un général cambodgien du nom de Dap Chhuon, le beau-frère de Ngo Dinh Diem qui était consul à Phnom Penh, le chef des Khmers Serei, stationnés en Thaïlande et traîtres à leur patrie, Son Ngoc Thanh [2], vieil agent des

2. Son Ngoc Thanh collabora avec les Japonais qui en firent un premier ministre fantoche. Plus tard il essaya, sans succès, de prendre la tête du pseudo-mouvement khmer issarak organisé par les Français. Plus tard encore il se réfugia en Thaïlande et offrit ses services aux Etats-Unis. Il fonda le mouvement Khmer Serei (Cambodge libre) et prit la tête de ce groupe de traîtres financés et armés par la C.I.A. D'abord installé à Saïgon, il repartit ensuite en Thaïlande d'où il organisa des commandos de sabotage contre le Cambodge. Après le coup d'Etat du 18 mars, il se rallia au régime Lon Nol avec ses unités de Khmers Serei, qui devinrent les troupes de choc du nouveau gouvernement. On raconte que Saïgon aurait demandé

services de renseignement japonais et américain et son associé le plus proche, Sam Sary, ancien ambassadeur à Londres (il en avait été rappelé à la suite d'un scandale où était impliquée une jeune Cambodgienne employée à l'ambassade). Le complot avait été organisé par un agent américain de la C.I.A. attaché à l'ambassade américaine de Phnom Penh, un nommé Victor Masao Matsui. On cerna à temps le quartier général des rebelles, où l'on saisit d'importants stocks d'armes, quelques lingots d'or qui devaient servir à acheter des collaborateurs, et des documents très compromettants. Dap Chhuon fut blessé au cours de l'attaque et, selon des récits faits par la suite, demanda à comparaître devant un officier supérieur pour faire une déclaration qui devait, dit-on, mettre Lon Nol en cause. Celui-ci, qui était alors commandant en chef de l'armée cambodgienne, préféra envoyer quelqu'un qui liquida Dap Chhuon d'une balle dans la tête. Matsui fut expulsé, comme il devait l'être sept ans plus tard de Karatchi, pour les mêmes raisons : espionnage.

Le but de ce complot était de s'emparer pour commencer des provinces septentrionales du Cambodge, puis de faire alliance avec les provinces méridionales du Laos, sous la houlette d'un fidèle allié des Etats-Unis, le prince Boun Oum de Champassac, et de constituer immédiatement un Etat sécessionniste et indépendant que les Etats-Unis auraient aussitôt reconnu. C'était l'époque où les penseurs du Pentagone envisageaient la création d'un « corridor » à travers le sud du Laos, qui aurait relié le Sud-Vietnam à la Thaïlande. C'était la solution de rechange qu'ils préconisaient pour pallier le refus cambodgien d'entrer dans l'O.T.A.S.E. [3].

pour prix de son soutien militaire que Son Ngoc Thanh devienne premier ministre à la place de Lon Nol.

3. Selon certaines versions, dont on me fit part au Cambodge à l'époque, Lon Nol était impliqué dans ce complot et avait l'intention, après la consolidation de l'Etat sécessionniste et sa reconnaissance, d'y rattacher le reste du Cambodge par un coup d'Etat. Sihanouk sembla refuser cette version. A Pékin, le 6 mai 1970, il fit allusion au complot de Dap Chhuon et à ses « projets sécessionnistes », mais déclara que Lon Nol l'avait aidé à « écraser cette rébellion ». Il est en tout cas de notoriété publique, dans les milieux militaires du Cambodge, que Lon Nol donna l'inexplicable mission à l'un de ses officiers de réduire Dap Chhuon au silence.

Un peu plus tard dans l'année, un « présent » fut adressé à la mère de Sihanouk, la reine Kossomak. Il explosa dans l'antichambre, alors qu'on défaisait le paquet, et tua un secrétaire du roi. On put déduire, à partir des restes et de l'emballage, que la bombe avait été expédiée d'une poste militaire américaine à Saïgon.

Sihanouk commençait à comprendre ce que c'était que l' « aide » américaine. Il prit une première mesure en fermant la mission militaire américaine. Ceci survint après qu'un ultime incident eut révélé que des caisses adressées à l'ambassade américaine, et bénéficiant donc normalement des franchises diplomatiques, étaient pleines d'armes destinées sans aucun doute aux Khmers Serei, qui s'infiltraient à l'époque à partir du Sud-Vietnam.

En 1963, soutenu par l'Assemblée nationale unanime, Sihanouk décida de renoncer à toute « aide » américaine, militaire ou économique. Il était devenu tout à fait clair que cette « aide » servait à étrangler le développement économique du pays, puisqu'elle ne pouvait pas servir à financer les entreprises d'Etat que le gouvernement cherchait à créer à l'époque ; elle servait à développer une classe de capitalistes *compradores* dont les intérêts étaient subordonnés à l'aide américaine, quel qu'en fût le prix, et qui formaient donc objectivement un groupe d'éléments hostiles ; le fonds spécial servait à financer les opérations de subversion de la C.I.A. dans le pays, dans lesquelles étaient impliqués un bon nombre des 300 membres des différentes missions d' « aide ».

L'année suivante, un grand scandale éclata, au cours duquel on apprit que le directeur de la Banque nationale, Song Sak, était un homme de la C.I.A., spécialisé dans le sabotage financier et économique. Il s'enfuit en emportant de grosses sommes d'argent et rejoignit Sam Sary et Son Ngoc Thanh à Saïgon pour diriger avec eux le mouvement des Khmers Serei. Song Sak était très lié à Sirik Matak et à Yem Sambaur, bien connus pour leurs penchants pro-américains, et qui devinrent respectivement premier et second vice-premiers ministres dans le régime Lon Nol-Sirik Matak. Ce n'est sans doute pas par hasard que le scandale Song Sak explosa au moment où d'importantes

réformes économiques étaient en cours, en particulier la nationalisation des banques et des entreprises d'import-export, mesures auxquelles s'opposèrent Lon Nol et ses alliés de droite.

Durant toute cette période, les Etats-Unis avaient refusé de reconnaître la neutralité du Cambodge et son intégrité territoriale dans ses frontières actuelles. Washington soutenait ainsi implicitement les revendications territoriales du régime de Saïgon sur le Cambodge, en particulier sur quelques petites îles à deux ou trois kilomètres au large de Kep.

En février 1965, les Américains commençaient les bombardements systématiques du Nord-Vietnam et, un mois plus tard, les premiers Marines américains débarquaient à Danang. Les bombardements de l'aviation et de l'artillerie se firent de plus en plus nombreux sur les villages frontaliers du Cambodge. Sihanouk menaça à plusieurs reprises de rompre les relations diplomatiques s'il n'y était pas mis fin, mais rien n'y fit et, en mai 1965, après la mise à sac de l'ambassade américaine à Phnom Penh, Sihanouk prit l'initiative et rompit ses relations avec les Etats-Unis.

Un avion, un hélicoptère et un tank américains, symboles de tous ceux qui avaient été abattus ou détruits sur le territoire cambodgien, furent exposés sur la place publique à Phnom Penh pour rappeler aux passants ce que le Cambodge avait eu à souffrir des Etats-Unis, simplement parce qu'il voulait préserver son indépendance et sa neutralité et vivre en paix à l'abri de ses frontières clairement définies.

La fermeture des portes de l'ambassade américaine marquait la fin d'un certain type de relations khméro-américaines. Le Cambodge avait été, lui, amèrement déçu. Les seuls qui regrettèrent vraiment le départ des Américains furent les profiteurs et les spéculateurs qui avaient investi des sommes énormes dans la construction de villas louées à des prix exorbitants aux diplomates américains et aux membres de diverses missions.

III

EXPLICATIONS

Au cours de sa conférence de presse historique du 5 mai 1970, à Pékin, le prince Sihanouk annonçait la formation d'un gouvernement d'Union nationale qui allait diriger la résistance contre ceux qui avaient pris le pouvoir à Phnom Penh et contre les forces venues les secourir sur leur demande. Il passait également en revue les événements qui, à ses yeux, avaient conduit au coup du 18 mars. Après avoir décrit la situation cambodgienne antérieure au coup d'Etat « où le peuple cambodgien, si pauvre fût-il, vivait en tout cas dans la paix et l'indépendance, et avait noué des relations harmonieuses avec les résidents étrangers », il lui opposait la politique de racisme et de génocide poursuivie par le nouveau régime de Phnom Penh, les horreurs de cette guerre qui avait assailli le Cambodge, l'avait transformé en moins de six semaines en une colonie américaine et même une sous-colonie du Sud-Vietnam. Sihanouk en vint ensuite à parler des dirigeants du nouveau régime :

« Vous pouvez me demander : d'où viennent-ils ? N'étaient-ils pas vos collaborateurs ? Oui, ils étaient mes collaborateurs. Lon Nol était mon bras droit. Nous avons fait notre chemin ensemble depuis notre jeune âge, depuis le temps du protectorat français. Avec notre frère aîné bien-aimé [1], Penn Nouth [*assis auprès de Sihanouk pendant la conférence de presse, en sa*

1. « Frère aîné », terme de respect ou d'affection couramment employé entre égaux. « Oncle » désigne plutôt, toujours affectueusement, une personne plus âgée ou de statut supérieur. (N.D.T.).

qualité de prœmier ministre du nouveau gouvernement de résistance], Lon Nol et moi, nous avons travaillé pour l'indépendance de notre pays. Nous avons réussi à faire transférer par la France, en novembre 1953, huit mois avant la conférence de Genève sur l'Indochine, les derniers pouvoirs qu'elle détenait en tant que puissance colonisatrice. C'est Penn Nouth qui a signé l'accord de transfert des pouvoirs de la France au Cambodge, de la totalité des forces et des compétences françaises et l'évacuation du Cambodge en novembre 1953.

« Bien sûr, ce ne sont pas Penn Nouth, Sihanouk et Lon Nol seuls. Nous étions trois patriotes entre autres qui avions combattu, travaillé pour que nous puissions ensuite avoir les mêmes buts. Le peuple cambodgien aussi a fait les plus grands sacrifices et le plus gros travail. Il faut aussi rendre hommage à la lutte héroïque du peuple-frère vietnamien, sous l'égide du président Ho Chi Minh, qui avait ébranlé le colonialisme français et qui permettait que mon action portât ses fruits au Cambodge. Le peuple cambodgien a toujours aimé et admiré mon frère aîné Penn Nouth parce que c'est un grand patriote, un homme propre et droit qui n'a jamais vacillé sur la question de l'indépendance et de sa fidélité au peuple. C'est pourquoi les représentants du peuple, les députés, ont toujours voté pour Penn Nouth pour qu'il soit notre premier ministre.

« Quant à Lon Nol, je lui avais confié le poste de commandant en chef de toutes les forces armées. Le premier ministre Penn Nouth lui faisait aussi confiance. Comme ministre de la Défense nationale, Lon Nol avait aussi la responsabilité de la sécurité du pays. Il était responsable pour la défense en surface et la police d'Etat. Le complot de Lon Nol n'est pas le premier organisé par la C.I.A. contre moi. Il y avait eu toute une série de complots contre ce neutraliste qui refusait de céder aux Américains et qui représentait un danger pour les Américains dans le Sud-Est asiatique... Avec Lon Nol fidèle à moi, l'armée fidèle à Lon Nol, le peuple avec nous, nous pouvions toujours résister aux infiltrations... Ils ont réussi parce qu'ils ont acheté mon bras droit. Mon bras droit m'a frappé avant que je puisse me défendre. »

Le comportement de Lon Nol ne s'explique pas par une

inféodation subite à la C.I.A. Il faut remonter à 1952, époque où un parti de gauche modéré, le Parti démocrate, exerçait tout le pouvoir législatif que le protectorat français voulait bien lui accorder. Le 12 juin de cette année-là, le premier ministre Huy Kanthoul annonça la découverte d'un complot qui visait à renverser le gouvernement et d'armes, cachées par les comploteurs dont Lon Nol et Yem Sambaur étaient les chefs ; ce dernier est d'ailleurs le ministre des Affaires étrangères de Lon Nol depuis le coup d'Etat de 1970. Ils furent tous deux arrêtés, puis relâchés quelques jours plus tard par un Huy Kanthoul apeuré. C'était le premier indice du rôle que Lon Nol entendait jouer dans un Cambodge indépendant. Mais il lui fallut attendre encore dix-huit ans.

Après que la Conférence de Genève eut inscrit au registre des lois internationales les attributs d'une indépendance que Sihanouk avait arrachée aux Français huit mois plus tôt, de nouvelles forces et de nouvelles tendances apparurent sur la scène politique cambodgienne. Jusqu'en 1954, on pouvait dire qu'il n'y avait pratiquement pas de classe ouvrière khmère en dehors des travailleurs des plantations. Il n'y avait pas non plus de classe capitaliste locale. Ces deux classes apparurent avec l'indépendance qui amorça les débuts du développement économique. Il y eut aussitôt deux courants. Le courant soutenu par Sihanouk favorisait le développement des entreprises étatiques. Lon Nol, Sirik Matak, Yem Sambaur et d'autres soutenaient le capitalisme privé. Sihanouk avait opté pour les entreprises d'Etat parce qu'il avait bien prévu que l'entreprise privée, au niveau de développement économique où en était le Cambodge, devait dépendre de l'injection de capitaux étrangers. Ceci revenait à laisser entrer par la petite porte le colonialisme expulsé par la grande. Aidé par les pays socialistes, le gouvernement fit construire un certain nombre d'entreprises d'Etat : usines de textiles, cimenteries, fabriques de pâte à papier, usines de transformation du caoutchouc, et d'autres encore.

En principe, les bénéfices des entreprises nationalisées revenaient à l'Etat, mais en fait ils tombèrent très rapidement dans les poches de certains éléments de la classe privilégiée, qui se disputaient les postes de direction et les commissions

lucratives qui, en raison de la corruption générale, allaient de pair avec ces postes. Les entreprises d'Etat, même celles qui normalement étaient rentables, comme par exemple les usines de textiles, finissaient toutes par être en déficit puisque les administrateurs détournaient régulièrement les bénéfices à leur profit. Tout ceci ressemblait fort au capitalisme bureaucratique dans la Chine du Kuomintang. Le peuple payait des impôts qui étaient censés servir au financement des entreprises d'Etat, et les bénéfices en revenaient aux seuls bureaucrates qui les contrôlaient et les géraient. Produire pour le contribuable et le consommateur était le cadet des soucis des administrateurs. On assistait à l'émergence d'une bureaucratie capitaliste qui était un élément nouveau dans la société cambodgienne. Du moins était-elle un élément national, et en toute objectivité il faut dire que Sihanouk, quand il défendait l'indépendance véritable de son pays, défendait aussi les intérêts de cette classe-là.

Lon Nol, Sirik Matak, Yem Sembaur, le banquier Song Sak, dont nous avons parlé dans le chapitre précédent, soutenaient, eux, un capitalisme de type *compradore*, étroitement lié au capitalisme étranger. Leur allié naturel, leur pourvoyeur de capitaux, n'était autre que les Etats-Unis et le heurt avec la conception nationaliste de Sihanouk était inévitable. Pour être tout à fait juste, on doit reconnaître que le but de Sihanouk, lorsqu'il choisit le capitalisme d'Etat, n'était pas de créer des emplois lucratifs pour les offrir à des fonctionnaires corrompus. Son but était d'accélérer le développement économique du pays de façon irréversible pour que l'indépendance durement arrachée ne puisse jamais être à la merci d'une pénétration économique étrangère. Sa politique améliorait la condition du peuple, et, à sa façon, il remplissait les tâches d'une révolution démocratique et nationale, que les forces de la gauche orthodoxe jugeaient opportune, compte tenu du développement socio-économique du pays. Le niveau de vie se mit à s'élever régulièrement, les travaux d'irrigation en faveur des paysans se développèrent, tandis que la santé publique et les équipements scolaires s'amélioraient nettement.

Les forces de gauche se sentaient prises dans un dilemme,

et tout particulièrement le *Pracheachon* (le Parti du peuple), qui n'était autre que le Parti communiste cambodgien, formé après la dissolution du P.C. indochinois en 1951 et la constitution de partis communistes dans chacun des trois Etats. Elles appuyaient Sihanouk et sa politique d'indépendance, de neutralité et de priorité donnée aux entreprises étatiques. Mais leur tâche historique était aussi de défendre les intérêts des travailleurs cambodgiens. Ce qui les amena au problème crucial de savoir jusqu'où elles pouvaient faire des concessions au détriment des intérêts de classe et en faveur des intérêts nationaux. Le dilemme devenait plus aigu au fur et à mesure que le combat de Sihanouk contre l'impérialisme américain se faisait plus ferme et que son neutralisme, après les débuts de la guerre au Vietnam, représentait effectivement un soutien précieux à la lutte du peuple vietnamien.

On pouvait définir, en ce sens, trois sortes d'antagonismes. *Premièrement*, le peuple uni contre les Etats-Unis et leurs activités dans la région. Les forces progressistes, y compris le Pracheachon, considéraient que la lutte anti-américaine menée par Sihanouk et la défense de sa politique neutraliste et indépendante étaient primordiales. *Deuxièmement*, les travailleurs contre leurs employeurs, qu'ils soient l'Etat ou l'entreprise privée. Le Pracheachon devait défendre les intérêts des travailleurs mais pas jusqu'au point d'affaiblir le front principal, qui était la défense de l'indépendance nationale. *Troisièmement*, les antagonismes au sein de la classe dirigeante, entre les tenants d'un capitalisme national et bureaucratique et les tenants d'un capitalisme *compradore*, dominé par l'étranger. Ce dernier antagonisme, symbolisé d'un côté par Sihanouk et de l'autre par Lon Nol-Sirik Matak, n'apparut sûrement pas très clairement à Sihanouk au début. Ce manque de clairvoyance est en partie dû aux mœurs féodales qui persistaient malgré l'abdication du roi Sihanouk un an après l'indépendance et qui maintenaient des rapports proches de la servilité entre le chef de l'Etat et son cabinet. Lon Nol était de ceux qui observaient scrupuleusement ces formes extérieures de respect, dont il savait se servir pour masquer ses véritables sentiments (Sihanouk révéla, lors de sa conférence de presse à Pékin, que l'Assemblée nationale,

présidée par Lon Nol, fut unanime à offrir des prières pour le rétablissement de la santé du prince, trois jours avant de le déposer).

Pour les progressistes, ces antagonismes au sein de la classe dirigeante s'exprimaient dans la contradiction suivante : malgré le soutien qu'ils apportaient à Sihanouk et à sa politique de neutralité, d'indépendance et de développement du secteur étatique (ce dont il leur savait gré), ils subissaient les persécutions de Lon Nol, chef de l'armée et de la police. Celui-ci s'appliqua tout particulièrement à fournir la preuve des « activités subversives » de certains intellectuels progressistes, pour créer une coupure entre Sihanouk et eux. L'une de ces « preuves » d'un complot de gauche contre Sihanouk fut même, une fois, fournie à Lon Nol par l'ambassade américaine à Phnom Penh, qui entendait ainsi détourner l'attention d'un complot, véritable cette fois, fomenté peu auparavant par la C.I.A.

La politique du Pracheachon, dont la direction devint pratiquement « clandestine » après la formation du Sangkum, fut de soutenir la politique de Sihanouk, mais aussi de se préparer à la possibilité de sa chute. Lors de discussions que j'eus avec eux en 1956, ses dirigeants m'expliquèrent qu'ils estimaient que Sihanouk serait obligé à la longue de s'aligner sur la politique de Lon Nol, faute de quoi il serait éliminé. Et à partir de ce moment-là, le Pracheachon et ses alliés se préparèrent à la seconde éventualité.

Le développement du pays et de l'économie accentuèrent les antagonismes au sein de la classe dirigeante, surtout au début, quand les Etats-Unis renforçaient sciemment la classe grandissante des capitalistes *compradores* en refusant leur aide à tout ce qui ne ressortissait pas au secteur privé. Les antagonismes entre la classe ouvrière naissante et ses employeurs s'accentuèrent aussi. En 1963, la répression policière commença à s'en prendre à ceux des progressistes qui s'étaient fait un peu trop remarquer. Lon Nol avait été très impressionné par le coup d'Etat militaire de Birmanie en 1962, par lequel son homologue, le général Ne Win, avait pris le pouvoir. Des rumeurs circulèrent à Phnom Penh dans les mois qui suivirent, attribuant des intentions identiques au général Lon Nol. (Sihanouk eut vent de

l'affaire, et monta une pièce de théâtre où Lon Nol jouait le rôle d'un comploteur contre la monarchie. C'est une technique à laquelle il recourut plusieurs fois, quand il sentait que le contrôle des contradictions au sein de la classe dirigeante menaçait de lui échapper.)

A partir de 1963, un certain nombre d'intellectuels progressistes commencèrent à disparaître. Parmi ceux-ci se trouvaient Son Sen, l'un des directeurs de l'école normale d'instituteurs de Phnom Penh, et deux professeurs, Ieng Sary et Salot Sar. La police de Lon Nol leur avait depuis quelque temps marqué un intérêt tout particulier. Leurs épouses disparurent un an plus tard. La femme de Ieng Sary dirigeait un lycée de Phnom Penh et était la première cambodgienne diplômée de littérature anglaise. Au début, on raconta que les maris, puis leurs épouses avaient été arrêtés. Ils avaient été en fait parmi les premiers à organiser des bases de résistance pour le cas où elles s'avéreraient nécessaires. A cette époque, il y avait, à côté de la menace de répression intérieure, les menaces extérieures, celle des Etats-Unis, dont la « guerre spéciale » au Sud-Vietnam menaçait de déborder les frontières cambodgiennes ainsi que les menaces purement militaires de Saïgon et de Bangkok. Organisés par la C.I.A., les Khmers Serei, qui étaient surtout stationnés au Sud-Vietnam à l'époque, se montraient plus actifs que jamais et travaillaient ouvertement au renversement de Sihanouk.

Sihanouk fit montre à cette époque d'une habileté consommée dans ce « jeu de bascule » dont on a souvent parlé, et qui visait à préserver à tout prix la neutralité du Cambodge et à maintenir la réalité de cette « oasis de paix » au milieu d'une région ravagée par la guerre. Il renforça ses relations avec les pays socialistes et établit des relations amicales avec Hanoï. Pour compenser cette « ouverture à gauche », il renforça aussi ses relations avec la France capitaliste, qui partageait avec Sihanouk le désir de maintenir les Etats-Unis hors de ce qu'elle considérait comme sa sphère d'influence en Indochine. Quand les Etats-Unis débarquèrent en 1965 leurs troupes de combat au Sud-Vietnam et commencèrent à bombarder le Nord, Sihanouk avait pris clairement position contre l'agression américaine et avait établi des relations officieuses avec le F.N.L. du Sud-

Vietnam. Sihanouk connaissait suffisamment l'histoire de son pays pour comprendre que les relations amicales avec le Vietnam étaient indispensables à la survie du Cambodge, et il distingua rapidement deux Vietnam : un Vietnam agressif, expansionniste, installé à Saïgon, et qui maintiendrait à l'égard du Cambodge une politique traditionnelle d'hostilité, et un Vietnam progressiste, amical, installé à Hanoï et au quartier général du F.N.L., quelque part dans le Sud, avec qui le Cambodge pourrait vivre sur la base d'une amitié mutuelle.

En mai 1965, les relations diplomatiques avec les Etats-Unis étaient rompues, tandis que les relations avec le F.N.L. devenaient plus étroites. La grande préoccupation de Sihanouk était d'endiguer le flot montant de la guerre qui menaçait le territoire cambodgien. Le Cambodge, le F.N.L. et la R.D.V.N. y avaient tous trois intérêt. La neutralité du Cambodge, c'est-à-dire simplement le refus de laisser les Américains y avoir des bases militaires, représentait un soutien très précieux pour le F.N.L., dans sa confrontation titanesque avec les Etats-Unis. Les forces progressistes soutenaient Sihanouk à fond à ce moment-là. En même temps, d'importants décrets nationalisaient les banques et les compagnies d'import-export, pour restreindre la puissance des capitalistes *compradores* sur qui l'Amérique pouvait s'appuyer naturellement. Lon Nol et Sirik Matak commencèrent alors à envisager sérieusement le complot. Et si Lon Nol avait été impressionné par le coup d'Etat de Ne Win en 1962, il fut encore plus impressionné par le coup d'Etat du général Suharto en Indonésie, en octobre 1965.

Quand Song Sak s'enfuit en emportant 400 millions de riels (soit plus de 10 millions de dollars au taux officiel), la C.I.A. perdit le chef de son organisation au Cambodge. Une partie de ses activités, découvertes après sa fuite, consistait à organiser un réseau d'agents locaux, payés royalement sur des fonds spéciaux déposés par la C.I.A. à sa banque. Son Sann, qui était alors directeur de la Banque nationale, découvrit l'étendue de ses manipulations financières dirigées contre l'Etat et du sabotage des entreprises publiques. Il en informa Sihanouk qui ordonna aussitôt l'arrestation de Song Sak. Mais, grâce à la complicité de Sirik Matak, ce dernier put s'enfuir pour devenir

ouvertement ce qu'il avait toujours été, l'un des trois dirigeants des Khmers Serei.

« Song Sak tenta d'acheter les gens honnêtes de l'administration, raconta Sihanouk lors de sa conférence de presse à Pékin. Il s'efforça d'ouvrir les portes du Cambodge à l'impérialisme américain. Il disposait de fonds inépuisables, dont nous ne comprenions pas la provenance. Nous avons acquis plus tard la preuve indiscutable qu'ils venaient de la C.I.A. »

Peu de temps après la fuite de Song Sak, Sirik Matak, qui était alors ambassadeur à Pékin, demanda à Sihanouk de le nommer ailleurs ; « il s'ennuyait à mourir » à Pékin. Il demanda tout particulièrement le Japon. Sihanouk accéda à sa demande, et après un court séjour à Phnom Penh, Sirik Matak repartit comme ambassadeur à Tokyo, où il reprit contact avec Song Sak et rétablit les liens, brutalement rompus après sa fuite, avec la C.I.A. En parlant du complot Lon Nol-Sirik Matak, Sihanouk dit :

« Les Américains ont réussi parce qu'ils ont acheté Lon Nol. C'était possible parce que son éminence grise, Sirik Matak, avait longtemps flirté avec les Etats-Unis, depuis l'époque (1966) où il était ambassadeur au Japon. Il commença à préparer le complot à ce moment-là, en mettant les détails au point avec la C.I.A. à Tokyo, et plus tard à Manille où il fut notre ambassadeur. Je ne dis pas que les gouvernements japonais et philippin soient impliqués. C'étaient les Etats-Unis, l'O.T.A.S.E. et la C.I.A. » Sihanouk expliqua ensuite que Sirik Matak, qui pensait avoir des droits au trône, lui avait toujours été hostile : « Il n'a jamais pu me supporter, mais c'était un ami d'enfance de Lon Nol. Il n'a jamais coopéré avec le gouvernement ou avec l'Assemblée nationale, sauf la dernière (issue des élections truquées de septembre 1966). Ensuite, il est devenu simplement un agent américain. »

Il ressort de tout ceci que le complot qui devait renverser Sihanouk et tout ce qu'il représentait, devait être plus soigneusement préparé que les putsch de style sud-américain, comme ceux qu'on avait montés au Laos et tenté, au début, de monter au Cambodge. Il fallait trouver des méthodes un peu plus « constitutionnelles ». Le Cambodge était trop en vue, le neutra-

lisme de Sihanouk s'était acquis une trop grande audience internationale, et le régime était trop fermement soutenu à l'intérieur pour qu'on pût ainsi s'en débarrasser par un vulgaire coup d'Etat militaire.

Des élections générales eurent lieu le 11 septembre 1966, pour la sixième législature depuis l'indépendance. Les résultats de ces élections fournirent le cadre « constitutionnel » nécessaire à l'organisation du coup d'Etat. Sihanouk expliqua à Pékin que, comme le Sangkum était un rassemblement de tous les partis politiques et de toutes les tendances, il avait, en tant que président du Sangkum, et en consultation avec les autres dirigeants, choisi les candidats de façon à maintenir au sein de l'Assemblée nationale un équilibre judicieux entre la gauche, la droite et le centre. « De cette façon, nous pouvions préserver l'équilibre entre les différentes tendances et maintenir la stabilité. Mais aux dernières élections, je suis tombé dans un piège de la C.I.A. Elle avait financé une énorme campagne de presse contre ma soi-disant dictature, en dénonçant le « système du parti unique » et en m'accusant d'avoir « massacré la démocratie au Cambodge ». Nous décidâmes de ne présenter officiellement aucun candidat aux élections de 1966, mais de laisser le champ libre à tout le monde. Il en résulta une confusion totale. Il y eut parfois jusqu'à vingt ou trente candidats pour un siège. Les gens ne savaient qui choisir. Les bourgeois les plus riches, alliés naturels des Etats-Unis, financèrent la campagne électorale des candidats réactionnaires d'extrême-droite. On donna aux électeurs des coupons de tissu, des médicaments, des tickets de cinéma gratuits, des jouets et des bonbons pour les enfants. Lon Nol utilisa l'armée et la police pour intimider les électeurs. Le peuple n'avait aucun moyen de distinguer entre les vrais et les faux patriotes. Il en résultat que trois patriotes authentiques seulement furent élus, sur 92 sièges. Mais une campagne fut organisée même contre ces trois-là et, peu après, ils se réfugièrent dans les bases de résistance. »

Lon Nol fut nommé premier ministre du gouvernement issu de cette assemblée d'extrême-droite. Dans les six mois qui suivirent, on assista à de graves incidents, les paysans de la province de Battambang furent écrasés par l'armée, et Lon Nol

« découvrit » un complot de gauche visant à renverser le gouvernement. C'est que, tout simplement, Lon Nol avait organisé une provocation qui lui permettrait une intervention à la Suharto. Au cours des années, des centaines de familles étaient venues s'installer dans la province de Battambang, où elles avaient défriché la jungle, mis en valeur les terres vierges, et transformé petit à petit la région en champs fertiles. Au Cambodge, la tradition veut que les terres communales appartiennent automatiquement à ceux qui les défrichent et les cultivent. Au début de 1967, les paysans virent arriver les troupes de Lon Nol, qui commencèrent à les expulser sur la base de documents prouvant que la terre appartenait à des officiels de haut rang. Le but de Lon Nol était en fait de louer ces fermes aux troupes khmer serei qui étaient censées s'être ralliées au gouvernement. La région était d'importance stratégique puisqu'elle jouxtait la frontière thaïlandaise, qui abritait de l'autre côté le gros des Khmers Serei et de leurs bases opérationnelles contrôlées par la C.I.A.

Des manifestations massives se déroulèrent dans la ville de Battambang pour protester contre les expulsions, et comme des résidents chinois et vietnamiens s'y étaient associés, Lon Nol en rendit les Vietminh et les Chinois maoïstes responsables. Sihanouk se trouvait à ce moment-là en France, où il suivait une cure, et reçut de Lon Nol des rapports alarmistes qui laissaient prévoir l'explosion d'une révolution violente. Ses troupes continuaient à expulser les paysans et à confisquer les armes que ceux-ci possédaient tout naturellement pour se protéger des bêtes sauvages de la jungle toute proche.

Sihanouk rentra de France pour faire face, pour la première fois, à des manifestations hostiles qui réclamaient la démission du gouvernement, la dissolution de cette Assemblée de droite et de nouvelles élections. La presse déclencha une campagne très violente contre les trois députés de gauche, accusés d'être des agents Vietcong et des maoïstes.

Il est difficile d'imaginer comment les choses auraient tourné sans un accident providentiel où Lon Nol fut blessé. Une jeep, conduite par le général Nhiek Tioulong, pendant longtemps le rival de Lon Nol au ministère de la Défense et comme chef

des armées, versa du haut d'un talus et coinça Lon Nol. Le conducteur s'en tira sain et sauf, mais Lon Nol dut s'aliter pendant plusieurs semaines. Malgré cela, le processus déclenché à Battambang par ses soins continuait à évoluer. En avril 1967, des paysans attaquèrent un poste militaire pour récupérer leurs armes, puis disparurent dans la forêt. On lança une véritable campagne militaire contre eux, appuyée par des bombardements aériens pour écraser leurs réduits dans la jungle.

Lon Nol démissionna fin avril, officiellement pour raison de santé, mais surtout parce que Sihanouk était inquiet des développements de la situation après six mois de gouvernement Lon Nol. Sihanouk forma un gouvernement de techniciens, choisis hors de l'Assemblée, et qui comprenait quelques progressistes. Quel ne fut pas l'émoi à Phnom Penh quand on apprit que deux, puis que les trois députés de gauche avaient disparu... Il s'agissait des économistes Khieu Samphan et Hou Yuon, et de l'avocat Hu Nim, tous trois brillants intellectuels diplômés. On raconta d'abord qu'ils avaient été arrêtés et probablement assassinés. En fait, comme l'avaient fait les trois professeurs quatre ans auparavant, ils étaient allés rejoindre et renforcer des bases de résistance, où leur arrivée avait été préparée. Ce fut le début d'un flot de milliers de jeunes, dont beaucoup d'étudiants, qui rejoignirent les bases de résistance dans la montagne de l'Eléphant au sud, les Cardamomes à l'ouest et les régions frontalières du Sud-Vietnam au nord-est. Depuis ce moment-là, c'est-à-dire à la fin de 1967, les communiqués de presse n'ont pas cessé, presque quotidiennement, de rapporter les heurts avec les forces de l'ordre, dans ces régions très éloignées les unes des autres. Les « Khmers rouges » ne lancèrent pas d'offensive, mais se défendirent vigoureusement et consolidèrent leurs bases. Des centaines de jeunes gens qui cherchaient à rejoindre ces bases ont été arrêtés, beaucoup d'entre eux tués sur place.

Tout au long de l'année 1968, la situation se dégrada lentement et Sihanouk perdit petit à petit le contrôle effectif des affaires de l'Etat. Aux Etats-Unis, Nixon remplaçait Johnson à la Maison Blanche en janvier 1969, et donnait bientôt sa version personnelle du désengagement, résumée par la formule magique de la « vietnamisation » de la guerre. Cette décision

ne pouvait que plaire au groupe de Lon Nol-Sirik Matak, puisqu'elle signifiait que les Américains, malgré tout, ne quitteraient pas le Vietnam. Nixon refusait de reconnaître la défaite. Les perspectives d'un gouvernement de coalition nationaliste et neutraliste à Saïgon, esquissée un moment à la conférence de Paris, étaient maintenant évanouies. Surpris par la faiblesse des forces américano-saigonnaises fantoches lors de l'offensive du Têt de 1968, les Lon Nol, Sirik Matak et autres se remettaient lentement de ce choc. Nixon, la « vietnamisation », la continuation indéfinie de la guerre, la consolidation du régime Thieu-Ky, tout leur permettait d'agir plus ouvertement dans un sens anti-neutraliste.

Ses conseillers avaient persuadé Nixon que le plein succès de la « vietnamisation » dépendait des coups qu'ils pourraient porter au F.N.L. en le frappant dans ses bases frontalières, seul moyen de garantir la sécurité d'un retrait américain partiel. Il fallait installer dans les pays adjacents, le Laos et le Cambodge, des régimes stables, pro-occidentaux, et qui ne seraient pas menacés par la réduction des forces américaines au Sud-Vietnam. Ces régimes seraient sans doute d'accord avec le commandement américano-sud-vietnamien pour participer au bouclage des frontières du Sud-Vietnam avec le Cambodge et le Laos. L'emploi massif de l'aviation et de l'artillerie américaines suffirait à bloquer les 45 kilomètres de frontière avec le Nord-Vietnam le long de la zone démilitarisée. Avec un Vietnam hermétiquement fermé, avec la coupure des voies d'infiltration et d'approvisionnement, les troupes de Thieu-Ky n'auraient plus qu'à ratisser, avec l'aide de l'aviation et de l'artillerie américaines, ce qu'il resterait des forces du F.N.L. à l'intérieur du pays.

Une attaque-surprise de la plaine des Jarres fut décidée en septembre 1969 pour tenter de fermer la frontière entre le Laos et le Vietnam. Il fallait également se débarrasser de Sihanouk pour fermer les frontières cambodgiennes.

En août 1969, Penn Nouth, âgé de soixante-quatre ans et souffrant, qui était à la tête d'un gouvernement chargé d'expédier les affaires courantes, dut donner sa démission pour raisons de santé. Sihanouk nomma Lon Nol premier ministre à

sa place ; celui-ci fit de Sirik Matak son vice-premier ministre et lui confia en même temps les ministères de l'Intérieur, de la Sécurité, de l'Education nationale et des Affaires religieuses ; ce dernier portefeuille était très important, compte tenu du rôle vital que joue la hiérarchie bouddhiste dans la vie publique cambodgienne. Le mois suivant, Lon Nol se rendit en France « pour raison de santé », laissant le champ libre à Sirik Matak qui devenait premier ministre par intérim. Entre-temps, le Cambodge avait renoué, en juin de la même année, des relations diplomatiques avec les Etats-Unis. Le décor était enfin planté, les principaux acteurs étaient en scène pour le dernier acte, ce renversement de Sihanouk et de son neutralisme, que la politique américaine souhaitait depuis quinze ans.

A la fin de l'année, l'Assemblée nationale annula, sur proposition de Sirik Matak, différentes mesures de nationalisation des banques et du commerce extérieur, en faveur d'une « libéralisation » de l'économie qui devait rendre le pays plus « attrayant » aux yeux des investisseurs étrangers. Sihanouk s'opposa vigoureusement à ces mesures, mais ne réussit pas à obtenir l'appui de l'Assemblée nationale. Quatre ministres, qui lui étaient demeurés fidèles, démissionnèrent. La coutume parlementaire cambodgienne voulait que ces démissions suffisent à faire tomber le gouvernement. Sirik Matak ne montra aucune intention de se démettre et l'absence de Lon Nol le renforça dans sa position. Sihanouk demanda alors que ces démissions soient suspendues jusqu'au retour de Lon Nol. Mais Sirik Matak adressa, dans les heures qui suivirent, un communiqué à la presse dans lequel il acceptait les démissions. C'était là le premier acte de défiance officielle contre le chef de l'Etat. C'était en fait un petit coup d'Etat soigneusement mis au point par les capitalistes *compradores*.

Sihanouk riposta en convoquant le Congrès national du Sangkum, ce qu'il faisait volontiers lorsqu'il voulait parler directement au peuple et donner un soutien populaire à sa politique. Des délégués venus de tout le pays se réunirent en Congrès national et approuvèrent sa position. Satisfait de cette victoire morale, Sihanouk se rendit ensuite en France, pour suivre un traitement médical, en compagnie de sa femme, du vieux Penn

Nouth et de quelques autres proches collaborateurs, le 10 janvier 1970. Son intention était apparemment de laisser Sirik Matak « mariner un peu dans son jus », puis de revenir ensuite en passant par Paris, Moscou, Pékin, et de ramener des offres de soutien politique et économique de la part des amis traditionnels du Cambodge, la France, l'Union Soviétique et la Chine populaire. Lon Nol vint voir Sihanouk à Rome, où il s'était arrêté pour quelques jours, et l'assura de ses sentiments dévoués et de sa fidélité éternelle.

J'étais à Phnom Penh en février 1970, à une époque où les attaques lancées contre les Vietnamiens par une partie de la presse généreusement financée par les Américains, disait-on, atteignaient des proportions explosives. Elles allaient directement à l'encontre de la politique officielle d'amitié avec le Nord-Vietnam et le Gouvernement révolutionnaire provisoire, tous deux représentés alors par des ambassades à Phnom Penh. Ces attaques s'accompagnaient de rumeurs répandues complaisamment par des ambassades pro-américaines, qui évoquaient les querelles historiques entre Cambodgiens et Vietnamiens, et la nécessité impérieuse pour le Vietnam d'accroître son espace vital en occupant des régions sous-peuplées comme celles du Cambodge. Cette campagne de bouche à oreille avait en fait commencé en juin 1969, peu avant la visite officielle de Huynh Tan Phat, premier ministre du gouvernement révolutionnaire provisoire du Sud-Vietnam, et n'avait fait que s'intensifier depuis.

Par ailleurs, il est important de constater que les attaques lancées par les forces américano-sud-vietnamiennes contre les villages cambodgiens de la frontière avaient nettement augmenté depuis l'arrivée de Nixon à la Maison Blanche. Il faut signaler, parmi les violations les plus graves, une série d'épandages de produits chimiques défoliants sur les plantations d'hévéas cambodgiennes, dont le tiers fut endommagé par les attaques systématiques d'avril 1969. Un autre grave incident eut lieu les 16 et 17 novembre 1969, au cours duquel 25 Cambodgiens furent tués et une dizaine blessés dans le bombardement du village de Dak Dam. (Le gouvernement américain offrit par la suite 400 dollars pour dédommager les familles qui avaient subi des pertes en vies humaines.)

En février 1970, je rencontrai un haut fonctionnaire cambodgien qui me déclara : « Certains voient dans tout cela la politique de la carotte et du bâton. Je ne vois, moi, pour l'instant, que le bâton. » Il poursuivit en expliquant qu'on n'offrirait une « carotte » au Cambodge que quand celui-ci aurait prouvé dans les faits, et pas seulement en paroles, qu'il avait profondément changé de sentiments à l'égard des Etats-Unis. Des représentants officiels de la Banque mondiale arrivèrent en février aussi, et j'eus l'occasion de parler avec certains d'entre eux. Mais ils m'expliquèrent savamment qu'une aide immédiate n'était pas envisageable. J'eus l'impression qu'ils étaient là pour renforcer la position de l'ambassade américaine qui attendait des preuves concrètes de ce « changement de sentiments » avant de donner le feu vert à la Banque mondiale et à ses capitaux.

C'est dans ce contexte-là qu'il faut replacer la mise à sac « spontanée » des ambassades de la R.D.V.N. et du G.R.P., le 11 mars 1970. Il est intéressant aussi de remarquer qu'on pouvait voir, ce jour-là, des banderoles rédigées en anglais, et que les correspondants de la presse occidentale, normalement interdits de séjour, étaient tous sur place, tandis que la mise à sac des ambassades était si bien filmée « qu'on se serait plus cru devant un film que devant des actualités », devait me raconter plus tard un producteur de la télévision anglaise. La mise à sac des ambassades faisait partie intégrante du complot destiné à déposer le prince Sihanouk. Le scénario était fort bien monté par des metteurs en scène qui avaient l'art de la synchronisation. La mise à sac eut lieu exactement vingt-quatre heures après que Sihanouk eut annoncé la prochaine visite de Pham Van Dong, premier ministre du Nord-Vietnam, au Cambodge, et quelques heures avant le départ du chef de l'Etat pour Moscou. Sa déposition proprement dite fut annoncée quelques heures avant qu'il ne quitte Moscou pour Pékin, dernière étape avant le retour au Cambodge.

Tout le tapage autour des « troupes vietcong et nord-vietnamiennes » était un élément important du scénario, et Sihanouk le dénonça comme une manœuvre de diversion pour camoufler les véritables intentions des comploteurs. Sihanouk savait, le

peuple cambodgien savait, et Lon Nol, en tant qu'ancien ministre de la Défense, savait mieux que personne que les troupes du F.N.L. qui débordaient de temps à autre sur les régions frontalières y venaient dénuées de toute intention hostile à l'égard du Cambodge auquel elles se sentaient unies pour lutter en commun contre le même ennemi, l'agresseur américain. Elles avaient le regard tourné vers Saïgon, non vers Phnom Penh.

Au cours de l'Assemblée générale 1969-70 des Nations Unies, le délégué du Cambodge, Huot Sambath, qui prit plus tard parti pour Sihanouk, fit état de 7 000 violations commises par les forces américano-sud-vietnamiennes entre 1962 et la fin de 1969, faisant 300 morts et près de 700 blessés du côté cambodgien. On ne compte en revanche ni morts ni blessés dus à l'action ou à la présence des forces de résistance vietnamiennes dans les régions frontalières.

La Commission internationale de contrôle enquêta maintes fois sur les violations de frontières commises par Saïgon et les Américains, en particulier dans la région dite du « Bec de Canard », mais tous les efforts du représentant canadien échouèrent à fournir des preuves de la présence des forces du Front qui auraient « justifié » les violations et les massacres dont eurent à souffrir les seuls villageois cambodgiens, à l'exclusion des Vietnamiens. Il fallait, en dénonçant la présence des troupes nord-vietnamiennes et du F.N.L. sur le territoire cambodgien, cultiver et exciter une indignation qui était l'ingrédient essentiel pour faire accepter le renversement de Sihanouk et pour montrer aux Etats-Unis, par des faits, que le Cambodge de Lon Nol-Sirik Matak avait « profondément changé de sentiments ».

Sihanouk, et Lon Nol lorsqu'il était ministre de la Défense, avaient tous deux fort bien compris en leur temps qu'à un moment où se précisaient les menaces d'invasion simultanée du Cambodge par le Sud-Vietnam, par la Thaïlande et leurs unités khmer serei, seul le contrôle exercé par le F.N.L. sur la majeure partie de la frontière khméro-vietnamienne permettrait à Lon Nol de concentrer ses troupes sur la frontière thaïlandaise pour parer au danger. Les frontières orientales du Cambodge furent pendant longtemps protégées par le F.N.L. C'est lui aussi qui sut rendre la situation tellement intenable

aux Khmers Serei du Sud-Vietnam qu'ils durent abandonner leurs bases et se replier en Thaïlande. (Au début de 1964, je remis personnellement à Sihanouk en cadeau, de la part de Nguyen Huu Tho, alors président du F.N.L., une série de manuels de formation et de plans opérationnels que les troupes du F.N.L. avaient recueillis le jour où elles avaient envahi leur principale base au Sud-Vietnam, à une époque où je me trouvais dans les zones libérées du Front.)

Rien au Cambodge qui ressemblât de près ou de loin à la situation marocaine ou tunisienne pendant la résistance algérienne ; le F.L.N. algérien avait ouvertement installé des bases, des camps d'entraînement, des dépôts, avait tracé des routes vers l'Algérie, et établi une grande partie de son armée régulière dans les deux pays voisins. Quand les Français bombardèrent le village tunisien de Sakkiet Sidi Youssef, à cause de la présence de soldats du F.L.N., ce fut un tollé international. Les Etats-Unis dépêchèrent solennellement Robert Murphy, sous-secrétaire d'Etat, pour qu'il menât son enquête et contribuât à alimenter l'indignation officielle internationale. Mais violer 7 000 fois la frontière cambodgienne, déverser mensuellement sur le Laos plus de bombes qu'il n'en fut largué sur l'Europe au cours de la Seconde Guerre mondiale parce qu'on soupçonne l'existence de pistes par où pourraient transiter jusqu'à douze tonnes de matériel par jour, voilà qui passe presque inaperçu dans la presse mondiale. On dirait que même entre colonialistes, il y a « une loi pour les riches et une autre pour les pauvres ».

Le principal argument avancé par Lon Nol au cours de la session fatidique du 18 mars 1970 à l'Assemblée nationale, qui devait destituer le chef de l'Etat, était qu'il avait toléré la présence de « troupes nord-vietnamiennes et vietcong » sur le territoire cambodgien. Les députés n'eurent guère la liberté de vote. On leur remit à chacun trois bulletins, bleu pour oui, blanc pour non et quadrillé pour « sans opinion ». Puis on leur demanda de signer leur bulletin, faute de quoi leur vote serait nul. Le vote fut unanime. Cheng Heng, nommé président de l'Assemblée nationale quelques mois auparavant sur proposition de Lon Nol, devint chef de l'Etat. Lors de sa conférence de presse de Pékin, Sihanouk le décrivit comme « un

pauvre diable » dont la principale fonction avait été de diriger la prison centrale de Phnom Penh.

La destitution de Sihanouk comme chef de l'Etat sonnait le glas de toute une période de l'histoire du Cambodge. Mais après ? La question était sur toutes les lèvres. Les Américains et un certain nombre de leurs alliés étaient apparemment convaincus que Sihanouk prendrait la chose philosophiquement et se retirerait, comme Bao Dai [2], dans une villa du Midi de la France que le gouvernement français était tout prêt à mettre à sa disposition. Les Cambodgiens accepteraient le nouveau régime pour ce qu'il se donnait, et toute agitation serait circonvenue par le recours à la haine raciale contre les Vietnamiens, et la dénonciation de Sihanouk et de la famille royale, déjà alimentée par une intensive campagne de calomnies. (Dans les jours qui suivirent, des spécialistes de la guerre psychologique arrivèrent d'Indonésie pour enseigner l'art de lancer des campagnes contre les minorités, le communisme et le chef de l'Etat.)

En ce qui concerne ce dernier aspect de la question, on pouvait lire un paragraphe fort instructif dans la rubrique « Periscope » de *Newsweek*, le 25 mai 1970 : « Une équipe d'officiers cambodgiens s'est rendue en Indonésie au mois de novembre et de nouveau en janvier pour étudier en détail comment l'armée indonésienne a pu renverser le président Sukarno. D'après certains Indonésiens, cette démarche a permis d'informer Djakarta du coup que préparait le général Lon Nol contre le prince Norodom Sihanouk en mars dernier. Elle explique aussi l'offre rapide de l'Indonésie d'envoyer des armes à Lon Nol. »

Cependant, ceux qui avaient compté que Norodom Sihanouk accepterait passivement le fait accompli de son renversement ont tragiquement sous-estimé son caractère et les qualités des Cambodgiens.

2. Ex-empereur du Vietnam sous les Japonais et les Français, qui se retira sur la Riviera française en 1955, après avoir été déposé par Ngo Dinh Diem, dictateur pro-américain du Sud-Vietnam.

IV

SIHANOUK CONTRE-ATTAQUE

Alors qu'il était en route pour l'aéroport de Moscou d'où il devait décoller pour Pékin, Sihanouk apprit, par le premier ministre soviétique Alexis Kossyguine, qu'il avait été déposé. Les membres de son entourage avaient su la nouvelle quelques heures auparavant, mais n'avaient pu se résoudre à la lui communiquer. Le choc fut rude et complet. Sihanouk réagit immédiatement, et de façon bien prévisible pour ceux qui le connaissaient. Il allait passer à la contre-attaque, dont il dressait déjà les plans à bord de l'avion pour Pékin. A son arrivée, il fut accueilli par son vieil ami Chou En-lai qui l'assura aussitôt du soutien de la Chine. Quelques jours plus tard, Pham Van Dong fit exprès le voyage de Pékin, gardé secret à l'époque, pour lui apporter les mêmes assurances. Le 23 mars, Sihanouk faisait une déclaration en cinq points, qui demeurera sans doute comme un tournant dans l'évolution de Sihanouk et comme l'ouverture d'un nouveau chapitre dans l'histoire du Cambodge.

En tant que chef d'Etat, Sihanouk :

— accusa le régime de Lon Nol de haute trahison et en décréta la dissolution ;

— annonça qu'un gouvernement d'union nationale allait être formé ;

— appela à la convocation d'une assemblée consultative ouverte le plus largement possible à toutes les couches de la population et comprenant « toutes les tendances patriotiques progressistes et anti-impérialistes » ;

— appela à la création d'une Armée de Libération nationale

pour lutter contre l'impérialisme américain et ses agents en place dans le pays ;
— appela à la création d'un Front uni national du Kampuchéa (= Cambodge) pour libérer le pays et organiser la reconstruction nationale après la victoire.

Il demanda à ses compatriotes de faire leur choix et de se dresser contre le régime de Lon Nol-Sirik Matak pour le renverser.

Les choses allèrent ensuite très vite, beaucoup plus vite que Sihanouk n'aurait pu l'imaginer à l'heure du coup d'Etat. Le premier facteur d'importance vitale fut la réponse immédiate des intellectuels progressistes à son appel. Il avait été diffusé par Radio-Pékin et Radio-Hanoï, écouté et enregistré au Cambodge et rediffusé par des milliers de haut-parleurs un peu partout dans le pays. La seule audition de la voix de Sihanouk, et sur un tel sujet, fit l'effet d'un coup de fouet. Lon Nol ne pouvait pas parer cet imprévu. Il avait soigneusement ourdi les aspects militaires et les intrigues politiques du coup d'Etat, mais il n'avait rien fait pour préparer l'opinion publique. La campagne de diffamation dénigrant la vie privée de Sihanouk ne pouvait pas laisser les gens plus indifférents. Ce qui les intéressait, c'étaient les problèmes de la paix et de la guerre, de l'indépendance et des invasions étrangères.

Dans les vingt-quatre heures qui suivirent, les trois députés de gauche qui avaient disparu, Hou Yuon, Hou Nim et Khieu Samphan, firent parler d'eux pour la première fois depuis trois ans en adressant une déclaration commune de soutien au prince. Le soutien total de ces intellectuels éminents, pionniers de la lutte de résistance dans le pays, et dont les têtes avaient été mises à prix, galvanisa les progressistes à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Ils avaient tous trois beaucoup souffert au cours des trois années précédentes. Mais ils firent preuve de leur maturité en décidant que le choix politique primait les questions de personnes. Sihanouk avait proposé une ligne juste ; ils étaient prêts à oublier le passé, à accepter cette ligne et à se battre pour l'avenir. Dans leur analyse de la situation, telle qu'elle apparaît dans leur déclaration, ils font ressortir clairement que l'appel de Sihanouk correspond à la phase nouvelle

de la Révolution nationale démocratique. Rien n'empêchait les progressistes de gauche, même les plus orthodoxes, de le soutenir comme ils le faisaient eux-mêmes.

« Nous soutenons inconditionnellement la déclaration du 23 mars faite à Pékin par le chef de l'Etat, le prince Norodom Sihanouk. Nous appelons tous nos compatriotes, dans les villes comme dans les campagnes, à refuser de servir de chair à canon dans l'armée et la police des impérialistes américains et des traîtres Lon Nol-Sirik Matak ; à refuser leurs impôts et leurs lois barbares ; à s'unir sincèrement et étroitement au sein du Front uni national du Kampuchéa ; à organiser des unités de guérilla et des forces armées pour lutter contre ce régime, le renverser et mettre en place une administration honnête au niveau du hameau, du village, du district et de la province. » Les députés appelaient les soldats et les fonctionnaires à soutenir la lutte du peuple et à rejoindre les rangs de la Résistance. Ils insistaient sur le vaste soutien international que le mouvement ne pouvait manquer de recevoir, « et particulièrement celui des peuples vietnamien et laotien ».

A-t-on jamais vu un mouvement de résistance naître sous de meilleures auspices ? Une unité qui va de la paysannerie et des travailleurs à la monarchie ! Des bases de résistance déjà actives, et dont six dominaient les régions-clés du pays. Un embryon d'armée de libération et des dirigeants trempés par trois années de lutte clandestine, sans compter les vétérans de la Résistance contre les Japonais et les Français, et des armes à profusion, disponibles sur-le-champ !

Le F.N.L. n'avait jamais, par le passé, livré d'armes aux Khmers rouges, bien qu'il ait disposé de stocks abondants le long des frontières. Il ne voulait rien entreprendre qui pût mettre en danger la neutralité de Sihanouk et respectait loyalement les accords de non-ingérence dans les affaires intérieures de chacun. La résistance armée des Khmers rouges, commencée au début de 1967, allait en fait embarrasser un peu le F.N.L. Il ne pouvait pas leur demander d'abandonner leur propre lutte dans l'intérêt supérieur de la lutte du F.N.L. contre l'impérialisme américain. Mais Lon Nol sut si facilement convaincre Sihanouk, comme il le fit pendant une certaine

période, que les Vietcong étaient derrière les Khmers rouges, que le problème devint très délicat. Fort heureusement, les accrochages les plus graves et les bases principales se trouvaient fort loin de la frontière vietnamienne. A ma connaissance, les résistants cambodgiens ne reçurent pour toute aide que la possibilité occasionnelle, pour un groupe poursuivi et talonné aux environs des frontières par les forces de Lon Nol, de se glisser à travers les positions du F.N.L., qui les aidait à regagner ensuite, et dès que possible, le territoire cambodgien, parfois en un autre point.

L'appel de Sihanouk transforma la situation. Il appela à un « combat mené en commun avec les forces populaires anti-impérialistes des pays frères ». Si les Américains ont été quelque peu déçus de trouver de nombreuses caches d'armes vides, c'est que celles-ci avaient été distribuées, dès l'appel de Sihanouk à la lutte armée, à des dizaines de milliers de combattants de la résistance khmère.

De nombreux soulèvement spontanés et massifs suivirent immédiatement l'appel de Sihanouk. Malgré les tentatives de Lon Nol pour faire croire que les Vietnamiens en étaient responsables, et malgré les massacres sauvages de communautés vietnamiennes qui bouleversèrent le monde entier, les journalistes qui étaient sur place ont confirmé que les manifestations de masse contre le nouveau régime étaient le fait de Cambodgiens, et non de Vietnamiens. Les corps qui jonchaient les routes, les blessés qui ne trouvaient plus de place dans les hôpitaux, c'étaient des Cambodgiens et non des Vietnamiens. Des centaines de personnes furent tuées entre le 26 et le 28 mars sur la route qui mène de Kompong Cham, troisième ville du pays, à la capitale, et dans les faubourgs mêmes de Phnom Penh. Jean-Claude Pomonti, correspondant du *Monde*, écrivait à propos des incidents de Kompong Cham :

« Les manifestants (environ 3 000, selon un témoin) se seraient répandus en ville et sur la route, arrêtant les voitures pour peindre « Vive Sihanouk » sur les portières et distribuer des portraits du prince aux conducteurs. Par la suite, et dans des circonstances mal connues, un cortège d'une cinquantaine de

camions et d'autocars bondés de manifestants, dont un grand nombre d'étudiants et de lycéens, se serait formé et aurait pris la route de Phnom Penh, qui se trouve à une centaine de kilomètres au sud.

« A Koki, qui se trouve à une vingtaine de kilomètres à l'ouest de la capitale khmère, d'autres incidents auraient eu lieu dans la nuit de jeudi à vendredi matin. Selon un officier parachutiste cambodgien, des Vietnamiens, « déguisés en paysans cambodgiens, assez nombreux mais peu armés », se sont introduits dans les villages de la région. » L'article parle des « paysans armés de coupe-coupe » qui attaquèrent un bâtiment administratif à Takéo, où ils brûlèrent tous les dossiers dont ils purent s'emparer, et Pomonti cite les propos d'un fonctionnaire local qui disait : « C'est dur de faire comprendre les choses aux paysans. » Il mentionne des accrochages meurtriers survenus à l'entrée d'un pont à un kilomètre du centre de Phnom Penh, et à un carrefour, à la sortie de la ville. C'étaient des Cambodgiens et non des Vietnamiens qui manifestaient. Le fonctionnaire de Takéo disait : « Dans mon canton, d'ailleurs, il y a très peu de Vietnamiens, et ils se garderaient bien de bouger[1]. »

De Kompong Cham, le 30 mars, Jack Foisie, correspondant du *Los Angeles Times*, écrivait : « C'est là le pays de Sihanouk, où le peuple est d'une loyauté à toute épreuve envers ce prince à qui l'on vient d'enlever ses fonctions de chef de l'Etat. La foule a battu à mort deux députés qui étaient revenus ici pour expliquer à leurs électeurs pourquoi ils avaient voté le renversement de Sihanouk. Pour riposter à ces violences, des troupes envahirent la ville et tirèrent dans la foule le vendredi matin, faisant 26 morts, selon l'estimation du gouverneur de la province, et 62 blessés. (...) La province (...) semblait en effervescence.

« Les villageois brandirent des portraits de Sihanouk et nous demandèrent rudement, en français, si nous étions pour ou contre lui. Ils soulignaient leur colère en agitant des coupe-coupe, des bâtons et toute sorte d'outils tranchants. Quelques-uns d'entre eux étaient armés de fusils français ou tchèques.

1. *Le Monde*, 31 mars 1970.

Nous approuvâmes de la tête, et après avoir été un peu bousculés, nous pûmes repartir. »

Tian Kien Chieng, gouverneur de la province, évaluait le nombre des Cambodgiens « égarés » à 20 000 au moins et 40 000 au plus ; c'étaient pour la plupart des paysans, disait-il, qui étaient tombés sous l'influence d'agents communistes cambodgiens ou nord-vietnamiens. Le gouverneur déclara que les manifestants demandaient « la dissolution de l'Assemblée nationale et la restauration du prince Sihanouk ». Quelques années auparavant, Hou Nim, l'un des leaders de la résistance, avait été élu député de la province de Kompong Cham, et réélu en 1966, malgré les pression de la droite et les tentatives de corruption pour acheter les électeurs [2].

Il s'agissait là de soulèvements spontanés et authentiques. Les journalistes qui étaient sur place ont eu tendance à ne parler que des soulèvements qui eurent lieu près de Phnom Penh, et surtout dans les provinces particulièrement sensibles qui s'étendent entre la capitale et la frontière vietnamienne. Mais en fait, il y en eut dans tout le pays. Après que plusieurs centaines de paysans eurent été massacrés à Kompong Cham, Takéo, Svay Rieng, Kandal et dans quelques autres provinces, dans une vague de soulèvements spontanés vers la fin mars, Sihanouk conseilla d'abandonner ces manifestations pacifiques pour passer à une résistance armée et organisée. Des milliers de villageois, qui s'étaient enfuis dans les forêts pour rallier les dirigeants de la Résistance, reçurent des armes et le conseil de rentrer chez eux pour mettre sur pied des organisations de résistance, y compris des comités élus et des unités d'autodéfense.

Les soldats de Lon Nol rejoignirent la Résistance par milliers, ou lui remirent leurs armes avant de regagner leur village natal. Ils se contentèrent même, dans plusieurs cas, d'entasser leurs armes dans les baraquements, et de prévenir un responsable local de la Résistance qu'il pouvait venir les prendre. Dans la région de Battambang, un ancien cadre de la Résistance entendit l'appel de Sihanouk et prit immédiatement sur lui

2. *International Herald Tribune*, 31 mars 1970.

d'aller discuter avec une compagnie de soldats stationnée aux environs. A la suite de quoi, ils le suivirent dans la jungle où ils organisèrent une importante base de résistance, qui reçut quelques jours plus tard le renfort d'un groupe d'étudiants venus de l'Université de Battambang. A Siem Reap, près d'Angkor, les étudiants quittèrent la ville en masse pour s'enfoncer dans la forêt vers une des bases de la Résistance. L'armée et l'administration de Lon Nol montraient un peu partout des signes d'effondrement, sauf dans la capitale où le régime avait concentré suffisamment de forces armées pour stabiliser la situation. Mais l'armée ne semblait pas prête à se battre.

Au bac de Neak Luong, situé sur le Mékong à environ 80 kilomètres à l'ouest de Phnom Penh, les maquisards firent s'envoler le bataillon de garde jusqu'à la plus proche pagode, en tirant simplement quelques coups de feu. Les bonzes de la pagode convainquirent les soldats de déposer leurs armes et de s'en aller, ce qu'ils firent. Et c'est ainsi que fut pris le bac de Neak Luong (il fut repris plus tard lors d'une opération de la marine fluviale saïgonnaise, appuyée par l'aviation américaine). Des cinquante bataillons dont Lon Nol disposait au début, dix s'étaient purement et simplement évanouis dans la nature dès le premier mois d'opérations, dix autres avaient été balayés, s'étaient rendus ou avaient volontairement rejoint les rangs de la résistance, neuf autres étaient cloués au sol pour des missions de protection. On constitua 35 nouveaux bataillons, composés de jeunes recrues ahuries, étudiants et autres, qui finalement servirent surtout à fournir la résistance en armes. Au bout de six semaines, les six bases de résistance originelles avaient établi le contact entre elles, une Armée de Libération avait été organisée au niveau du bataillon, et équipée d'armes qui surclassaient celles de Lon Nol. Elle s'appuyait sur des troupes régionales organisées au niveau de la compagnie et sur des unités d'auto-défense dans une centaine de villages, équipées d'armes qui valaient bien celles de Lon Nol, puisqu'elles venaient de chez lui. C'étaient les troupes de l'Armée de Libération du Cambodge, et non les Vietcong ou les Nord-Vietnamiens qui avaient libéré la majeure partie du Cambodge quand Nixon décida de donner « un coup de poing » à travers les fron-

tières, d'envoyer des troupes américaines et saïgonnaises, en flagrant délit d'agression, pour tenter de reprendre le contrôle des villes et des villages tenus par les patriotes cambodgiens.

Les troupes de choc employées par Lon Nol juste après la prise du pouvoir, et qui massacrèrent les paysans cambodgiens et les prisonniers vietnamiens désarmés, n'étaient autres que des Khmers Serei. En 1969, fort mystérieusement, des mercenaires khmers serei stationnés en Thaïlande rallièrent en masse, par compagnies et même par bataillons, le gouvernement cambodgien. Un jour, 700 d'entre eux franchirent la frontière et vinrent se rendre. On en attribua le mérite à Lon Nol. Les « déserteurs » furent récompensés en argent liquide et installés sur des terres, dans les régions stratégiques qui bordent les frontières. A Phnom Penh, certains affirment qu'ils furent réorganisés en unités, armés et amenés dans la capitale à la veille du coup d'Etat. Ils furent très rapidement rejoints par des centaines d'autres, jusque-là emprisonnés, et relâchés quelques jours après le coup d'Etat. On avait recruté dans la minorité khmère du Sud-Vietnam ces assassins de métier, coupés de leurs compatriotes et de leur pays, et donc dénués de tout scrupule, qui partout violaient, pillaient et semaient la désolation. C'est pour ce coup d'Etat-là qu'on les avait entraînés. Au service de la C.I.A., ils remplissaient le même rôle que les mercenaires de Vang Pao au Laos.

Le 24 et le 25 avril 1970, la Conférence au sommet des peuples d'Indochine se réunit « quelque part près des frontières communes au Laos, au Vietnam et à la Chine ». Le prince Sihanouk conduisait la délégation cambodgienne, le prince Souphanouvong, président du Front patriotique lao, la délégation laotienne, Nguyen Huu Tho, président du F.N.L., la délégation sud-vietnamienne et le premier ministre Pham Van Dong la délégation nord-vietnamienne. Les accords portent principalement sur les tâches du moment, le renforcement de l'unité dans la lutte, dans le cadre élargi de la guerre d'Indochine ; ils définissent les principes de son application et la base des relations futures entre les différentes parties. Ce document, sage et modéré, affirme que l'extension de la guerre n'a pas modifié les positions fondamentales des trois peuples :

« Les parties cambodgienne, lao, sud-vietnamienne affirment hautement leurs objectifs de combat : l'indépendance, la paix, la neutralité, l'interdiction de toute présence de troupes ou de bases militaires étrangères sur leur sol, la non-participation à une alliance militaire quelconque, l'interdiction de l'utilisation de leurs territoires par un pays étranger quelconque en vue d'une agression contre d'autres pays... Le peuple de la République démocratique du Vietnam respecte pleinement ces aspirations légitimes et soutient de toutes ses forces la lutte pour ces nobles objectifs. »

En d'autres termes, malgré une situation radicalement nouvelle, le principe de neutralité est maintenu, ainsi que celui d'un Sud-Vietnam autonome, partenaire du Laos et du Cambodge au sein d'une zone neutre.

Le principe de l'autonomie de chacune des parties, liées pourtant par une coopération militaire, est nettement souligné : « S'inspirant du principe que la libération et la défense de chaque pays sont l'œuvre de son peuple, les différentes parties s'engagent à faire tout leur possible pour se prêter un soutien réciproque selon le désir de la partie intéressée et sur la base du respect mutuel. Les parties affirment leur détermination de préserver et de développer l'amitié fraternelle et les relations de bon voisinage entre les trois pays, pour se soutenir mutuellement dans la lutte contre l'ennemi commun, comme pour coopérer dans l'avenir et à long terme dans l'édification de chaque pays suivant la voie qui lui est propre. » Et plus loin : « Les parties affirment que tous les problèmes qui se posent dans les relations entre les trois pays peuvent être résolus par des négociations dans un esprit de respect mutuel, de compréhension réciproque et d'entraide. »

Il n'est pas fait mention d'un commandement militaire commun, auquel on aurait pu s'attendre, mais il est prévu d'autres réunions à l'échelon des dirigeants, si le besoin s'en fait sentir. On y souligne aussi que la situation est « plus favorable que jamais » pour un combat commun, et que les peuples d'Indochine « ont forgé une solidarité indestructible ; par ailleurs, ils possèdent des forces plus considérables que jamais ».

Chou En-lai, qui était sans doute l' « hôte » de cette confé-

rence, offrit un banquet après la séance de clôture où il déclara : « La situation internationale est excellente. L'impérialisme américain chancelle sous les coups des trois peuples d'Indochine et des peuples du monde entier, et il est la proie de difficultés graves, chez lui comme à l'étranger. Le voici maintenant dans une impasse, où tout devient de plus en plus difficile. » Puis il ajouta, paraphrasant une citation de Mao Tsé-toung datant du début de la guerre du Vietnam : « Les 700 millions de Chinois soutiendront de toutes leurs forces les trois peuples d'Indochine, et l'immense territoire de la Chine est leur plus sûre base arrière. Les trois peuples frères d'Indochine peuvent être assurés que le peuple chinois sera toujours à leur côté dans la lutte commune contre l'impérialisme américain. Soyons unis, combattons unis et ensemble nous vaincrons. »

On n'avait pas souvent entendu, au cours des années passées, un dirigeant chinois faire une déclaration aussi précise sur ce problème. Elle annonçait la déclaration du président Mao Tsé-toung, faite le 20 mai 1970, dans laquelle il disait :

« Je soutiens chaleureusement l'esprit de lutte de Samdech Norodom Sihanouk, chef de l'Etat du Cambodge, contre l'impérialisme américain et ses laquais ; je soutiens chaleureusement la déclaration commune de la Conférence au sommet des peuples indochinois ; je soutiens chaleureusement l'établissement du gouvernement royal d'Union nationale placé sous l'égide du Front uni national de Kampuchéa. » Puis il affirmait que « le peuple chinois soutient fermement les trois peuples indochinois et les autres peuples du monde dans leur lutte révolutionnaire contre l'impérialisme américain et ses laquais ».

C'était seulement la septième déclaration faite par le président Mao Tsé-toung sur la situation internationale en sept ans, ce qui souligne assez l'importance que la Chine attache à l'agression contre le Cambodge et à la guerre d'Indochine.

Pour marquer la préoccupation de l'Union Soviétique, le premier ministre Alexis Kossyguine fit une conférence de presse le 4 mai — la première depuis six ans qu'il occupe ce poste — dans laquelle il avertit les Etats-Unis des conséquences que pouvait entraîner leur agression au Cambodge, et lança un

appel à « l'unité de toutes les forces éprises de paix » pour mettre fin à cette agression. Dans une déclaration liminaire lue par M. Kossyguine, le gouvernement soviétique prévenait le président des Etats-Unis, traité avec une dureté dont on avait perdu l'habitude depuis la Seconde Guerre mondiale, qu'il tirerait « les conclusions appropriées, pour sa politique, de cette façon d'agir des Etats-Unis en Asie du Sud-Est... Les actes du président Nixon en matière de politique étrangère contredisent de manière flagrante ses déclarations ». A la lumière de ce fait nouveau, « quel prix doit-on attacher aux accords internationaux auxquels participent ou veulent participer les Etats-Unis, si ceux-ci rejettent sans se gêner les engagements qu'ils ont pris » ? Interrogé sur la Conférence au sommet des peuples indochinois, M. Kossyguine répondit qu'elle constituait un facteur d'unification « pouvant renforcer les efforts des peuples indochinois pour chasser les forces américaines ».

La Conférence au sommet, qui définit très clairement le rôle futur des participants, prépara la convocation d'une Conférence nationale du peuple cambodgien, réunie à Pékin au début du mois de mai. Les délégués avaient été désignés par les dirigeants de la Résistance au Cambodge, après consultation avec des patriotes cambodgiens à l'étranger, et en particulier avec Sihanouk à Pékin. La Conférence élabora le programme politique du Front uni, confirma Sihanouk dans sa fonction de président, choisit un bureau politique du F.U.N.K. (Front Uni National du Kampuchea) composé de onze membres, et nomma un gouvernement royal d'Union nationale, dont Penn Nouth était premier ministre.

Sihanouk fut vivement applaudi lorsqu'il annonça, dans sa conférence de presse, que les trois députés résistants avaient reçu trois portefeuilles importants. Khieu Samphan, quarante ans, était nommé ministre de la Défense ; Hou Yuon, quarante-deux ans, ministre de l'Intérieur, des Réformes rurales et des Coopératives ; Hou Nim, quarante et un ans, ministre de l'Information et de la Propagande. Sarin Chhak, quarante-huit ans, ancien ambassadeur du Cambodge au Caire, devenait ministre des Affaires étrangères. Huot Sambath, quarante-deux ans, ancien

chef de la délégation cambodgienne à l'O.N.U., devenait ministre des Travaux publics, des Télécommunications et de la Reconstruction. Chan Youran, trente-six ans, ancien ambassadeur au Sénégal, est le plus jeune membre du cabinet, et Penn Nouth, soixante-quatre ans, le plus âgé. La moyenne d'âge est de quarante-huit ans, ce qui est aussi l'âge de Sihanouk. Ce gouvernement est donc jeune, mais fort remarquable par le nombre de ses patriotes et progressistes connus. Après Sihanouk, personne n'a plus de prestige dans le pays que Penn Nouth, qui a consacré sa vie à lutter pour l'indépendance du Cambodge. Les douze autres membres ont été ministres ou secrétaires d'Etat dans de précédents cabinets, deux d'entre eux ont été ministres de la Défense, le général Duong Sam Ol, qui fut ministre dans le dernier gouvernement avant celui de Lon Nol, et le lieutenant-général Ngo Hou, qui avait été également chef d'état-major des forces armées et commandant en chef de l'armée de l'air. On compte aussi deux anciens ministres des Affaires étrangères. Thiounn Mumm, docteur ès sciences, quarante-quatre ans, ministre de l'Economie et des Finances, est un progressiste connu qui s'était exilé volontairement en France. Chea San, quarante ans, actuellement ambassadeur à Moscou, est ministre de la Justice et des Réformes juridiques, et Chau Seng, quarante-deux ans, ancien vice-président de l'Assemblée nationale, et pendant une certaine période secrétaire personnel dynamique et très efficace de Sihanouk, est nommé ministre des Missions spéciales. On chercherait en vain des individualités comparables dans le gouvernement de Lon Nol.

Le programme politique maintient le bouddhisme comme religion d'Etat, mais garantit la liberté de culte pour toutes les autres religions, ainsi que la protection « des droits légitimes et des intérêts des résidents étrangers qui respectent nos lois et nos coutumes ». Certaines des réformes sociales prévues seront sans doute accueillies avec enthousiasme par la paysannerie, en particulier : « ... garantir la propriété de la terre à celui qui la cultive..., aider les paysans à résoudre le problème agraire en trouvant une solution équitable au problème de l'endettement abusif. » D'autres mesures prévoient la révision du système des locations de terres et des taux d'intérêt, parfois exorbitants

dans certaines régions. La mise en application de ces mesures ne dépend pas de la victoire, elles sont déjà mises en œuvre dans de nombreux villages libérés, un peu partout dans le pays.

L'abolition de la polygamie est aussi prévue, ainsi que la « réalisation effective de l'égalité entre les sexes ». On maintient l'équilibre qui existait déjà entre les secteurs privés et publics de l'industrie et du commerce, la nationalisation des banques et du commerce extérieur, accompagnée de mesures qui doivent éliminer cette corruption qui, jusque-là, avait entièrement paralysé les entreprises publiques.

Les paragraphes qui traitent des affaires étrangères réaffirment la politique de neutralité du Cambodge, qui est « prêt à concerter ses efforts avec le Laos et le Vietnam pour faire de l'Indochine une véritable zone d'indépendance, de paix et de neutralité, au sein de laquelle chaque nation préservera son entière souveraineté ». Dans l'ensemble, il n'y a pas grand-chose dans ce programme qui puisse inquiéter un pays étranger quelconque, à moins qu'il ne soit animé d'intentions agressives à l'égard du Cambodge. Ce programme peut être soutenu par la plus grande partie de la population et est strictement conforme aux principes de la coexistence pacifique.

Lorsqu'il présenta ce programme, Sihanouk expliqua que sa rédaction, de même que le choix du gouvernement, s'étaient faits sans sa participation : « Je n'ai fait qu'aider à la correction de la version française et des fautes de frappe... » Mais il ajouta qu'il l'approuvait très fermement. « Nos forces armées existent déjà. L'ennemi prétend que c'est le Vietcong ou le Vietminh qui est en train de libérer notre territoire. C'est faux, c'est notre propre Armée de Libération. Il nous manquait un gouvernement. Nous en avons un maintenant. Chaque fois que nous libérons un village ou une localité, nous mettons en place l'administration légale, avec cette différence que maintenant elle applique le programme politique, pour le plus grand bien du peuple [3]. »

3. Sihanouk expliqua qu'on a gardé le titre de « gouvernement *royal* d'union nationale » pour défendre la légitimité du régime à la tête duquel il se trouvait, et qui avait été établi par la Constitution de 1947, rédigée avec la participation de tous les partis politiques, y compris du parti

Sihanouk m'accorda une interview le 6 mai, le lendemain de la formation du gouvernement, qui fut filmée et enregistrée dans les jardins de la villa moderne et somptueuse que le gouvernement chinois a mise à sa disposition. Je lui demandai si le fait d'être exilé à Pékin et d'avoir formé son gouvernement à l'étranger ne le coupait pas de la résistance au Cambodge. Sihanouk, que je trouvai combatif, plein de confiance et de vivacité, et très militant, me répondit :

« Non, nous avons formé ce gouvernement, comme vous le savez, sur la demande de l'intérieur, surtout du mouvement de Résistance. Les membres les plus importants du gouvernement sont à la tête de ce mouvement. On peut dire que ce gouvernement a ses racines au Cambodge, pas ici. J'ai demandé à notre maquis la permission de rentrer vite chez moi, mais ils me répondent que les conditions ne sont pas remplies. Ils me demandent de remplir certaines tâches, indispensables pour la continuation de la lutte, dans le domaine de la diplomatie internationale. » Il expliqua que seuls les ministres qui dirigent la lutte dans les maquis ont le pouvoir de décider de l'opportunité du retour à l'intérieur de tel ou tel ministre, et que le gouvernement s'en tiendra à ces décisions.

Au moment de cette interview, la Chine Populaire, la Corée du Nord et Cuba avaient déjà reconnu le gouvernement, et on attendait la reconnaissance d'une vingtaine d'autres pays, sans compter l'Union Soviétique et les pays de l'Est, mais en comptant l'Albanie, la Yougoslavie et la Roumanie. Cependant, Sihanouk ne doutait pas que l'Union Soviétique le reconnaîtrait un jour et que le reste des pays de l'Est suivrait.

Sur la question de l'invasion de son pays par les troupes américano-sud-vietnamiennes, il déclara : « Cette offensive ne

communiste, qui existait à l'époque. Sihanouk cita de larges extraits de la Constitution afin de prouver que le coup d'Etat du 18 mars était une violation de la Constitution, et que les comploteurs étaient coupables de haute trahison. Il expliqua aussi, à juste titre, que si le régime avait la forme d'une monarchie, il avait un contenu républicain depuis qu'il avait renoncé au trône. Les dirigeants du F.U.N.K. et lui-même attachaient une grande importance à la défense de la légitimité constitutionnelle de leur gouvernement, et à la dénonciation de l'illégitimité du régime de Lon Nol, Cheng Heng et Sirik Matak.

me surprend pas, elle confirme que la C.I.A. et Lon Nol coopérèrent pour déclencher ce coup d'Etat et changer de fond en comble la politique d'indépendance et de neutralisme du Cambodge. Ils occupent le Cambodge en tant qu'impérialistes parce que le Cambodge est un pion, un domino. Ils parlent de dominos. Ils veulent absolument que le Cambodge soit avec eux pour que les autres pions de l'échiquier ne leur échappent pas. »

La veille, le président Nixon avait expliqué qu'il avait envoyé des troupes au Cambodge, entre autres pour « en défendre la neutralité ». Je demandai au prince ce qu'il en pensait :

« Depuis que le président Nixon a décidé de défendre notre neutralité, celle-ci n'existe plus, et notre indépendance non plus. Sans l'intervention armée des Etats-Unis et de leurs satellites, nous ne serions pas à Pékin, nous serions déjà à Phnom Penh. Lon Nol les a invités, non pas pour défendre la neutralité cambodgienne, mais pour protéger son régime chancelant. »

Je lui demandai ensuite de commenter les raisons données par les Américains pour envahir le Cambodge et pour justifier le coup d'Etat, c'est-à-dire principalement la présence des forces de résistance vietnamiennes sur le sol cambodgien.

« Je tolérais cette présence parce qu'elle n'était pas nuisible au Cambodge. Les Vietcong et les Vietminh, comme on les appelle, ont reconnu *de jure* l'intégrité territoriale du Cambodge dans ses frontières actuelles. Même dans le futur, après leur victoire, ils ne pourront pas changer ces frontières. Ils ne menacent pas le Cambodge. En revanche, le gouvernement de Saïgon a toujours refusé de reconnaître nos frontières, parce qu'il veut s'emparer d'une partie de notre territoire, par exemple Svay Rieng, le Bec de Canard, les îles côtières au large de Kep. Alors, quand les Américains interviennent chez nous, c'est justement pour permettre aux Vietnamiens qui sont leurs laquais de réaliser, en quelque sorte, leur rêve d'occuper le Cambodge et d'en annexer une partie. Quant aux Vietcong et aux Vietminh, leurs regards sont tournés vers Saïgon. Ils se battent pour libérer le Sud-Vietnam, leur patrie, c'est tout.

« Maintenant nous avons le résultat contraire. C'est maintenant que nous sommes envahis par les Vietnamiens : il y a 65 000 hommes dirigés par le général Do Cao Tri au Cambodge. Et

en plus, on a les Américains. Alors, l'indépendance, la souveraineté ? Et dire qu'on m'a soi-disant déposé parce que j'aurais permis à l'étranger d'occuper le Cambodge ! C'est une comédie inacceptable. »

Sihanouk donna ensuite son point de vue sur la Conférence au sommet des peuples indochinois :

« Avant l'arrivée des colonialistes français, la soi-disant Indochine n'existait pas. Il y avait l'Annam, le Tonkin, la Cochinchine, le Laos et le Cambodge. La France avait rassemblé nos trois peuples dans une fédération. Et nous avons eu conscience de la nécessité de nous solidariser pour acquérir l'indépendance. Moi-même, j'ai obtenu de la France cette indépendance pour mon pays, pacifiquement ; mais je dois avouer que mon succès a été obtenu grâce à la guerre que menait le peuple du Vietnam contre le colonialisme français. J'en ai profité.

« Puis les militaristes et fascistes japonais envahirent le Cambodge pendant la Seconde Guerre mondiale. Nos trois peuples durent leur résister, et cette nécessité fut à l'origine de la solidarité des peuples indochinois. Cette solidarité s'est renforcée encore face à l'invasion américaine, qui ne s'est pas arrêtée au Sud-Vietnam. Elle s'est étendue au Nord-Vietnam, au Laos et au Cambodge. Il nous faut nous battre et libérer nos pays. L'union fait la force. Alors que nous sommes trois petits peuples face à ce géant américain, il faut nous unir si nous voulons vaincre. C'est ça le fond de l'affaire. C'est ça le but et l'objet de la Conférence au sommet des peuples indochinois. Ce sera sans doute long, mais nous sommes optimistes, notre peuple vaincra. »

Lors de la Conférence de presse de la veille, Sihanouk avait déjà évoqué la question de la coopération entre les peuples indochinois : « L'union entre notre peuple et les peuples-frères du Laos et du Vietnam est un droit sacré », avait-il déclaré ; et il avait poursuivi en parlant des régimes arabes, socialement fort différents les uns des autres, mais qui sont unis contre Israël : « L'union dans le combat ne veut pas dire que nous allons devenir le satellite des pays communistes ou que nous accepterons une occupation étrangère. Pendant la Seconde Guerre mondiale, l'Angleterre a envoyé des hommes en France

et à travers la France pour combattre l'ennemi commun. Personne n'a jamais accusé l'Angleterre d'avoir envahi la France. Nous sommes chez nous en Indochine. Les seuls envahisseurs sont les Américains et leurs satellites. Ils doivent se retirer, ou alors nous les écraserons. La Conférence au sommet a formellement déclaré qu'aucune troupe étrangère ne pourra stationner au Cambodge. Personne n'a le droit, pas plus les Etats-Unis que l'Australie, la Corée du Sud ou la Thaïlande, de venir porter la guerre en Indochine. »

Sans passer par l'établissement formel d'un commandement militaire commun, la coordination des activités entre les forces de résistance du Laos, du Cambodge et du Vietnam semble s'être inscrite dans les faits avant même la Conférence au sommet. A la mi-mai, une vaste zone, communément appelée la « région des trois frontières », où se rencontrent le Laos, le Cambodge et le Vietnam, était déjà libérée. Les victoires du Pathet Lao dans la région stratégique d'Attopeu-Saravane, sur le plateau des Boloven, coïncidaient avec l'avance de l'Armée de Libération cambodgienne dans la province, voisine, de Stung Treng, qui aboutit à la prise de la capitale provinciale du même nom. Du coté sud-vietnamien, le contrôle qu'exerce le F.N.L. sur les Hauts Plateaux s'étend jusqu'aux abords de Pleiku, encadré au nord et au sud par des zones libérées inexpugnables. Quels que soient les aléas de la guerre, les peuples indochinois disposent maintenant d'une vaste base arrière, d'un seul tenant et relativement à l'abri, reliée depuis longtemps, à travers les zones libérées par le Pathet Lao et le F.N.L., au Nord-Vietnam et à la Chine. Au cas où la Thaïlande interviendrait trop ouvertement dans les affaires du Laos et du Cambodge, ce qui semble de plus en plus probable, on peut prévoir que le Pathet Lao, avec ou sans l'aide des forces nord-vietnamiennes, et les forces de résistance cambodgiennes étendront leur secteur d'influence jusqu'à la plupart des régions qui bordent la Thaïlande. Et rien ne serait plus facile au Pathet Lao, comme l'ont montré ses opérations pendant la saison sèche de 1970. Le contact avec la Résistance thaïlandaise est facilité par le fait que le nord-est du pays, où se trouvent les maquis les plus actifs, est habité surtout par des Lao. Au Cambodge, la chaîne des Cardamomes,

proche de la frontière thaïlandaise, abrite le plus vieux bastion de la résistance khmère.

A l'heure où le commandement américano-sud-vietnamien additionnait les chiffres du *body count* du vietcong, c'est-à-dire surtout la population civile tuée par les envahisseurs, massacrée par les bombardements aériens sur le Bec de Canard et le secteur de l'Hameçon [4], à l'heure où l'infanterie cherchait partout le « Pentagone vietcong » pour offrir à Nixon une justification tardive et indispensable à son erreur catastrophique, les états-majors des trois peuples indochinois se réunissaient tranquillement pour établir et coordonner les bases communes de ce qui allait être une nouvelle phase prolongée dans leur lutte pour l'indépendance.

Nixon espérait arracher par cette attaque-surprise une victoire militaire rapide qui lui permettrait de se retirer du bourbier vietnamien. Il a, en fait, créé les conditions pour une victoire complète des peuples d'Indochine. C'est en tout cas en ces termes que leurs dirigeants analysent la situation, et leurs arguments, raisonnables et logiques, s'appuient sur l'histoire récente de leurs pays respectifs, pour justifier leurs prédictions.

Jamais aucun des responsables cambodgiens, laotiens ou vietnamiens avec qui j'ai eu l'occasion de m'entretenir n'a suggéré qu'il fallait soumettre le peuple cambodgien aux souffrances et aux sacrifices qui accompagnent une lutte armée prolongée contre les forces armées les plus impitoyables et les plus puissantes que l'Histoire ait jamais connues. Ces dirigeants n'ont

4. *Le Monde*, du 31 mai-1er juin, cite une dépêche de l'A.P. qui met en doute l'authenticité des chiffres officiels au sujet des pertes ennemies : « Les estimations sont faites après des tirs d'artillerie et des raids aériens effectués dans des régions de jungle et des terrains accidentés où l'infanterie ne s'aventure pas. Le dénombrement des corps est donc impossible... Dans plusieurs cas, les comptes rendus faits par des personnes ayant assisté aux opérations cambodgiennes n'ont pas confirmé l'importance prétendue des pertes communistes. Des journalistes accompagnant les troupes sud-vietnamiennes, et qui n'avaient signalé que des contacts peu importants, ont été étonnés, par exemple, de lire des communiqués qui annonçaient quelque 200 morts dans les rangs des maquisards. Autre contradiction étonnante : les alliés font état d'un grand nombre de pertes dans les rangs adverses, mais ne signalent qu'un faible volume d'armes saisies. »

V

INTRODUCTION AU LAOS ET A SES PROBLEMES

Longtemps avant que le colonialisme français ne rapproche les peuples cambodgien et laotien de celui du Vietnam, des liens communs avaient été tissés par l'histoire et le bouddhisme. Un siècle avant l'abandon d'Angkor, une jeune prince laotien s'était réfugié dans la capitale. Il répondait au nom de Fa Ngoum [1] et était un adepte du bouddhisme, qui disputait encore à l'hindouisme, à cette époque, la prééminence religieuse dans cette région de l'Asie. Au milieu du XIV^e^ siècle, Fa Ngoum quitta Angkor en emportant comme bien le plus précieux un bouddha d'or, vieux de cinq cents ans — appelé *prabang* — originaire, disait-on, de Ceylan, berceau de la foi bouddhiste. Puis il installa sa cour à des centaines de kilomètres au nord, sur le Mékong, dans la ville de Muong Sua, qui très vite fut rebaptisée Luang Prabang (la ville du bouddha d'or). Profondément marqué par les années qu'il avait passées à Angkor, le prince Fa Ngoum transforma rapidement Luang Prabang en un centre bouddhiste où la précieuse relique drainait lettrés et bonzes, tandis que la ville elle-même attirait artisans et marchands, autant d'éléments qui avaient contribué à la vie fastueuse de la cour angkorienne.

Quand il vit que la situation s'était consolidée à Luang Prabang, Fa Ngoum tourna ses regards vers les principautés féodales avoisinantes de Noua Phan, Muong Phouan (aujourd'hui Xieng Khouang), de Vientiane et de Champassac, qui guerroyaient

1. Encore écrit Fa Ngum ou Fa Ngun, selon les différentes transcriptions du sanscrit.

sans cesse avec leurs voisines ou entre elle. Quand il les eut soumises par la force des armes ou du moins par une démonstration de force, Fa Ngoum fonda en 1353 le royaume de Lan Xang (le royaume du million d'éléphants) dont la capitale royale fut Luang Prabang et le bouddhisme la religion officielle ; le tout devint le royaume du Laos à peu près tel qu'il existe aujourd'hui. Vingt ans plus tard, la succession revint à son fils, qui prit le nom de Sam Sen Thaï (= 300 000 Thaï) à la suite d'un recensement qu'il avait fait de 300 000 jeunes gens d'âge militaire.

Arthur Dommen, journaliste américain qui fit de considérables travaux de recherche sur cette période de l'histoire laotienne, écrit : « Ces deux rois qui se succédèrent, le père et le fils, imposèrent leur loi à un groupe de princes vassaux et obtinrent d'être reconnus par les potentats et empereurs voisins. La source de leur pouvoir résidait en une armée permanente et centralisée de 150 000 hommes, divisée en corps d'infanterie, de cavalerie et d'éléphants, avec une intendance de 20 000 porteurs. En pratique, chaque gouverneur local exerçait un contrôle considérable sur les soldats recrutés dans son district, qui servaient aussi de police locale. Les rouages de cette machine étatique permirent aux deux rois de protéger le royaume indépendant de Lan Xang de ses ennemis extérieurs, et de toute dissolution interne [2]. »

Malgré les remous dus aux dissensions internes et aux invasions étrangères — celles des Siamois et des Birmans à l'ouest, celle des Annamites à l'est — le royaume fondé par Fa Ngoum dura plus de trois cent cinquante ans et correspondit en plus modeste à l'âge d'or de la période angkorienne au Cambodge. Si l'on n'y construisit point de temples gigantesques, on édifia des pagodes bouddhistes à travers tout le pays, qui put jouir de la paix et d'un gouvernement relativement stable. Au XVI[e] siècle, le roi Sathatharit transféra la capitale royale à Vientiane, un peu plus au sud sur le Mékong, et actuelle capitale administrative du Laos, sans doute parce que Luang Prabang

2. *Conflict in Laos. The Politics of neutralisation*, par Arthur J. DOMMEN, Praeger, New York, 1964.

était menacée par les envahisseurs birmans, deux fois vaincus par Sathatharit.

Les premiers Occidentaux — des missionnaires jésuites et un groupe de marchands hollandais, conduits par Gerrit van Wuystoff — arrivèrent au milieu du XVII[e] siècle, sous le règne du roi Souligna Vongsa (1637-1694) et la description qu'ils donnent des Laotiens correspond assez à celle qu'on pourrait en faire aujourd'hui, quand ils ne sont ni mitraillés ni bombardés ; gens délicats, paisibles, accommodants, généreux et hospitaliers, ils étaient sans grands besoins matériels et découragèrent les espoirs des marchands et des missionnaires de l'époque.

Après le long règne, relativement paisible et prospère, de Souligna Vongsa, le Laos connut des jours sombres. La succession en effet n'était pas assurée, car ce roi rigoureux avait condamné à mort son unique fils pour avoir séduit la femme d'un haut courtisan ; Tien Thala, doyen des mandarins, s'empara du pouvoir et fut rapidement renversé à son tour par un gouverneur de province. Après maintes querelles entre les différents descendants de Souligna Vongsa, c'est finalement un de ses neveux, Sai Ong Hué qui, en 1707, se déclara prince de Vientiane, tandis qu'un de ses petits-fils, Kitsarat, proclamait le royaume indépendant de Luang Prabang. Ce fut le début du démantèlement de l'Etat fondé par Fa Ngoum, et du dépeçage du Laos par les envahisseurs étrangers. Les dissensions allèrent en s'aggravant et six ans plus tard, un autre royaume vit le jour à Champassac, dans le Sud, rassemblant un certain nombre de provinces sécessionnistes du royaume de Vientiane. Trois royaumes existaient donc en 1713, Luang Prabang au nord, Vientiane au centre, et Champassac au sud, sans qu'on pût dire d'aucun d'entre eux qu'il formait un tout cohérent, troublés qu'ils étaient par des féodaux locaux qui s'émancipaient des capitales régionales. Un autre royaume s'installa à Xieng Khouang. Les guerres acharnées entre royaumes livrèrent de nouveau le pays aux ennemis traditionnels venus du Siam, de Birmanie et d'Annam.

En 1778, le royaume de Vientiane était devenu un Etat tributaire du Siam. Après l'échec du soulèvement fomenté par le prince vassal Anou, en 1825, le royaume de Vientiane fut purement et simplement annexé par le Siam. (La défaite du prince

Anou devait avoir de lointaines conséquences en Thaïlande [3], à l'encontre sans doute du but recherché. Des dizaines de milliers de Laotiens furent déportés et durent quitter la rive laotienne du Mékong, pour être installés du côté siamois, sur le plateau de Korat. Très influencés par le Pathet Lao, leurs descendants inquiètent aujourd'hui sérieusement le gouvernement thaï, car ils constituent le gros de la population des provinces troublées du Nord-Est. On compte, en fait, actuellement plus de Laotiens en Thaïlande qu'au Laos.)

Quelques années à peine après que le Siam eut annexé Vientiane, l'Annam s'emparait, en 1832, du royaume de Xieng Khouang dont il était voisin ; entre-temps, le Siam avait aussi annexé le royaume de Champassac. Du Laos de la dynastie Fa Ngoum-Sam Sen Thaï, il ne restait plus que Luang Prabang, dont l'Annam se disait suzerain, mais qui en fait payait tribut au Siam.

Telle était encore la situation quand le colonialisme français entra sur la scène indochinoise en 1862, année où furent occupées les provinces occidentales de la Cochinchine, à l'extrême sud du Vietnam. L'année suivante, les Français poussèrent jusqu'au Cambodge à partir de leurs bases en Cochinchine, puis, très régulièrement, ils élargirent leur occupation au centre du Vietnam (Annam) et au nord (Tonkin), se réservant le Laos pour la bonne bouche.

Il n'y eut pas de conflit avec le Siam, à propos du Laos, avant 1885, date à laquelle le Siam, impressionné par l'installation de postes militaires français le long de la cordillère annamitique qui surplombe le Laos, lança une expédition pour s'emparer de la plaine des Jarres, déjà considérée comme une région de grande valeur stratégique, et envoya des émissaires officiels à Luang Prabang pour resserrer les liens avec cet Etat tributaire. Les Français répliquèrent en prévenant Bangkok que les royaumes de Xieng Khouang et de Luang Prabang étaient tous deux sous la souveraineté de la cour de Hué, capitale de l'empire d'Annam, dorénavant sous « protection » française. Le résultat fut que la France put nommer l'année suivante

3. Thaïlande, nom moderne du royaume du Siam (N.D.T.)

Auguste Pavie, un des plus habiles bâtisseurs d'empire que la France ait produits, vice-consul à Luang Prabang. Pavie entama alors le long processus qui, par l'intrigue et les démonstrations de force, allait peu à peu mettre la France en position d'assurer sa domination complète sur le Laos.

C'est en se servant du traité de protectorat en vertu duquel l'empire d'Annam avait été absorbé, que Pavie réussit à étendre l'influence française à toutes les régions qui avaient été — même de très loin — considérées comme tributaires de l'empire d'Annam. L'ultime affrontement se déroula on ne peut plus classiquement : les Français envoyèrent des forces navales à Bangkok et, par cette politique des canonnières, imposèrent au Siam, le 3 octobre 1893, un traité en vertu duquel le Siam cédait à la France toute la partie du Laos qui se trouvait à l'est du Mékong, tandis que le Siam, alors sous forte influence anglaise, conservait la rive droite. Des conventions ultérieures accordèrent aussi certaines régions de cette rive droite à la France, qui fit de Ventiane la capitale administrative de sa dernière colonie en date. La capitale royale demeura à Luang Prabang, et le résident général français mit le roi Sisavang Vong sur le trône.

Si les Français réussirent à établir des rapports relativement cordiaux avec les dirigeants siamois, en dépit de la présence de leurs bateaux de guerre dans le port de Bangkok, il n'en alla pas de même avec le peuple laotien, surtout à partir du moment où les collecteurs d'impôts et leurs agents, nommés par les Français, se mirent à l'ouvrage.

La première grande insurrection éclate en 1901, exactement huit ans après le traité de Bangkok. Limitée aux régions de Savannakhet et de Champassac, dans le Sud, elle avait à sa tête un nommé Phocodouot, chef de district des Lao Lum, habitants des plaines. Elle fut écrasée en deux ans, car les conditions géographiques de la plaine rendaient difficile une guerre de partisans. Le soulèvement des Lao Theung connut une fortune bien meilleure. Regroupant quelque quarante tribus, dont les Kha (« esclaves ») qui sont les gens les plus pauvres et les plus opprimés de tous les peuples laotiens, les Lao Theung sont particulièrement en force sur le plateau des Boloven, dans

le sud du pays. Ong Keo, chef des Lavel, le plus important groupe tribal des Lao Theung, fut le premier leader de cette révolte. Après qu'il eut été traîtreusement assassiné — un fonctionnaire français organisa une rencontre privée sous prétexte de négocier la paix et tua lui-même le chef lavel à bout portant — la lutte fut reprise par un des grands Laotiens de cette époque, Komadome, également d'origine lao theung.

Malgré d'énormes difficultés de communications, Komadome mit sur pied, dans plusieurs provinces, tout un réseau de résistance, dont le programme politique ouvrait la voie à des alliances avec d'autres tribus, y compris, dans certaines régions, avec les Lao Lum. Il mit au point une langue écrite à l'usage des Lao Theung, et devint pratiquement le premier vrai leader national depuis Fa Ngoum, avec cette différence qu'il tirait sa force d'un soutien populaire, et non de la soumission de princes rivaux.

Les Français durent mobiliser en même temps la plupart de leurs forces en Indochine contre Komadome, et employèrent tous les moyens, depuis les éléphants jusqu'aux avions de chasse, pour écraser le mouvement. Commencée en 1910, la résistance dura jusqu'en 1937, date où elle fut finalement écrasée, après un siège de deux ans autour de la base de Komadome, à Phu Luong, près de la frontière vietnamienne. Kampan, l'un des fils du chef de la Résistance, me fit plus tard le récit de cette chute :

« A la fin, les Français nous bombardèrent par avions, et attaquèrent avec trois bataillons, 200 éléphants, de la cavalerie et des chiens policiers pour nous dépister. Mon père et mon frère aîné Si Thone tendirent une embuscade à leur avant-garde, mais les Français arrivèrent par un autre chemin qu'un traître leur avait indiqué, et ils surprirent notre quartier général sur l'arrière. Nous bondîmes dehors au bruit des chiens, mais mon père avait oublié son revolver. Comme il se précipitait pour aller le chercher, on lui tira dans le dos. On utilisa les éléphants pour piétiner nos maisons et ceux qui les occupaient. Mon frère aîné Si Thone fut blessé et fait prisonnier avec un autre de mes frères. Trois autres de mes frères cadets furent jetés dans un précipice, et trois autres encore plus jeunes furent

exécutés ou moururent de faim un peu plus tard. On lança les éléphants sur les villages, et ceux qui en réchappaient étaient fusillés ou passés à la baïonnette... » Khamphan réussit à échapper aux Français pendant encore huit mois, mais fut finalement pris et condamné à vingt ans de prison, tandis que son frère Si Thone était condamné à la prison à vie. Libérés par le Pathet Lao lors du soulèvement de 1945, Khamphan et Si Thone rejoignirent aussitôt le mouvement de Résistance et comptent aujourd'hui parmi les hauts responsables des forces Pathet Lao dans le Sud-Laos. Komadome demeure un personnage légendaire dont les exploits sont entrés dans le folklore national.

Cette première phase de l'occupation française vit beaucoup d'autres soulèvements, mais rien qui soit comparable à la guerre de vingt-sept ans de Komadome. La résistance contre les Français ne prit réellement fin qu'avec la Seconde Guerre mondiale et l'occupation temporaire du Laos par les Japonais, mais rien ne coordonnait les différents mouvements, organisés à l'échelon local ou régional, ce qui permettait aux Français de concentrer leurs forces pour les écraser un à un. Mais l'important demeure que, dès les premiers temps de l'occupation, le peuple laotien s'est défendu en se battant. La capitulation de la France vichyste devant l'invasion japonaise de l'Indochine, en décembre 1941, annonçait une nouvelle étape dans la lutte pour l'indépendance du Laos.

Elle allait pour la première fois être organisée sur une base nationale, unir toutes les tribus et toutes les races, les habitants de la montagne et ceux de la plaine et, finalement, citadins et campagnards. Plus tard, dans une lutte commune, l'unité devait se faire avec les autres peuples d'Indochine. Les chapitres suivants rendent compte de certains éléments et de certains aspects de ce combat, et de l'ampleur qu'il prit à partir du moment où les dirigeants des Etats-Unis décidèrent d'essayer de combler cette « vacance du pouvoir » créée, croyaient-ils, par le départ des Français.

Les Etats-Unis et les peuples d'Indochine envisagent la nature de ce combat de façon radicalement opposée. Washington a tendance à considérer les choses à travers l'optique étroite de l'« anticommunisme » ; les peuples d'Indochine, eux, se réfèrent

à leur combat séculaire pour l'indépendance et la fin de toute domination étrangère. Et c'est cette différence de point de vue qui fait, entre autres, toute la difficulté d'un règlement. Que ce soit par l'envoi de missionnaires occidentaux, venus faire du prosélytisme, ou des différentes missions américaines d' « aide » économique, les peuples indochinois sont habitués aux prétextes les plus variés et les plus innocents sous lesquels s'impose la domination étrangère. L'histoire leur donne de solides raisons de se méfier très profondément, quel qu'en soit le prétexte, des implantations étrangères. Et ceci vaut pour toutes les anciennes colonies de l'Occident en Asie du Sud-Est, y compris la Thaïlande qui ne fut jamais ouvertement colonisée mais qui, au cours des dernières années, a pris conscience qu'une occupation étrangère s'introduisait par la « porte de service ».

Cette rapide évocation historique tente de replacer le Laos dans le développement général des Etats indochinois et dans leur lutte pour conserver leur identité nationale, et cette brève esquisse de la résistance laotienne contre les tentatives françaises de restauration du système colonial après la Seconde Guerre mondiale éclaire les antécédents de la résistance acharnée du peuple laotien, opposé aux tentatives américaines de remplacer les Français et de dominer le Laos à leur tour. Bien qu'au début tout se soit fait par la manipulation d'arrivistes locaux — on ne compte plus les équivalents laotiens des Ngo Dinh Diem et autres « hommes forts » temporairement au service des intérêts américains à Saïgon, et dont certains sont morts ou en exil — le peuple laotien et ses dirigeants progressistes ne s'y sont jamais trompés. La longue lutte contre le colonialisme français avait élevé la conscience politique des Laotiens au point qu'ils pouvaient déchiffrer ou prévoir, peut-être avant même que Washington ne les comprît clairement, quels étaient, à long terme, les véritables objectifs américains au Laos. Les apologistes du colonialisme expliquent toujours que tous ces drapeaux n'ont été hissés que par accident, que le pouvoir d'Etat a marché à l'aveuglette, entraîné par des aventuriers, tandis que les politiques étaient improvisées sur place. Mais les paysans lao lum et les tribus lao theung et lao xung n'ont pas eu besoin d'ordinateurs pour pressentir la finalité

de l'intervention américaine. Le lièvre connaît le bruit de la meute. Et ils surent distinguer ceux de leurs dirigeants qui étaient prêts à brader leurs intérêts et ceux qui étaient prêts à se sacrifier pour les défendre.

La politique américaine en Asie du Sud-Est refuse totalement de comprendre, ou sous-estime tragiquement, cet attachement passionné au nationalisme, à l'indépendance totale, qui motive le combat des peuples laotien, cambodgien et vietnamien, et d'autres encore en Asie. On ne peut les réduire à des drapeaux bleus ou rouges piqués sur les cartes du Pentagone, ni à des chiffres que font jongler les ordinateurs. Ce sont des peuples qui ont leurs traditions, leur culture, leur histoire, des peuples qui vivent à l'abri de frontières bien définies, à l'intérieur desquelles ils se sont battus pendant des siècles pour défendre le droit d'y vivre à leur guise, pour y défendre leur *way of life*, selon l'expression bien américaine. Les différentes administrations américaines ont préféré envisager les choses avec leurs œillères idéologiques et en termes de rapport de force entre l'Est et l'Ouest.

VI

LE LAOS DANS LES ANNEES 70

La guerre du Vietnam et le rôle qu'y jouent les Etats-Unis n'ont que très lentement atteint la conscience du public américain. Selon le même processus, la guerre cachée du Laos et le rôle qu'y jouent les Etats-Unis émergent maintenant graduellement des ombres du secret officiel. Les mythologues américains, débusqués de leurs repaires par la révélation de certains faits et de certains incidents trop flagrants pour qu'on puisse les dissimuler plus longtemps, prétendent que l'intervention américaine au Laos est récente et qu'elle a été rendue nécessaire par une « piste Ho Chi Minh » qui conduit au Sud-Vietnam, ou par l'« agression » nord-vietnamienne contre le Laos.

En fait, comme pour les « sanctuaires vietcong » au Cambodge, la présence ou non de « piste Ho Chi Minh » ou de troupes nord-vietnamiennes n'a qu'une importance secondaire. Elle n'a rien à voir avec les origines, les buts et l'étendue de l'intervention américaine. Cette dernière est devenue depuis longtemps une agression, par l'escalade de la « guerre spéciale » au Laos, menée sur une plus grande échelle, proportionnellement parlant, qu'au Sud-Vietnam où la « guerre spéciale » est devenue « guerre limitée » en mars 1965, avec l'engagement de divisions de combat américaines.

Ce qui arrive aujourd'hui au Laos est le résultat logique du développement graduel d'un processus mis en branle il y a presque vingt ans, et qui constitue l'un des éléments de la politique américaine dans sa croisade contre le communisme. Si le degré de l'escalade qui mène à la « guerre limitée » n'a pas été franchi, et s'il ne devait jamais l'être, ce n'est pas à

quelque changement idéologique de Washington qu'il faudrait l'imputer, mais à la conscience tardive, dans certains cercles responsables, de ce qu'une politique ne doit pas être au-dessus des moyens qu'elle se donne.

A la fin de 1969, émergeant de l'isolement dans lequel elle avait choisi de mener sa révolution culturelle, la Chine commença à montrer un certain intérêt pour ce qui se passait autour d'elle. Le 3 novembre, le ministre soviétique des Affaires étrangères, Andrei Gromyko, envoya une note aux membres de la conférence de Genève de 1962 sur le Laos pour protester vigoureusement contre l'intervention américaine dans ce pays. Elle mentionnait une « grave préoccupation » devant « la situation alarmante créée au Laos par la nouvelle escalade de l'ingérence américaine dans les affaires intérieures de ce pays, en particulier la participation de ses forces armées à des actions militaires en territoire laotien ». La déclaration affirmait ensuite que le gouvernement soviétique « condamne les activités américaines au Laos et souligne que toute la responsabilité de la dangereuse situation qui s'instaure retombe sur les forces qui sont en train d'ouvrir un nouveau front dans leur guerre d'agression contre les peuples d'Asie du Sud-Est ».

Mais au mécontentement diplomatique des pays socialistes et d'une bonne partie du monde neutraliste, sont venues s'ajouter les amères leçons infligées aux stratèges américains par les forces armées des mouvements de libération vietnamien et laotien. Le monde des états-majors, dont Nixon semble s'être fait le prisonnier complaisant, est malheureusement connu pour sa lenteur à apprendre ce genre de leçon.

Avec la fin de la dernière décennie, alors que 1970 se profilait à l'horizon, la situation laotienne prenait bonne tournure aux yeux des experts de l'Asie du Sud-Est auprès du président Nixon, pratiquement pour la première fois depuis que les Etats-Unis étaient allés se fourrer dans ce coin d'Asie. Dollars et bombes, napalm et produits chimiques en quantités illimitées ; « conseillers » militaires américains par milliers ; trahisons à Vientiane et Forces spéciales sur le terrain ; tout cela avait porté ses fruits. Les cartes du Pentagone montraient qu'une grande partie de la population se trouvait là où la C.I.A.

souhaitait qu'elle fût : derrière des barbelés. Entre ces « centres de population » à haute densité, la carte porte les « zones blanches » où personne ne vit, où rien ne pousse, vidées sinon du poisson Pathet Lao, du moins des eaux où il se meut. Mais surtout, la plaine des Jarres [1], zone de haute importance stratégique, était enfin aux mains du « monde libre ». Vingt-quatre heures sur vingt-quatre, un pont aérien d'avions de la C.I.A. venait y déposer hommes et matériel afin d'y établir ce réseau de bases dont rêvaient depuis si longtemps les éperviers du Pentagone.

Tout au long de l'année 1969, le tonnage mensuel de bombes déversées sur les villages contrôlés par le Pathet Lao a dépassé les plus grands bombardements du Nord-Vietnam. On a dépensé plus de dollars par personne pour entraîner, équiper et payer le soldat laotien que pour n'importe quel autre soldat d'Asie ; mais c'est aussi au Laos que le coût par paysan tué du haut des airs est le plus élevé. Le seul moyen d'échapper aux bombes, comme l'expliquent les millions de tracts lancés par avion, est d'accepter de vivre en camp de concentration, derrière des barbelés, et grâce aux aumônes des Américains. Bien souvent, il n'y a pas de choix possible. Après les bombes et le napalm, c'est le vol d'hélicoptères qui s'abat, débarque ses commandos de forces spéciales ; pour ceux qui courent, c'est la rafale de M-16 [2]. Les survivants sont balancés à bord des avions, pour être déversés ensuite dans des camps clos de barbelés, baptisés « camps de réfugiés ». Celui qui se trouve être d'âge militaire se voit rapidement affublé d'un uniforme et d'un fusil, puis en train de parquer à son tour d'autres villageois dans les mêmes camps.

Avec l'augmentation du nombre des victimes, les camps passèrent au rang de « centres », puis s'élargirent à des « unités

1. Cette plaine tire son nom de grandes jarres grises, hautes de un à deux mètres, alignées sur parfois plus d'un kilomètre. Leur origine est encore mystérieuse. Elles ont maintenant disparu sous les bombes des archéologues de l'U.S. Air Force.

2. Le M-16 est un nouveau fusil automatique à tir très rapide de l'infanterie américaine. Depuis 1968, il est peu à peu distribué aux troupes des pays satellites. (N.D.T.)

Les Méo et autres infortunés habitants des villages concentrationnaires sont secourus par l'A.I.D. (Agence pour le développement international), étiquette typiquement inoffensive et qui couvre des activités odieuses financées par la C.I.A., en tout cas au Laos. La nature des moyens, en dehors des bombes et du napalm, qui ont pu pousser des clans méo entiers à descendre de leurs montagnes pour venir se réfugier dans des plaines étouffantes, n'a pas encore été bien établie. La destruction du bétail, des récoltes de maïs et d'opium, a dû jouer un grand rôle. Ce n'est pas par hasard que les plus grands épandages de défoliants se sont faits contre les villages qui occupent les sommets ou les pentes des régions bordant les provinces de Vientiane et de Xieng Khouang, où vivent les plus fortes concentrations de Méo. Il n'est guère dans les habitudes des Méo de venir vivre dans la plaine où l'air moite et humide leur est pénible. On ne peut même pas expliquer cela par les cadeaux les plus munificents que pourrait offrir l'A.I.D. J'ai entendu parler de certains cas où il s'agissait simplement de pièges. On évacuait tout un village sous le prétexte de le réinstaller sur une montagne plus sûre et plus fertile ; les femmes, les enfants et les vieillards étaient envoyés « temporairement » dans un centre de réfugiés de la plaine, tandis qu'on emmenait les jeunes gens « visiter le nouvel emplacement ». En fait, ils se retrouvaient très vite en Thaïlande, dans un centre d'entraînement militaire, et leurs familles auront de la chance si elles les revoient jamais.

Au Sud-Vietnam, des jeunes gens de la minorité khmère étaient tout simplement encerclés dans les champs, jetés dans des camions ou des hélicoptères, sans même pouvoir prévenir leur famille, et expédiés dans des camps d'entraînement en Thaïlande, puis enrôlés dans les commandos des traîtres khmers serei. J'en ai interviewé des dizaines, parmi des centaines d'autres, au fil des ans, qui désertaient dès qu'ils étaient envoyés en mission sur le territoire cambodgien[6]. Dans leur

6. Ces désertions prirent plus tard un aspect sinistre, vers la fin de 1969 et le début de 1970, quand des compagnies entières et même des bataillons désertèrent. Ils sont devenus, en fait, les troupes de choc du coup d'Etat au Cambodge.

cas, leurs villages, situés dans le delta du Mékong, étaient faciles à encercler ; mais les villages méo sont pratiquement inaccessibles, sauf par hélicoptère, et c'est donc bien par la peur ou par la ruse qu'on les a amenés à descendre dans la plaine. Traditionnellement, les hommes répugnent à quitter l'air pur et clair des montagnes et laissent aux femmes le soin de descendre au marché dans la plaine une ou deux fois par mois, pour troquer l'opium contre les quelques biens très simples dont ils ont besoin.

Entre-temps, la participation américaine avait tranquillement mais énormément augmenté. En 1959, les sources Pathet Lao évaluent à 300 le nombre de « conseillers » militaires et autre personnel américain au Laos. Au moment des accords de Genève de 1962, Hilsman écrit qu'ils étaient 666, ce qui était sans doute au-dessous de la vérité, mais correspondait au chiffre donné pour « l'évacuation » des militaires étrangers, comme le stipulaient les accords[7]. Un certain nombre d'entre eux ont endossé le costume civil et sont revenus comme personnel d'ambassade ou de l'A.I.D. Début 1966, toujours selon des sources du Pathet Lao, qui avait tous les moyens d'être bien informé, il y avait 5 000 Américains au Laos, dont 3 500 étaient des « conseillers » militaires et des instructeurs.

Après vérifications sur place, le journaliste français Bernard Couret, écrivant pour *Le Monde diplomatique*, informa le Tribunal international Bertrant Russell sur les crimes de guerre[8] de la présence de 12 000 Américains au Laos, sans compter leurs familles. Ils comprenaient des instructeurs et des « conseillers », des équipages volants et du personnel au sol, toute une armée de techniciens pour entretenir routes et ponts et pour desservir un total incroyable de cent pistes d'atterrissage, dont trente situées derrière les lignes Pathet Lao. Il comptait dans ce chiffre les 500 équipages qui volent sur Air America et Continental Air Service, filiales de la C.I.A.

7. Roger Hilsman, ancien sous-secrétaire d'Etat pour les affaires d'Extrême-Orient, dans son livre *To move a nation* (Dell, New York, 1968) traite longuement du Laos et j'aurai l'occasion de le citer à nouveau.

8. A Roskilde, au Danemark, entre le 20 novembre et le 1er décembre 1967.

Dans un communiqué spécial du 20 juillet 1969 destiné à marquer le septième anniversaire des accords de Genève de 1962, le Comité central du Néo-Lao Hakset donnait aussi le chiffre de 12 000 Américains au Laos, dont l'écrasante majorité était composée de « conseillers » et d'instructeurs militaires. Si l'on ajoute encore un millier de Bérets verts, au quartier général 333 de Udon, et quelques centaines d'autres basés au centre d'entraînement des commandos à Lopbury — tous deux situés en Thaïlande —, on peut se faire une idée approximative de l'étendue qu'avait prise, fin 1969, la guerre secrète du Pentagone au Laos.

Souvanna Phouma, premier ministre du gouvernement de Vientiane, prétendait tout ignorer de cela. Ce n'est qu'au début de 1968 qu'il reconnut que les avions américains bombardaient effectivement le Laos. Il avait jusque-là contribué à accréditer le mythe officiel selon lequel ces avions ne participaient qu'à des missions de reconnaissance, alors qu'il savait pertinemment qu'ils bombardaient le pays depuis quatre ans déjà, depuis mai 1964 pour être plus précis. En octobre 1969, Souvanna Phouma déclara tout uniment aux Nations Unies qu'on ne comptait ni troupes thaïlandaises, ni troupes U.S. au Laos, mais uniquement des troupes nord-vietnamiennes. Quelques semaines plus tard, une commission d'enquête sénatoriale convoquait Richard Helms, directeur de la C.I.A., et trois attachés militaires de l'ambassade américaine à Vientiane, pour qu'ils expliquent les agissements des Etats-Unis et de la C.I.A. au Laos.

« Il est vraisemblable, écrivait Bernard Lossiter, correspondant à Washington du *New York Times*, qu'on demandera à M. Helms d'expliquer la présence signalée de 300 agents de la C.I.A. dont on dit qu'ils participent à la guerre du Laos. On raconte que beaucoup d'entre eux sont d'anciens Bérets verts recrutés pour prendre la tête d'unités laotiennes lors de missions de reconnaissance et de raids contre-terroristes. Soldats et approvisionnements sont transportés par Air America et Continental Air Service. On dit que ces deux lignes sont des filiales de la C.I.A. On attend des trois attachés militaires rappelés de Vientiane pour témoigner devant le Sénat qu'ils décrivent les bombardements tactiques et les opérations au sol, dirigées, dit-on, par les mili-

taires américains au Laos, pour le compte du gouvernement royal. Selon certaines informations, chaque opération montée maintenant par les forces royales laotiennes est placée sous le contrôle direct de l'état-major américain qui se trouve sur place. Selon des sources bien informées, l'U.S. Air Force effectue jusqu'à 300 sorties par jour contre le Pathet Lao et les Nord-Vietnamiens. On dit que pour ce qui est de la guerre au sol, les capitaines et les commandants américains dressent des plans de bataille et accompagnent même parfois des unités laotiennes au combat [9]. »

Quand ce fut au tour de l'ambassadeur américain en Thaïlande, M. Léonard Unger, de témoigner devant la même commission d'enquête, le *New York Times* écrit qu' « il refusa de répondre à ce qu'il appela six ou huit questions portant sur les services de renseignement actifs en Thaïlande. L'une d'entre elles portait sur les sommes d'argent versées aux Thaïlandais pour mener à bien leurs opérations au Laos neutre [10] ».

Les démentis de Souvanna Phouma sur l'intervention thaïlandaise et américaine sont de la même eau que les démentis publiés par le « président » Nguyen van Thieu sur le massacre de Song My, au moment où les G.I. se bousculaient pour venir en donner les détails, et que l'armée américaine avait déjà mis en état d'arrestation l'un des officiers responsables [11]. Phouma n'eut jamais la main très heureuse en voulant couvrir, par ses démentis, des gens qui l'ont toujours lâché par la suite. Le 20 novembre 1969, le département de la Défense américain révélait que 160 Américains « étaient portés disparus » au Laos, « dont deux avaient probablement été faits prisonniers », ce qui donne également une idée de l'étendue de leurs activités.

Malgré d'énormes investissements en dollars et en matériel militaire, malgré le gonflement de l'armée royale laotienne qui est passée de 17 000 hommes, au moment du départ des Français, à plus de 70 000 aujourd'hui, malgré certains succès dans l'assèchement des eaux où nage le poisson pathet lao, malgré l'enga-

9. *International Herald Tribune*, Paris, 20 octobre 1969.
10. *Ibid.*, 27 novembre 1969.
11. On en est aujourd'hui (juin 1970) à quatorze inculpations. (N.D.T.)

gement de milliers de « conseillers » américains qui assumaient en fait la direction des opérations militaires, le Pentagone n'enregistra aucun progrès sur le front au cours des derniers mois de 1968 et pendant la première moitié de 1969. Non seulement les attaques contre les zones pathet lao avaient été violemment repoussées, mais trois importantes bases stratégiques, profondément installées derrière les lignes pathet lao, avaient été perdues avec leurs aérodromes. Il s'agissait de la base de radar de Pha Thi, perchée sur la montagne, d'une autre du même type à Nakhang, et de la base d'artillerie des Forces spéciales et des Thaïlandais à Muong Soui, vaste complexe entièrement sous commandement thaïlandais et américain. Cette défaite-là fut particulièrement embarrassante, et si les Américains réussirent à évacuer les défenseurs thaïlandais et américains juste à temps pour éviter un scandale international, ce fut au prix de l'abandon d'importantes quantités de pièces d'artillerie et d'autres matériels. L'aérodrome de Muong Soui, également abandonné, était un centre capital pour l'approvisionnement des avant-postes de Forces spéciales recrutées chez les Méo. D'autres bases secondaires furent rasées pendant la première moitié de 1969 ainsi que des dizaines de petits avant-postes ravitaillés par air. En juillet, on ne comptait plus que deux bases américano-laotiennes d'importance quelconque derrière les lignes pathet lao, dont la plus importante est le complexe Long Cheng-Sam Thong, au sud de la plaine des Jarres.

Le haut commandement de Néo-Lao Haksat revendique la destruction de 500 avions et hélicoptères, abattus ou détruits au sol lors de ces opérations, et rapporte que ses forces ont infligé de lourdes pertes aux parachutistes, unités de commandos et autres prétendues unités d'élite de l'armée royale laotienne, ainsi qu'aux principales unités de Forces spéciales qui opèrent derrière les lignes pathet lao. Quatre commandants de régiment furent tués. Il est important de remarquer que tous les combats déclenchés à l'initiative du Pathet Lao se déroulèrent bien à l'intérieur du territoire qui est le sien depuis la partition *de facto* du Laos, et dont Hilsman reconnaît qu'elle a été respectée par le Pathet Lao [12].

12. *To move a nation*, p. 527.

Au début de la deuxième moitié de 1969, l'armée secrète du général Vang Pao — organisée discrètement en Thaïlande et équipée de M-16, dotée de conseillers américains jusqu'au niveau du bataillon, et jusqu'au niveau de la compagnie dans les unités spéciales de parachutistes et de troupes aéroportées — était prête à intervenir massivement. Elle comptait 17 000 réguliers, organisés en bataillons, et complétés par 30 000 irréguliers, mi-commandos mi-bandits. Certains d'entre eux étaient stationnés à Long Cheng pour participer à des coups de main, tandis que d'autres vivaient en permanence derrière les lignes pathet lao et étaient ravitaillés par des parachutages d'opium et de munitions. Les unités régulières étaient essentiellement des troupes de choc qui, comme les Marines, devaient jouer le rôle de fer de lance dans les attaques : s'emparer des positions et les tenir jusqu'à ce qu'arrivent les troupes régulières de l'armée laotienne qui devaient prendre la relève. On les encourageait à commettre des atrocités contre les Lao Lum et contre d'autres, afin de les culpabiliser et de les terroriser à l'idée de ce qui leur arriverait si jamais ils étaient eux-mêmes vaincus ou capturés. On leur mettait dans le crâne qu'il fallait tuer ou être tué.

En juillet 1969, les attaques aériennes contre les villes et les villages de la plaine des Jarres et alentour s'intensifièrent et réduisirent en cendres tout ce qui tenait debout, jusqu'à la plus humble paillote. Le nom de code, en lao, de cette offensive aérienne est *Ke Kheu*, « la revanche ». Au cours d'attaques d'une violence inégalée jusqu'alors, et menées à partir des bases de Thaïlande, les avions s'en prirent à tout ce qui bougeait, vivait, poussait ou à tout ce qui avait été fabriqué par l'homme. Ecoles, hôpitaux, pagodes, maisons, récoltes mûres pour la moisson, paysans dans les champs, pêcheurs sur les rivières : autant de cibles pour l'opération « revanche ».

A la mi-août, une importante offensive fut lancée contre la plaine des Jarres, et un nouvel élément apparut dans la guerre du Laos avec l'intervention de parachutistes et de vols d'hélicoptères chargés de déposer les Forces spéciales de Vang Pao au beau milieu de la plaine des Jarres. Des 23 bataillons qui y participèrent, 16 étaient des troupes de Vang Pao, directement sous commandement américain, comme troupes de choc destinées

à mettre en pratique la tactique éprouvée au Sud-Vietnam de « tuer tout, brûler tout, détruire tout ». Le nom de code de cette opération était *Kou Kiêt*, « sauver l'honneur ».

Comme on était au plus fort de la saison des pluies, la plaine des Jarres était maigrement défendue, car les troupes pathet lao profitent en général de l'accalmie des opérations que leur vaut cette saison pour se retirer dans leurs bases de la jungle et y suivre des cours de formation. Assommées par la violence des bombardements qui précédèrent l'offensive, par l'emploi massif de parachutistes et de troupes héliportées, et par l'ampleur, nouvelle pour le Laos, de l'opération, les forces locales d'auto-défense ne furent pas de taille à résister aux mercenaires bien entraînés et bien armés de Vang Pao. Le commandement du Pathet Lao était normalement bien informé des offensives en préparation, mais en l'occurrence le quartier général opérationnel de l'ennemi était à Udon, en Thaïlande, et Long Cheng devait lui servir de base de relais après le déclenchement de l'offensive. Le pont aérien intensif entre Udon et Long Cheng donna l'alarme, mais il était déjà trop tard pour amener jusqu'à la plaine des troupes régulières en nombre suffisant. Après les mercenaires de Vang Pao vinrent les troupes de Vientiane et de Bangkok, pour ratisser et parquer les rescapés dans des camps de concentration, baptisés « camps des réfugiés ayant fui la terreur pathet lao », et qu'on fait visiter aux journalistes.

Pour la première fois depuis huit ans, la plaine des Jarres était aux mains des forces de droite, appuyées par les Américains, dont c'était la première victoire notable. Parce que c'était une victoire, le président Nixon ne put s'empêcher de signaler le rôle des Etats-Unis dans l'affaire, rôle que le Premier ministre Souvanna Phouma s'empressa de démentir[13]. Malgré ce

13. L'opération *Kou Kiêt* était une opération entièrement américaine ; les troupes de Vang Pao dépendaient directement du commandement américain et des officiers américains jusqu'au niveau de la compagnie ; le quartier général stratégique était en Thaïlande et le quartier général tactique à la base inavouée de Long Cheng, où Souvanna Phouma n'a sans doute jamais mis les pieds ; dans ces conditions, on peut concevoir que le premier ministre ait ignoré l'étendue et les détails de la participation

dément, les déclarations de Nixon sur la responsabilité des Etats-Unis dans cette victoire ne passèrent pas inaperçues du public américain. Les journaux commencèrent à s'intéresser aux dimensions que prenait l'intervention américaine au Laos, et le Sénat suivit peu après. D'où cette commission d'enquête, mentionnée plus haut, précédée d'investigations menées sur place par Henry Kamm, correspondant du *New York Times*. Les premiers résultats publiés dans la presse sur ce qui s'y passait, depuis maintenant des années, à l'insu du public américain, étonnèrent et firent scandale.

« Ce qui me frappe le plus, déclara le sénateur Fulbright [14], c'est qu'une opération de cette envergure puisse être menée sans que ni le Sénat ni le public en soient informés ! » (Il parlait de l'intervention au Laos dans son ensemble, et pas seulement de l'opération *Kou Kiêt*.) « La participation des Américains sur une telle échelle, continua-t-il, crée un très grave dilemme. Je savais qu'au Laos nous touchions un peu à tout, mais il ne m'était jamais venu à l'idée qu'il pût s'agir d'une affaire aussi énorme. » Le sénateur Stuart Symington, à la veille des auditions de la sous-commission, accusa l'administration d'avoir délibérément gardé secrète la participation active des Américains à une guerre au Laos. « Tout ici est travesti », dit-il, et il accusa de hauts fonctionnaires gouvernementaux d'avoir recouvert du manteau du secret la nature de ces activités [15]. Certains d'entre eux persistèrent d'ailleurs dans cette attitude en refusant de venir témoigner devant la sous-commission du sénateur Symington. Le président Nixon lui-même accentua le caractère secret de cette politique en interdisant la publication intégrale des preuves et des témoignages recueillis par la

américaine. Mais en revanche, qu'il ait eu connaissance de la présence active des troupes américaines au Laos est indubitable.

14. Dans une interview avec Murray Marder, publiée dans le *Washington Post*, le 30 octobre 1969, après une première audition devant la sous-commission sénatoriale des Affaires étrangères, présidée par le sénateur Stuart Symington.

15. Dépêche U.P.I., 19 octobre 1969.

sous-commission. Le public n'eut droit qu'à une version généreusement caviardée.

Finalement, à la suite de fortes pressions parlementaires et publiques, et six mois après la fin des travaux de la sous-commission, on publia 237 pages du rapport censuré : « Il fallut plus de cent réunions de travail avec des fonctionnaires du département d'Etat et d'ailleurs »[16]. Les révélations qu'il contient expliquent les réticences de Nixon à faire connaître ce que ses prédécesseurs et lui-même ont fait au Laos, et l'absence d'un dixième du rapport, victime des ciseaux de la censure. Le rapport confirme que les Etats-Unis sont effectivement engagés dans des opérations aériennes au Laos depuis 1964, opérations qui ont coûté plusieurs « milliards de dollars et plus de 200 vies américaines ». La partie censurée du rapport révèle que l'ambassadeur américain à Vientiane entre 1964 et 1969, William H. Sullivan, était en fait commandant en chef de vastes opérations militaires dans le pays.

« Le nouveau rapport montre que la guerre au Laos requiert beaucoup plus que les 1 040 Américains... stationnés au Laos mentionnés dans le prudent discours du président. Ce n'est que le sommet de l'iceberg. Les dépositions nous ont appris que des dizaines de milliers d'Américains sont engagés dans la guerre du Laos, selon des sources proches de la sous-commission. »

Murray Marder note ensuite que « la censure a supprimé du rapport tous les chiffres concernant les coûts ; toutes les mentions des opérations de la Central Intelligence Agency, qui incluent l'entraînement, l'équipement et la direction de l'armée « clandestine » de 36 000 Méo commandés par le général Vang Pao ; toutes les mentions de l'utilisation de troupes thaïlandaises au Laos ; le détail des opérations aériennes américaines au Laos ; les chiffres qui montrent l'augmentation des raids contre le Laos pendant les pauses ou les arrêts de la guerre aérienne contre le Nord-Vietnam, et d'autres faits d'importance capitale ».

L'un des prétextes donnés à la sous-commission pour dissi-

16. Cette citation, et les suivantes, sont tirées d'un article de Murray Marder, dans le *Washington Post* du 20 avril 1970.

muler l'étendue de l'intervention militaire américaine était que le Premier ministre Souvanna Phouma « avait fait savoir sa volonté que nous en disions le moins possible ». C'est ce qu'expliqua Sullivan, à ce moment-là sous-secrétaire d'Etat pour les affaires d'Extrême-Orient.

VII

DANS L'OMBRE D'UNE GUERRE CACHEE

La colère du sénateur Fulbright [1] fut déclenchée non seulement par le fait que les Etats-Unis étaient impliqués dans une guerre secrète [2] au Laos à l'insu du Congrès américain et du public, mais aussi parce qu'on dépensait au moins 150 millions de dollars par an « à nourrir, équiper, armer, entraîner et transporter une armée clandestine de 36 000 hommes » pour soutenir ce qu'il appelait « la participation américaine à ce qui est bel et bien une guerre » [3].

Le sénateur de l'Arkansas ne faisait allusion en fait qu'à un seul aspect de la guerre secrète, téléguidée par la C.I.A. et le Pentagone au Laos : les opérations lancées depuis le quartier général d'Udon dont on faisait tant de mystères et qui était situé de l'autre côté de la frontière, en Thaïlande. Les 36 000 hommes en question étaient des mercenaires venus des tribus méo et placés nominalement sous le commandement d'un certain général Vang Pao, d'origine méo, monté jusqu'au grade de lieutenant du temps des Français et candidat idéal au rôle de fantoche grassement payé par la C.I.A. Le quartier général 333 est entre les mains des Bérets verts américains et les hommes de Vang Pao sont leur équivalent laotien. Ils constituent des unités de Forces spéciales qui vont et viennent de Thaïlande

1. Le 15 décembre 1969, M. Fulbright exigea qu'on levât le voile du secret qui pesait sur le Laos.

2. Dans *The furtive war* (International Publishers, New York, 1963) nous attirions l'attention du public sur l'étendue de la guerre secrète des Américains au Sud-Vietnam et d'un début de guerre semblable au Laos.

3. *Washington Post*, le 30 octobre 1969.

au Laos en fonction des besoins opérationnels. Ces troupes entièrement américanisées, sont armées, payées, entraînées et véhiculées par les Etats-Unis ; elles opèrent directement sous commandement stratégique et tactique américain, sans qu'il soit besoin d'en référer, même nominalement, au ministre de la Défense du régime de Vientiane.

Après qu'un certain nombre de journalistes eurent contribué à déblayer le terrain, le sénateur Fulbright voulut creuser les faits : « Cette force que nous équipons et que nous entraînons... est appuyée par une gigantesque force aérienne. Pas seulement des hélicoptères ; j'ai vu l'U.S. Air Force opérer à partir de la Thaïlande. »

Et pour donner toute la mesure du secret dans lequel on avait tenu le Sénat et sa propre Commission des Affaires étrangères, il révéla : « Il ne s'agit pas là, à mon avis, d'une affaire menée par la seule C.I.A. La C.I.A. agit sur les ordres du Conseil national de sécurité et d'un comité nommé par ce Conseil, qui dépend directement du président. » Il ajouta que l'administration des présidents Johnson et Kennedy n'était pas moins impliquée que celle du président Nixon. Mais quand donc tout cela avait-il commencé ?

En 1949, l'armée rouge chinoise achevait de tailler en pièces ce qui restait des forces du Kuomintang de Tchang Kaï-chek, soutenues par les Etats-Unis ; elle les repoussait par ses mouvements d'encerclement au sud du Yang Tsé, débarrassait la Chine des quelques débris qui survivaient encore et les repoussait vers l'île de Hainan d'où ceux qui réchappèrent à une ultime et fracassante défaite furent évacués plus tard par avions et navires de guerre américains vers l'abri plus sûr de Formose.

C'est au cours de cette année-là que fut proclamée à Pékin la République populaire de Chine. C'est au cours de la même année que le général « Wild Bill » Donovan, qui avait dirigé les services O.S.S. [4] pendant la guerre, puis patronné la C.I.A. quand elle prit la relève, envoya au Laos un de ses proches collaborateurs, un certain Major Thompson, pour qu'il y mît sur

4. *Office of Strategic Services* : nom, à cette époque, des services de renseignement américains.

pied un réseau d'espionnage, et fît la liaison avec un autre réseau établi parallèlement, de l'autre côté de la frontière, en Thaïlande. (Donovan, spécialiste enthousiaste de l'espionnage en Asie du Sud-Est, devait être nommé plus tard ambassadeur en Thaïlande, pour veiller sur place à la bonne marche des choses.)

Un simple regard sur la carte du Laos explique la fascination que ce pays pouvait exercer sur les « éperviers » de l'époque dont la préoccupation principale était de trouver un moyen pour remettre Tchang Kaï-chek en selle en Chine même. Quelle était la meilleure façon de soutenir les restes des troupes du Kuomintang qui allaient être balayées dans le sud-ouest de la Chine ? Comment faire le meilleur usage des importantes forces du Kuomintang réfugiées en Birmanie avec le général Li Mi, et immédiatement prises en main par le général Donovan et son entourage ? Puis la victoire décisive remportée sur les Français par les troupes de Vo Nguyen Giap le long des frontières septentrionales du Vietnam ouvrit des lignes de communication entre les régions contrôlées par le Vietminh et la Chine populaire ; endiguer l'avance de la révolution vietnamienne fut mis aussi à l'ordre du jour.

C'est ici qu'interviennent les cartes et la géographie. Le Laos a des frontières communes avec la Thaïlande, la Birmanie, la Chine et le Vietnam et, depuis la division de ce dernier à la hauteur du 17e parallèle par les accords de Genève de 1954, il a des frontières communes avec le Nord et le Sud-Vietnam. En d'autres termes, ceci signifie que le Laos jouxtait deux pays socialistes d'Asie, la Chine populaire et la R.D.V.N., les deux Etats neutres du Cambodge et de la Birmanie, et les deux Etats clients des Etats-Unis, la Thaïlande et le Sud-Vietnam. Et puis c'est au Laos que se trouve la plaine des Jarres, cette panacée stratégique où d'éventuelles bases permettraient d'entretenir un potentiel aérien capable de dominer tout le Sud de la Chine et les pays de l'Asie du Sud-Est. Les progrès des engins balistiques aidant, les deux chaînes de montagnes qui parcourent le Laos nord-est/sud-ouest, depuis la Thaïlande et la frontière sino-birmane, et nord-ouest/sud-est le long du Vietnam, étaient une invite irrésistible pour les artilleurs du Pentagone.

Sur la carte de l'Asie, le Laos fait piètre figure, un peu comme la Grande-Bretagne quand on regarde une carte de l'Europe jusqu'à l'Oural. Le Laos a presque exactement la même superficie que l'Angleterre. Mais alors que la densité démographique en Angleterre est très élevée — l'Angleterre et le pays de Galles viennent juste après la Hollande dans l'échelle des densités de population en Europe —, le Laos est un des pays les moins peuplés d'Asie, soit environ deux habitants au kilomètre carré. On en parle quelquefois comme d'un pays vaste, mais peu peuplé, et sans beaucoup de Laotiens, car on estime généralement que les minorités ethniques des hauts plateaux sont plus nombreuses que ceux que l'on considère comme les vrais Laotiens, les Lao Lum, habitants des plaines. Les groupes ethniques, leurs coutumes, leurs systèmes et leurs méthodes agricoles varient en fonction de la situation géographique des villages. Ceux qui sont perchés sur les crêtes et plateaux qui dominent les régions les moins peuplées du pays se consacrent essentiellement à l'élevage et à la production de l'opium ; ceux qui vivent à flanc de coteau, au pied des collines, cultivent le maïs et le riz non irrigué par rotation des cultures sur brûlis. Dans la plaine fertile et plus peuplée où coule le Mékong, ou dans les riches vallées de ses affluents, les Lao Lum sont essentiellement riziculteurs, au rythme des pluies.

Inauguré par les Français, un système inique d'impôts sur les personnes, qui atteignait l'absurde en imposant par exemple jusqu'aux seins des femmes enceintes, poussa les Laotiens à dissimuler le nombre exact des membres de leur famille et à frauder le recensement. Les femmes enceintes évitaient les marchés et les lieux publics. Ceci était particulièrement vrai chez les minorités ethniques, mieux protégées que les autres du collecteur d'impôts par leurs forêts, leurs montagnes et leurs mauvais chemins.

Jusqu'il y a peu de temps, et aujourd'hui encore dans certaines régions, la société et la famille s'organisaient autour de conceptions tribales et claniques, avec des éléments d'esclavage, de servage et d'autres formes pré-féodales d'organisation sociale, y compris la polyandrie.

Sa population, son développement économique et social, ses

ressources naturelles, rien de tout cela ne semblait destiner le Laos, au milieu du XX^e siècle, à assumer un rôle prédominant dans l'Histoire. Mais, et c'est grand dommage pour les Laotiens si flâneurs et paisibles, imprégnés de tolérance et de pacifisme bouddhistes, leur pays fut contraint par la force d'assumer ce rôle ingrat. Sans l'avoir voulu, sans l'avoir provoqué, le Laos devint un domino des « grosses têtes » du Pentagone et de la C.I.A., son éventuelle chute une défaite et un véritable désastre pour le « monde libre », donc un *casus belli.*

Mon premier contact avec le problème laotien date de début mars 1954. La Conférence de Genève allait s'ouvrir. On devait y discuter d'un règlement pacifique du problème coréen, auquel je m'intéressais alors principalement, et d'un cessez-le-feu en Indochine. Je décidai de me rendre au quartier général du Vietminh, dans la jungle du Nord-Vietnam, et de me renseigner sur la guerre d'Indochine. Là-bas, je rencontrai pour la première fois le président Ho Chi Minh, Pham Van Dong et d'autres dirigeants vietnamiens, ainsi que le leader du Pathet Lao, le prince Souphanouvong. C'était vraiment la première fois que je rencontrais un prince, mais aussi la première fois que je me rendais compte que l'Indochine ne formait pas un Etat unique, comme le pensaient la plupart des profanes de l'époque, mais bien trois entités distinctes : le Vietnam, le Cambodge et le Laos, et que chaque pays avait sa langue, ses coutumes, sa culture et que chacun en était à un niveau différent de développement économique et social.

Souphanouvong s'était rendu au quartier général de Ho Chi Minh afin de coordonner leurs politiques avant l'ouverture de la Conférence de Genève, où on discuterait sûrement du Laos. La bataille de Dien Bien Phu était en pleine préparation et les forces du Pathet Lao empêchaient les Français d'ouvrir une route entre leurs bases du Laos et la vallée de Dien Bien Phu.

Souphanouvong est un homme trapu, mais solidement bâti. Tanné par des années de vie au grand air, son visage, aux pommettes saillantes et au front large, respire la force, l'intelligence et une vitalité débordante. Comme la plupart de ses frères de

race, il a des cheveux et des yeux noir de jais. Il s'exprime vigoureusement, avec la clarté et la précision d'un technicien sûr de son sujet, et sans perdre de temps à ces vaines courtoisies si fréquentes en Asie, même chez certains progressistes, s'ils sont d'origine féodale. Malgré son éducation princière, Souphanouvong s'est complètement identifié à son peuple, comme j'eus l'occasion de m'en rendre compte plus tard, quand je me rendis dans les zones pathet-lao.

Dans un français impeccable, coupé de remarques explicatives en très bon anglais, Souphanouvong me fit rapidement, lors de notre première rencontre, un historique du Pathet-Lao, des hauts et des bas de la Résistance et termina sur la situation politico-militaire de l'époque.

Voici brièvement ce qu'il en était. Depuis que les Français avaient occupé le Laos, la Résistance, menée surtout par les minorités ethniques, n'avait jamais cessé, sous une forme ou sous une autre. Mais les divers soulèvements avaient tous été écrasés. Faute de cohésion nationale, les Français purent exploiter les différences entre Lao Lum et minorités ethniques, susciter et manipuler des querelles tribales. Ils purent concentrer leurs forces pour anéantir les uns après les autres des soulèvements isolés. C'est le développement au Vietnam des forces de résistance contre les Français et les Japonais, au début des années 40, qui répandit l'idée d'un combat unitaire au Laos. Un soulèvement se produisit en août 1945, comme au Vietnam, avec le même succès. Mais, comme au Vietnam, les Français revinrent en force quelques mois plus tard, avec l'intention de restaurer le système colonial. Depuis lors, un mouvement de Résistance s'était organisé, qui travaillait très étroitement avec le Vietminh.

Quant au rôle de Souphanouvong lui-même, j'en appris des bribes au cours de cette conversation et découvris le reste plus tard, petit à petit. Souphanouvong était le cadet des vingt fils du prince Boun Khong, chef d'une des trois familles régnantes au Laos, chacune dans une capitale différente, l'une à Luang Prabang, où grandit Souphanouvong, l'autre à Vientiane, et la dernière à Paksé, dans le Sud. Le fils aîné de Boun Khong, le prince Phetsarat, avait été le dernier vice-roi du Laos sous les

Français. Entre l'aîné et le cadet était né d'une mère différente le prince Souvanna Phouma. A la mort de leur père, les deux demi-frères furent élevés ensemble par Phetsarat et cet homme, progressiste pour son époque, les envoya tous deux acquérir à l'étranger des connaissances qui leur permettraient de tirer le Laos de son arriération. Phetsarat avait donné l'exemple en devenant ingénieur en mécanique à Paris, spécialisé dans les techniques d'imprimerie. Les demi-frères étudièrent aussi à Paris, Souvanna Phouma passant trois diplômes d'ingénieur (naval, électricien et civil). Souphanouvong fit les Ponts et Chaussées. Ils étaient tous deux fort brillants et pendant plusieurs années, les trois princes furent les seuls ingénieurs du Laos.

En 1936, époque du Front populaire, Souphanouvong faisait des stages à Bordeaux et au Havre. Comme Ho Chi Minh, il comprit vite que le Français moyen était très différent du spécimen colonial qui menait ses compatriotes à la trique. Il eut des contacts avec les intellectuels progressistes et la classe ouvrière française. La culture française, à la fois révolutionnaire et humaniste, l'impressionna vivement, surtout après ce qu'il avait connu du colonialisme français. L'esprit progressiste et l'ambiance communicative des grandes journées du Front populaire, l'anti-colonialisme latent, tout contribuait à le stimuler.

Comme il n'y avait pas de routes ni de ponts à construire dans le Laos des Français, Souphanouvong fit ses débuts de l'autre côté de la frontière, au Vietnam. Il fut horrifié par les conditions de vie et de travail faites aux travailleurs dans les plantations d'hévéas où il aménageait des routes, et dans les camps de travail qui longeaient les voies ferrées en construction où il travaillait. Son mépris pour le colonialisme français atteignit son apogée quand les protecteurs français cédèrent l'Indochine aux Japonais sans tirer un seul coup de feu pour la défense des Vietnamiens, des Cambodgiens et des Laotiens. Après avoir été en contact avec des progressistes en France, il entra tout naturellement en rapport avec les progressistes au Vietnam, dont beaucoup militaient au parti communiste indochinois. Puis ce fut la rencontre avec Ho Chi Minh. Après avoir longuement échangé leurs opinions sur le colonialisme

dans leurs pays respectifs, Souphanouvong demanda à brûle-pourpoint ce qu'il pouvait faire pour son peuple. La réponse fut abrupte : « Arracher le pouvoir aux colonialistes. » Puis Ho Chi Minh poursuivit en expliquant comment il entendait s'y prendre au Vietnam. Souphanouvong se mit alors à l'ouvrage. Il prit contact, d'abord au Vietnam, avec de jeunes patriotes laotiens, puis il retourna au Laos pour organiser des groupes de résistance sur le modèle de ceux que l'oncle Ho organisait pour prendre le pouvoir au Vietnam.

Puis ce fut le soulèvement réussi d'août 1945, auquel participèrent des groupes d'intellectuels dans les villes et des éléments patriotes au sein de l'armée organisée par les Français, que Souphanouvong avait su gagner à sa cause. La faiblesse de ces forces de résistance venait de leur absence de racines dans la campagne. Souphanouvong s'efforça d'entraîner ses frères, dont plusieurs étaient des officiers supérieurs. Phetsarat donna sa bénédiction au mouvement ; Souvanna Phouma accepta un poste de ministre dans le gouvernement formé après l'abdication du roi et la déclaration d'indépendance.

Puis les Français revinrent. Comme lors de leur première occupation de l'Indochine, ils attendirent pour occuper le Laos d'avoir consolidé leurs positions au Centre et Sud-Vietnam ainsi qu'au Cambodge, et assuré la sécurité de leurs lignes de communication dans ces régions, d'ailleurs grâce aux troupes britanniques soi-disant envoyées au Vietnam pour désarmer et rapatrier les Japonais. Quand ils furent parés, ils lancèrent une triple invasion du Laos, à partir du Cambodge au sud, du Centre-Vietnam à l'est et de la Chine du Kuomintang au nord. Les forces du Pathet Lao se battirent vaillamment, mais furent vaincues le 21 mars 1946, lors de la bataille décisive de Thakhek, sur le Mékong, nœud stratégique des routes qui viennent du Vietnam et du Cambodge. Les Français firent un plein usage de l'aviation et de l'artillerie dont ils avaient le monopole. Souphanouvong dirigeait personnellement les troupes pathet lao ; gravement blessé, il fut évacué par ses hommes dont les survivants se replièrent en Thaïlande. Quant aux Français, il leur fallut cinq mois pour assurer leurs positions dans les villes et le long des grands axes routiers.

A cette époque-là, le gouvernement thaïlandais soutenait les mouvements d'indépendance du Vietnam et du Laos, et c'est donc à Bangkok que s'installa un gouvernement laotien en exil. Le prince Phetsarat était chef de l'Etat, et parmi les membres importants on comptait les princes Souphanouvong et Souvanna Phouma et un certain Katay Don Sasorith, d'origine lao-vietnamienne, qui avait rejoint le gouvernement de résistance en août 1945, après la prise du pouvoir.

Remis de ses blessures, Souphanouvong procéda à l'analyse des causes de la défaite militaire ; il en conclut que l'erreur principale du mouvement de résistance avait été de s'appuyer exclusivement sur les villes et d'avoir voulu combattre les Français sur leur propre terrain. Avec une poignée de fidèles, il se mit à étudier les expériences révolutionnaires des minorités ethniques et des paysans lao lum, et en déduisit que la paysannerie et les tribus des montagnes et de la jungle constituaient une précieuse réserve pour un combat de longue durée. Ce combat devait s'appuyer non seulement sur l'intelligentsia des villes, mais surtout et d'abord sur la paysannerie et les minorités ethniques. Il fallait forger un sentiment d'unité nationale. Il s'efforça de persuader les autres membres du gouvernement en exil de le soutenir dans cette nouvelle tentative de mobiliser tout le peuple laotien pour la lutte armée. Mais quand il s'agit de quitter les douceurs de l'exil à Bangkok, les autres se réfugièrent dans l'attentisme. Souphanouvong rentra seul en 1947 pour organiser un mouvement de résistance. Il découvrit que les restes de ses troupes, largement éparpillées, avaient continué la lutte de leur mieux et par leurs propres moyens. Des commandements, vaguement reliés entre eux, s'étaient installés dans les montagnes, le long de la frontière vietnamienne. De leur côté, certaines tribus avaient organisé des mouvements de résistance autonomes. La situation appelait un chef. Souphanouvong accepta ce rôle.

Entre-temps, les Français avaient rétabli nominalement le pouvoir royal qui ne dépassait guère les murs du palais, et pratiqué un certain nombre de gouvernements fantoches et éphémères. Mais ils n'avaient réussi à s'attacher les services d'aucune personnalité prestigieuse. Ils se tournèrent en désespoir de cause

vers le gouvernement en exil en Thaïlande. Le premier à déserter en catimini, et sans même en parler à ses collègues, fut Katay. Il devait plus tard attirer l'attention de John Foster Dulles avec son livre *Le Laos, clef de voûte idéale dans la lutte anti-communiste en Asie du Sud-Est*. Titre prometteur aux yeux des dénicheurs de talents de Dulles !

Puis ce fut le tour de Souvanna Phouma, que les Français utilisèrent pour convaincre les autres. Seul Phetsarat, trop âgé pour rejoindre Souphanouvong dans la jungle, refusa de rentrer pour servir les Français. Et il resta en exil quand Souvanna Phouma ramena à Vientiane, en 1949, le reste de l'ancien gouvernement provisoire pour servir dans l'administration fantoche.

Pendant ce temps-là, Souphanouvong avait réussi à fondre les divers éléments patriotiques des trois grands groupes ethniques dans un moule national unique, qui prit une forme concrète lors d'un congrès national vers la mi-août 1950. Des délégués de tous les groupes ethniques et des sous-groupes les plus importants, de toutes les couches de la société et du clergé bouddhiste, venus de tous les coins du pays, se réunirent pour élire un gouvernement de résistance, avec le prince Souphanouvong à sa tête. La conférence élut aussi un Comité central du Néo Lao Issara [5], expression politique des forces armées pathet lao, au nom desquelles avaient jusqu'alors été menés les combats. Des bases de résistance avaient déjà été consolidées dans presque toutes les provinces du Haut, du Moyen et du Bas-Laos.

L'année suivante, on passa de l'unité nationale à la solidarité avec tous les peuples indochinois, marquée par une alliance entre le Néo Lao Issara et les organisations correspondantes du Vietnam et du Cambodge [6]. Il s'agissait là d'un événement historique qui rapprochait les trois peuples pour la première fois sous une forme organisée. Jusque-là les Français étaient les seuls à utiliser l'Indochine comme un champ de manœuvre

5. Le Néo Lao Issara (Front de libération du Laos) s'élargit par la suite et devint le Néo Lao Haksat (Front patriotique du Laos). Pathet Lao signifie Terre des Lao.

6. Le Lien Viet (Front national vietnamien uni), formé en 1951 pour succéder au Vietminh (Ligue de l'indépendance du Vietnam) et le Nekhum Issarak Khmer (Front de libération cambodgien).

unique, à travers lequel ils déployaient leurs troupes pour déborder les forces de résistance d'un pays en utilisant le territoire du pays voisin ; ils avaient ainsi utilisé le Vietnam et le Cambodge comme bases pour leur première conquête du Laos. A partir de 1951, ce fut désormais le tour des forces de résistance vietnamienne et laotienne, combattant côte à côte, d'utiliser mutuellement leur territoire pour coordonner leurs activités militaires et déborder les Français.

A partir de 1950, les Etats-Unis financèrent directement les efforts des Français pour balayer les forces de résistance, jusqu'à concurrence de 25 millions de dollars par an, mais les unités pathet lao continuèrent à s'affermir et à accroître leur influence.

Le point culminant de la guerre proprement dite et de la coopération entre les forces vietminh et pathet lao se dessinait à l'heure de ma rencontre avec Souphanouvong, à l'heure même où l'élite du corps expéditionnaire français était bloquée et encerclée par les troupes de Giap à Dien Bien Phu, vallée située juste de l'autre côté de la frontière laotienne, au nord-ouest du Vietnam et dont toutes les voies d'accès ou de fuite étaient solidement tenues par les vétérans du Pathet Lao.

A cette époque-là, les Etats-Unis payaient 80 % du coût de la « sale guerre » d'Indochine menée par les Français et échafaudaient des plans pour intervenir directement avec des troupes de combat américaines, sans parler de leur aviation.

VIII

L'ENLISEMENT

Quand il devint évident que ni les dollars, ni les tanks américains, ni leurs avions, ni leurs pièces d'artillerie dont les débris jonchent encore aujourd'hui la vallée de Dien Bien Phu ne pourraient sauver les Français d'une défaite militaire, le Pentagone proposa une intervention militaire américaine directe. Et ce, alors que les grandes puissances étaient déjà tombées d'accord sur le principe de la discussion d'un cessez-le-feu à Genève ! Roger Hilsman, ancien secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires d'Extrême-Orient, donne la description suivante de leur plan [1] :

« Vers la mi-mars 1954, les Français étaient dans une situation difficile à Dien Bien Phu, et Washington s'en inquiétait. L'amiral Radford, chef de l'état-major général, proposa au haut commandement français d'envoyer 60 bombardiers de la base de Clark Field, aux Philippines, escortés par 150 chasseurs de l'aéronavale de la 7e flotte pour attaquer les forces qui encerclaient Dien Bien Phu, et « éliminer » l'artillerie vietminh et ses moyens de communication. On appela ce projet « Opération Vautour ». On en fit part aux leaders parlementaires. Rendus sceptiques par l'expérience coréenne où l' « Opération Etrangleur » contre les voies de communication chinoises et coréennes avait échoué, peu convaincus par la promesse de Radford selon laquelle « il suffirait de frapper un bon coup pour nettoyer la place, et qu'en tout cas tout serait réglé au deuxième coup », les sénateurs posèrent, selon Hilsman, trois conditions à leur

1. *To move a nation*, Dell, New York, 1964, p. 101.

approbation. Elles illustrent de façon frappante l'attachement indéfectible des leaders du Congrès au principe de l'indépendance et de l'auto-détermination des peuples !

« Premièrement... que l'aide aux Français soit multilatérale ; deuxièmement... que les Français accélèrent l'acheminement de l'Indochine vers l'indépendance ; troisièmement... que les Français acceptent de ne pas retirer leurs troupes d'Indochine... » Hilsman n'explique pas comment les deux dernières conditions pouvaient être compatibles. Dulles se mit aussitôt en devoir d'obtenir d'Anthony Eden, à l'époque ministre anglais des Affaires étrangères, la formulation d'une première proposition de « soutien multilatéral ». Dans son livre, *The full Circle*, Eden décrit comment Churchill et lui-même furent indignés de voir que Dulles s'efforçait non seulement de les impliquer dans cette affaire de « soutien multilatéral », mais de les faire passer pour les instigateurs d'une intervention internationale semblable à celle qui avait prévalu en Corée.

Tandis que Dulles s'affairait de son mieux, le Pentagone développait de son côté des plans encore plus ambitieux. Le général Matthew B. Ridgway, alors chef d'état-major de l'armée de terre, convaincu par son expérience de commandant en chef des forces des Nations Unies en Corée que la puissance aérienne ne pouvait pas jouer un rôle décisif, envoya une équipe de spécialistes évaluer le nombre de troupes américaines nécessaire pour une intervention efficace. Toujours selon Hilsman, qui eut accès à tous les documents, ils estimèrent « qu'il faudrait au départ au moins cinq divisions pour arriver à dix au fur et à mesure de l'intensification des combats ». Ridgway se montra hostile au projet, et plus tard, dans son livre *The soldier*, il devait raconter que ce rapport « joua un rôle considérable, voire décisif, dans l'effort entrepris pour persuader notre gouvernement de ne pas s'embarquer dans cette tragique aventure ».

Bien que le plan Radford ait eu pour but précis de porter secours aux Français assiégés à Dien Bien Phu, il ne pouvait qu'inclure le Laos et le Vietnam, puisqu'au Pentagone on pensait en termes de guerre d'Indochine et non de guerre en tel ou tel pays. Selon des sources pathet lao, lors de l'offensive fran-

çaise de l'hiver-printemps 1953-54, des avions basés en Thaïlande et pilotés par des Américains avaient infligé de lourdes pertes en hommes et en matériel dans les zones contrôlées par le Pathet Lao, au nord du pays.

Dulles participa aux tout débuts de la Conférence de Genève, où il déploya une grande activité pour persuader les pays qui avaient pris part à la guerre de Corée, et dont les ministres des Affaires étrangères se trouvaient à Genève pour traiter aussi du problème coréen, de s'unir pour une nouvelle guerre d'intervention en Indochine. Mais les seuls qui offrirent vraiment des troupes furent les Sud-Coréens et les Australiens, tandis que la Thaïlande et les Philippines faisaient de mauvaise grâce des offres de principe. Quand Churchill rejeta ce plan avec éclat en refusant le soutien de la Grande-Bretagne, et que Lester Pearson, pour le Canada, en fit autant, Dulles, furieux, quitta Genève. Ceux d'entre nous qui s'y trouvaient n'oublieront jamais son expression, alors qu'il se précipitait hors de l'ancien bâtiment de la S.D.N., visiblement fou de rage au reçu du télégramme de refus définitif envoyé par Churchill. Il quitta Genève dans les heures qui suivirent, mais s'évertua, depuis Washington, à empêcher jusqu'au bout un cessez-le-feu, allant même jusqu'à offrir deux bombes A à Bidault, alors ministre des Affaires étrangères, si cela pouvait maintenir la France dans la guerre. Mais le gouvernement Laniel tomba et fut remplacé par un gouvernement Mendès-France qui se donna jusqu'au 20 juillet pour aboutir à un cessez-le-feu ou se démettre.

Dulles avait plus d'un tour dans son sac. Lors d'un entretien orageux, et peu connu, avec Eden et Mendès-France à Paris, le 13 juillet, soit une semaine avant l'échéance que s'était fixée ce dernier, Dulles exposa son projet d'O.T.A.S.E., et en exigea la mise sur pied immédiate comme instrument d'une intervention d'urgence en Indochine. Après une séance mouvementée au cours de laquelle Dulles et Mendès-France frappèrent du poing sur la table, le président du conseil français, vigoureusement soutenu par Eden, rejeta « l'intervention d'urgence », mais se rallia à l'idée de l'O.T.A.S.E., à condition qu'elle ne fût mise en place qu'après qu'on eut épuisé toutes les possibilités d'un cessez-le-feu. Dulles quitta les lieux dans le même état de rage qu'après

son échec à Genève, mais il lui restait encore une ou deux cartes à jouer.

Pour tenter de briser la solidarité des peuples d'Indochine, et en fonction des diverses pressions qu'elle subissait sur le champ de bataille ou de la part de ses alliés, la France accorda des bribes d'indépendance au Cambodge et au Laos, mais pas au point de ne pas pouvoir reprendre aisément le peu qu'elle avait octroyé le jour où elle aurait de nouveau les choses en main. Lorsque la Conférence de Genève sur l'Indochine s'ouvrit effectivement, Souvanna Phouma était nominalement premier ministre d'un Laos « indépendant », représenté à Genève par le ministre de la Défense Kou Voravong, et par le ministre des Affaires étrangères Phoui Sananikone, membre d'une vieille famille féodale et vieux collaborateur des Français. On avait échafaudé à la hâte une indépendance d'apparat pour maintenir à l'écart de la table de conférence le gouvernement de résistance de Souphanouvong.

Alors que l'heure tournait au cadran et que les aiguilles se rapprochaient du minuit fatidique de ce 20 juillet, un accord intervint sur des procédures de cessez-le-feu entre les délégations française et vietminh, mais on apprit que des difficultés insurmontables s'étaient élevées au sein de la délégation laotienne. Sananikone refusait de signer sous prétexte que cela impliquait la reconnaissance du Pathet Lao, puisqu'il était stipulé que celui-ci devait regrouper ses forces dans les deux provinces septentrionales de Phong Saly et Sam Neua. (Les accords finaux ne furent signés qu'à l'aube du 21 juillet, car la délégation cambodgienne refusa son accord au même genre de regroupement pour les forces khmer issarak, proportionnellement bien plus réduites que celles du Pathet Lao.) Tout au long de cette nuit du 20 juillet, les plus bellicistes des journalistes américains annonçaient avec confiance que l'échéance ne serait pas respectée, que Mendès-France serait obligé de démissionner, et que la Conférence de Genève allait s'effondrer [2]. Ils comptaient surtout sur la délégation laotienne. Mais, finalement, Kou Vora-

2. Il faut relire les articles de Joseph Alsop sur les derniers moments de la Conférence pour se faire une idée du pessimisme officieux de l'époque.

vong signa pour le Laos ; les négociations aboutissaient à un cessez-le-feu.

De retour à Vientiane, Kou Voravong révéla devant l'Assemblée nationale qu'un agent américain avait fait verser un million de dollars à un compte suisse, pour Phoui Sananikone, en échange de sa promesse que la délégation laotienne ne signerait pas les accords de Genève. Quelques jours plus tard, Kou Voravong fut assassiné, alors qu'il était l'hôte à dîner de Phoui Sananikone, chez qui il était assis le dos à la fenêtre. L'assassin tira par la fenêtre, sauta dans un bateau qui l'attendait, et traversa le Mékong pour se réfugier en Thaïlande. En plus des « crimes » que représentaient sa signature à Genève, donnée sur instructions du premier ministre Souvanna Phouma, et ses révélations sur le rôle de Phoui Sananikone, Kou Voravong était coupable d'avoir organisé, neuf jours auparavant, la première rencontre entre Souvanna Phouma et Souphanouvong, et d'y avoir participé. C'était là le début des négociations politiques prévues par les accords de Genève ; elles devaient amener une réconciliation nationale entre le gouvernement royal et le Pathet Lao. Pour tout arranger, Kou Voravong avait aussi révélé et dénoncé à l'Assemblée nationale des préparatifs d'une attaque déloyale contre les forces pathet lao, lors de leur retrait et de leur regroupement prévus par les accords de Genève. Un ami du ministre assassiné me raconta plus tard que Kou Voravong avait accepté l'invitation de Phoui Sananikone pour « mettre les choses au clair », mais qu'il était décidé à ne pas céder d'un pouce. La balle de l'assassin régla le problème.

A Genève, Bidault, qui avait un jour qualifié Ho Chi Minh de « fantôme inexistant » dans un discours aux Nations Unies, avait essayé de faire croire que Souphanouvong et le Pathet Lao étaient, eux aussi, des fantômes inexistants, et que le seul sujet de discussion était le retrait des « agresseurs vietminh » du Laos. Cependant, quand il fallut discuter cartes en main des détails du cessez-le-feu, les Français furent bien obligés de reconnaître officiellement ce que leurs militaires sur le terrain savaient parfaitement, à savoir que les forces pathet lao contrôlaient d'importantes régions qu'elles avaient libérées un peu partout au Laos. Ce fut sur l'insistance des Français, pour

que le cessez-le-feu et la séparation des forces combattantes fussent effectifs, que les forces pathet lao durent évacuer les dix provinces centrales et méridionales, et se regrouper dans celles de Phong Saly et de Sam Neua, ces deux provinces du Nord-Est qui ont des frontières communes avec le Vietnam et la Chine[3]. Cet abandon forcé de leurs vieilles bases, des zones de résistance particulièrement solides des provinces d'Attopeu, de Saravane et du plateau des Boloven, était un coup très dur. Mais comme, en contrepartie de ce regroupement, on avait promis des élections nationales que le Pathet Lao était certain de remporter, il ne vit là qu'un sacrifice temporaire. Sam Neua et Phong Saly, en revanche, étaient des provinces où l'implantation du Pathet Lao était assez faible au moment de son regroupement.

Les remous politiques qui suivirent l'assassinat de Kou Voravong se soldèrent par la démission de Souvanna Phouma de son poste de premier ministre, repris par Katay. Ce dernier, qui avait fidèlement servi les Français comme adjoint du résident général, avait pris en marche le train du premier gouvernement de résistance, trahi de nouveau à Bangkok au profit des Français, pour devenir finalement le favori de Washington au rôle d'un Ngo Dinh Diem laotien. Il était, par sa seconde femme, le beau-frère du prince Boun Oum de Champassac, dont il cajolait — appuyé en cela par les Américains — les prétentions au trône de Luang Prabang en remplacement du roi Sissavang Vong, fort malade. Avec Katay au pouvoir à Vientiane et tous les dollars qu'il voulait à sa disposition, Dulles pouvait reprendre plus activement le sabotage des accords de Genève, et installer les Etats-Unis dans le « vide politique » laissé au Laos par le départ des Français.

On trouve une description fascinante du complot tramé par Dulles, la C.I.A. et les chefs d'état-major américains, dans un

3. Pour illustrer la piètre information des hauts fonctionnaires, on pourrait citer l'ex-conseiller spécial du président Kennedy, Arthur Schlesinger Jr., dans *Les mille jours de Kennedy* (Denoël, 1966). Il écrit : « En 1953, le Pathet Lao, aidé par le Vietminh, occupa deux provinces dans le nord-est du pays. » (p. 297-298). Ceci se passa en fait en 1954, sans l'appui du Vietminh et dans le cadre des accords de Genève.

ouvrage écrit par le général de brigade James M. Gavin, au moment où il était chef d'état-major adjoint de Ridgway et responsable de la planification [4]. Comme les Français s'étaient « imprudemment repliés » et « agissaient plus en fonction de leurs seuls intérêts que de ceux du monde libre dans son ensemble », il revenait aux Etats-Unis « d'assumer tout le fardeau de la lutte contre le communisme dans cette région du monde ». Immédiatement après la Conférence de Genève, l'état-major général « se mit à étudier, en très haute priorité, une proposition d'envoi de troupes de combat dans le delta du fleuve Rouge au Nord-Vietnam ». Tout comme lors de la crise de Dien Bien Phu, Ridgway était soucieux. Il envoya Gavin au Sud-Vietnam pour évaluer le type de forces nécessaires. Gavin et ses experts déclarèrent qu'une telle opération signifierait sans doute la guerre avec la Chine, puisque la Navy voulait occuper l'île de Hainan, « et refusait de faire courir des risques à sa flotte dans la région de Haïphong sans avoir au préalable envahi et capturé cette île ». Dans la mesure où les Chinois pouvaient réagir en rouvrant le front coréen, les chefs d'état-major devaient prendre « une décision déchirante : attendre d'être attaqués en Corée, ou prendre l'initiative de rouvrir nous-mêmes ce front ».

Gavin estima que l'occupation du delta du fleuve Rouge et la prise de Haïphong et de Hanoï nécessiteraient « 8 divisions de combat, appuyées par 35 bataillons du génie, ainsi que toute l'artillerie et le soutien logistique qu'exige ce genre d'opération gigantesque ».

Ce plan suscita l'enthousiasme de l'amiral Radford, de Dulles et de la C.I.A. Radford eut « l'appui total du chef d'état-major de l'armée de l'air et du chef des opérations navales ». Gavin s'y opposa car il avait conscience de la répugnance de l'armée de terre à l'idée de s'empêtrer dans une guerre au sol en Asie et à affronter de nouveau les Chinois. Ridgway était d'accord avec Gavin et court-circuita Radford pour persuader Eisenhower de s'opposer au projet. Et on décida de confier

4. *Crisis now*, par James M. Gavin, en collaboration avec Arthur T. Hadley, Random House, New York, 1968, p. 45-49.

à l'armée sudiste de Ngo Dinh Diem, dûment renforcée, le soin de réaliser cette idée qui prendrait la forme d'une « marche vers le Nord » ; le projet est resté mémorable. Le plan Radford-Dulles-C.I.A. prévoyait l'invasion pour bien avant juillet 1956 et donc bien avant les élections promises en vue d'unifier le Vietnam.

Mais revenons au Laos. En février 1955, après une réunion de l'O.T.A.S.E. à Bangkok, Dulles passa par Vientiane pour s'entretenir avec Katay. Les conversations politiques organisées par Kou Voravong avaient enfin commencé le 30 décembre 1954, et tandis que Katay gagnait du temps sur des problèmes de procédure, des avions de transport américains lâchaient des commandos dans les régions de Sam Neua et de Phong Saly, dans l'espoir d'écraser les bases pathet lao et les quartiers généraux qui s'y trouvaient. Quand les conversations commencèrent véritablement, le délégué de Katay présenta le projet d'un Comité de reddition qui aurait veillé à la reddition et au désarmement des forces pathet lao. Evidemment, le Pathet Lao refusa et proposa la création d'un comité politique qui veillerait à l'application des accords de Genève, à la tenue d'élections nationales, à l'unification du pays, à l'intégration du Pathet Lao dans la communauté nationale, et à l'application d'autres points encore prévus dans les accords de cessez-le-feu.

Les conversations piétinèrent aussitôt, selon les vœux de Katay. Il était clair qu'il cherchait à gagner du temps et qu'il attendait des instructions qui lui furent transmises personnellement par Dulles. Deux semaines après sa visite, les troupes de Katay lancèrent une attaque de grande envergure contre Sam Neua, et ce fut le début d'une longue et vaine campagne pour occuper les deux provinces, en balayer le Pathet Lao et offrir aux Etats-Unis ce rêve de tout agresseur : les immenses plaines et plateaux du Laos, d'où la puissance aérienne américaine pourrait dominer toute la région. « Si le Laos ne constituait pas à proprement parler une dague pointée sur le cœur du Texas, c'était manifestement la porte du Sud-Est asiatique », écrit Arthur Schlesinger [5]. Les Etats-Unis étaient dans la place. Pour débuter,

5. *Les mille jours de Kennedy*, p. 218.

des armes, des dollars et des avions de transport ; puis des instructeurs militaires, suivis par des « conseillers » qui, petit à petit, assumèrent la direction tactique des opérations militaires.

Schlesinger fait quelques commentaires piquants sur les premières années du plan Dulles pour transformer le Laos en un « rempart contre le communisme » et en un « bastion de la liberté », politique perpétuée par Dean Rusk et l'administration Nixon. « Pour la réalisation de ce rêve, les Etats-Unis inondèrent ce pays sauvage et primitif avec près de 300 millions de dollars à la fin de 1960. Cette aide représentait environ 150 dollars par habitant, c'est-à-dire plus que pour aucun autre pays, et près du double du revenu normal des Laotiens. 85 % de cet argent était consacré à payer l'armée royale laotienne, équipée en 1959 à l'américaine, avec des jeeps, des camions et un service du Train des équipages dans un pays où les routes n'étaient pas praticables toute l'année. Il y avait également un service de l'Intendance, du Matériel et une police militaire. L'entraînement ne commença pas avant 1959 et les troupes laotiennes apprirent, non pas à se battre contre des partisans, mais à manœuvrer suivant les règles conventionnelles. Des 300 millions de dollars, sept seulement furent consacrés à la coopération technique et au développement économique. [6] »

Je me rendis à Vientiane pour la première fois en mai 1956. J'avais demandé un visa de dix jours, mais à l'aéroport, les fonctionnaires insistèrent avec beaucoup d'amabilité pour me donner un visa de vingt et un jours. Quelques heures après mon arrivée, un policier passa à mon hôtel pour me demander mon document de voyage [7] afin de modifier légèrement le libellé du visa. Quand il me le rapporta, on l'avait effectivement surchargé d'un seul mot : annulé ! Un officier de police, fort embarrassé, me signifia que je devais partir sur-le-champ. Trois ambassades avaient exigé mon départ, chacune de leur côté.

6. *Les mille jours de Kennedy*, p. 218.

7. En raison de l'opposition de l'auteur à la guerre de Corée, le gouvernement australien refuse depuis lors de lui délivrer un passeport pour remplacer celui qu'il a perdu. (N.D.T.)

L'ambassade américaine avait fait directement pression par la voix de ses « conseillers » sur la direction de la police, et la police laotienne avait pris sur elle d'agir sans en référer à son gouvernement. Je devenais la victime d'un court-circuit administratif particulièrement désagréable.

Pourquoi tout ce tracas ? Les Américains et leurs alliés les plus proches étaient au courant de mon entrevue avec Souphanouvong, quelques mois plus tôt. L'échec lamentable des campagnes militaires lancées par Katay contre le Pathet Lao avait amené sa chute temporaire, et c'était Souvanna Phouma qui était de nouveau premier ministre. Je venais de quitter le Cambodge où le chef de l'Etat, le prince Norodom Sihanouk, n'avait pas mâché ses mots pour m'expliquer que le Cambodge refusait catégoriquement d'être inclus dans la « zone de protection » de l'O.T.A.S.E. [8]. Je venais peut-être pousser Souvanna Phouma à faire le même genre de déclaration ! J'avais peut-être apporté avec moi un message qui faciliterait les contacts entre les deux demi-frères et ferait reprendre les conversations, et cette seule pensée suffisait à rendre fébriles les ambassades de l'O.T.A.S.E. Un vent de panique soufflait de toute façon à l'ambassade américaine, même aux meilleurs jours de l'époque, m'expliqua un collègue et ami.

L'ambassadeur précédent, Charles W. Yost, avait été muté quelques semaines auparavant, à la suite d'une enquête menée par le F.B.I. pour trouver les causes des défaites diplomatiques des Etats-Unis en Asie du Sud-Est ; ils avaient découvert qu'on avait vu la femme de Yost, d'origine polonaise, parler à plusieurs reprises *en polonais* à des membres de la délégation polonaise de la Commission internationale de Contrôle [9]. Le samedi soir de mon arrivée, lors d'une réception diplomatique, le chargé d'affaires des Etats-Unis avait fait des avances

8. A l'une des premières réunions, les puissances de l'O.T.A.S.E. avaient placé le Sud-Vietnam, le Laos et le Cambodge dans une « zone de protection » de l'O.T.A.S.E., sans avoir consulté ni les gouvernements ni les peuples de ces pays.

9. La C.I.C. comprend également l'Inde (président), le Canada, l'U.R.S.S. et la Grande-Bretagne (ces deux dernières puissances sont co-présidentes). Elle est chargée de veiller à l'application des accords de Genève. (N.D.T.)

à Katay, alors vice-premier ministre, et obtenu qu'il appuie la demande de mon expulsion. Le destin intervint le lendemain matin sous la forme d'une promenade à cheval proposée par le chef de la délégation canadienne de la C.I.C. Comme il répugnait à admettre qu'il était piètre cavalier, Katay enfourcha le poney qui lui était attribué, pour être aussitôt désarçonné ; n'ayant pu dégager son pied de l'étrier, il fut traîné au sol par le poney galopant. Physiquement mal en point et blessé dans son orgueil, Katay disparut dans la retraite de sa maison natale à Paksé, dans le Sud. Le lundi matin — il n'y avait pas eu d'avion entre-temps — on me déclara au ministère des Affaires étrangères laotien que l'annulation de mon visa était un simple malentendu. Pendant que j'étais au ministère, le chargé d'affaires américain intervint au même moment pour demander officiellement mon expulsion. Mais on l'ignora. Il suffit d'une note gribouillée par un fonctionnaire, et les policiers me rendirent mon visa avec de grands sourires. Et je *vis* Souvanna Phouma. Et il *refusa* que le Laos fût placé sous la protection de l'O.T.A.S.E. Et il *demanda* des nouvelles de la santé de Souphanouvong, et *exprima l'espoir* de voir les négociations reprendre bientôt.

A la suite de son accident, Katay disparut de la scène pendant les deux semaines critiques qui aboutirent à l'organisation d'une entrevue entre les deux demi-frères pour mettre fin à la guerre civile. La première rencontre eut lieu en juillet 1956, après l'arrivée de Souphanouvong à Vientiane. Tous les combats cessèrent et, à la fin de 1956, les parties en présence étaient tombées d'accord sur tous les points qui avaient fait l'objet de la discussion. Le Néo Lao Haksat fonctionnerait comme un parti politique normal, et aurait des représentants au sein du nouveau gouvernement de coalition pour l'union nationale, en attendant des élections générales ; le Laos adopterait une politique de neutralité sur la base des cinq principes de la coexistence pacifique, et « n'adhérerait à aucune alliance militaire, et ne tolérerait aucune base militaire étrangère sur le territoire du Laos, en dehors de celles qui étaient prévues par les accords de Genève ». (Ceci visait de petits camps d'entraînement de l'armée française.)

Cet accord marquait le premier grave revers infligé aux Américains dans leur volonté d'installer et de consolider un régime fantoche et pro-américain au Laos. J. Graham Parsons, successeur de Yost comme ambassadeur au Laos, devait témoigner plus tard devant une commission du Sénat : « Pendant seize mois, je me suis battu pour empêcher la formation d'une coalition [10]. » Il avait échoué, temporairement du moins, mais il poursuivit sa lutte en tant que sous-secrétaire d'Etat pour les affaires d'Extrême-Orient.

10. Cité par Hilsman, *To move a nation*, p. 118.

IX

LE DEUXIEME ROUND

Arriver à un accord est une chose, l'appliquer en est une autre. Les accords satisfaisants n'ont jamais fait défaut tout au long de l'histoire du Laos, mais chaque fois qu'il s'en trouva un qui était susceptible de réaliser une véritable réconciliation nationale et une indépendance réelle, il fut saboté sur toute la ligne par les Américains. L'ambassade des Etats-Unis lança une vigoureuse campagne pour empêcher la ratification prochaine des accords Souvanna Phouma-Souphanouvong par l'Assemblée nationale. Le personnel de l'ambassade américaine se répandit en visites chez tous les membres de cette assemblée, portefeuille en main. Quand le pot-de-vin ne suffisait pas, on usait du chantage et de la menace. Cette campagne battait son plein quand j'arrivai à Vientiane pour la deuxième fois, à la mi-janvier 1957. Souphanouvong, que j'espérais rencontrer, était retourné à son quartier général de Sam Neua pour organiser la participation du Pathet Lao au nouveau gouvernement. Les ambassades des Etats-Unis et de Grande-Bretagne profitèrent de cette absence pour intensifier leur pression sur Souvanna Phouma afin qu'il dénonçât les accords. J'étais accompagné, cette fois-ci, de ma femme ; on nous avait donné des visas d'une semaine. Nos deux visas furent de nouveau annulés dans les heures qui suivirent notre arrivée et l'on nous pria de quitter le pays dans les vingt-quatre heures.

Je devais déjeuner avec un collègue du groupe de presse Scripps-Howard qui m'avait invité ; il arriva en retard, rouge et confus. « Il ne faut même pas qu'on me voie en train de parler avec vous, expliqua-t-il sans prendre la peine de s'asseoir. J'aimerais bien pouvoir moi aussi affoler nos ambassades rien

qu'en traînant par ici, comme vous. » Je lui demandai ce qui se passait. « A l'ambassade, on dit que c'est surtout vous qui avez de nouveau rapproché les deux princes. » Sur ces mots, le petit homme effrayé fila. De retour à l'hôtel, je trouvai la police qui attendait pour savoir l'heure de mon départ. On parla d'une escorte de motards pour aller à l'aéroport.

Ce fut en vain que je me rendis au ministère des Affaires étrangères. Et pous s'excuser, on me parla de « puissances occultes ». Souvanna Phouma me fit savoir, par l'intermédiaire du président de la C.I.C. : « Il m'est impossible de vous aider cette fois-ci. Vous serez le bienvenu après la formation du gouvernement de coalition. » C'était là une illustration peu glorieuse de son manque de poigne. L'ambassadeur de Grande-Bretagne protesta auprès du président de la C.I.C. ; il était « scandaleux que les avions de la C.I.C. pussent prendre à leur bord de tels journalistes ». A l'époque, comme encore maintenant, c'était pourtant le seul moyen de transport entre Hanoï, Vientiane et Phnom Penh. Et il ajouta, ultime reproche particulièrement révélateur : « Le rôle de la C.I.C. aurait été de maintenir ces deux princes éloignés l'un de l'autre, et non de les rapprocher... » (Cette réflexion faisait allusion au fait que c'était par les avions de la C.I.C. que Souphanouvong avait pu faire la navette entre sa base de Sam Neua et Vientiane pendant les négociations. Tout ceci était strictement lié à l'application des accords de Genève que la C.I.C. était chargée de superviser, et le rôle de l'ambassadeur de Grande-Bretagne, qui était l'un des co-président, aurait été de tout faire pour encourager cette application.)

L'ordre d'expulsion fut modifié afin de me permettre de prendre l'avion suivant pour Hanoï, ce qui me laissa le temps de rencontrer les députés de l'Assemblée nationale, qui me parlèrent des pots-de-vin énormes qu'on leur avait proposés en échange d'un vote négatif sur les accords. L'aide « financière » américaine avait été suspendue pour renforcer les menaces de l'ambassadeur américain selon lesquelles le Congrès ne débloquerait jamais de fonds pour un gouvernement qui compterait des « communistes » en son sein. Il fallut une intervention personnelle de Nehru (dont le pays assurait la présidence de la

C.I.C.) auprès d'Eisenhower pour que les dollars recommencent à abonder.

Avant mon départ, il y eut un incident, étrange et significatif. Je prenais un verre avec ma femme, dans un petit bar, l'après-midi qui précédait notre départ pour Hanoï. Il n'y avait personne dans le bar, hormis un autre client. Bien qu'il y eût une bonne douzaine de tables libres, il tituba jusqu'à la nôtre et demanda, avec un accent américain qui ne trompait pas, s'il pouvait se joindre à nous. « Franchement, non, répondis-je. Nous avons envie de discuter tranquillement, il y a beaucoup d'autres tables libres. » Il s'en alla en titubant et en rotant, et s'assit à une autre table. Quelques instants plus tard, il sortit en zigzaguant, alla s'effondrer dans un cyclo-pousse qui attendait dehors, et se mit à ronfler. Quand nous demandâmes l'addition au barman français, il se pencha pour essuyer la table et murmura :

« Il n'est pas saoûl. Il est de la C.I.A. Je le sais parce que je suis du Deuxième Bureau. Ne vous laissez pas avoir par lui. Attention à sa jeep, elle est équipée d'un dispositif spécial. » Entre-temps, l'Américain s'était extirpé du cyclo pour s'affaler dans sa jeep où il se mit à tripoter le changement de vitesse. Au moment où nous sortions, la jeep fonça sur nous comme un bolide. Si je n'avais pas sauté de côté et rejeté ma femme en arrière, nous aurions tous deux été écrasés contre le mur adjacent au bar. La jeep fit demi-tour sur les chapeaux de roue en hurlant, se rétablit et disparut dans un bruit d'enfer. La version de cet « accident », s'il avait eu lieu, était toute trouvée : conducteur en état d'ivresse ; et l'immunité diplomatique lui permettait de quitter le pays par avion sans même avoir à accomplir les formalités d'usage.

Le lendemain matin, nous repassâmes au bar juste avant notre départ pour remercier le garçon. « Je ne vois pas de quoi vous voulez parler, et puis d'abord je ne vous connais pas », dit-il sèchement.

Je ne saurai jamais s'il était vraiment du Deuxième Bureau, et si oui, je ne vois pas pourquoi, par extraordinaire, il me l'aurait dit. Peut-être pour ajouter plus de poids à son avertissement. Les Français voyaient d'un très mauvais œil, à l'époque, et même encore maintenant, les tentatives américaines de pren-

dre en main le Laos ; dans la mesure où le grand reproche que me faisaient les Américains était de contribuer « au rapprochement des princes » et de soutenir les « neutralistes », les Français avaient peut-être intérêt à veiller à ce que la C.I.A. ne m'élimine pas. Ses agents, en tout cas, avaient toutes les chances d'être au courant de notre présence dans ce bar à cette heure-là puisque nous y avions rendez-vous avec un journaliste américain, qui d'ailleurs ne vint pas. Le même genre d'accident s'était produit quelques semaines auparavant à Salonique, où un dirigeant fort connu de la gauche grecque, Lambrakis, avait été renversé et tué par un agent de la C.I.A. Nous nous estimâmes donc bien heureux de nous en être sortis à si bon compte. Si nous n'avions pas été prévenus et si nous étions sortis directement dans la rue où donnait normalement le bar, nous aurions été écrasés contre un énorme camion, garé un peu plus loin devant la jeep. Quoi qu'il en soit, nous regagnâmes notre base de Hanoï sans autre incident.

Après onze années d'exil, le prince Phetsarat rentra au Laos, en mars 1957, et fut immédiatement l'objet de mille soins de la part des ambassades des Etats-Unis et de Grande-Bretagne. On y espérait sans doute qu'après de si nombreuses années passées à Bangkok, le prince adopterait une ligne favorable à l'O.T.A.S.E. Un mois après son retour, et malgré son désir déclaré de vivre comme un « simple citoyen », le roi lui rendit son titre de vice-roi. Ce titre avait perdu beaucoup de son sens à l'époque, mais il lui conférait le prestige d'un « homme d'Etat vénérable », statut que les ambassades de l'O.T.A.S.E. étaient certaines de pouvoir exploiter à leur avantage. Sa première déclaration publique les horrifia. Phetsarat expliqua qu'il approuvait de tout son cœur la formation d'un gouvernement de coalition, demanda le retour à une « neutralité absolue, claire et sans hypocrisie » et proposa, comme illustration concrète de ce qu'il entendait, d'établir immédiatement des relations diplomatiques avec Hanoï et Pékin. Il eut, en plus, ce petit geste typique et fascinant d'amener avec lui une rotative moderne grâce à laquelle il espérait imprimer le premier quotidien de Vientiane.

D'un obstacle à l'autre, la formation réelle du gouvernement

de coalition fut repoussée jusqu'en août 1957, mais les pots-de-vin et les menaces ne réussirent pas à empêcher l'Assemblée nationale de donner finalement sa ratification. Souvanna Phouma demeura premier ministre et prit le portefeuille de la Défense ; Souphanouvong devint ministre de l'Economie et du Plan ; Katay ministre de l'Intérieur et Sananikone eut les Affaires étrangères. En novembre 1957, le Pathet Lao mit fort loyalement fin au règne de sa propre administration dans les provinces de Phong Saly et Sam Neua pour les remettre au gouvernement royal. Les forces armées du Pathet Lao furent démobilisées et les soldats regagnèrent leurs villages, à l'exception de deux bataillons qui devaient être intégrés, en unités constituées, à l'armée de Vientiane.

Des élections complémentaires étaient prévues pour mai 1958 afin de pourvoir environ un tiers des sièges de l'Assemblée nationale. Katay étant ministre de l'Intérieur, il interdit toute campagne électorale comme « propagande subversive ». Les résultats semblaient donc acquis d'avance. Le Néo-Lao Haksat, dont c'était la première épreuve électorale, ne présenta que 10 candidats pour les 21 sièges à pourvoir. 9 d'entre eux furent élus. Katay et ses alliés présentèrent 26 candidats dont 4 furent élus. Les candidats de Sananikone ne remportèrent pas un seul siège. Mais le parti pour la paix et la neutralité, présidé par Quinim Pholséna et allié au Néo Lao Haksat, gagna 4 sièges sur 5, en plus des 4 sièges qu'il avait déjà à la Chambre. Ayant présenté 16 candidats pour 21 sièges, le Néo-Lao Haksat et ses alliés en remportèrent 13 ; quant à Souphanouvong, il fut élu à Vientiane à une majorité plus écrasante que celle d'aucun autre candidat. L'opinion publique s'était exprimée on ne pouvait plus clairement.

Des élections générales devaient avoir lieu l'année suivante, pour pourvoir les 59 sièges de l'Assemblée nationale, et il devint clair à Washington que le respect scrupuleux d' « élections honnêtes » à l'occidentale donnerait une victoire à Souphanouvong dans l'ensemble du pays, en dépit de la machine électorale mise en place grâce à Katay et à ses dollars. Ceci revenait à pousser un peu trop loin le culte de la démocratie.

L'utilité de Katay touchait donc à sa fin. Quelques semaines

à peine après son humiliante défaite aux élections complémentaires, une nouvelle farce fut mise en scène avec un personnage nouveau. Ce fut l'apparition du « Comité pour la défense des intérêts nationaux », le C.D.I.N., formé par un groupe d'officiers fascisants, dont le plus important était le général Phoumi Nosavan.

Roger Hilsman donna quelques années plus tard une version de la situation vue de l'intérieur qui ne diffère guère de celle que je donnai à l'époque, vue de l'extérieur. Il commente ainsi les élections :

« Le gouvernement se révéla particulièrement inapte en présentant 85 candidats pour 25 sièges à pourvoir. Mais le sens de ces élections était clair.

« Les membres du C.D.I.N., dont il était de notoriété publique qu'ils étaient financés par la C.I.A., étaient particulièrement actifs [1].

« Les Etats-Unis étaient aussi impliqués. J. Graham Parsons, l'ambassadeur qui s'était battu pendant « seize mois pour empêcher la formation d'une coalition » était à l'époque sous-secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires d'Extrême-Orient à Washington, et ses idées y étaient apparemment bien reçues. Quoi qu'il en soit, le gouvernement américain décida finalement de suspendre ses versements mensuels au gouvernement laotien en arguant de la corruption dans le programme des importations de marchandises et de la nécessité d'une réforme monétaire [2]. Le C.D.I.N. et d'autres tirèrent le meilleur parti de cette situation. Une crise parlementaire éclata le 23 juillet, et ils réussirent à faire basculer suffisamment de votes contre Souvanna pour qu'il perdît un scrutin de confiance à l'Assemblée et fût obligé de démissionner.

« Souvanna fut nommé ambassadeur à Paris, et Phoui Sananikone forma un gouvernement sans ses deux ministres commu-

1. *To move a nation*, p. 117.

2. La corruption était, en fait, délibérément encouragée par la C.I.A. dans le but de former une nouvelle classe de *compradores*, coiffée par Katay, qui s'engraissait des dollars de l'aide américaine.

nistes [3], mais y inclut quatre membres du C.D.I.N. qui n'étaient pas membres de l'Assemblée. Puis il se lança dans une politique de neutralité « pro-occidentale », qu'il consolida en mettant fin aux abus du programme d'importations, en supprimant le système des licences, en recrutant des inspecteurs des douanes américains et en procédant à une réforme monétaire réelle [4]. »

Schlesinger fait un récit encore plus direct : « En 1958, Washington décida de mettre en place un régime pro-occidental de confiance. Les barbouzes de la C.I.A. revinrent à la surface, créèrent un Comité pour la défense des intérêts nationaux, le C.D.I.N. avec à sa tête un officier énergique, ambitieux et retors, Phoumi Nosavan, qu'ils ramenèrent de France. Le prince Souvanna, qui s'était montré un chef de gouvernement honnête et respecté, bien qu'un peu impulsif, fut obligé de partir ; il fut remplacé par un vétéran de la politique, Phoui Sananikone. En 1959, le département d'Etat soutenait Phoui mais la C.I.A. préférait Phoumi. » [5]

C'était un secret de polichinelle à Vientiane que l'ambassade des Etats-Unis avait payé 100 000 dollars chaque vote qui abattrait le gouvernement de coalition ; le fait que Souvanna Phouma eût accepté si facilement d'être battu et exilé comme ambassadeur à Paris était caractéristique des positions politiques toujours molles et vacillantes qui avaient marqué sa carrière. On donna à Katay une nouvelle chance de « se racheter » dans le nouveau gouvernement. Il devenait ministre de la Défense et de l'Intérieur, les forces du Pathet Lao étaient démobilisées à l'exception des deux bataillons, les cadres les plus importants étaient connus et sans défense puisqu'ils étaient devenus membres à part entière de l'administration, bref, tous les éléments étaient réunis pour qu'il pût faire montre de sa valeur. On envoya des troupes pour boucler la frontière entre Sam Neua et le Nord-Vietnam, et la tuerie commença. Dans certaines pro-

3. Souphanouvong et Phoumi Vongvichit, ministre de l'Education.

4. *To move a nation*, p. 118. Katay dirigeait toute une série de banques et de compagnies d'import-export par lesquelles passait toute l'aide américaine. Dans le nouveau système, une bonne partie des dollars passaient par le canal de Sananikone plutôt que par celui de Katay.

5. *Les mille jours de Kennedy*, p. 299.

vinces, à Phong Saly par exemple, pas un seul cadre du Pathet Lao n'en réchappa. Dans les régions de résistance traditionnelles, comme Attopeu et Saravane, où les cadres étaient retournés après les accords de 1957, on exposa sur la place publique la tête de ceux qui avaient été assassinés, pour bien montrer que le Pathet Lao avait physiquement cessé d'exister. Katay ne disposait cependant pas d'assez de troupes et de police pour pouvoir les envoyer partout à la fois, et dans certaines régions de petits groupes de résistance armée resurgirent.

La tuerie dura pendant toute la seconde moitié de 1958 et le début de 1959, et Katay se vengea de sa défaite de 1955 en s'attaquant à des patriotes désarmés qui s'étaient battus pendant des années pour l'indépendance. Le 11 février 1959, Sananikone dénonça les accords de Genève et déclara qu'en ce qui concernait son gouvernement, la C.I.C. avait cessé d'exister. Ce fut en vain que l'Union Soviétique, co-présidente de la Conférence de Genève de 1954, appuyée par Nehru, demanda à la Grande-Bretagne, l'autre co-présidente, de réunir la C.I.C. On ne lui répondit pas. Washington approuva officiellement la décision de Sananikone de répudier les accords de Genève — tout comme on avait approuvé Ngo Dinh Diem dans les mêmes circonstances. Katay et Sananikone préparèrent alors le coup final, la liquidation des deux bataillons pathet lao.

Le 9 mai 1959, on donna l'ordre aux deux bataillons — séparés depuis un certain temps car l'un était stationné près de Luang Prabang et l'autre dans la plaine des Jarres — de se préparer à la cérémonie d' « intégration » dans l'armée royale, et d'y venir sans armes et sans uniformes, en sous-vêtements, puisqu'on allait les équiper entièrement de neuf. En même temps, des unités de l'armée royale firent mouvement avec leurs tanks américains et leur artillerie pour les encercler. Les chefs de bataillon firent savoir qu'ils attendraient des instructions de leurs leaders à Vientiane. Mais le prince Souphanouvong, Phoumi Vongvichit et d'autres dirigeants du Néo Lao Haksat avaient déjà été mis en résidence surveillée. Le 18 mai, on ordonna aux deux bataillons de se rendre, faute de quoi ils seraient écrasés, et les troupes appuyées par les tanks commencèrent à faire mouvement. Environ un tiers du premier

bataillon parvint, dans la nuit, à échapper aux mailles du filet qu'on avait jeté sur lui. Le lendemain matin, le général Rattikone, commandant en chef de l'armée royale, se déplaça en personne pour recevoir la reddition du 2e bataillon, mais les casernes étaient vides. Le 2e bataillon avait réussi à s'échapper, intact. On organisa une poursuite impitoyable, on tenta de leur couper la route en parachutant des bataillons, on ratissa la région, rien n'y fit. Le 2e bataillon et presque la moitié du 1er bataillon parvinrent soit à rejoindre leurs anciennes bases de résistance, à marche forcée et en se battant, soit à rester cachés dans la jungle en attendant des instructions. A Vientiane, on se vengea en jetant en prison Souphanouvong et les autres leaders qu'on avait d'abord assignés à résidence.

Dans sa version, Hilsman dit que le 2e bataillon « prit les forces gouvernementales complètement par suprise en décampant avec armes et bagages, et rejoignit le Nord-Vietnam à marche forcée depuis la plaine des Jarres... Aidé par les vietnamiens, le Pathet Lao entreprit alors d'expulser les forces gouvernementales et leurs fonctionnaires des deux provinces de Phong Saly et de Sam Neua, pour en reprendre le contrôle [6] ». On se demande vraiment pourquoi les forces du Pathet Lao seraient allées au Vietnam, et Hilsman se garde bien de nous l'expliquer. En fait, le 2e bataillon entreprit une longue marche, pendant un mois, depuis la plaine des Jarres jusqu'à son ancienne base de la province de Sam Neua, où il fut accueilli à bras ouverts par la population. Puis il se divisa en petits groupes qui lancèrent un début de guérilla contre les garnisons de l'armée royale. Une partie du 1er bataillon réussit à rejoindre péniblement Phong Saly pour y déclencher le même processus, tandis qu'une autre partie se dispersait autour de Luang Prabang ainsi que dans les provinces avoisinantes et s'organisait à nouveau en groupes de guérilla pour survivre. Le 2e bataillon avait réussi à échapper aux troupes gouvernementales, avait écrasé cinq bataillons, dont deux bataillons de parachutistes de choc lancés à sa poursuite, avait glissé entre les mailles de tous les filets qu'on lui avait tendus ; ce n'était

6. *To move a nation*, p. 120.

plus pour lui qu'un jeu d'enfant que de s'occuper des troupes démoralisées de Sam Neua, sa province d'adoption. Mais il semble que Hilsman ait eu besoin à tout prix de recourir à cette absurdité pour contribuer à établir le mythe officiel de l' « agression » vietnamienne au Laos.

Sananikone, Katay et leurs amis de la C.I.A. et du département d'Etat furent catastrophés par l'évasion du bataillon. Ils ne doutaient pas de la qualité des forces pathet lao au combat, ni de leur popularité dans le pays.

Hilsman poursuit en ces termes : « Phoui demanda une augmentation de l'aide américaine et du nombre de techniciens et de « conseillers » militaires américains, ce qui lui fut accordé ; les Etats-Unis annoncèrent qu'ils enverraient des techniciens militaires, en civil pour respecter juridiquement les accords de Genève, qui contribueraient à l'accroissement de l'armée royale laotienne de 25 à 29 000 hommes[7]. »

Hilsman donne auparavant un exemple de la duplicité et de l'hypocrisie avec lesquelles Washington violait les dispositions essentielles des accords de Genève ; au sujet de l'accroissement de l'armée laotienne, il dit :

« Le département d'Etat décida, devant l'insistance du Pentagone qui souhaite établir un Military Assistance Advisory Group, M.A.A.G., (Groupe consultatif d'assistance militaire), d'en accepter la présence camouflée, en dépit des accords de Genève. Le personnel du P.E.O., Programs Evaluations Office (Bureau d'évaluation des plans), était habillé en civil, ce qui ne servit à rien, car la supercherie fut vite découverte et révélée par la presse[8]. »

La guérilla se répandit rapidement un peu partout, et les querelles entre Sananikone et Nosavan, l'étoile montante de la C.I.A., culminèrent à la fin de 1959[9] quand Sananikone expulsa Nosavan et les autres ministres du C.D.I.N. de son gouvernement. Dans les vingt-quatre heures qui suivirent, le soir du Nouvel An, Nosavan fit un coup d'Etat militaire et

7. *To move a nation*, p. 120.
8. *Ibid.*, p. 112.
9. Katay tomba brusquement malade et mourut à la fin de décembre 1959.

destitua Sananikone. C'était le vrai début de l'époque Nosavan, nouvel « homme fort » de la C.I.A.

« Au début de 1960, écrit Schlesinger, Phoumi (Nosavan) exerçait le pouvoir sur le Laos non-communiste. Conscient que le département de la Défense et la C.I.A. s'étaient engagés à ses côtés, il se sentait libre d'ignorer leurs avis : il truqua par exemple si grossièrement les élections du printemps que les résultats n'avaient plus rien de légitime. » [10] Le Pathet Lao, qui avait gagné les élections complémentaires un an auparavant, disparaissait complètement du tableau. Hilsman fait remarquer que dans la province de Sam Neua, fief du Pathet Lao « et pratiquement inaccessible » au gouvernement de Vientiane, « le candidat du Pathet Lao n'obtint prétendument que 13 voix sur 6 000 suffrages ». Quant à Nosavan et Sananikone — qui, lui, n'avait pas remporté un seul siège aux élections précédentes — ils remportèrent tous les sièges sans exception.

Pendant ce temps-là, enfermé dans sa cellule quelque part dans la banlieue de Vientiane, Souphanouvong « travaillait » les gardiens de la prison, faisait appel à leur patriotisme, éveillait leur conscience, établissait graduellement un contact personnel avec eux — tâche ardue au début car les gardiens avaient reçu de très strictes consignes de ne pas parler avec leurs prisonniers ni même de les écouter. Le prince Phetsarat mourut en mars 1960, mais Souphanouvong ne fut pas autorisé à assister aux funérailles. Souvanna Phouma revint pour la circonstance mais n'eut pas le droit de rendre visite à son demi-frère emprisonné. Lors des premières auditions, les juges ne trouvèrent aucun prétexte pour condamner Souphanouvong et les autres (l'un des juges fut si impressionné par la déposition et les arguments de Souphanouvong qu'il rejoignit plus tard les rangs du Pathet Lao). Au début de mai 1960, les prisonniers apprirent qu'ils n'auraient pas de procès. Au moment d'un transfert simulé de leur prison à une autre, ils seraient « abattus lors d'une tentative d'évasion ». Fort de ces renseignements, Souphanouvong s'évada cette nuit-là avec ses seize compagnons, grâce à la complicité des neuf gardiens qui étaient de faction.

10. *Les mille jours de Kennedy*, p. 299.

tous vêtus de l'uniforme de la police militaire et armés. Huit gardiens avaient été gagnés à sa cause par Souphanouvong ; quant au neuvième, responsable de l'arsenal, il décida de les suivre. Venant après celle des deux bataillons, cette évasion était intolérable. Nosavan, l' « homme fort », hurla, tempêta, ordonna qu'on lui ramenât les fuyards morts ou vifs, et sans doute morts de préférence. On mobilisa pratiquement toute l'armée, la police et les conseillers américains pour les rattraper.

Souphanouvong et ses camarades avaient été très affaiblis par leur année de détention. C'était le début de la saison des pluies. Pour atteindre Sam Neua, c'étaient 500 kilomètres de montagnes et de jungles. Pour éviter que les troupes n'exercent des représailles sur des villages où ils se seraient arrêtés, ils dormirent dans la nature, régulièrement trempés jusqu'à la moelle des os, dévorés par les sangsues et les moustiques. Mais ils réussirent à échapper à leurs poursuivants et furent pris en charge par des groupes de maquisards, déjà organisés à ce moment-là jusqu'aux abords de la province de Vientiane.

Toute l'histoire de l'évasion de Souphanouvong et du travail de préparation idéologique accompli en prison dans des conditions qui défiaient le bon sens est une véritable épopée de courage et de volonté. Un roman policier ne serait pas plus étonnant [11]. Une fois de plus, la preuve avait été faite des qualités extraordinaires de ce prince devenu révolutionnaire. La preuve avait été faite des véritables sentiments du peuple laotien, y compris parmi les éléments les plus durs des unités formées à l'américaine. Rien de vietnamien dans tout cela, pas même dans les récits de Hilsman.

Un matin, trois mois après leur évasion, alors qu'ils étaient encore loin de leur base de Sam Neua — il leur fallut encore deux mois pour y arriver —, Souphanouvong apprit par la radio la nouvelle stupéfiante d'un coup d'Etat militaire à Vientiane, dirigé par un capitaine de parachutistes inconnu, nommé Kong Le, ou du moins inconnu du monde extérieur et de presque tous les Laotiens.

11. Dans *The furtive war*, j'ai raconté cette évasion en détail (chapitre 10).

Souphanouvong, lui, connaissait l'homme, et son bras droit, Singkapo, qui écoutait la radio à ses côtés, aussi [12]. Kong Le était du même village que lui et avait été son élève. Plus tard, quand Singkapo s'était acquis la réputation d'un des plus brillants chefs militaires du Pathet Lao, la C.I.A. avait choisi Kong Le, devenu officier parachutiste entraîné par les Américains, pour qu'il tente de gagner à leur cause, voire d'acheter son ancien professeur. Au cours de discussions qui durèrent plus de trois mois, ce fut Singkapo qui sut convaincre Kong Le et lui montrer quel était son devoir de patriote. Lors de leur dernière rencontre, Kong Le lui avait dit : « Vous trouverez peut-être un soutien inattendu, un de ces jours. Nous sommes nombreux à être écœurés de cette tuerie entre frères laotiens, exécutée sur ordre des Américains. »

Plus tard, quand les deux bataillons Pathet Lao réussirent à s'évader et battirent le 1er bataillon de parachutistes de choc, c'est le bataillon de Kong Le qui fut chargé de prendre la relève. Il s'arrangea alors pour faire parvenir un message à Singkapo, alors en prison, pour lui demander conseil. Singkapo lui répondit qu'il ne pouvait pas faire autrement que d'y aller mais lui recommanda « de ne pas trop s'exposer, ni lui ni ses hommes ». Blessé légèrement presque aussitôt, Kong Le se fit hospitaliser. Privé de son chef, le bataillon se débanda au premier coup de feu, fut retiré du combat et consigné.

Cachés au fond de la jungle, Souphanouvong et ses camarades passèrent la situation en revue. Quand tout fut clair, ils décidèrent que Singkapo regagnerait d'urgence Vientiane pour soutenir Kong Le. Il refit en sept jours un chemin qu'il avait mis trois mois à parcourir, jusqu'à un point assez proche de Vientiane pour que Kong Le pût l'envoyer chercher en hélicoptère.

Le coup d'Etat avait eu lieu le 10 août 1960 et deux jours plus tard, Kong Le déclarait dans un meeting public : « De nombreux gouvernements ont promis une politique neutraliste et n'ont jamais tenu leurs promesses. Mon groupe et moi-même

12. Le colonel Singkapo Chunmali Sikhot, membre du Comité central du Néo Lao Haksat, chef des forces armées du Pathet Lao.

sommes décidés à tout sacrifier, y compris nos vies, pour assurer la paix et la neutralité à notre nation. »

Le roi invita Souvanna Phouma à rentrer au pays pour former un gouvernement, ce qu'il fit, sans se départir de son éternel génie de l'hésitation et du compromis, en nommant Nosavan vice-premier ministre et, comble de tout, ministre de l'Intérieur. Ce gouvernement fut immédiatement reconnu par les Etats-Unis.

Ainsi se terminait le deuxième round. Avec le coup d'Etat de Kong Le, les Etats-Unis, la C.I.A. et leurs laquais connaissaient, après une série de revers, leur plus grande défaite politique.

X

A DECOUVERT

Si Souvanna Phouma avait su faire montre du même cran que Kong Le à l'époque, il aurait arrêté Nosavan au lieu de l'accepter dans son gouvernement. Rien n'aurait été plus facile, puisqu'il aurait bénéficié de l'aide conjointe des forces pathet lao et des unités loyales à Kong Le. Et il ne fait pas de doute que le peuple aurait appuyé une telle décision. Mais « Phoumi (Nosavan) n'avait pas l'intention de respecter véritablement l'accord, auquel il s'était apparemment rallié pour gagner du temps. Il se rendit peu après à Savannakhet, sa ville natale, pour organiser un contre-coup d'Etat en demandant leur appui à son parent, le maréchal Sarit (Thanarat) de Thaïlande et à certains Américains dont les officines lui seraient sans doute favorables... » commente Hilsman [1].

On commença à envoyer des armes américaines par avion à Savannakhet tandis que des unités thaïlandaises se massaient le long de la rive droite du Mékong, en face de Vientiane.

Le coup d'Etat de Kong Le frappa l'ambassade américaine en son point le plus vulnérable en déjouant tous les calculs des experts politiques. Ses conséquences étaient d'autant plus graves qu'il survenait à peine une semaine après la nomination d'un nouvel ambassadeur à Vientiane, Winthrop G. Brown. C'était le plus grave échec d'une série déjà bien noire et certains services américains commencèrent à se demander s'ils avaient parié sur le bon cheval. Bien que le nouveau gouvernement Souvanna Phouma eût été reconnu officiellement par Washington, il devint

1. *To move a nation*, p. 123.

vite clair qu'il s'agissait là d'une politique dilatoire, en attendant de pouvoir le renverser.

Le 10 septembre 1960, Nosavan créa un Comité révolutionnaire présidé par un « révolutionnaire » bien connu, le prince Boun Oum de Champassac. Il faisait ses grands débuts sur la scène diplomatique mondiale comme protégé et favori du ministère américain des Affaires subversives ! Tandis que les armes affluaient à Savannakhet depuis la Thaïlande, les Thaïlandais instauraient un blocus total devant Vientiane.

Devant le plan à peine dissimulé d'une marche de Nosavan sur Vientiane, Souvanna Phouma se tourna encore une fois vers le Pathet Lao et lui offrit de participer à un nouveau gouvernement d'union nationale. En octobre, l'ex-ambassadeur Parsons, devenu depuis sous-secrétaire d'Etat pour les affaires d'Extrême-Orient, fut envoyé au Laos pour tenter de faire face à une situation devenue catastrophique. Kong Le avait été une créature des Américains. Parsons, esprit fruste et borné, pensait qu'il était passé aux « communistes » et que Souvanna Phouma n'allait pas tarder à en faire autant. Pour bien souligner le but de sa visite, Parsons arriva au moment même où l'on suspendait le versement mensuel de la solde de l'armée laotienne. Selon Hilsman et Schlesinger, Parsons exigea que Phouma rompît toute négociation avec le Pathet Lao, s'alliât avec Nosavan et transportât la capitale à Luang Prabang — laissant ainsi la voie libre à une opération organisée par Nosavan et les Thaïlandais contre ce qui serait devenu alors, après le départ de Souvanna Phouma, un « bastion rouge ». Souvanna Phouma refusa. Parsons quitta Vientiane, convaincu qu'il fallait éliminer Phouma et sa capitale. Selon Hilsman, l'ambassadeur Brown, un peu plus évolué que Parsons, accompagna ce dernier jusqu'à Bangkok pour le convaincre de chercher une formule un peu plus subtile.

« Quand il revint à Vientiane, Brown expliqua à Souvanna Phouma que le Pathet Lao pourrait bien profiter des querelles des forces non communistes entre elles pour étendre son emprise sur le Laos, comme il avait commencé de le faire dès le début des négociations par sa pratique du grignotage sur le terrain. Il continua en disant que les Etats-Unis étaient prêts à reprendre

leurs versements à Souvanna Phouma, à condition qu'il ne s'opposât pas à la reprise des livraisons d'armes à Phoumi. Brown croyait même pouvoir dire que les Etats-Unis avaient la promesse de Phoumi qu'il ne se servirait pas de cette aide contre Kong Le ni contre les forces neutralistes pour faire tomber Souvanna Phouma, mais seulement contre le Pathet Lao [2]. »

Souvanna Phouma et Phoumi Nosavan se comportèrent exactement comme on pouvait s'y attendre. Rien n'illustre sans doute mieux le véritable rôle de Souvanna Phouma qui, de nationaliste libéral et pro-français qu'il était, est devenu petit à petit anti-nationaliste et pro-américain.

« Souvanna Phouma accepta très vite, continue Hilsman, désireux de convaincre une bonne fois pour toutes le gouvernement américain qu'il n'était pas, comme celui-ci le croyait, la dupe des communistes [3]. »

Je ne pense pas que les dirigeants du Pathet Lao ou Kong Le aient été conscients à l'époque du glissement de Souvanna Phouma vers l'extrême-droite, ni qu'il faisait déjà objectivement le jeu des Américains et était prêt à trahir ses alliés les plus proches.

Quant à Phoumi, il demeura fidèle à lui-même dans la voie de la trahison et du mépris de ceux qui étaient assez stupides pour croire à ses promesses. « Phoumi viola l'accord. Sa puissance militaire augmentait d'une semaine sur l'autre, et il devint de plus en plus clair que Phoumi se disposait à attaquer Vientiane [4]. »

Une partie de ses troupes fut amenée par des camions américains depuis Savannakhet, le reste passa par la Thaïlande pour prendre Vientiane à revers, en traversant le Mékong. « Phoumi marcha sur Vientiane et en suivant les plans militaires établis par ses conseillers américains, remporta la seule victoire de sa vie [5] », résume Schlesinger (il avait été battu une première

2. *To move a nation*, p. 125.
3. *Ibid.*
4. *Ibid.*
5. *Les mille jours de Kennedy*, p. 301.

fois par les troupes de Kong Le à Paksane et une deuxième fois, encore plus sérieusement, par le 2e bataillon du Pathet Lao dans la province de Sam Neua.)

Les troupes de Kong Le et la population de Vientiane, à qui on avait distribué des armes, se battirent de leur mieux. Il fallut dix-huit jours à Nosavan pour occuper la ville et il ne dut sa victoire qu'à l'intervention de l'artillerie placée sur la rive thaïlandaise du Mékong et dont les tirs étaient dirigés par des hélicoptères américains qui survolaient la ville. Evidemment, Souvanna Phouma s'envola pour le Cambodge dès que la bataille commença ! Quand tout fut fini, Boun Oum monta à Vientiane, transforma son Comité révolutionnaire en un gouvernement qui fut immédiatement reconnu par les Etats-Unis.

A Phnom Penh, Souvanna Phouma se plaignit d'avoir été cruellement trompé par « le plus grand scélérat et le plus condamnable de tous les hommes », l'ancien ambassadeur J. Graham Parsons. Bien sûr, il ne révéla pas les détails du marché de dupes : on avait retourné contre lui des armes dont il pensait qu'elles étaient destinées à n'abattre que le Pathet Lao. Tout le monde avait « cruellement trompé » tout le monde. Brown et Parsons avaient trompé Souvanna Phouma ; Nosavan et la C.I.A. avaient trompé tout un chacun. Phouma avait, lui, implicitement trompé le Pathet Lao et Kong Le, tandis que leurs forces armées et la population de Vientiane en avaient supporté les conséquences. Enfin et surtout, c'étaient les Laotiens que Washington trompait par sa politique de grande puissance impitoyablement décidée à mettre à genoux un petit peuple d'Asie.

Les troupes de Kong Le se replièrent en bon ordre, firent leur jonction avec les forces Pathet Lao de Singkapo et dans une superbe action coordonnée, s'emparèrent de la plaine des Jarres, le 1er janvier 1961, au grand dam de Washington et de Vientiane. Le coup était sévère. Le Pentagone aurait de beaucoup préféré perdre Vientiane plutôt que la plaine des Jarres. Pour remuer le fer dans la plaie, Kong Le fit transporter ses troupes vers la plaine des Jarres par des autos blindées et des camions américains.

Pour justifier cette défaite, Nosavan inventa le mythe des « six bataillons nord-vietnamiens » dans une note qu'il adressa à l'O.N.U. Mais cette rumeur autour « des bataillons vietminh » allait si bien démoraliser ses propres troupes que Nosavan dut reconnaître quelques jours plus tard, lors d'une conférence de presse tenue en présence de Boun Oum et du corps diplomatique, qu'il n'avait aucune preuve de la présence de ces « bataillons nord-vietnamiens ».

En réponse aux appels au secours lancés par Nosavan qui demanda tour à tour l'intervention de l'O.T.A.S.E., bloquée par la France, puis l'intervention directe des Etats-Unis, Eisenhower envoya six avions T-28, destinés à « l'entraînement seulement », et des équipes de « conseillers » militaires connues sous le nom d'Etoiles blanches. Elles encadraient chacune un bataillon de Nosavan, en violation flagrante des accords de Genève. Elles se révélèrent inefficaces. Dénuées de motivations profondes, elles ne purent remonter le moral des troupes de Nosavan. Elles furent incapables de leur expliquer pourquoi des Laotiens devaient tuer d'autres Laotiens.

Après Eisenhower vint Kennedy, mais ce changement de président ne modifia rien au Laos. A la fin du mois de janvier 1961, Nosavan avait concentré vingt bataillons, soit environ la moitié de ses forces armées à l'époque, pour lancer une vaste offensive qui visait à reprendre la plaine des Jarres. Mais, Etoiles blanches ou pas — c'était la première application de la « guerre spéciale » américaine —, rien n'aurait pu accélérer l'allure d'escargots des attaquants, fort réticents. Schlesinger dit qu'il leur fallut vingt-neuf jours pour parcourir cent kilomètres. Ils surent en revanche prendre leurs jambes à leur cou dès que les forces de Kong Le et du Pathet Lao passèrent à l'attaque.

Les guérilleros profitèrent de la concentration des troupes de Nosavan vers la plaine des Jarres pour libérer la plus grande partie du Bas Laos, y compris la région par où passait la route stratégique N° 9, reliant Savannakhet au port de Dong-Ha, au Sud-Vietnam. Dès lors, les Anglais commencèrent à comprendre que Nosavan courait au désastre et reconsidérèrent avec intérêt la proposition, rejetée avec mépris deux ans plus tôt, de réactiver la C.I.C., et ce bien qu'ils eussent tacitement approuvé la

dénonciation des accords de Genève prononcée par Sananikone en février 1959.

Hilsman parle des interminables et pénibles réunions auxquelles il assista en compagnie de Rusk, McNamara, des chefs de la C.I.A. et d'autres, pour décider de ce qu'il fallait faire. Une des propositions fut de parachuter une division américaine dans la plaine des Jarres. « Pas de problèmes pour les y envoyer, aurait déclaré le général Lyman Lemnitzer, chef de l'état-major interarmes, le plus difficile sera de les retirer de là. » On fit encore d'autres suggestions, qui tendaient toutes à envoyer des Américains tuer des Laotiens, puisque ceux-ci se refusaient à le faire eux-mêmes.

Le 23 mars, lors d'une dramatique conférence de presse télévisée, sur un arrière-fond de cartes militaires du Laos où les défaites de Nosavan témoignaient de « l'infiltration communistes », Kennedy déclara crûment que, s'il n'était pas mis fin aux « attaques », « ceux qui soutiennent un Laos franchement neutre se devront d'envisager une riposte [6] ». Cette déclaration ne manqua pas de surprendre les milieux diplomatiques et plus particulièrement ceux de l'O.T.A.S.E. et de Vientiane, car jusque-là, tous les officiels américains qui avaient été mêlés au problème du Laos depuis 1954 avaient souscrit à la thèse de Dulles où neutralisme et neutralité étaient synonymes de danger et d'immoralité. Puis le président rencontra MacMillan, premier ministre d'Angleterre, et ils conclurent que seule une intervention massive ou un cessez-le-feu immédiat pourraient sauver Nosavan de l'effondrement complet.

De son côté, Rusk explora les possibilités d'intervention, lors d'une réunion de l'O.T.A.S.E., à Bangkok, mais se heurta encore à un refus français. Le prince Sihanouk avait proposé depuis longtemps aux Etats-Unis et à la Grande-Bretagne une nouvelle convocation de la Conférence de Genève, pour y discuter du Laos, mais sans le moindre succès. Or voilà que les Anglais commençaient à s'intéresser à cette suggestion, qu'ils liaient à celle d'un cessez-le-feu. L'ambassadeur américain à Moscou fit savoir que Khrouchtchev s'intéressait plus à Berlin qu'au Laos,

6. *Les mille jours de Kennedy*, p. 305.

où il ne souhaitait pas se risquer. (A ce moment-là, le Laos avait établi des relations diplomatiques avec l'Union Soviétique qui reconnaissait encore le gouvernement de Souvanna Phouma.)

Kennedy décida une démonstration de force qui appuierait les différentes démarches diplomatiques qu'il échafaudait alors. La 7e flotte fut dépêchée à toute allure vers le golfe du Siam, des unités d'hélicoptères furent envoyées dans le Nord-Est de la Thaïlande, un détachement de Marines fut mis en état d'alerte au Japon ; tout indiquait que les Etats-Unis allaient intervenir massivement au Laos. Kennedy parlait de plus en plus d'un Laos « véritablement neutre », fidèle en cela au vieil adage anglais : *If you can't stop it, join it*[7].

Encore sous l'influence des conversations d'octobre entre Winthrop Brown et Souvanna, certains conseillers de Kennedy, plus habiles ceux-là, élaboraient déjà un projet à long terme dont le but était d'inciter les neutralistes de Souvanna Phouma à rompre l'alliance conclue avec le Pathet Lao sous la pression des Etats-Unis, et à laquelle Souvanna Phouma avait d'ailleurs lui-même souscrit de mauvaise grâce.

Vers la mi-avril 1961, le bilan des efforts, vieux d'un an déjà, pour écraser les deux bataillons du Pathet Lao et qui avaient déclenché des réactions en chaîne, était le suivant : 70 % du territoire et environ 50 % de la population du Laos étaient contrôlés par le Pathet Lao et leurs alliés neutralistes. C'était là le résulat inévitable de la volonté permanente de Washington d'extirper non seulement le « communisme » mais tout ce qui, au Laos, ressemblait à un obstacle à la politique américaine dans la région. La ligne officielle était la création d'un Etat anti-communiste, client des Etats-Unis, qui serait par définition anti-national et donc insupportable aux Laotiens.

D'un point de vue strictement militaire, les forces de Kong Le et du Pathet Lao auraient pu pousser leur avantage pour chasser le reste des forces de Nosavan et les obliger à se réfugier dans des camps d'entraînement en Thaïlande. Le 24 avril, l'Union Soviétique et la Grande-Bretagne lancèrent, en tant que

7. Il faut savoir prendre le train en marche.

co-présidents de la Conférence de Genève, un appel au cessez-le-feu auquel le Pathet Lao se rallia pour des raisons politiques. Il prit effet dix jours plus tard et ouvrit la voie à une deuxième Conférence de Genève.

Si la balance avait penché de l'autre côté, si Nosavan avait été en position d'achever les forces de Kong Le et du Pathet Lao, les Etats-Unis n'auraient sans doute jamais accepté le cessez-le-feu ni cette conférence. Quant au Pathet Lao, il devait tenir compte de la situation du camp socialiste et de la ligne générale de la coexistence pacifique.

Entre-temps, l'Amérique avait connu le fiasco de la baie des Cochons, et Schlesinger raconte que le 20 avril, « Kennedy, qui ne voulait pas qu'on interprétât la modération des Etats-Unis dans l'affaire de Cuba comme un manque de résolution généralisé, transforma le corps des « conseillers » militaires américains au Laos ; jusque-là habillés en civil, ils furent autorisés à se mettre en uniforme et à accompagner les troupes sous le titre officiel de Groupe consultatif d'assistance militaire (M.A.A.G.). » Ce même jour — et Schlesinger nous donne là un aperçu intéressant des réactions naturelles de Nixon — Nixon vit le président pour réclamer une invasion de Cuba ; il demanda également avec insistance « que l'aviation américaine s'engage au Laos [8] ».

Il était clair, donc, dès le début de cette interminable conférence, que les délégations américaines et celles de Boun Oum et Nosavan allaient répéter le même petit jeu que Katay en 1955. Ils se serviraient de la Conférence pour gagner du temps afin de rééquiper leurs troupes et de recommencer l'aventure sur le terrain. Prévue pour le 12 mai, la première séance fut repoussée de quatre jours parce que les délégués américains refusaient de s'asseoir à la même table que la délégation de Souvanna Phouma et du Pathet Lao. Puis elle fut à nouveau repoussée pendant six semaines, cette fois à cause des délégations de Boun Oum et Nosavan et des Thaïlandais, qui refusaient de s'asseoir à la même table que le Pathet Lao. Cette tactique grossière visait à séparer Souvanna Phouma, « respectable »,

8. *Les mille jours de Kennedy*, p. 308.

lui, de ses alliés « rouges ». La délégation de Boun Oum et Nosavan était conduite par Phoui Sananikone, dont nous avons déjà relaté les hauts faits à la première Conférence de Genève.

Entre-temps, l'aide militaire américaine se déversait sur Savannakhet et on entreprenait fébrilement de rééquiper, de renforcer et de réorganiser les unités démantelées de Nosavan. En dépit du cessez-le-feu, de petites attaques, conduites ostensiblement par des « conseillers » américains en uniforme, furent lancées ici et là pendant la deuxième moitié de 1961, pour tenter de grignoter certains points stratégiques importants, perdus lors des combats de février-mars. Les discussions de Genève avançaient pas à pas, au moins sur le papier, mais elles piétinaient dès que les troupes de Nosavan lançaient une offensive, reprenaient quand l'offensive avait été repoussée et que les troupes étaient tout occupées à panser leurs blessures. Le but déclaré des parties intéressées était de mettre fin à cette guerre civile, de ramener l'harmonie nationale et de refaire l'unité du pays grâce à un nouveau gouvernement de coalition, où seraient représentées toutes les tendances. On parvint à tomber d'accord sur la formule d'un gouvernement de coalition et d'une politique de neutralité. Mais comme Nosavan, pourtant discrédité par ses fourberies et ses débâcles, s'obstinait à vouloir dominer la scène et à continuer de jouer l'homme fort du Laos, il était impossible de déterminer la composition réelle de ce gouvernement de coalition. Tant qu'il serait là, il n'y aurait pas de coalition ou alors une coalition dont il serait le chef. Et bien que la position officielle des Etats-Unis eût été de vouloir instaurer un Laos « véritablement neutre », la C.I.A. et le département d'Etat n'en soutinrent pas moins Nosavan jusqu'au bout.

Quand Hilsman maintient la fable officielle selon laquelle Kennedy aurait eu du mal à contrôler sa marionnette, il prouve en tout cas que toute la responsabilité des atermoiements revient bien à Nosavan, et non à l'autre partie [9].

9. On a retrouvé de façon frappante la même situation à Paris en 1968 quand le régime de Saïgon, visiblement fort du soutien de certains milieux influents de Washington, fut à même de bloquer l'ouverture des conversations quadripartites sur le Vietnam, puis d'en empêcher tout développement, comme le voulait Washington, quand enfin la Conférence débuta.

« Les Américains avaient des problèmes avec Phoumi et ils ne s'en cachaient pas. Comme toutes les grandes puissances ont pu s'en rendre compte au fil de l'histoire, un allié plus petit que soi et relativement faible peut être tout-puissant dans son entêtement. Le général Phoumi n'avait rien à apprendre en ce domaine des Tchang Kaï-chek, Syngman Rhee et autres Ngo Dinh Diem. Si les Américains adoptaient une attitude dure à l'égard des communistes et si Phoumi concluait qu'il n'y avait aucun risque que les Etats-Unis abandonnent le Laos, son plan d'action devenait évident. Il refuserait fermement de négocier avec Souvanna Phouma pour former un gouvernement de coalition et attendrait de pouvoir provoquer une attaque communiste, sûr alors d'entraîner une intervention américaine. » C'est effectivement ce qui se passa au début de 1962, avec l'aide des « conseillers » américains aux postes de commande.

Hilsman mentionne ensuite des déclarations formulées par les Etats-Unis en termes volontairement ambigus pour que Nosavan ne pût pas tabler sur une intervention américaine précisément définie. « Mais Phoumi ne fut pas ébranlé et décida de résister à toutes les pressions pour le faire participer à un gouvernement de coalition. Il bénéficiait de l'expérience de 1960 où il avait forcé les Etats-Unis à faire marche arrière et à l'appuyer contre le gouvernement de Souvanna Phouma après le coup d'Etat de Kong Le. Il était sans doute convaincu à l'époque que, comme en 1960, il pourrait compter, dans les conflits d'orientation politique à Washington, sur le soutien de la C.I.A. et du Pentagone [10]. »

A la fin du mois de février 1962, je me rendis en avion dans la plaine des Jarres où le gouvernement de coalition Souvanna Phouma-Pathet Lao avait installé sa capitale, à Khang Khay. C'était à un moment où la Conférence de Genève était une fois de plus suspendue. Une heure avant l'atterrissage de mon avion, Souvanna Phouma était revenu de Vientiane, où il s'était rendu pour rencontrer Nosavan à l'instigation des ambassadeurs des Etats-Unis et de Grande-Bretagne. On l'avait assuré que « tout s'arrangerait s'il venait à Vientiane pour

10. *To move a nation*, p. 136-137.

discuter avec Nosavan ». Il revint de fort méchante humeur, frustré et humilié. Personne n'était venu l'attendre à l'aéroport et il avait dû chercher un hôtel où loger, comme un simple touriste. Nosavan l'avait fait attendre plusieurs jours, tandis que l'ambassadeur des Etats-Unis l'avait soumis à une guerre des nerfs en le menaçant d'une intervention de l'O.T.A.S.E. s'il n'acceptait pas de donner à Nosavan « au moins » les portefeuilles de la Défense et de l'Intérieur dans un éventuel gouvernement de coalition. Quand ils se rencontrèrent finalement, c'est justement ce que Nosavan lui demanda [11].

A Washington, on fit beaucoup de bruit à cette époque sur les pressions qu'on exerçait sur Nosavan et l'on clama sur tous les toits que son intransigeance lui coûtait la suppression du chèque mensuel de cinq millions de dollars habituellement versé au régime de Boun Oum. Personne à Khang Khay n'ajouta foi à cette histoire. Je demandai à Khamsouk Keola, premier ministre par interim et ministre des Finances de Souvanna Phouma, ce qu'il pensait de tout cela. Il éclata de rire : « Ce n'est qu'une ruse. Les Américains versent une plus grosse somme à l'oncle de Nosavan, le maréchal Sarit Thanarat de Thaïlande, et celui-ci fait passer la monnaie. Si les Américains veulent vraiment faire pression sur lui, ils n'ont qu'à cesser de lui fournir des armes. »

Jacques Nevard, correspondant du *New York Times* à Vientiane, fit exactement la même remarque dans un de ses articles. Après avoir signalé l'interruption de l'aide financière, il ajouta : « Les Etats-Unis, cependant, continuent d'envoyer une aide militaire aux forces du général Phoumi. Ils n'ont pas suspendu l'envoi d'armes, de munitions et de carburant. Un pont aérien, monté par les Chinois de Formose, continue à fonctionner. Des équipes de conseillers militaires américains en uniforme continuent à servir sur le terrain aux côtés de la plupart des bataillons du général Phoumi. Le général a dressé plus d'obstacles sur la voie d'un gouvernement de coalition qu'aucun autre dirigeant de ce pays... [12] »

11. J'ai raconté ces événements à l'époque où ils se passaient dans *The furtive war.*

12. *New York Times,* 22 février 1962.

Quand je discutai ensuite avec Souphanouvong de ces problèmes, il me fit remarquer que l'aide militaire américaine des Etats-Unis à la Thaïlande avait doublé depuis la signature du cessez-le-feu. « Pourquoi ? demanda-t-il. La Thaïlande est-elle en guerre ? On lui livre entre autres des avions à réaction. Pourquoi donc ? Soit pour soutenir une guerre déjà commencée, soit pour en déclencher une nouvelle. J'ai signé trois accords depuis le début des conversations de Genève. Tout ce que je demande, c'est que l'autre côté honore sa signature. Les Américains disent maintenant qu'ils sont prêts à soutenir un gouvernement neutre. Mais leur attitude n'a rien de neutre. C'est toujours leur même politique d'agression. » Il énuméra les trois accords qu'il avait signés, l'un à Zürich le 22 juin 1961, entre les princes Souvanna Phouma, Boun Oum et lui-même, pour la constitution d'un gouvernement provisoire de coalition et d'union nationale ; le second, à Hin Heup, au Laos, le 8 octobre, entre les trois mêmes princes, qui acceptaient que Souvanna Phouma soit premier ministre, que le gouvernement comprenne huit neutralistes ainsi que quatre représentants du Pathet Lao et quatre de Boun Oum ; enfin, le dernier, à Genève le 19 janvier 1962, portant sur les personnalités qui devaient former le cabinet et que Nosavan dénonça quarante-huit heures plus tard. Tous ces traités avaient été signés dans le cadre de la Conférence de Genève.

Quant à l'interruption des paiements, le *Times* de Londres devait révéler bien plus tard que la C.I.A. subvenait aux besoins de Nosavan en prélevant sur son « inépuisable budget personnel. On croit savoir que l'argent de l'Agence lui venait de ses activités au Siam [13] ».

A l'époque, les Etas-Unis avaient atteint le cap de la « guerre spéciale » au Sud-Vietnam. Des pilotes d'avions et d'hélicoptères avaient commencé à arriver en novembre-décembre 1961 et un commandement américain s'était installé à Saïgon en février 1962 sous la direction du général Paul Harkins. L'intervention militaire américaine au Sud-Vietnam ne pouvait pas ne pas retentir sur la conférence sur le Laos et sur la validité des accords

13. *The Times*, Londres, 24 mai 1962.

qui avaient pu y être conclus. Cette violation énorme des accords de Genève de 1954 laissait mal augurer de tout accord nouveau qui pourrait être signé à la Conférence de 1961-62.

On discutait déjà dans la presse d'un projet cher aux Américains : rouvrir la route N° 9 dans le sud, tailler un corridor qui relierait le nord du Sud-vietnam à la Thaïlande en passant par le Bas-Laos et qui permettrait la circulation des troupes et des approvisionnements au gré de la situation. On voulait faire croire au monde extérieur que la politique américaine officielle était victime d'une rébellion de Nosavan et de la C.I.A., suscitée en réalité par les intrigues du Pentagone qui voulait réaliser ses plans avec l'approbation du président des Etats-Unis. L'appui officiel à un Laos « neutre », les pressions sur Nosavan, tout cela n'était qu'un attrape-nigaud pour le grand public. On caressait au Laos une neutralité qu'on rejetait publiquement au Sud-Vietnam et dont on condamnait à mort les partisans ; on refusait publiquement de lui reconnaître le droit d'existence au Cambodge malgré les demandes du prince Sihanouk. La politique américaine au Laos, la vraie, et non ces bavardages sur « la véritable neutralité du Laos », ce fut celle de Nosavan, de ses généraux et de ses conseillers de la C.I.A.

Je demandai ensuite à Kong Le et à Singkapo, tous deux alors généraux du haut commandement militaire, de m'informer de la situation militaire. Carte à l'appui, ils m'expliquèrent qu'au cours des trois derniers mois, Nosavan avait lancé trois offensives et repris ainsi environ 5 000 kilomètres carrés, et qu'il avait « simplement quitté la Conférence de Na Mone — près de la plaine des Jarres — qui devait fixer la ligne de cessez-le-feu, et n'était jamais revenu ».

Un simple regard sur la carte suffisait pour comprendre que Nosavan courait au désastre. Ces troupes, fortes de vingt bataillons, avaient, depuis janvier 1962, avancé de cent kilomètres au-delà de la ligne de cessez-le-feu dans le nord du pays pour reprendre les petites villes de Nam Mo, Nam Seo et Mnong Houn. Les forces de Kong Le et du Pathet Lao avaient contre-attaqué, repris les villes et repoussé l'ennemi qui s'était replié en désordre. Nosavan avait donné à ses hommes l'ordre de se regrouper dans une vallée située à environ quinze kilomètres

à l'est de la ville de Nam Tha, contrôlée par Nosavan et située sur la ligne qui aurait dû être celle du cessez-le-feu. Voici ce que j'écrivais à l'époque :

« La carte montrait assez bien que les meilleures troupes de Nosavan se trouvaient coincées dans une situation du type de celle de Dien Bien Phu et que la presque totalité des moyens d'approvisionnement américains leur était consacrée... 7 000 soldats d'élite, le plus gros des troupes de Nosavan, encerclées dans une vallée située de l'autre côté de la ligne de cessez-le-feu, en territoire neutraliste de Souvanna Phouma... Après tout, les Français furent vaincus et leurs efforts militaires en Indochine anéantis par la seule perte de 16 000 hommes d'élite à Dien Bien Phu [14]. »

Singkapo et Kong Le décidèrent de les laisser « mariner » pendant quelque temps, espérant par là infléchir l'arrogance de Nosavan et son obstination à refuser un gouvernement de coalition. Des semaines puis des mois passèrent, le froid, la faim et la maladie commencèrent à faire leur effet sur les troupes assiégées. Elles étaient ravitaillées depuis l'aéroport avancé de Muong Sin, situé à environ cent kilomètres de la vallée de Nam Tha. Telle était la situation quand je quittai Khang Kay au début du mois de mars 1962.

Souphanouvong me conta plus tard la suite des événements qui amenèrent une autre crise fort grave et permirent à Kennedy de faire montre une fois de plus de son art d'équilibriste. Début mai, la garnison de Muong Sin, à moitié morte de faim, se révolta. On envoya des troupes pour mater la révolte, mais le premier avion qui atterrit fut encerclé par les mutins. Après une brève escarmouche, une partie des renforts passèrent du côté de la révolte, d'autres s'y opposèrent, il y eut des morts et l'avion fut détruit. Aucun autre avion n'osa se poser. La nouvelle parvint plus tard à Nam Tha et les hommes comprirent que leur seul espoir de secours avait disparu et que les parachutages de rations allaient encore diminuer, voire cesser complétement. Alors ils tentèrent désespérément de faire une trouée vers l'ouest ; les forces de secours que Nosavan avaient envoyées

14. Dans des articles et aussi dans *The furtive war*, p. 204.

pour faire la jonction tombèrent dans une embuscade. Ceux qui purent échapper à l'encerclement s'enfuirent pêle-mêle vers le Mékong, bientôt rejoints par la garnison de Nam Tha, frappée de terreur bien qu'elle n'eût jamais été menacée directement depuis le début du siège de la vallée, commencé quatre mois auparavant. Mis en déroute, officiers et hommes de troupe passèrent en Thaïlande par le Mékong et laissèrent derrière eux de nombreuses pièces d'artillerie et toute sorte de matériel. C'était la plus grande débâcle militaire de Nosavan.

On n'avait pas tenu le monde extérieur au courant du siège de Nam Tha et la débâcle fut présentée comme une brusque violation des accords de cessez-le-feu par le Pathet Lao et Kong Le. La 7e flotte et des contingents de Marines firent à nouveau mouvement vers la Thaïlande, et les Etats-Unis menacèrent d'intervenir massivement.

Les récits que Schlesinger et Hilsman font de la crise sont contradictoires et prouvent bien, puisqu'ils tirent leurs informations des rapports de la C.I.A., que la Maison Blanche était aussi mal informée de la situation au Laos que de celle de Cuba à l'époque du désastre de la baie des Cochons.

« A peine Phoumi s'était-il déclaré disposé à négocier que le Pathet Lao viola ouvertement le cessez-le-feu. Le 6 mai, avec le soutien du Nord-Vietnam, il s'empara de la ville de Nam Tha où Phoumi avait imprudemment déployé des forces importantes. Comme d'habitude, il n'y eut pratiquement pas d'effusion de sang. L'armée royale laotienne s'enfuit et les communistes parurent décidés à marcher sur la frontière thaïlandaise. Cette violation flagrante du cessez-le-feu provoqua une réaction rapide à Washington[15]. » Tel est le récit de Schlesinger.

Hilsman, lui, écrit : « ...A la fin de janvier 1962, le Pathet Lao et les troupes nord-vietnamiennes encerclèrent Nam Tha, capitale provinciale, en s'enterrant dans des tranchées sur les collines avoisinantes. Contre l'avis des Américains, Phoumi envoya, par avions, renforts sur renforts pour soutenir la garnison de Nam Tha. A la fin janvier, 5 000 des 50 000 hommes de l'armée de Phoumi étaient à Nam Tha avec leur artillerie. »

15. *Les mille jours de Kennedy*, p. 466.

Pourquoi « contre l'avis des Américains » ? On sait assez que les avions de la C.I.A. débarquèrent à Nam Tha des troupes laotiennes accompagnées de leurs « conseillers » américains ! Et pourquoi recourir à des transports aériens en territoire ami ? Hilsman n'explique rien de tout cela. La seule réponse logique est que les troupes s'étaient fait prendre dans une souricière, à quinze kilomètres de Nam Tha, en plein territoire pathet lao. « On essaya encore une fois, mais sans succès, de convaincre Phoumi de ne pas tomber dans le piège... » [16]

Pourquoi parler de « piège », si Nosavan n'avait pas été en territoire ennemi ? Hilsman ne donne pas d'explication. Son seul but est de dissocier les Etats-Unis de cette défaite. « Le 2 mai [c'est toujours Hilsman qui parle] exactement 364 jours après la déclaration d'un cessez-le-feu, l'un des secteurs du périmètre de défense de Nam Tha fut pris sous le feu des forces vietnamiennes et pathet lao. Le lendemain, à quarante kilomètres plus à l'ouest, les forces communistes prenaient d'assaut le dernier aéroport qui restait dans le nord du Laos, à Muong Sin. Le 4 mai, ils prenaient un avant-poste situé à trois kilomètres de Nam Tha... » (Cette version diffère très nettement de celle de la mutinerie des forces de Nosavan, qui apparaît comme une conséquence logique de la tactique mise au point par Singkapo et Kong Le. La version de Hilsman diffère aussi de celle de Schlesinger, selon laquelle « il n'y eut pratiquement pas d'effusion de sang » et qui est plus proche de la version de Souphanouvong.)

« ...Le 6 mai, à trois heures du matin, quatre bataillons nord-vietnamiens se lancèrent à l'assaut de la partie nord-ouest du périmètre de défense, tandis que d'autres bataillons attaquaient peu après à l'est, au nord-est et au sud-est. Les douze américains de l'Etoile blanche annoncèrent la prise du premier, puis du deuxième secteur. A sept heures et demie, ils étaient eux-mêmes évacués par hélicoptère. A neuf heures, Nam Tha était tombée et les survivants de l'armée royale fuyaient pêle-mêle le long des routes, vers le Mékong et la Thaïlande. Les services de renseignements ne remarquèrent plus aucun mouve-

16. *To move a nation*, p. 140-141.

ment de troupe pendant les trois jours qui suivirent. Cette attaque n'avait été qu'un grand coup de sonde, une violation ouverte mais encore circonscrite du cessez-le-feu. »

Toute cette histoire va parfaitement dans le sens des prédictions de Hilsman selon lesquelles, fort du soutien américain, Nosavan « provoquerait une attaque communiste, sûr alors d'une intervention américaine ».

Le Pathet Lao s'était contenté de repousser l'offensive de janvier, d'intercepter la colonne de secours, mais il n'avait jamais pris l'initiative, n'avait pas poursuivi les troupes de Nosavan, bien que la tentation de leur donner le coup de grâce ait dû être forte. Ni Schlesinger ni Hilsman ne mentionnent l'embuscade tendue à la colonne de secours, soit parce que la C.I.A. n'en a pas parlé, soit parce que c'eût été révéler que c'était Nosavan, et lui seul, qui avait violé les accords de cessez-le-feu par une double attaque en territoire pathet lao. Quant à l'affirmation de la présence des troupes vietnamiennes, rien ne vient corroborer ce bavardage d'auteurs.

Il est indéniable en revanche que 2 000 « conseillers » militaires américains étaient chargés de planifier et de surveiller les opérations, y compris celle de Nam Tha, et la présence d'une équipe de l'Etoile blanche, signalée par Hilsman, témoigne assez de l'engagement américain dans cette affaire. Enfin, des troupes de Thaïlande et du Kuomintang, placées sous les ordres du commandement Nosavan-C.I.A., participaient aussi à certaines opérations.

La débâcle de Nam Tha, où les Etats-Unis furent nettement impliqués, poussa le *Times* à publier la dépêche dont nous avons déjà parlé, et qui fait peser sur la seule C.I.A. la responsabilité de cette opération, comme si l'agence agissait indépendamment de la Maison Blanche. Si l'opération avait été un succès, comme ce devait être le cas sept ans plus tard dans la plaine des Jarres, on n'aurait jamais parlé « d'avis américain contraire » et l'on n'en aurait pas rendu la C.I.A. responsable.

Sous le titre : « La C.I.A. responsable de la crise du Laos », le correspondant du *Times* à Washington écrivait : « L'administration est maintenant convaincue que la C.I.A. s'est encore amusée à ses petits jeux favoris et porte une lourde responsa-

bilité dans la situation créée au Laos... Il semble prouvé que les agents de la C.I.A. qui pullulent au Laos se sont délibérément opposés à l'objectif officiel américain de mettre sur pied un gouvernement neutre. On croit savoir qu'ils ont poussé le général Phoumi Nosavan à la concentration de ses troupes et que c'est cela qui amena la riposte immédiate et brutale du Pathet Lao [17]. » Ce journaliste bien informé démolit ainsi le mythe d'une opération Nam Tha entreprise « contre l'avis des Américains ».

Le président Kennedy emboucha les trompettes de la guerre et, surpassant la duplicité de Dulles à ses pires moments, tira prétexte de la défaite de Nosavan pour accroître l'occupation militaire de la Thaïlande (où le Pentagone avait de toutes façons besoin d'installer des bases de soutien pour sa guerre au Sud-Vietnam). Le résultat le plus important fut qu'après la rencontre Kennedy-Khrouchtchev à Vienne dans la première semaine de juin, un nouveau cessez-le-feu fut déclaré qui sauvait ainsi ce qui restait de l'armée de Nosavan, au cas où le Pathet Lao aurait décidé d'exploiter la situation militaire. Le 12 juin, un accord intervenait sur la composition d'un gouvernement de coalition, la Conférence de Genève se réunissait à nouveau et adoptait un certain nombre de documents qui allaient devenir les accords de Genève de 1962 sur le Laos. Quant au gouvernement, j'en faisais à l'époque la description suivante : « C'est un gouvernement de coalition nationale où les postes-clés sont entre les mains des neutres de Souvanna Phouma, quelques postes mineurs aux mains des neutres de Vientiane (dont la « neutralité » était fort douteuse selon mes informateurs), tandis que le reste des portefeuilles a été réparti pour moitié entre le Néo-Lao Haksat et Nosavan. Quand on songe au rôle déterminant du Néo-Lao Haksat dans la défaite infligée à Nosavan, aux sacrifices qu'il a consentis et aux luttes qu'il a menées pour obtenir l'indépendance véritable de son pays, on peut dire qu'il a été d'une extrême modestie en acceptant d'être mis sur un pied d'égalité avec Nosavan [18]. » Kennedy accepta ce

17. *To move a nation*, p. 137.
18. *The Times*, Londres, le 24 mai 1962.

cessez-le-feu et ce gouvernement de coalition pour une seule raison : c'était la seule alternative à l'écrasement complet de Nosavan.

Souvanna Phouma devint premier ministre et ministre de la Défense ; Souphanouvong, vice-premier ministre et ministre de l'Economie et de la Planification ; Nosavan, vice-premier ministre aussi et ministre des Finances ; Quinim Pholsena, neutraliste pro-pathet lao, devint ministre des Affaires étrangères. N'eût été l'intervention américaine, rien à aucun moment ne se serait opposé à la formation, au cours des huit années précédentes, de ce genre de gouvernement. La présence de Nosavan dans le cabinet laissait prévoir, cependant, des tempêtes à venir.

C'était la fin d'une autre phase du drame laotien. Cet épisode avait permis de démasquer la « guerre spéciale » que les Américains menaient contre les Laotiens. Comme les militaires étrangers devaient quitter le territoire après la signature des accords de Genève, les équipes de l'Etoile blanche partirent pour la Thaïlande, reprirent l'habit civil et revinrent comme personnel de l'ambassade et de l'A.I.D.

Sur le papier, les accords semblaient satisfaisants. Restait à savoir comment tout cela marcherait. Hilsman rapporte ces propos, inquiétants, de Averell Harriman, qui dirigeait la délégation américaine à Genève : « Nous devons nous assurer que la rupture se fera entre les communistes et les neutralistes, plutôt que de les voir faire équipe comme avant[19]. » Voilà qui allait être l'objet de toute l'attention du département d'Etat, du Pentagone et de la C.I.A.

19. *The furtive war*, p. 206-207.

XI

DIVISER POUR ECRASER

Le peuple laotien et ses amis à l'étranger avaient placé tous leurs espoirs dans ce nouveau gouvernement de coalition ; mais, et c'est là chose significative, il ne devait jamais fonctionner, ni même commencer à fonctionner. Dès le premier jour, le gouvernement fut le prisonnier des troupes de Nosavan et de sa police qui contrôlaient Vientiane, où était venue s'installer l'administration des neutralistes de Khang Khay, pour s'intégrer à l'administration centrale. Nosavan mit des hommes à lui dans tous les bureaux des ministères et des services du gouvernement central. Souphanouvong et les neutralistes demandèrent que les services de sécurité et de police de la capitale soient aussi sous la responsabilité des trois tendances, comme le gouvernement lui-même, mais on lui rit au nez. Si Souvanna Phouma avait été décidé à se battre sur ce point, il aurait pu l'emporter. Mais ses intérêts de classe furent les plus forts et il semble qu'il ait été trop content de voir les forces progressistes déçues dans leurs espoirs et de nouveau à la merci de la réaction pro-américaine. Quant à briser l'emprise de Nosavan sur Vientiane à cette époque, sans être couvert par l'autorité du premier ministre, c'était recommencer la guerre civile.

La nouvelle politique américaine, dont le but était de séparer neutralistes et Pathet Lao pour pouvoir ensuite essayer encore une fois de les détruire l'un après l'autre, se fit sentir dès les premiers jours. Rien ne fonctionnait, le gouvernement de coalition était paralysé. Les projets économiques, présentés par Souphanouvong et approuvés par l'Assemblée nationale, étaient blo-

qués par Nosavan en tant que ministre des Finances. Les décisions que prenaient les ministres étaient annulées par les vice-ministres ou les chefs de service, stipendiés par la C.I.A.[1].

Je me rendis à nouveau dans le pays en mars 1963. Souphanouvong me décrivit la situation, me parla de « mystérieux déserteurs » qui quittaient les troupes de Nosavan pour rejoindre les rangs de Kong Le. Ils désertaient par groupes de deux ou trois, par unités entières, jusqu'au niveau du peloton ou de la compagnie. En fait les déserteurs se faisaient si nombreux qu'en certaines régions-clefs, ils arrivaient à dépasser les effectifs de Kong Le. On eut beau avertir ce dernier, rien n'y fit ; il se réjouissait trop de voir ses forces égaler bientôt celles du Pathet Lao.

C'est que Kong Le, installé à Vientiane, était en train de se faire « neutraliser » d'une façon très particulière, où les pots-de-vin, la flatterie et l'exploitation de ses faiblesses notoires figuraient en bonne place. Il en vint à se désintéresser du rôle et des fonctions qu'il aurait dû assumer et disparut complètement de la scène, pendant une période pourtant critique, physiquement ou moralement prisonnier de Nosavan et de ses hommes qui avaient même infiltré son quartier général. On se servait de son nom pour donner de curieuses consignes. Ses subordonnés commencèrent à se douter de quelque chose quand, sur son ordre, on leur demanda de se retirer de certaines positions vitales de la plaine des Jarres, pour être relevés par des hommes qui étaient en fait des hommes de Nosavan et qui portaient l'uniforme des troupes de Kong Le. La ressemblance avec la vieille ruse de Katay pour désarmer les deux bataillons Pathet Lao était frappante.

Le colonel Deuane, commandant en second de Kong Le, et responsable de la région de la plaine des Jarres et de Xieng Khouang, refusa de bouger quand il comprit ce qui se tramait. Souvanna Phouma fut prévenu de cette tentative imminente de reprendre discrètement le contrôle de cette région, mais il

1. On apprit plus tard que Nosavan avait donné des instructions secrètes pour que les fonctionnaires n'obéissent qu'à son ancienne administration sous peine de sanctions sévères.

écarta cet avertissement qui n'était, croyait-il, que le produit de « l'excessive méfiance » de Souphanouvong.

Telle était donc la situation à la fin mars 1963 ; on ne parlait que d'un coup d'Etat où seraient assassinés tous les dirigeants pathet lao et neutralistes de gauche. A Vientiane, c'était un grouillement de barbouzes de la C.I.A., tout occupées à acheter ou à éliminer ceux qui pouvaient leur être utiles ou les gêner, selon les cas.

Dans la nuit du 1er avril, Quinim Pholsena, ministre des Affaires étrangères, chef du Parti pour la paix et la neutralité, et l'une des plus remarquables personnalités politiques laotiennes, fut abattu d'une rafale de mitraillette sur le pas de sa porte, alors qu'il rentrait chez lui en compagnie de sa femme, qui fut aussi gravement blessée. Ils revenaient d'une réception au palais royal. Très vite, des tanks et des troupes prirent position dans les rues de la capitale. Les forces de Nosavan resserrèrent leur étau sur la ville, et l'une des unités de Kong Le, particulièrement bien infiltrée par les « déserteurs » de Nosavan, fut dépêchée pour arrêter le colonel Deuane, ce qui était un prélude à la reprise de la plaine des Jarres. Deuane repoussa la première attaque. La seconde aussi, le lendemain, pourtant appuyée par sept tanks, car une partie des assaillants refusait d'avancer ou bien changeait de camp. Le colonel Deuane était un excellent officier, fort populaire parmi les forces armées neutralistes, et les soldats de Kong Le n'avaient vraiment pas le cœur à l'ouvrage.

Je rencontrai Madame Pholsena quelques jours après l'assassinat de son mari. Lors de l'attentat, on l'avait laissé perdre son sang, gisant au côté de son mari, sans aucun soin, jusqu'à ce qu'enfin Souvanna Phouma et Phoumi Vongvichit, ministre pathet lao de l'Information, aient pu parvenir jusqu'à elle, après avoir forcé les barrages des gardes de Nosavan, et l'aient fait transporter à l'hôpital. Je la trouvai immobilisée par un plâtre qui la prenait depuis les hanches ; elle me confia qu'à son avis il fallait voir là sans aucun doute la patte de Nosavan et de la C.I.A. Elle me rappela ce que son mari m'avait raconté quelques mois auparavant, les tentatives de corruption, les menaces à peine voilées qui suivirent son refus de se laisser acheter

par des agents haut placés, lors d'un séjour aux Etats-Unis avec Souvanna Phouma.

Il est de fait que Pholsena avait insisté pour être présent, en tant que ministre des Affaires étrangères, à tous les entretiens que Souvanna Phouma devait avoir à Washington, en particulier à une entrevue cruciale avec le président Kennedy. Souvanna Phouma s'était rendu à Washington un mois après la formation du gouvernement de coalition. Là, il assura Kennedy que la grande majorité des Laotiens préféraient les Etats-Unis au Pathet Lao et, sur la requête insistante de Kennedy, il accepta qu'aucune aide militaire ou économique américaine ne parvînt jamais au Pathet Lao. Ils convinrent tacitement que Phouma ferait tout son possible pour limiter, affaiblir et finalement éliminer l'influence du Pathet Lao. Il était évidemment fort embarrassant qu'un homme aussi intègre et proche du Pathet Lao que Quinim Pholsena pût être témoin de tels entretiens. C'est ainsi qu'il devint l'objet de toutes les propositions possibles et imaginables, comme il devait me le raconter à son retour de Washington. Il était devenu le roc inébranlable qui faisait obstacle au plan américain et l'on assassina donc celui que l'on n'avait pu acheter.

L'assassinat lui-même fut organisé par le général Sino, chef de la police militaire de Nosavan, et promoteur d'un Bureau de coordination pour la sécurité nationale qui n'était autre qu'un organisme central pour l'assassinat des cadres pathet lao et neutralistes progressistes. Parmi les autres victimes des assassins de Sino devait figurer Khan Thi Siphanthong, colonel responsable des services de sécurité neutralistes, et fort bien informé des détails de l'organisation de Sino.

Après l'échec de l'attentat contre Deuane et le refus des troupes de Kong Le de marcher de nouveau contre lui, on appela à la rescousse des unités de Nosavan, toujours au nom de Kong Le. Entre-temps, rendus prudents par l'expérience de mai 1959, Souphanouvong et Phoumi Vongvichit réussirent à quitter la ville pour se rendre l'un à Khang Kay, l'autre à Sam Neua. Les bataillons de Nosavan pénétrèrent dans la plaine des Jarres, dont les défenses leur étaient livrées en certains endroits par les unités de Kong Le les plus infiltrées. Quand, à la mi-avril,

les bataillons de Nosavan déclenchèrent leur offensive, les forces du Pathet Lao avaient fait mouvement pour porter assistance aux unités de Deuane, surpassées en nombre. Nosavan fut battu à peu près partout et sans difficulté, sauf à Tha Thom, avant-poste situé à l'ouest et dont il s'empara.

Le récit que Hilsman donne de cette époque est assez cocasse. Il est visiblement partagé entre le plaisir qu'il éprouve à voir le succès de la nouvelle politique et le mal qu'il doit se donner pour en dissimuler les moyens. Après avoir rapporté comment le président Kennedy s'était rallié, lors d'une réunion du Conseil national de sécurité, à la formule de Harriman : « Nous devons nous assurer que la rupture se fera entre les communistes et les neutralistes... », Hilsman veut ensuite nous faire croire que le Pathet Lao porte la responsabilité de cette rupture : « Le premier geste du Pathet Lao fut d'essayer de prendre le contrôle des forces neutralistes de Kong Le... [Alors que c'était en fait cette alliance étroite qui avait le plus alarmé Washington.] Quand Kong Le insista pour reprendre son indépendance, ils cessèrent de lui fournir l'approvisionnement soviétique qui lui était envoyé par voie de terre depuis Hanoï. A la demande de Souvanna, les Américains sautèrent sur l'occasion et envoyèrent des fournitures supplémentaires par Vientiane. » [C'était là simplement une nouvelle version de l'accord passé entre Souvanna Phouma et l'ambassadeur Brown à l'insu du Pathet Lao et de Kong Le en octobre 1960, et dirigé à cette époque exclusivement contre le Pathet Lao.]

« Alors, continue Hilsman, le Pathet Lao déclencha une campagne plus subtile, mais bien plus dangereuse, où Quinim Pholsena, nominalement neutraliste, avait le premier rôle. Quinim organisa tout un réseau d'agents secrets qui devaient retourner les officiers de Kong Le qui y consentiraient contre ceux qui demeuraient loyaux, et assassiner ces derniers. Les communistes remportèrent quelques succès au début, mais quand ils assassinèrent le colonel Ketsana, le courageux chef d'Etat-major de Kong Le et l'un de ses vieux amis, les neutralistes resserrèrent leurs rangs. Ils se vengèrent en assassinant Quinim lui-même. Puis les communistes tentèrent une offensive finale contre les neutralistes. Ils attaquèrent les positions de Kong Le

dans la plaine des Jarres et le repoussèrent dans la moitié ouest de la plaine. » [Il était de notoriété publique à Vientiane que Ketsana avait été assassiné sur les ordres de Nosavan, après que d'autres efforts pour dresser Kong Le contre le Pathet Lao eurent échoué.]

« Ainsi, à la fin de l'été 1963, la rupture était consommée, jubile Hilsman. C'était au tour des communistes d'être isolés et à celui des neutres non communistes et des conservateurs de faire front contre eux [2]. » On a bien l'impression, en tout cas superficiellement, que la formule de Harriman et la tactique déployée pour l'appliquer, avaient parfaitement réussi. Mais ce que les experts de la division et de l'assassinat avaient quelque peu négligé, c'est que les neutralistes eux-mêmes étaient divisés, et qu'une grande partie d'entre eux, ceux qui avaient vraiment du cran, étaient restés fidèles à l'alliance avec le Pathet Lao. Harriman et Hilsman n'ont jamais raisonné qu'en fonction de Vientiane seulement. Si le Pathet Lao était « isolé », il était isolé *avec* le peuple, et c'est sans doute là l'isolement le plus décisif à la longue. Certains des dirigeants compétents parmi les progressistes et les neutralistes, comme le colonel Deuane chez les militaires et Khamsouk Keola (devenu ministre de la Santé dans le gouvernement de coalition) chez les politiques, conservèrent une attitude très ferme. Leurs bases dans la campagne étaient toujours solides, le peuple les soutenait partout, y compris dans Vientiane et dans d'autres villes.

Quant à Kong Le, il disparut plus tard, happé par l'exil et l'oubli. Il avait eu son heure de gloire lors du coup d'Etat de 1960. Il n'aurait pu vraiment continuer à jouer un rôle que s'il était demeuré fidèle à ses alliés du Pathet Lao. Il comprit à la fin comment on l'avait joué, utilisé et jeté ensuite comme un citron dont la C.I.A. aurait pressé la dernière goutte. Le Pathet Lao sut utiliser et développer ce que Kong Le avait de meilleur en lui, son patriotisme et son courage, et lui enseigna les principes de la guerre du peuple. La C.I.A. sut utiliser et développer ce qu'il y avait de pire en lui, particulièrement sa mollesse morale et idéologique.

2. *To move a nation*, p. 153.

En avril 1963, je décrivais la situation en ces termes : « Le complot militaire a échoué grâce à la loyauté du colonel Deuane et à la plus grande partie des forces neutralistes dans la plaine des Jarres ; grâce aux réticences des troupes de Kong Le à attaquer leurs camarades ; grâce à la vigilance du Pathet Lao et au mauvais moral des troupes de Nosavan. Mais il s'en est fallu de peu. Si l'opération « cheval de Troie » avait réussi, le piège se refermait sur Vientiane et toutes les forces neutralistes progressistes et les Pathet Lao de la capitale y auraient été pris [3]. »

Avec le départ de Souphanouvong et de Vongvichit de la capitale, le gouvernement de coalition n'existait plus que sur le papier, à la grande joie de Washington. Il était clairement établi que la politique américaine n'avait pas changé d'un pouce et que l'hommage rendu au principe de neutralité n'avait été que paroles creuses. Le gouvernement américain était obsédé par l'idée d'exterminer le Pathet Lao, principal obstacle aux plans de satellisation du Laos. On en était arrivé à une polarisation des forces en deux groupes au lieu de trois. D'un côté la droite, à laquelle s'étaient ralliés de soi-disant « neutralistes » du genre Souvanna Phouma ; de l'autre, la gauche, qui allait dorénavant du Pathet Lao aux neutralistes progressistes.

3. *The furtive war*, p. 80.

XII

EXIT NOSAVAN

Nosavan ne parvint pas à reprendre la plaine des Jarres, malgré sa traîtrise et malgré l'effet de surprise ; il s'était montré incapable d'insuffler le moindre esprit combatif aux forces qu'il avait mises sur pied. Son étoile, tout comme celle de Boun Oum qui, lui, n'avait jamais joué son rôle avec beaucoup de conviction ni d'enthousiasme, commençait à décliner. Sur le plan politique, Washington avait sous la main quelqu'un de beaucoup plus séduisant, Souvanna Phouma. Par ailleurs, quelque chose de nouveau se préparait dans le domaine militaire. En effet, les éléments de l'armée royale laotienne, composée presque exclusivement de Lao Lum, bouddhistes fervents, opposés à la violence et dont le clergé était traditionnellement patriote, soutenaient le Pathet Lao et avaient prouvé en mille occasions qu'ils n'avaient aucune envie de tuer leurs frères laotiens pour les intérêts d'une puissance étrangère.

Les experts militaires américains qui se trouvaient sur place furent bientôt convaincus qu'ils n'en feraient jamais l'instrument efficace et sûr de la politique américaine, même s'ils les couvraient de dollars. Il fallait trouver autre chose.

Schlesinger explique qu'après les échecs successifs de Nosavan en 1961, le président s'attaqua au problème de la guerre contre-révolutionnaire dont il décida de rénover les méthodes ; il donna des instructions pour que les Forces spéciales élargissent leur recrutement, seul moyen de mener des « guerres spéciales ». On devait créer quelque chose de vraiment neuf, car « ... il faudrait maintenant pouvoir faire face aussi au défi actuel de la guerre révolutionnaire dans la jungle et dans les montagnes des

pays sous-développés. Malgré l'opposition de la bureaucratie militaire, qui avait en horreur le principe de l'autonomie des troupes d'élite, il rétablit le béret vert des unités spéciales comme symbole de cette nouvelle armée[1] ». Schlesinger et Hilsman lient sans équivoque cette décision aux défaites des forces de Nosavan entraînées à l'américaine. Il était donc logique que le Laos fût le premier banc d'essai de cette nouvelle arme, qui allait devenir un important auxiliaire dans le rôle de gendarme du monde que les Etats-Unis s'étaient attribué. Les Forces spéciales se composent essentiellement de mercenaires indigènes placés sous les ordres d'officiers américains, et qui sont entraînés et payés par la C.I.A. Mais comment des officiers américains auraient-ils pu réussir là où des officiers laotiens avaient échoué ? Effectivement, l'affaire ne s'améliora pas jusqu'à ce que les tribus méo entrent dans la danse.

Experts dans l'art d'exploiter les vieilles rivalités tribales et l'hostilité traditionnelle entre gens des montagnes et gens de la plaine, les Français étaient arrivés à constituer, vers la fin de la guerre d'Indochine, une organisation de commandos d'environ 3 000 Méo. Ils avaient à leur tête les deux chefs tribaux To Bi et To Jeu, grands trafiquants d'opium. Cependant, la majorité des Méo combattit aux côtés du Pathet Lao, sous le commandement du célèbre Faydang, aujourd'hui membre du Comité central du Néo-Lao Haksat. Ils sont d'ailleurs toujours fidèles au Pathet Lao. Mais le flair des pisteurs de la C.I.A. les conduisit aux commandos laissés par les Français ainsi qu'à l'un de leurs officiers, le lieutenant Vang Pao. La C.I.A. décida de s'en servir à son tour pour en faire le noyau des Forces spéciales laotiennes. Compte tenu du racisme qu'on avait cultivé chez eux contre les Lao Lum, il était facile de les dresser aussi contre Souphanouvong, les neutralistes et même Souvanna Phouma, si nécessaire. Les tribus méo occupent le haut des montagnes, position stratégique idéale pour se livrer aux activités sinistres auxquelles sont entraînées les Forces spéciales. « A certains moments de tension, en 1962 et en 1963, il était fort utile de pouvoir envoyer les Méo faire sauter un pont ou occuper le

1. *Les mille jours de Kennedy*, p. 313.

sommet d'une montagne ; c'étaient les coups d'un jeu mortel, que les Etats-Unis lançaient de temps à autre pour décourager les communistes de tricher avec les accords de Genève. Mais il ne suffisait pas d'armer ces hommes des tribus ; il fallait non seulement les nourrir quand ils étaient loin de chez eux, mais aussi les protéger de la vengeance des autres [2]. »

En 1964, après les échecs répétés de Nosavan pour reprendre la plaine des Jarres et rouvrir la route N° 9 dans le Sud, les Américains décidèrent de transformer les 3 000 Méo déjà organisés en une armée de 15 000 hommes, répartis dans cinq zones et 48 secteurs dans le Haut et le Bas-Laos. A Long-Cheng, au sud-ouest de Xieng Khouang, on construisit dans le plus grand secret une énorme base, entièrement équipée, avec aérodrome, école d'officiers, réserves, centre d'entraînement pour l'espionnage, le sabotage, le repérage et tout l'attirail des techniques rocambolesques propres aux Forces spéciales. Les trois zones du Haut-Laos furent placées sous le commandement nominal du général Vang Pao, les deux du Bas-Laos sous le commandement d'un autre chef tribal, Boun Pone. Le véritable quartier général où tout était planifié, organisé, stocké et qui servait de base de repli, était le Q.G. 333 à Udon en Thaïlande, qui dépendait directement des Forces spéciales américaines. Un centre d'études de sabotage plus spécialisé avait été établi à Lopbury, en Thaïlande également, tandis qu'on envoyait les experts suivre des cours de perfectionnement au Japon et aux Etats-Unis. Des dizaines de Méo désillusionnés, qui ont été capturés ou qui simplement désertèrent quand ils eurent compris à quoi ils servaient, ont raconté au Pathet Lao, qui put bientôt s'en faire une image précise, comment ils avaient été entraînés et organisés.

Si la majorité de ces commandos était composée de Méo, la C.I.A. recrutait aussi parmi les Thaïlandais qui avaient servi au Sud-Vietnam, les hommes du Kuomintang rescapés de Birmanie, de Thaïlande et du Nord-Laos, et collectionnait ainsi de jolies bandes d'assassins, de brutes et de brigands. Armés, équipés, entraînés, nourris et payés sur un budget spécial de la C.I.A.,

2. C'est la version que Hilsman donne de l'exploitation des tribus méo par les Forces spéciales in *To move a nation*, p. 115.

tout ce qu'ils recevaient primait en quantité et en qualité ce que recevaient les soldats de l'armée royale. Tout ce qui pouvait contribuer à exciter l'animosité entre les Lao Lum et les tribus, l'armée royale et les Forces spéciales, était bon pour la politique américaine. Il s'agissait de construire une armée composée uniquement de mercenaires, entièrement à la solde des Etats-Unis et dont les plans opérationnels n'auraient jamais à être soumis ni au gouvernement de Vientiane, ni à son état-major. Les Forces spéciales tendaient à devenir non seulement l'instrument militaire privilégié des Américains, mais en fait la principale force militaire au Laos. Comme s'en plaignait le sénateur Fulbright, on ne regardait pas à la dépense. On trouvait tout ce qu'il fallait pour corrompre, filles, alcool, opium, et pour récompenser les crimes les plus odieux. Les traditions des Méo faisaient d'eux, comme des autres peuples tribaux, des êtres exceptionnellement honnêtes et francs, les plus loyaux des alliés. Les Etats-Unis leur offrirent tout ce qui pouvait briser leurs valeurs morales, en faire des mouchards et des menteurs, des assassins de bas étage et des bandits, qui apprirent non seulement à mépriser les Lao Lum et les autres tribus, mais aussi ceux de leurs propres frères qui ne se pavanaient pas en uniforme léopard des Forces spéciales.

Etant donné l'état féodal qui présidait encore à la vie des tribus en zones non libérées, il suffisait de corrompre le chef du clan ou de la tribu pour que tous les jeunes gens suivent leur chef comme un seul homme. Dénués de sentiment national, nombreux furent ceux qui se retrouvèrent, contraints et forcés, dans les Forces spéciales et dans des camps d'entraînement en Thaïlande, où on leur apprit de nouvelles façons de tuer leurs compatriotes, sans qu'ils sussent jamais où ils étaient ni quel était l'ennemi qu'ils étaient censés exterminer.

Tandis que ces Forces spéciales prenaient corps, Souphanouvong s'évertuait à faire redémarrer le gouvernement de coalition. Entre autres choses, il proposa de déplacer l'administration à Luang Prabang, de déclarer zone neutre les environs de la capitale royale et d'en confier la sécurité à des forces tripartites. Cette proposition fut rejetée, ainsi que beaucoup d'autres, dont certaines avaient pourtant été acceptées par la C.I.C., qui devait

créer à Vientiane même des conditions de sécurité telles que le gouvernement de coalition pût fonctionner normalement. Jusqu'à ce qu'un minimum de sécurité soit rétabli à Vientiane, Souphanouvong, ainsi que d'autres dirigeants pathet lao, refuseraient d'y retourner, pour ne pas se mettre dans un piège que la droite actionnerait selon son bon plaisir.

En avril 1964, Souvanna Phouma et Nosavan acceptèrent, sur la demande de Souphanouvong, de participer à une réunion tripartite dans la plaine des Jarres. Il n'en sortit rien, mais le seul fait qu'une telle entrevue eût pu avoir lieu fut un choc pour la C.I.A. Le 19 avril, alors qu'ils venaient de regagner Vientiane après des entretiens somme toute fort stériles, il y eut un coup d'Etat militaire dirigé par le général Kouprasith Abhay, parent de Phoui Sananikone, fantoche aussi complaisant et droitier que Nosavan. Souvanna Phouma fut mis en résidence surveillée, Nosavan relevé d'une partie de son commandement, tandis que Kouprasith prenait la tête d'un Comité révolutionnaire qui agissait comme nouveau gouvernement.

Bien sûr, ce coup d'Etat bouleversa tout le monde à l'étranger et les vagues d'indignation générale atteignirent même les co-présidents de la Conférence de Genève, qui exprimèrent leur désapprobation, forçant ainsi le département d'Etat à émettre une sorte de désaccord. L'envoyé spécial du président Johnson, William Bundy, arriva à Vientiane le 21 avril et entreprit, après avoir reçu l'assurance que rien n'avait été conclu avec Souphanouvong dans la plaine des Jarres, de remettre les choses en ordre, d'une façon telle qu'elles satisferaient à la fois les instigateurs du coup d'Etat et la C.I.A. d'une part, et d'autre part, sous des allures de respectabilité, les co-présidents de la Conférence de Genève et le monde extérieur. Il s'ensuivit une série de manœuvres au cours desquelles les putschistes acceptèrent à nouveau Souvanna Phouma, à condition qu'il « élargît » son cabinet ; Nosavan récupéra son poste de vice-premier ministre et négocia avec Souvanna Phouma une fusion des deux partis, les neutralistes et la droite. L' « élargissement » du cabinet signifiait l'exclusion des membres du Néo-Lao Haksat et la nomination d'un politicien de droite pour remplacer Quinim Pholsena, le ministre des Affaires étrangères assassiné.

Le 7 mai 1964, date à laquelle Souvanna Phouma, le couteau sur la gorge, annonça la formation d'un nouveau cabinet, le gouvernement de coalition tripartite cessait d'exister, les accords de Genève de 1962 étaient en fait nuls et non avenus et leur base légale brisée par Souvanna Phouma qui avait abdiqué ses responsabilités. Plus que jamais, Phouma était devenu le débiteur de Washington qui avait volé à sa « rescousse » et l'avait « sauvé » de la liquidation politique, sinon physique ; le Pentagone, d'ailleurs, ne tarda pas à présenter ses créances. Dix jours après la formation de ce gouvernement de droite, les avions américains bombardaient les bases pathet lao de la plaine des Jarres, de Sam Neua et du Bas-Laos. Les forces de Nosavan attaquaient sur plusieurs fronts, appuyées par l'aviation tactique américaine [3].

Ces raids visaient en fait la « piste Ho Chi Minh » par laquelle le Nord-Vietnam était supposé envoyer des hommes et du matériel au Sud. Ces raids aériens apportaient en réalité un soutien tactique aux opérations terrestres de Nosavan et facilitaient l'écrasement des principales bases du Pathet Lao. Hilsman raconte qu'au début de ces opérations aériennes, peu de temps après l'assassinat de Kennedy et l'arrivée de Johnson à la Maison Blanche, et un peu avant qu'Hilsman ne démissionne lui-même, en mars 1964, Walt Rostow proposa au nom du département d'Etat « une escalade graduelle » de la guerre au Nord-Vietnam, tandis que le Pentagone et la C.I.A. suggéraient peu après un programme de « reconnaissance à basse altitude » au Laos. Ils arguaient en effet d'une prétendue augmentation de l'utilisation régulière « des voies d'infiltration ». Hilsman montre qu'à l'époque, le F.N.L. devait importer de l'extérieur six tonnes de matériel par jour et que deux ans plus tard, alors qu'il avait triplé ses effectifs, le Pentagone estimait qu'il devait en importer douze tonnes par jour.

Hilsman souligne enfin qu'en 1964, le niveau d'infiltration était inférieur à celui de l'année précédente et qu'en 1963, il était inférieur à celui de 1962.

3. Les premiers raids se situent deux mois avant l'incident du golfe du Tonkin, qui servit de prétexte aux premiers bombardements sur le Nord-Vietnam.

Le nouveau président devait beaucoup à la contribution, fort stimulante, d'un certain général Curtis Le May — « Killer Le May », le Tueur, comme l'appelaient les correspondants de guerre pendant la Seconde Guerre mondiale. « Pour l'instant on n'écrase que des mouches... Il n'y a qu'à se débarrasser du fumier. »

Hilsman continue : « La proposition de reconnaissance à basse altitude au Laos, qui impliquait donc des bombardements si des objectifs étaient repérés ou si l'on tirait, et c'était inévitable, sur ces avions de reconnaissance à basse altitude, cette proposition n'était pas nouvelle. Mais Harriman, Forrestal et moi-même l'avions vigoureusement combattue. Nous nous alarmions, au premier chef, des effets qu'une telle opération pourrait avoir au Laos. Les accords de Genève de 1962 avaient instauré une neutralité, précaire certes, mais que les deux camps avaient jusque-là respectée dans ses grandes lignes. Le résultat en était une partition *de facto* plutôt qu'un véritable gouvernement d'union nationale, mais en gros les communistes n'avaient pas franchi la ligne de partition. Nous nous inquiétions aussi des conséquences qu'une telle escalade pourrait avoir sur la lutte au Vietnam. »

Hilsman accuse ensuite les Nord-Vietnamiens de se servir du Laos comme d'une voie de passage vers le sud et estime que c'est donc dans cette mesure qu'on aurait pu justifier les bombardements. « Chaque mois, au moins 5 000 hommes pouvaient passer par la piste Ho Chi Minh, soit plus de 60 000 hommes par an. Cependant, à partir de 1960, la moyenne de passage mensuelle n'avait été que de 650 hommes et la moyenne annuelle de 7 850. *De plus, et c'est là le plus important, il ne s'agissait pas de Nord-Vietnamiens, mais encore seulement de Sudistes pro-communistes qui étaient partis au Nord en 1954 et revenaient pour servir de cadres au sein du Vietcong*[4] ».

4. *To move a nation*, p. 527 (souligné par W.B.) Hilsman fait allusion aux 140 000 Vietminh, soldats, cadres et membres de leurs familles, repliés temporairement au Nord, en vertu des accords de Genève, et qui devaient regagner le Sud en 1956, après les élections générales qui n'eurent d'ailleurs jamais lieu, puisque Diem et les Etats-Unis dénoncèrent les accords de Genève.

Hilsman et Harriman étaient opposés aux bombardements car « si nous violions ouvertement les accords de Genève, les communistes n'en seraient que plus à l'aise pour en faire autant de leur côté, et même plus, en intensifiant précisément leur infiltration par le Laos. La conclusion pour Harriman, Forrestal et moi-même coulait de source. Si nous faisions le premier pas en bombardant, les Nord-Vietnamiens riposteraient en envoyant aussi des nordistes sur les voies d'infiltration[5] ». Quoi qu'il en fût, les Américains « firent le premier pas » et dès le milieu de 1964, passèrent à l'attaque de toutes les bases pathet lao situées en zones libérées, sous prétexte de bombarder les pistes d'infiltration[6].

Rivalités et querelles de cliques continuèrent à opposer Sananikone et Nosavan, dont le prestige déclinait de jour en jour à cause de l'incompétence militaire notoire de ses forces, incapables de remporter une seule victoire sur le terrain. Bien qu'il eût officiellement été déchargé du commandement militaire, on faisait retomber sur lui et sur les troupes qu'il avait créées la honte des échecs. Quant à Souvanna Phouma, il glissait de plus en plus vers la droite, au fur et à mesure de ses remaniements ministériels.

Finalement, en mars 1965, les groupes de Sananikone et de Nosavan vidèrent leur querelle par les armes. Nosavan fut bien sûr battu et s'en fut se réfugier chez son cousin, dictateur de Thaïlande, le maréchal Sarit Thonarat.

En février 1965, la guerre au Sud-Vietnam franchit un échelon de l'escalade avec le début des bombardements systématiques du Nord et, un mois plus tard, le débarquement des premières unités de combat américaines au Sud. En même temps, on convertissait bon nombre de villages méo, perchés sur les sommets, en bases américaines, en terrains d'hélicoptères et en relais de radar pour guider les avions basés en Thaïlande

5. *Les mille jours de Kennedy*, p. 258.

6. Roger Hilsman démissionna en mars 1964 parce qu'il désapprouvait l'insistance de Johnson à vouloir résoudre militairement les problèmes du Laos et du Vietnam.

ou ceux de la 7e flotte dans leurs missions de bombardement [7]. La C.I.A. déploya des efforts considérables pour installer ce genre de bases, de montagne en montagne, derrière les lignes pathet lao et ravitaillées par deux lignes aériennes de la C.I.A. à partir de Vientiane et de la Thaïlande [8]. On ne s'étonnera pas que le Pathet Lao ait fait de son mieux ensuite pour démanteler ces bases. Ceci explique l'une des phrases de Hilsman sur « l'obligation non seulement de nourrir les Méo quand ils étaient loin de chez eux, mais aussi de les protéger de la vengeance des autres ». (En fait, on les protégeait de « la vengeance des autres » en leur parachutant des Bérets verts américains qui les aidaient à défendre leurs bases, ou en évacuant par la force, en cas d'échec, les gens des tribus dans des réserves concentrationnaires organisées dans les régions contrôlées par Vientiane.)

La politique du « diviser pour écraser » fut sans aucun doute payante aux yeux des politiciens américains pendant les deux années qui suivirent la formation du gouvernement de coalition ; mais elle divisa aussi les forces de droite, comme en témoignent les heurts entre Sananikone et Nosavan et la fuite à l'étranger de Kong Le quand ses troupes furent intégrées contre son gré dans l'armée de la droite. Par ailleurs, le Pathet Lao et ses alliés consolidèrent leurs positions et reçurent l'aide, en mai 1964, d'éléments patriotiques de l'armée neutraliste de Kong Le qui se révoltèrent et prirent aussitôt contact avec le Pathet Lao. Ces nouveaux ralliements vinrent s'ajouter aux forces déjà regroupées autour du colonel Deuane et de Khamsouk Keola, pour former un Comité d'alliance des Forces patriotiques neutralistes qui allait remplacer les neutralistes vacillants et mous de l'école Souvanna Phouma, et devenir un allié sûr

7. Les avions de la 7e flotte qui bombardaient le territoire nord-vietnamien en profondeur, allaient se ravitailler en carburant et en bombes en Thaïlande, puis repartaient bombarder avant de regagner les porte-avions.

8. L'agence de presse A.P. rapporte le 20 juin 1965 qu'un groupe de 35 avions, pilotés par des Américains, effectuaient le ravitaillement. Coût de l'opération : dix millions de dollars par an. La C.I.A. finançait l'opération.

pour le Pathet Lao. L'Alliance devint rapidement une nouvelle force politique importante dans le pays.

Les mercenaires de Vang Pao, payés par les Etats-Unis, les villages froidement détruits par les bombes américaines et le napalm lâché par des avions pilotés par des Américains, l'abdication de Souvanna Phouma qui renonçait à défendre, ne fût-ce que dans les apparences, une position neutre, voire nationaliste, tous ces éléments contribuèrent à élever la conscience nationale à un niveau encore inconnu au Laos. Les dernières illusions sur le rôle de Souvanna Phouma pour la défense de l'indépendance de son pays s'étaient évanouies [9].

Vers le milieu de l'année 1965, l'effectif des troupes américaines au Vietnam avait augmenté, le Nord était bombardé sauvagement, le Laos piétiné, bref les Etats-Unis s'étaient désignés comme l'ennemi numéro un des peuples d'Indochine. Souvanna Phouma n'était visiblement plus qu'un homme de paille.

9. Les coups et les contre-coups d'Etat entre supporters de Nosavan et de Sananikone-Kouprasith se succédèrent en 1965, suivis par divers remaniements ministériels, toujours plus à droite ; des 19 membres originels du gouvernement de coalition tripartite, il ne devait bientôt plus en rester que six, ce qui n'empêchait pas Souvanna Phouma d'affirmer qu'il était toujours le chef du gouvernement fondé sur les accords de Genève de 1962.

XII

RETOUR A LA PLAINE DES JARRES

Si quelque chose a émergé des révélations de février et de mars 1970, c'est que depuis le début de l'intervention américaine au Laos, on a caché, falsifié et carrément menti aux plus hauts échelons du pouvoir. Nixon justifia la censure qu'il imposait au rapport Symington en déclarant qu'il contenait des révélations « trop embarrassantes pour les administrations précédentes ». C'était là une bien mauvaise raison car on sait assez qu'il n'est pas homme à s'embarrasser de ce genre de scrupules. Mais grâce aux diverses pressions et enquêtes, le grand public a eu un aperçu, encore partiel, du sale travail qui se trame dans des régions éloignées des regards et de l'attention du monde. Voilà bien maintenant quinze ans que je suis témoin de ces activités-là au Laos. D'un point de vue professionnel, je suis heureux de voir que d'autres journalistes occidentaux, et particulièrement américains, se sont enfin intéressés à la question. Il me paraît cependant honnête de dire que sans la crise de conscience nationale provoquée par les échecs au Vietnam et la peur que d'autres Vietnam ne surgissent soudain, personne n'aurait jamais attiré l'attention du public sur le Laos.

Ce qui s'est passé dans les premiers mois de 1970 était entièrement prévisible. Le Pathet Lao avait décidé de reprendre la plaine des Jarres et il l'a fait. Pour faire bon poids, il a probablement aussi décidé d'en revenir à la ligne de cessez-le-feu, telle qu'elle avait été définie en 1962, et donc de balayer les « bases secrètes » de Sam Thong et de Long Cheng, établies par la C.I.A. en 1962 et qui lui servirent d'avant-postes pour

ses opérations dirigées contre la plaine des Jarres en septembre 1969. Lors de conversations avec des dirigeants du Pathet Lao, quelque part le long de la frontière entre le Laos et le Nord-Vietnam, moins d'un mois après que les troupes de Vang Pao eurent pris la plaine, on m'expliqua que les forces pathet lao pouvaient la reprendre à la saison sèche et qu'elles le feraient. Quelques jours plus tard, alors que je me trouvais à Vientiane, on me rapporta qu'on s'inquiétait fort, même dans l'entourage de Souvanna Phouma, des répercussions de la « victoire éclatante » de la C.I.A. et de Vang Pao.

La saison sèche commence vers la fin novembre. A la mi-janvier 1970, on pouvait observer deux choses : le Pathet Lao préparait une contre-offensive, et les mercenaires méo de Vang Pao ne montraient pas beaucoup d'ardeur à défendre la plaine des Jarres. Ils n'étaient efficaces que comme troupes de choc, dans des opérations-éclairs où il suffisait de « tuer tout, brûler tout, piller tout ou détruire tout ». Après quoi, il valait mieux qu'ils regagnent leurs montagnes. Le rôle de garnisons stationnées en plaine ne leur convenait pas du tout. Ils tombaient malades et beaucoup désertaient. Les troupes régulières de Vientiane ne montraient pas beaucoup d'empressement à reprendre en main ce terrain explosif qu'allait devenir la plaine des Jarres.

A la fin janvier, les dés étaient jetés. Le 3 février, le premier ministre Souvanna Phouma proposa la « neutralisation » de la plaine des Jarres, chose à laquelle il avait étrangement oublié de penser quatre mois auparavant, quand il en était « le maître ». Le Pathet Lao rejeta cette proposition, se souvenant sans doute d'une certaine « neutralisation » à Vientiane, qui avait valu aux ministres pathet lao et neutralistes de gauche, prisonniers de Nosavan, d'être assassinés sur son ordre.

Le 5 février, la C.I.A. commença l'évacuation à bord de C.130 des 23 000 malheureux civils qui avaient été regroupés dans les villages concentrationnaires de la région de Sam Thong-Long Cheng. Transformés en épaves par la force des choses, il fallait encore les déplacer pour priver le Pathet Lao, ce « poisson », des eaux où il se mouvait. La conscience américaine serait par ailleurs soulagée de savoir que ceux qui allaient être dorénavant écrasés sous les bombes seraient « les mauvais »,

qui avaient refusé d'aller dans les camps ou s'en étaient échappés.

Au fur et à mesure que le Pathet Lao — qu'on n'appelait plus que « les troupes nord-vietnamiennes » — resserrait son étau, comme prévu, les troupes de Vientiane se retiraient, comme prévu. Il ne s'agit pas ici de porter un jugement sur leur courage ou leur qualité de combattants, mais plus simplement sur leur réalisme, voire même leur patriotisme. Leur refus de se battre vraiment contre le Pathet Lao revenait à refuser de tuer ou d'être tué pour imposer par la force une politique si visiblement américaine et contraire à leurs intérêts nationaux. Si cette réalité avait pu autrefois ne pas leur apparaître dans toute son évidence, les douze derniers mois de bombardements américains et de destructions massives avaient certainement achevé de les convaincre. Le 13 février, après s'être vanté la veille d'une « victoire » de plus, Vientiane annonçait la perte de douze positions sur des collines stratégiquement indispensables à la défense de la plaine. Vientiane avouait 19 tués et 50 blessés, ce qui donne à penser que la résistance ne fut pas très vive. On annonçait le lendemain l'évacuation de l'artillerie lourde, tandis qu'on transformait la plaine des Jarres en « un piège destiné à attirer les Nord-Vietnamiens et à les écraser par des bombardements aériens[1] ». (Pendant les derniers jours qu'il passa au fond de son bunker à Berlin, Hitler réconfortait les Allemands, alors que les armées soviétiques fonçaient sur la capitale, en leur racontant qu'elles venaient en fait « se jeter dans un piège » d'où partirait la grande contre-offensive.)

Le 16 février, on annonça à Saïgon que 400 chasseurs-bombardiers attaquaient « les troupes nord-vietnamiennes, des convois de camions et des voies de ravitaillement au Laos ». Le lendemain, les B-52 qui opéraient d'habitude au Vietnam étaient détournés vers le Laos. Les titres des journaux parlèrent de ce déploiement de puissance aérienne tactique et stratégique au Laos comme d'un phénomène nouveau. C'était pourtant devenu pratique courante depuis des années, et les B-52 opéraient déjà au Laos depuis au moins un an.

1. Vientiane, communiqué du 14 février, *Le Figaro*, 23 février 1970.

On en trouve une discrète confirmation dans une dépêche de U.P.I. de Saïgon, le 16 février : « Les B-52 et une flotte de 400 chasseurs bombardiers exécutent des missions quotidiennes au Laos depuis des mois. Mais les nouveaux raids d'urgence, qui nécessitent la présence de tous les avions disponibles, soulignent le danger de la situation au Laos. » Ils soulignaient en fait l'impuissance de l'aviation à suppléer les troupes au sol et à remédier au manque complet de stabilité politique. La puissance aérienne, déchaînée au maximum de sa force destructrice, était impuissante à corriger l'incroyable erreur (semblable à celle de Dien Bien Phu) qui avait consisté à parachuter des troupes en plein territoire pathet lao où l'homme, le climat et la nature étaient du côté des forces pathet lao et de leurs alliés, au cas où il y aurait eu effectivement des troupes nord-vietnamiennes avec eux.

Le 21 février à trois heures du matin, malgré les B-52 et les 400 chasseurs bombardiers, les forces pathet lao lançaient leur assaut final et la plaine des Jarres tombait solidement entre leurs mains en l'espace de quelques heures.

Le 23 février, *le Figaro*, que l'on ne soupçonnera pas de sympathie pour la gauche, écrivait, non sans ironie : « Combien d'hommes ont été lancés dans l'offensive de samedi matin ? On parle à Vientiane tantôt de 6 000 hommes, tantôt de 400. On dit que les combats ont été durs... ou qu'il n'y en a pratiquement pas eu. Les gouvernementaux, selon les versions considérées, ont subi des *pertes lourdes* ou bien *légères*. On a parlé de *déroute*, de fuite désespérée des 1 400 défenseurs de Xieng Khouang qu'on décrivait errants dans les collines ou cachés dans le lit des rivières qui sillonnent la plaine. On affirme maintenant que l'*opération d'évacuation* prépare à l'avance s'est déroulée conformément au plan prévu. »

A nouveau, un peu partout, on raconta que tout ceci était l'œuvre de troupes nord-vietnamiennes, redonnant ainsi corps à la vieille accusation américaine que tout ce qui se passait au Laos était la conséquence de l'agression nord-vietnamienne. Je n'ai, à l'heure où j'écris, aucune preuve pour ou contre cette thèse. Mais il me souvient qu'elle fut utilisée pour expliquer deux graves crises au Laos et qu'elle se révéla fausse. Il s'agit

d'abord de la prise de la plaine des Jarres, le 1er janvier 1961, par Kong Le et les troupes du Pathet Lao. Nosavan dut retirer lui-même l'accusation au sujet des « bataillons nord-vietnamiens » qu'il avait d'abord lancée. En fait, la reconquête de la plaine des Jarres fut l'œuvre de trois compagnies de parachutistes de Kong Le, appuyées par des maquisards pathet lao implantés dans la région.

Dans son livre *Laos, Bufferstate or Battlefield* [2], Hugh Toye décrit ainsi la marche de Kong Le sur la plaine des Jarres le 31 décembre 1960 : « Il avait abandonné ses deux canons en cours de route, et il n'avait en tout et pour tout, pour passer à l'attaque, que trois compagnies de parachutistes et quelques mortiers lourds. Cependant Phoumi Nosavan annonça que sept bataillons vietminh avaient franchi la frontière et que deux d'entre eux étaient déjà aux abords de la plaine. On ne s'étonnera pas, dans ces conditions, que la garnison principale qui en assurait la défense, ait décampé dès que Kong Le fut arrivé à portée de mortier. A ce moment-là, Kong Le n'avait encore pratiquement pas reçu d'aide du Pathet Lao. » Toye souligne ensuite que l'aide nord-vietnamienne n'arriva que bien après.

Selon mes propres informations, le Pathet Lao n'avait pas à l'époque le matériel adapté au genre de guerre conventionnelle que Kong Le entendait mener et pour lequel ses forces étaient équipées, et se serait refusé, en tout état de cause, à abandonner sa tactique de partisans et de guerre du peuple ; malgré cela, il accorda tout le soutien qu'il pouvait donner à cette opération. Mais il n'y avait absolument pas de troupes nord-vietnamiennes dans la région.

L'autre crise grave survint à Nam Tha, en mai 1962, comme je l'ai relaté plus haut. Là, l'accusation selon laquelle les assaillants n'étaient autres que des troupes nord-vietnamiennes et même chinoises servit presque de prétexte pour une troisième guerre mondiale et provoqua une réunion entre Khrouchtchev et Kennedy à Vienne. Selon mes informations, rassemblées à partir des cartes militaires indiquant les positions des forces en présence peu avant la bataille et le nom des unités déployées

2. Oxford University Press, Londres, 1968.

par les deux camps, ce sont les seules forces pathet lao qui ont expulsé les forces de droite de Nam Tha. Hugh Toye, qui a pu avoir accès aux informations de « l'autre » camp, écrit :

« Les conseillers américains qui se trouvaient dans la région rejetaient la thèse du renfort apporté par des troupes chinoises au Pathet Lao. On pensait en général qu'il y avait au moins un bataillon vietminh dans la région de Muong Sai, mais de nombreux observateurs estimaient en même temps que le Pathet Lao n'avait même plus besoin des conseils du Vietminh pour agir. Les troupes gouvernementales battirent en retraite sans opposer de résistance juqu'à Ban Houei Sai sur le Mékong, qu'elles franchirent pour passer au Siam, le 11 mai. Le 15 mai, on rapatriait par avion à Vientiane environ 3 000 hommes, dont le général Bou Leut en personne [commandant en chef de l'armée de Nosavan] tandis que 2 000 hommes s'étaient rendus au Pathet Lao. Des troupes fraîches réoccupèrent Ban Houei Sai quelques jours après et n'y trouvèrent pas trace de l'ennemi. Une patrouille américaine remonta la piste vers Nam Tha et ne « rencontra que quelques bandes éparpillées de maquisards pathet lao, mais pas l'ombre d'un nord-vietnamien[3] ». Comme à son habitude, le Pathet Lao s'abstint d'essayer de remonter vers le Mékong et on n'entendit plus parler d'incidents dans cette région. »

Je ne sais, pour part, s'il y avait « au moins un bataillon vietminh à Muong Sai ». Il ne figurait en tout cas pas sur les cartes opérationnelles que j'ai vues. Mais les récits de Toye et de Dommen indiquent assez clairement que l'action de Nam Tha ne peut être imputée qu'au Pathet Lao et que les Américains étaient en l'occurrence les seuls étrangers impliqués dans cette affaire. C'est pourquoi il faut traiter avec la plus grande réserve les rapports qui mentionnent la présence de troupes nord-vietnamiennes dans l'affaire de la plaine des Jarres, encore qu'ils auraient sans doute eu des raisons parfaitement défendables d'y être. Quoi qu'il en soit, les forces du Pathet Lao, qui ont plus de vingt-cinq années d'expérience de guerre dans

3. Hugh Toye cite ici un passage du livre de Arthur Dommen, *Conflict in Laos*, New York, 1964.

la jungle et dont les capacités se sont affermies et développées à tous les niveaux, sont tout à fait capables de mener seules ce genre d'action, car « elles n'ont même plus besoin des conseils du Vietminh », comme le fait remarquer Toye. Chaque fois qu'elles se sont confrontées aux troupes de Vientiane, y compris quand une aide nord-vietnamienne, quelle qu'elle fût, était absolument improbable, elles ont gagné, même quand les conditions objectives rendaient la victoire apparemment impossible.

Tandis que les forces pathet lao poursuivaient leur avance, le président Nixon agissait exactement comme on pouvait s'y attendre. D'abord en continuant à nier que les forces américaines étaient mêlées au conflit, ensuite en écrivant à Harold Wilson et à Alexis Kossyguine, le 5 mars, pour qu'ils usent de leur influence et amènent les belligérants à la table de conférence. Tout comme Kennedy, ravi de la situation avant l'épisode de Nam Tha, mais prêt à aller à la conférence dès que les troupes de Nosavan eurent été battues, le président Nixon était enchanté de l'opération menée par la C.I.A. et les hommes de Vang Pao pour reprendre la plaine des Jarres. Pour la première fois, on voyait un président américain revendiquer officiellement une partie de ce genre de succès. Pas question alors de faire appel à Wilson ou à Kossyguine pour convenir d'une conférence qui rétablirait la situation. On ne s'étonne pas que Kossyguine ait froidement repoussé l'offre et ait conseillé à Nixon de cesser les bombardements et de quitter le Laos.

C'est à peu près vers cette époque qu'on se mit, aux Etats-Unis, à parler de la situation au Laos. Non point au nom d'une vertueuse indignation de la presse, provoquée par la présence américaine dans ce pays, mais parce que les choses commençaient à mal tourner. Les mensonges officiels de Washington sur le Laos étaient dorénavant pris pour argent comptant par le public. « Il n'y a jamais eu d'Américains tués au combat au Laos » déclarait le président Nixon, le 5 mars, dans le même discours de 3 000 mots où il en appelait à Wilson et Kossyguine, les co-présidents de la Conférence de Genève de 1962 sur le Laos. Mais Nixon maintenait l'interdiction de publier le compte rendu de l'enquête de la sous-commission

sénatoriale sur les preuves officielles de l'engagement des Etats-Unis au Laos. Le lendemain, on apprenait qu'un certain capitaine Joseph Busch avait été tué le 10 février 1969, alors qu'il participait à la protection d'une base « secrète » à Muong Sai, à quelque trente kilomètres à l'ouest de la plaine des Jarres. Sa femme en fournit les preuves. La Maison Blanche annonça alors que six civils, en plus du capitaine Busch, avaient aussi été tués. Au bout de quelques jours, on en comptait 27. Le 10 mars, le père du capitaine Busch révélait un détail intéressant : « Une pierre tombale offerte par le gouvernement portait une inscription selon laquelle son fils était mort au Vietnam. » On pouvait dès lors se demander avec angoisse combien d'Américains officiellement « tués au combat au Vietnam » étaient en fait morts dans la guerre secrète du Laos.

Le 10 mars, on apprenait aussi que depuis plus de quatre ans, le personnel militaire américain au Laos recevait une prime de risque de 65 dollars par mois et que les pilotes qui survolaient le Laos pour aller bombarder le nord ou le sud du Vietnam, depuis les bases de Thaïlande, recevaient eux aussi des primes spéciales. Presque le même jour, le sénateur Stuart Symington, président de la sous-commission sénatoriale dont on censurait les travaux, affirmait que les pertes de pilotes américains « dépassaient de loin le chiffre de 27 Américains tués ou portés disparus dans des opérations terrestres, avoué par l'administration ». On cita même le chiffre de 400 pilotes. T.D. Allman, correspondant du *Washington Post*, révélait le 17 mars que « plus d'une douzaine d'Américains avaient été tués au Laos deux ans auparavant, en défendant des installations américaines secrètes qui secondaient les bombardiers dans leurs missions au-dessus du Nord-Vietnam. Dans son discours du 6 mars, le président n'a pas mentionné cet incident, jusque-là gardé secret et qui a beaucoup influencé la stratégie nord-vietnamienne dans le nord-est du Laos ». Le sénateur Symington donnait du poids à cette affirmation en déclarant que les preuves de cet incident avaient été censurées dans le rapport de la sous-commission.

La base en question était celle de Pha Thi, détruite par le Pathet Lao en 1968. Allman en donne une description parfaitement exacte : « Base de secours et de reconnaissance par radar,

située à la pointe nord-est du Laos, et qui guidait jusqu'à leurs cibles les avions américains qui éjectaient automatiquement leurs bombes grâce à un système électronique de télécommande par radio. »

Ces installations, situées en plein territoire laotien et destinées à guider les bombardiers au-dessus du Nord-Vietnam, donnaient tout à fait le droit à ce pays, en vertu des lois internationales de la guerre, de chercher à les détruire. Qui plus est, dans la mesure où 80 % des bombardements sur le Nord étaient le fait d'avions venus de Thaïlande par l'espace aérien laotien, le Nord-Vietnam avait parfaitement le droit de traverser le territoire laotien pour arriver jusqu'à ces bases en Thaïlande et essayer de les mettre hors d'usage. Pha Thi était la base de radar la plus importante mais il en existait bien d'autres, et son existence signifiait que le gouvernement de Vientiane se livrait à des actes de guerre contre le Nord-Vietnam.

Toutes ces révélations eurent pour effet de mettre Nixon à peu près dans la même situation que celle d'Eisenhower quand il niait l'existence des vols d'avions-espions U-2 au-dessus de l'Union Soviétique alors que Gary Powers, pilote de U-2, était déjà entre les mains des Soviétiques.

Puis on en vint au problème de la présence du personnel américain au Laos. Après avoir obstinément nié, face aux questions des journalistes, qu'il y ait jamais eu « de combattants au sol », le département d'Etat reconnaissait, le 24 septembre 1969, qu'on comptait « environ 500 fonctionnaires américains au Laos, plus 330 personnes au titre de la coopération ». Le 6 mars, le président Nixon était monté jusqu'à 1 040 personnes, dont 616 étaient « des fonctionnaires, envoyés là pour des tâches militaires d'assistance ou de formation ». Ce chiffre-là se rapprochait des 666 personnes reconnues par les Etats-Unis en 1962 à Genève et qui étaient toutes censées avoir été retirées du pays. Il ne tenait évidemment pas compte des milliers d'hommes, innombrables en fait, qui venaient du Vietnam ou de Thaïlande, selon les nécessités des opérations tactiques.

On apprit ainsi des choses intéressantes sur le personnel de l'A.I.D. : « La mission civile américaine de l'A.I.D. au Laos sert de couverture à des agents de la C.I.A. qui mènent des

opérations clandestines contre l'ennemi communiste, écrit Jack Foisie dans le *Los Angeles Times* du 11 mars. Des agents qui passent pour des membres de la division du Développement rural de l'A.I.D. servent en fait à recruter et à entraîner des guérilleros pro-gouvernementaux pour combattre les communistes, détecter les mouvements de l'ennemi à l'intérieur de son territoire, et servir de contrôleurs au sol pour les avions... A force de discuter avec toutes sortes de gens, un peu partout, au cours des dernières semaines, on en arrive à la conclusion que le nombre de ces agents camouflés en fonctionnaires de l'A.I.D. dépasse plusieurs centaines. »

Foisie décrit ensuite les différents déguisements qui servent de façade innocente à la C.I.A. « L'Annexe du Développement rural semble avoir pris la succession des Etoiles blanches, nom de code utilisé par la C.I.A. pour ses premières activités au Laos. Bien qu'ils soient placés nominalement sous la direction du chef de la mission de l'A.I.D., Charles Mann, les gens de l'Annexe n'ont de comptes à rendre qu'au chef de la C.I.A. au Laos. Il existe encore une autre organisation secrète, camouflée dans les bâtiments mêmes de l'A.I.D. On l'appelle le Bureau des demandes spéciales, et ce service équipe les unités clandestines. On trouve beaucoup d'anciens du Vietnam parmi les membres de l'Annexe. Ils viennent souvent des Forces spéciales et ils sont au Laos pour faire le même genre de travail qu'auparavant, sans leur béret vert. »

Les Laotiens ont été fort avisés de se méfier de ce genre de missions étrangères, avertis par l'expérience que leur aspect innocent ou noble ne cachait rien de bon. Et le sénateur Fulbright n'avait-il pas raison de demander une enquête plus approfondie devant tant de duplicité à l'égard des peuples laotien et américain ? Le plus inquiétant reste qu'aucune de ces fourberies n'aurait sans doute été découverte par la presse américaine s'il n'y avait eu la crise de la plaine des Jarres. Trois journalistes, deux Américains travaillant pour *Life* et le *New York Times*, et un Français de l'A.F.P., réussirent à pénétrer dans la base de la C.I.A. à Long Cheng, dont on commençait à parler. Ils s'y glissèrent sans que personne y prît garde, mais

furent arrêtés peu après par un colonel laotien, interrogés par un Américain « en civil, probablement de la C.I.A., et expédiés par avion sur Vientiane, à la demande de l'ambassade américaine », rapporte le *Washington Post* du 26 février. On raconte que l'ambassadeur américain Godley aurait déclaré qu'il s'était « entièrement désintéressé de la presse » après cet incident. (Si l'on pouvait traiter ainsi, au Laos, des journalistes de l'Establishment, le lecteur jugera si je me suis bien tiré de mes « rencontres » avec la C.I.A. à Vientiane.)

T.D. Allman, que nous avons déjà cité, était parmi les trois journalistes qui entrèrent à Long Cheng. Il décrit cette base comme le « centre opérationnel de la C.I.A. et des militaires américains dans le nord-est du Laos ». Il veut parler des militaires américains habillés en civil, « fonçant à bord de jeeps décapotées, armés de M-16 et de revolvers ». Allman explique que « ces jeunes Américains sont pour la plupart des anciens Bérets verts, engagés sous contrat par la C.I.A. pour conseiller et entraîner les troupes laotiennes. C'est dans la mesure où ils sont temporairement engagés comme personnel de la C.I.A. et où ils ne dépendent plus de leurs unités militaires que le gouvernement américain peut dire qu'il n'a pas de soldats au Laos.

« Presque tous les hommes de douze à cinquante ans sont dans l'armée organisée par la C.I.A. et dirigée par le général Vang Pao. Les autres, femmes, vieillards et enfants, ont été réinstallés au sud et à l'ouest de Long Cheng, sur des collines jusqu'alors inhabitées. Ils dépendent presque entièrement des Américains pour le riz, les médicaments et les vêtements. L'armée du général Vang Pao n'est pas en très bon état, malgré l'appui massif des Américains. De 18 000 hommes, ses troupes sont passées à 6 000. Mais elles ont été renforcées par des unités de l'armée régulière laotienne, si bien qu'il a maintenant 12 000 hommes en tout sous ses ordres. » Allman estimait qu'un avion atterrissait à peu près toutes les minutes à Long Cheng.

En octobre 1969, alors que je me trouvais à l'aéroport de Vientiane, je fis une estimation du nombre d'avions d'Air America, de Continental Air Service et de chasseurs bombardiers T-28, qui décollaient pour des missions de ravitaillement et

de bombardement, et j'arrivais à environ un avion toutes les deux minutes.

Henry Kamm, du *New York Times*, généralement considéré comme un expert de la situation laotienne actuelle, écrivait dans l'*International Herald Tribune* du 23 mars que l'affaiblissement des positions du gouvernement de Vientiane était « de plus en plus clairement dû à la décomposition de sa meilleure force de frappe, l'armée clandestine, soutenue par les Américains, du général Vang Pao. Il fallut évacuer à la hâte la base de Sam Thong, l'une des deux principales bases gouvernementales du Nord. La deuxième base, Long Cheng, est menacée. Il est évident que le moral du général et de son armée d'hommes et d'enfants est au plus bas ».

Encore un de ces « hommes forts » que l'Amérique a créés en Asie du Sud-Est et dont le règne touche à sa fin ; encore un désastre dans le style de la baie des Cochons. Des milliers de Laotiens tués et blessés, des dizaines de milliers de sans-abri, c'est là le résultat de la politique américaine, négation radicale du droit du peuple laotien à disposer de lui-même. Laird, secrétaire à la Défense, résuma d'ailleurs fort bien la situation lorsqu'il déclara que même si le Pathet Lao remportait une victoire complète au Laos, installait son propre gouvernement au Laos et demandait au gouvernement américain de cesser les bombardements du territoire laotien, les bombardements continueraient.

La dernière crise laotienne pose quand même une question, celle de savoir pourquoi la C.I.A. s'est embarquée en septembre 1969 dans cette aventure de la plaine des Jarres. Une des hypothèses avancées, fort tentante au demeurant, est que le but recherché n'était pas du tout un succès militaire. La C.I.A. cherchait à créer une certaine situation, plutôt qu'à remporter un succès militaire à long terme. Ceci survint à une époque où la presse et le Congrès demandaient avec insistance une réduction de l'engagement américain au Laos. Le Pentagone et la C.I.A. savaient à coup sûr, ou en tout cas auraient dû savoir, que la plaine des Jarres serait reprise et que cela créerait une atmosphère de crise, comme ce fut d'ailleurs le cas. Etait-ce là pour Nixon une manière de forcer la main au Congrès,

ou était-ce au contraire pour le Pentagone et la C.I.A. une manière de forcer la main à Nixon lui-même, et de l'obliger à freiner le désengagement en Asie du Sud-Est en lui démontrant la nécessité de maintenir la présence militaire américaine pour un certain temps encore ? Si l'on voulait diminuer l'engagement ici, il fallait l'augmenter là-bas. Ces dominos qui n'avaient décidément pas l'air de vouloir tomber allaient connaître les coups d'une politique américaine qui les ferait peut-être enfin chanceler. Ce qui advint au Cambodge au plus fort de la crise laotienne donne à réfléchir.

De source généralement bien informée à Washington, on propose une autre explication, plus effrayante sans doute, parce qu'elle implique que la C.I.A. était encore plus coupée de la réalité au Laos qu'elle ne l'était au Vietnam à la veille de l'offensive du Têt. Selon ces informations, Nixon a été convaincu que la situation était vraiment bonne au Sud-Vietnam. La « vietnamisation » va fonctionner, le F.N.L. est une fois de plus « au bout du rouleau ». On peut poursuivre tranquillement les retraits de troupes sans changer le rapport de forces. Le régime Thieu-Ky sera maintenu. La seule chose importante est de s'assurer que les pays frontaliers, Cambodge et Laos, ne sont pas menacés par la réduction graduelle de l'effectif des troupes américaines au Vietnam. Selon cette hypothèse, Nixon était persuadé que l'opération de septembre était une « bonne » opération militaire et qu'une implantation militaire américaine dans la plaine des Jarres bloquerait là les agissements de la gauche au Laos et la « pénétration communiste » du Nord, tout comme la chute de Sihanouk mettrait un terme au risque d'une plus ample coopération entre le Cambodge, le Nord-Vietnam et le gouvernement révolutionnaire provisoire au Sud. La situation bien en main au Laos et au Cambodge, les retraits de troupes pourraient même être accélérés et Nixon pourrait se préparer à gagner les élections parlementaires de novembre 70, fort d'une *pax americana* en train de s'étendre en Asie du Sud-Est.

Qui plus est, Nixon a, semble-t-il, si bien été convaincu par ses conseillers du Pentagone que les aventures du Laos et du Cambodge allaient mettre la victoire militaire à portée de sa

main, qu'il a pu croire que les négociateurs de la R.D.V.N. et du G.R.P. à Paris seraient enfin ébranlés, démoralisés et donc prêts à accepter la proposition « généreuse » de reddition qu'il se disposait à leur adresser par l'intermédiaire d'un nouveau chef de la délégation américaine. Pour bien marquer combien il se sentait en position de force, il a envoyé de nouveau des centaines de bombardiers au-dessus du Nord-Vietnam, pendant plusieurs jours de suite, ce qui constitue une violation flagrante des accords conclus à Paris.

Toutes ces illusions, comme celle de la « vietnamisation », vont s'envoler bien avant les élections de novembre 1970. Les preuves en sont les revers subis au Laos depuis septembre 1969 et les conséquences, encore plus catastrophiques, de l'invasion du Cambodge.

On a fait toutes sortes de prédictions lugubres où l'on voit le Pathet Lao lancer une grande offensive, prendre Luang Prabang et peut-être Vientiane, ce qui est d'ailleurs dans ses moyens comme on le reconnaît généralement. Jusqu'à présent, les forces du Pathet Lao ont toujours été très modestes à l'heure de la victoire. L'exemple le plus frappant de cette attitude est celui de la bataille de Nam Tha où, les observateurs s'accordent à le dire, ils auraient pu passer sur l'autre rive du Mékong et exterminer l'armée de droite en déroute. Mais ils s'en abstinrent et acceptèrent de siéger à la Conférence de Genève qui sembla tout à coup vivement intéresser les Américains. Et c'est dans le même esprit qu'après avoir repris la plaine des Jarres, la direction du Pathet Lao a proposé, le 6 mars dernier, un plan en cinq points pour ramener la paix au Laos, sur la base des accords de Genève. Les voici :

1. Les Etats-Unis doivent mettre fin à leur intervention et à leur agression au Laos, mettre fin à l'escalade de la guerre, cesser complètement les bombardements contre le territoire du Laos, retirer du Laos tous les « conseillers » et personnels militaires américains et leurs armes et matériel de guerre, renoncer à l'emploi des bases militaires en Thaïlande et des mercenaires thaïlandais aux fins d'agression contre le Laos. Ils doivent cesser de

se servir du territoire lao aux fins d'intervention et d'agression contre d'autres pays.

2. Conformément aux accords de Genève de 1962, le royaume du Laos s'abstient de participer à des alliances militaires avec d'autres pays, et n'autorise aucun pays étranger à installer des bases militaires sur son territoire ou à y introduire des troupes et personnels militaires (...)

3. Respecter le trône, organiser des élections générales libres et démocratiques, élire une Assemblée nationale et former un gouvernement démocratique d'union nationale vraiment représentatif du peuple lao des différentes ethnies, édifier un Laos pacifique, indépendant, neutre, démocratique, unifié et prospère.

4. Au cours de la période allant du rétablissement de la paix aux élections générales pour la formation d'une Assemblée nationale, les parties intéressées tiendront dans un esprit de concorde nationale, d'égalité et de respect mutuel, une Conférence consultative politique composée des représentants des parties intéressées lao pour régler toutes les affaires du Laos et former un gouvernement provisoire de coalition. Les parties se mettront d'accord sur l'établissement d'une zone de sécurité pour permettre à la Conférence consultative politique et au gouvernement provisoire de coalition de fonctionner normalement et de briser toute tentative de sabotage ou de pression de la part de forces à l'intérieur ou à l'extérieur du Laos.

5. L'unification du Laos se réalisera par des consultations entre les parties lao sur la base du principe d'égalité et de concorde nationale. En attendant l'unification du Laos, chaque partie intéressée doit s'abstenir de recourir à la force pour violer ou empiéter sur la zone placée sous le contrôle d'une autre partie... »

Ce plan n'était pas proposé comme quelque chose « à prendre ou à laisser », mais comme base d'une discussion qui ne commencerait cependant qu'après l'arrêt des raids de bombardement américains. Il s'agissait là d'un plan très constructif, en particulier son point quatre qui analysait les causes profondes de la non-application des accords de Genève de 1962. Il expli-

quait que le gouvernement neutraliste de coalition était à l'époque prisonnier des forces de droite qui contrôlaient la capitale et tenaient en main tous les services administratifs et la sécurité. Ce plan proposait une base à partir de laquelle on pourrait restaurer l'unité nationale du Laos et aboutir à une solution politique qui, à son tour, indiquerait la voie à suivre pour un règlement politique au Vietnam.

L'accueil que fit Souvanna Phouma à ce plan de paix fut dès l'abord plus chaleureux que celui de Washington, dont les réactions aigres-douces indiquaient assez dans quelle voie Souvanna Phouma finirait par s'engager. Il devait, face à son opinion publique, prendre l'air intéressé, en tout cas au niveau des conversations préliminaires, et accepter de recevoir un envoyé spécial du Pathet Lao qui vint à Vientiane présenter officiellement les cinq points. La situation militaire était peu encourageante et Souvanna Phouma a pu espérer gagner ainsi du temps en ouvrant des conversations. Mais, pendant ce temps-là, on estimait à Washington avoir compensé la défaite du Laos par une « victoire » au Cambodge, avec le renversement de Sihanouk. La presse américaine rapporta que le coup d'Etat de Phnom Penh avait eu pour effet de « rehausser le moral » de Souvanna Phouma à Vientiane. La chance de la onzième heure, la dernière peut-être d'aboutir à un règlement négocié avec Souphanouvong fut rejetée le 1er avril sous prétexte que la condition préalable posée par le Pathet Lao, l'arrêt des bombardements américains, était « inacceptable ».

Confrontées au rejet de leur plan de paix et à la situation nouvelle au Cambodge, les forces du Pathet Lao reprirent leur action en avril 1970, cette fois dans la région du plateau des Boloven, dite « région des trois frontières », dans le sud du pays. La province d'Attopeu et la ville du même nom furent aussitôt libérées. Attopeu constituait une base importante pour les forces de droite et le principal secteur d'infiltration des Forces spéciales américaines qui opéraient clandestinement au Laos à partir du Sud-Vietnam. C'était là un sérieux coup d'arrêt aux opérations américaines dans cette partie méridonale du Laos, aggravé encore par l'encerclement de Saravane, à quelque 70 kilomètres au nord d'Attopeu et la prise, en cours de route,

de plusieurs bases installées sur des pitons et approvisionnées par les avions américains [4]. Dans le nord, les troupes pathet lao resserrèrent leur pression en direction de la frontière thaïlandaise, repoussèrent les contre-offensives lancées dans les secteurs du nord et du sud et renforcèrent leur encerclement des deux seules grosses bases américaines qui subsistent derrière leurs lignes, Sam Thong et Long Cheng. Des commandos pathet lao réussirent à plusieurs reprises à pénétrer à l'intérieur du périmètre défensif de ces bases et à bombarder le quartier général de Vang Pao. On dit qu'il fut blessé au cours d'une de ces opérations et hospitalisé à Udon, en Thaïlande.

A la fin du mois d'avril, des centaines de mercenaires de Vang Pao avaient déserté et avaient pu, en traversant tranquillement les territoires pathet lao, regagner leurs villages. Selon les estimations du Pathet Lao, la moitié au moins des forces de Vang Pao furent détruites dans les trois mois qui suivirent la reprise de la plaine des Jarres. Certaines estimations américaines sont encore plus élevées. Pour combler ce vide, les Américains commencèrent à faire venir des Forces spéciales du Sud-Vietnam, comme devait le révéler le ministre des Affaires étrangères de Saïgon, Tran Van Lam, à la conférence de Djakarta sur le Cambodge [5], le 17 mai, et comme devait le confirmer le lendemain, de fort mauvaise grâce, le secrétaire américain à la Défense, Melvin Laird. Encore un secret de M. Nixon ! Toujours selon le Pathet Lao, on entraîna d'urgence 2 000 hommes de plus, des Forces spéciales, en Thaïlande, pour pouvoir les envoyer rapidement à la rescousse de ce qui restait de l'armée de Vang Pao.

A la fin du mois de mai 1970, au moins 5 000 soldats thaïlan-

4. Saravane est tombée, le 8 juin, aux mains du Pathet Lao. (N.D.T.)

5. Conférence de onze nations d'Asie et du Pacifique, en Indonésie, pour proposer une solution à la situation au Cambodge. Ont assisté à cette conférence les ministres des Affaires étrangères d'Australie, d'Indonésie, du Japon, de Malaisie, de Nouvelle-Zélande, des Philippines, de Corée du Sud, du Sud-Vietnam et de Thaïlande. Singapour et le Laos avaient envoyé de simples délégations. Tous ces pays participent militairement ou économiquement à la guerre américaine au Vietnam.

Le Cambodge, qui voulait présenter une demande massive d'aide militaire et économique, n'a pas été invité à la conférence. (N.D.T.)

dais se battaient au Laos, sans compter ceux qui venaient, semaine après semaine, « s'intégrer » aux unités régulières de l'armée de Vientiane. Le haut commandement américain au Laos essayait par tous les moyens — renforts de Forces spéciales, augmentation du nombre des combattants thaïlandais, amélioration de l'armement, intensification des bombardements aériens — d'éviter une défaite militaire totale.

Quant à la résistance laotienne, ses dirigeants pensent visiblement maintenant en fonction des nouvelles perspectives ouvertes par l'intégration du Laos à la seconde guerre d'Indochine. Lors de ma visite en Asie du Sud-Est en mai 1970, j'ai demandé au Prince Souphanouvong son évaluation des résultats de la conférence au sommet des peuples d'Indochine à laquelle il a participé comme président du Comité central du Neo-Lao Haksat : « Pendant que les impérialistes américains amplifient et étendent rageusement leur guerre d'agression en Indochine — a-t-il répondu — la Conférence au sommet des peuples indochinois a été une réponse cinglante aux agissements aventureux des Etats-Unis, un coup porté à la politique de « faire combattre les Asiatiques par les Asiatiques, les Indochinois par les Indochinois » suivant la théorie de Nixon. Les succès de la Conférence ont marqué un nouveau progrès de l'œuvre anti-yankee pour le salut national des peuples des trois pays indochinois, et ont apporté une importante contribution à la lutte pour l'indépendance nationale et la paix dans l'Asie du Sud-Est et dans le monde... La déclaration commune de la Conférence est un programme d'union et de lutte contre l'ennemi commun et servira de base au renforcement et à l'extension des relations de soutien et d'entraide mutuels, de collaboration à long terme entre les peuples du Laos, du Cambodge et du Vietnam. Ce programme intensifiera encore davantage la conjugaison et l'unification des efforts déployés par les peuples des trois pays dans leur lutte contre l'agression de l'impérialisme américain. C'est un facteur qui portera le combat des peuples lao, khmer et vietnamien à de nouveaux tournants et le fera aboutir à la victoire complète contre l'ingérence et l'agression des Etats-Unis, faisant de l'Indochine une véritable région d'indépendance et de paix...

« Quant aux forces patriotiques lao, elles conservent fermement et développent constamment leur position d'initiative active. Après avoir bouté les troupes ennemies hors de la région de Xieng Khouang et de la plaine des Jarres, et recouvré totalement celle-ci, les forces patriotiques lao ont enfoncé la pointe de leurs attaques contre le repaire des « forces spéciales » de Sam Thong et Long Cheng, en vue de libérer Phalane, Attopeu et d'autres endroits, c'est-à-dire de châtier l'ennemi jusque dans les bases de départ mêmes de ses attaques criminelles.

« Le déroulement de la situation au Cambodge ne s'est pas non plus effectué dans le sens escompté par les Américains. Répondant à l'appel solennel en cinq points du prince Norodom Sihanouk... le mouvement de lutte du peuple khmer s'est rapidement développé à l'échelle nationale, en devenant maître de vastes zones comprenant les campagnes et les villes, en assénant de puissantes ripostes à l'agression des forces américano-saïgonnaises et en ébranlant sérieusement l'administration fasciste de la clique réactionnaire Lon Nol-Sirik Matak. En étendant leur guerre d'agression à toute l'Indochine, les Américains se sont mis eux-mêmes dans une position d'enlisement et d'impasse critique... A la lumière de la Déclaration commune de la Conférence au sommet des peuples indochinois, l'ensemble des 40 millions d'hommes appartenant aux trois peuples lao, khmer et vietnamien, forts du puissant soutien de citoyens des Etats-Unis et des peuples du monde, développeront leur position active et victorieuse, persévéreront dans le combat en l'impulsant fortement, et arracheront à coup sûr la victoire complète. »

La réalité de cette synthèse s'exprimera bien évidemment dans les développements politico-militaires que va connaître la seconde guerre d'Indochine, et, plus tard, dans les relations qu'établiront entre eux, après la victoire, les peuples d'Indochine.

Une chose demeure certaine. Il n'y a plus qu'une seule et même guerre, il n'y aura qu'une seule et même paix.

XIV

DEUX POIDS, DEUX MESURES

Washington a toujours justifié officiellement son escalade contre le peuple laotien, depuis l'ingérence jusqu'à l'agression pure et simple en passant par l'intervention, en invoquant « l'intervention » ou « l'agression » nord-vietnamienne. La politique de Hanoï a, en fait, toujours consisté à laisser les Laotiens régler leurs affaires entre eux. Sans l'ingérence américaine, les Laotiens auraient réglé leurs différends de façon satisfaisante et pour eux et pour les Nord-Vietnamiens. Le Vietnam de Ho Chi Minh n'avait aucunement l'intention, sans parler du peu d'intérêt d'une telle opération, de chercher à imposer un régime communiste ou pro-communiste au Laos ou au Cambodge, même s'il en avait eu les moyens. Les dirigeants de Hanoï avaient toutes raisons d'être entièrement satisfaits par la lettre et par l'esprit des accords de Genève sur le Laos et le Cambodge de 1954, qui faisaient de ces deux pays des Etats-tampons neutres entre le Vietnam et les autres Etats de l'Asie du Sud-Est. C'était, comme nous l'avons déjà dit, la pièce maîtresse de la construction élaborée à Genève par l'Est et l'Ouest.

Pour les Anglais et les Français, l'idée d'Etat-tampon venait à point calmer leurs inquiétudes devant l'expansion, ou en tout cas l'extension trop rapide, des « idées communistes » identifiées au Vietminh, au-delà des frontières vietnamiennes. Le cordon sanitaire du Cambodge et du Laos préserverait leur sphère d'influence en Thaïlande, en Malaisie, etc., du « virus rouge ». On ne pouvait plus sauver le Vietnam ; le Vietminh avait gagné, mais on pouvait le couper idéologiquement du reste de l'Asie

du Sud-Est et s'il se greffait sur la Chine, déjà perdue, le prix d'un tel isolement était acceptable. En même temps, l'O.T.A.S.E. pourrait fournir le bouclier militaire nécessaire à la protection des Etats situés de l'autre côté du cordon sanitaire.

A Hanoï, l'idée d'un Vietnam bientôt réunifié, baigné par la mer au sud et à l'est, adossé à des Etats neutres à l'ouest et à la Chine populaire, socialiste et fraternelle au nord, permettait aux dirigeants d'envisager la construction, dans la paix et l'indépendance, d'un Etat démocratique et socialiste, dont l'attraction serait irrésistible pour leurs compatriotes du Sud à l'heure des élections. C'est dans cet esprit qu'il fut possible d'arriver à un accord sur le futur statut du Laos et du Cambodge.

L'évolution sociale et politique du Laos était bien différente de celle du Vietnam. La révolution y trouverait son propre rythme. Les troupes vietminh stationnées au Laos pendant la guerre contre les Français y étaient à titre amical, sur la base d'une aide réciproque, forgée par la résistance des forces d'Indochine et leur volonté de coordonner leurs efforts contre le colonialisme français pour ramener la paix et l'indépendance dans leurs pays respectifs. Ceux-ci mirent en échec les efforts des Français pour les acheter séparément et les écraser ensuite un à un, dès que les forces colonialistes en auraient eu les moyens.

Le Viet Minh se retira du Laos après les accords de 1954, à la satisfaction unanime de la Commission internationale de contrôle, qui surveillait ce retrait. Ses troupes quittèrent le pays sans songer à jamais y revenir. Il n'y aurait pas de divergences sérieuses entre leurs frères d'armes du Pathet Lao d'une part, fort d'un large soutien populaire, dont celui du clergé bouddhiste tout-puissant, et d'autre part les forces nationalistes neutralistes, qui représentaient à eux tous ce qu'il y avait d'opinion publique organisée dans le pays, et il leur serait facile de tomber d'accord sur des programmes communs. La réconciliation nationale ne poserait pas plus de problèmes. Un gouvernement issu d'une réconciliation nationale ne pouvait pas avoir une politique dangereuse ou menaçante pour un Vietnam indépendant.

Les dirigeants de Hanoï étaient absorbés à panser les plaies

de la guerre, à refaire l'unité dans le pays, à préparer les élections nationales, et la dernière chose qu'ils souhaitaient, c'était de se retrouver avec un problème laotien sur les bras. De ce point de vue-là, les accords de Genève leur semblaient la meilleure des garanties.

Mais les Etats-Unis d'Eisenhower et de Dulles, avant même que les accords aient été signés, avaient décidé de pénétrer au Laos, indirectement si possible, par le biais de fantoches comme Katay ou Sananikone, et directement si cette solution ne se révélait pas efficace. Cette politique fut reprise par les administrations de Kennedy, de Johnson et de Nixon aujourd'hui. Quelles qu'aient été l'époque ou l'ampleur de l'aide nord-vietnamienne, elle a toujours été fonction de l'intervention américaine. Le Nord-Vietnam a tenté, à d'innombrables reprises, soit seul, soit avec l'aide de la Chine populaire, et avec l'appui intermittent de l'Union Soviétique (qui agissait comme co-présidente de la Conférence) de ramener la question laotienne sur le terrain des accords de Genève et de renforcer le contrôle de la C.I.C. Les dirigeants du Nord-Vietnam ont dénoncé Sananikone quand celui-ci mit fin au rôle de la C.I.C. et répudia les accords de Genève. Ils ont insisté pour que la C.I.C. enquête sur les entorses flagrantes faites aux accords et n'avaient rien à craindre d'enquêtes menées sur la base de ces accusations d'intervention nord-vietnamienne.

Pendant deux ans, alors que l'intervention américaine augmentait régulièrement, le gouvernement britannique fit la sourde oreille et ignora la demande nord-vietnamienne, présentée par le gouvernement soviétique, de réactiver la C.I.C. Les Anglais n'acceptèrent d'entrer en action que pour mieux servir les intérêts des Etats-Unis et de leurs hommes de paille laotiens.

Quand le Nord-Vietnam commença vraiment à envoyer une aide substantielle au Laos, il le fit sur la demande précise du gouvernement légal de Souvanna Phouma, à l'époque où celui-ci avait besoin du soutien du Pathet Lao pour assurer sa propre survie politique et physique.

Hanoï eut la même attitude permanente envers le Sud-Vietnam. Tant que les Etats-Unis n'intervinrent pas physiquement au Sud-Vietnam, et en fait longtemps même après leur

intervention directe, Hanoï laissa aux Sud-Vietnamiens le soin de régler leurs affaires, malgré la rupture hypocrite des accords de Genève, malgré l'abandon de la promesse d'élections générales en juillet 1956 pour réunifier le pays, malgré la répression sauvage, véritable tentative d'extermination de ceux qui avaient lutté pour l'indépendance. Hilsman reconnaît que c'est seulement longtemps après le début de l'intervention américaine au Sud que le Nord apporta une aide effective au mouvement de résistance qui s'était levé [1].

Il était prévisible, toutefois, en ce qui concerne le Laos, que les Nord-Vietnamiens n'allaient pas rester les bras croisés et contempler, impassibles, leurs camarades de lutte se faire exterminer de l'autre côté de la frontière par des Américains qui entendaient prendre la relève coloniale des Français vaincus. Si les Nord-Vietnamiens ont, à un moment donné, aidé les forces patriotiques laotiennes à repousser les forces d'intervention américaines, alors on ne peut qu'applaudir, comme le commandent l'équité et la simple connaissance des faits. En agissant ainsi, les Nord-Vietnamiens n'auraient pas fait autre chose que de défendre les intérêts du peuple laotien et de la paix en Asie du Sud-Est. Ils seraient demeurés fidèles à l'esprit de l'alliance de 1951 entre les forces de résistance des trois Etats d'Indochine, ainsi qu'à celui qui présidait à la Conférence des peuples d'Indochine, à Phnom Penh, en mai 1965, appelant à une action commune contre l'agression américaine si celle-ci s'étendait encore dans les pays en question.

Qui plus est, l'Histoire aurait sans doute jugé les Nord-Vietna-

1. On utilise généralement le Livre blanc publié par le département d'Etat sur « l'agression du Nord » pour justifier les bombardements sur ce pays. Voici ce qu'Hilsman en dit (p. 531) : « On n'a capturé aucun document, aucun équipement, aucun matériel qui prouve la présence d'unités régulières nord-vietnamiennes ou de simples nord-vietnamiens en nombre significatif. Le Livre blanc ne fournit des renseignements que sur le cas de quatre individus infiltrés et capturés, d'origine ethnique nord-vietnamienne. La seule preuve de la présence d'unités régulières nord-vietnamiennes a été fournie par les allégations de deux des quatre prisonniers et de deux prisonniers vietcong d'origine sudiste. »

Fort au fait des méthodes employées pour obtenir ce genre d'allégations, Hilsman leur accorde peu de poids.

miens avec sévérité s'ils avaient refusé leur appui à leurs anciens alliés laotiens et à leurs compatriotes du Sud, à l'heure où ils en avaient le plus besoin. Les dirigeants nord-vietnamiens durent prendre leur décision en fonction de leurs intérêts nationaux, certainement menacés par une éventuelle présence militaire américaine à leurs frontières, et aussi de la situation internationale, en particulier de l'appartenance du Nord-Vietnam au camp socialiste. Les participants à la Conférence de Moscou de 1960 avaient déclaré que, s'ils étaient opposés à l'exportation de la révolution, ils étaient également opposés à l'exportation de la contre-révolution. Ils s'étaient engagés à mobiliser leurs ressources, y compris les ressources militaires des pays où le parti communiste détenait le pouvoir, pour soutenir les peuples et les pays qui se levaient pour faire la révolution et étaient victimes du soutien international à la contre-révolution.

Compte tenu, donc, de sa position dans le mouvement communiste international et dans le camp socialiste, la R.D.V.N. aurait aussi rempli ses devoirs internationaux en aidant le Pathet Lao à vaincre une contre-révolution d'inspiration américaine au Laos.

Il y avait d'autres facteurs. En 1965, les Etats-Unis avaient constitué un front militaire unique contre les peuples d'Indochine : troupes de combat contre les peuples du Sud, guerre aérienne contre le Nord du Vietnam, « guerre spéciale » au Laos, menaces d'invasion du Cambodge et bombardement des villages frontaliers. Voilà le front unique et bien coordonné. Mais tandis que les Etats-Unis se réservaient le privilège de mener une guerre unique, comme les Français en leur temps, les victimes étaient censées, elles, attendre dans leurs enclos respectifs qu'on vînt les abattre les unes après les autres. Qui pourrait leur faire grief d'en être sorties pour s'unir et mieux s'entraider ?

Par ailleurs, 80 % des raids aériens contre le Nord-Vietnam partaient de Thaïlande et traversaient l'espace aérien du Laos, tandis que les bombardements eux-mêmes étaient téléguidés à partir de ces bases. Si les Etats-Unis avaient le droit de se servir de l'espace aérien laotien, on ne voit pas pourquoi les Nord-Vietnamiens n'auraient pas eu le droit de se servir du

territoire laotien pour aller attaquer ces aérodromes en Thaïlande, ou d'entrer au Laos pour détruire ces bases de guidage et de radar. Si le prince Souvanna Phouma avait vraiment voulu protéger la neutralité du Laos, il n'aurait jamais toléré qu'on utilisât l'espace aérien de son pays pour en attaquer un autre. Il n'a d'ailleurs jamais protesté contre ces agissements.

Dans son rôle de gendarme du monde, Washington utilise deux poids et deux mesures, particulièrement quand il se réserve le monopole d'utiliser contre les Laotiens et les Sud-Vietnamiens des troupes étrangères à sa solde. Thaïlandais, Sud-Vietnamiens, Chinois du Kuomintang, Philippins et autres mercenaires combattent au Laos, tandis qu'on trouve des troupes sud-coréennes, australiennes, néo-zélandaises, thaïlandaises et philippines au Sud-Vietnam. Mais que les Nord-Vietnamiens viennent en aide à leurs voisins les plus proches ou à leurs compatriotes, et l'on parle de « crime » qu'il faut punir par l'extermination : « Il faut les ramener à l'âge de pierre à coups de bombes », réclamait le général Lemay.

Si le camp socialiste avait eu le même genre de réaction, on aurait vu les avions soviétiques bombarder les villes américaines, les sous-marins soviétiques et chinois couler les convois de matériel dans le Pacifique (pas six ou douze tonnes de bombes, mais des milliers de tonnes par jour), les troupes chinoises, nord-coréennes, cubaines, hongroises, se battre au Sud-Vietnam et au Laos !

C'est ainsi, par exemple, qu'au début de 1961, après que Kong Le et Singkapo eurent pris la plaine des Jarres, des troupes thaïlandaises sous commandement américain furent parachutées dans cette région, pendant trois jours de suite, les 1er, 2 et 4 janvier. Ceci se passait à une époque où les imaginations, même les plus débridées, ne songeaient pas à une présence vietnamienne dans cette région inaccessible couverte par la jungle et située à une centaine de kilomètres de la frontière vietnamienne [2]. On ne pouvait pas non plus associer les Nord-

2. Les accusations au sujet des « six bataillons nord-vietnamiens » lancées, puis vite retirées, par Nosavan ne faisaient pas référence à la plaine des Jarres.

Vietnamiens à aucune des graves crises qui avaient entraîné les manœuvres et les manipulations de Washington : l'échec des campagnes militaires de Katay, l'affaire des deux bataillons pathet lao, l'évasion de Souphanouvong, le coup d'Etat de Kong Le, la capture de la plaine des Jarres. On n'avait même pas encore inventé à l'époque le prétexte de la « piste Ho Chi Minh ». Mais tout le monde pouvait constater *de visu* l'intervention de l'Amérique et des troupes à sa solde.

Que Washington emploie deux poids et deux mesures, en voici un autre exemple : les Etats-Unis s'adjugent le droit exclusif d'utiliser un pays comme la Thaïlande pour y installer des bases opérationnelles, des centres d'entraînement et des « sanctuaires invulnérables », pour en faire un territoire de transit pour le matériel de guerre, un champ de manœuvre pour les troupes payées et dirigées par eux et une base de départ pour déborder et attaquer l'ennemi par l'arrière — voir, par exemple, l'attaque menée par Nosavan contre Vientiane. En revanche, quelle indignation générale si la Chine s'était servie du Laos septentrional pour envoyer une aide militaire au Nord-Vietnam ! Ou si elle avait envahi la Thaïlande ou le Laos sous le prétexte, inventé par les Américains, du « droit de suite », pour détruire les restes du Kuomintang qui harcèlent ses frontières à partir de bases situées au Laos et en Thaïlande !

Dès le début de leur intervention au Laos et ailleurs en Indochine, les Etats-Unis ont appliqué la loi du plus fort. Si le Vietnam, le Pathet Lao et les pays qui sont leurs amis avaient eu recours au même genre de prétextes officiels, ils auraient bombardé les « sanctuaires » américains de Thaïlande, de Guam, d'Okinawa et des Philippines, pour commencer. La Thaïlande aurait été envahie pour avoir commis des « actes de guerre », tels qu'ils sont définis par les conventions internationales contre la République démocratique du Vietnam et le Laos. En utilisant un double système de poids et de mesures, Washington a virtuellement ouvert les portes à une guerre généralisée en Asie du Sud-Est, que seul un miracle pourrait maintenant arrêter.

Devant l'émoi causé dans l'opinion publique par le problème du Laos et à la suite de l'enquête menée par le Sénat sur ce qui s'y passait, le Sénat américain adopta, le 15 décembre 1969, une résolution dont on expliqua au public qu'elle mettait fin au danger d'américanisation du conflit au Laos et en Thaïlande. Mais après les éloges traditionnels de la presse devant une telle manifestation de sagesse, il devint très vite clair, à la lecture du texte lui-même, que cette résolution fournissait à l'administration de Nixon le moyen de poursuivre — voire d'intensifier si nécessaire — cette forme particulière de « guerre spéciale » contre le peuple laotien décrite dans les chapitres précédents.

On ne s'étonnera pas ensuite d'entendre le président Nixon déclarer aux leaders du Sénat que cette résolution — qui avait fait naître tant d'espoirs — était « décidément dans la ligne de la politique de l'administration » ni de lire le commentaire de Ron Ziegler, porte-parole de la Maison Blanche, selon lequel cette résolution « ratifiait » plus qu'elle ne « modifiait » cette politique. Puis l'on apprit que cette résolution — par une procédure vraiment surprenante, pour une mesure qui devait en principe bloquer toute possibilité d'intervention américaine au Laos, et donc limiter les pouvoirs du président dans ce domaine — avait été soumise à l'approbation du président avant d'être adoptée. La formulation en avait été mise au point « lors d'une session secrète où les reporters avaient dû quitter les galeries ».

Le passage le plus important du projet de budget militaire déclare « qu'aucun crédit attribué par cette loi ne pourra être utilisé pour financer l'introduction de l'infanterie américaine au Laos et en Thaïlande[3] ». L'U.S. Air Force, les unités d'hélicoptères, les Bérets verts, l'artillerie, les transmissions et tout le soutien logistique, tout l'attirail de la « guerre spéciale » échappent à l'interdiction. On ne soustrairait pas un seul dollar du budget de la « guerre spéciale ». Cette résolution empêche, tout au plus, une escalade immédiate de la « guerre spéciale » à la « guerre limitée » et s'intègre parfaitement au schéma

3. *International Herald Tribune*, Paris, le 18 décembre 1969.

proposé par Nixon : « Les Asiatiques combattent les Asiatiques » avec l'aide américaine [4].

Il y a vingt ans de cela, le sénateur Nixon avait été surnommé Tricky Dick (Richard Trichard). Son « plan secret de paix », célébré sur tous les tons et digne produit de ce surnom, se révéla n'être rien d'autre qu'un plan pour poursuivre la guerre en la vietnamisant, vietnamisation qui devait se faire à la Nixon, faute de quoi les Etats-Unis ne se retireraient pas. Lorsque Nixon fit escale au Pakistan, un journaliste lui demanda s'il avait des difficultés à faire admettre aux dirigeants asiatiques que le projet de retrait des forces américaines du Vietnam ne menaçait pas la sécurité des autres Etats asiatiques. Il répondit que « les Etats-Unis étaient décidément engagés à mener une certaine politique dans le Pacifique, qui consistait à ne pas intervenir et à ne pas se retirer non plus ». Huit mois plus tard, les Etats-Unis envahissaient le Cambodge !

En fin de compte, le seul résultat de l'enquête sénatoriale sur le Laos, même si elle a permis de dévoiler certaines tromperies, mentionnées dans ce livre, a été d'autoriser l'administration Nixon à poursuivre l'œuvre entreprise par ses prédécesseurs. Ce qu'il y a de plus effrayant dans toute cette affaire, c'est que les Américains n'ont pas changé d'un pouce dans leur désir de dominer l'Asie du Sud-Est. Les Laotiens, comme leurs voisins thaïlandais, cambodgiens et vietnamiens, n'ont pas d'autre alternative que de poursuivre et de développer leurs luttes, les armes à la main s'il le faut, pour battre en brèche cette politique et obliger les Américains à renoncer à leurs objectifs.

Il faut dire que la politique de l'administration Nixon se heurte à une opposition de plus en plus véhémente aux Etats-Unis mêmes, y compris au Congrès où de nombreux législateurs américains voient avec horreur leurs prérogatives sérieusement

4. Nixon commença à développer cette doctrine lors d'une série de conférences de presse qu'il fit à Guam, le 25 juillet 1969, et qui inauguraient la phase asiatique de son voyage autour du monde. L'idée principale était que les Etats-Unis sont essentiellement une « puissance du Pacifique », mais « qu'elle ne continuerait à jouer un rôle en Asie que si les nations asiatiques le lui demandaient bilatéralement et collectivement ». Ce thème devait être repris par la suite avec quelques variantes.

entamées, en particulier dans le domaine de la conduite de la guerre. C'est ce qui explique le violent conflit qui a surgi entre Nixon et le Sénat à propos de l'invasion du Cambodge, et la tentative d'un certain nombre de sénateurs pour faire adopter un amendement, bien plus sévère que celui qui portait sur le Laos et qui limiterait l'intervention américaine au Cambodge. L'amendement Church-Cooper à la loi budgétaire, du nom des sénateurs républicains et démocrates qui l'ont rédigé, apporte des corrections à la législation sur les ventes d'armes à l'étranger et vise à couper les crédits qui seraient nécessaires à toute activité militaire au Cambodge après le 30 juin 1970, date à laquelle Nixon promettait de retirer toutes les troupes américaines. Dans sa forme originale, cette mesure devait aussi supprimer les crédits et le matériel destinés aux troupes de Saïgon qui opèrent au Cambodge. Mais elle maintenait le financement des activités aériennes américaines. Elle fut graduellement aménagée, sous prétexte qu'elle « empiétait sur les responsabilités du président des Etats-Unis, qui est aussi commandant en chef des Forces armées américaines, et qui doit protéger les troupes américaines sur le terrain ».

Comme pour l'amendement sur les activités américaines au Laos, les experts préparèrent donc la rédaction d'un texte qui satisferait l'opinion publique et qui permettrait en même temps au président d'agir à sa guise. Bien avant l'échéance du 30 juin, le Cambodge était la proie des troupes de Saïgon, mais aussi des troupes thaïlandaises, des commandos de Forces spéciales, composés de Sud-Vietnamiens d'origine khmère et entraînés par la C.I.A., et à qui l'on avait confié la « défense » de Phnom Penh. Une armée internationale et contre-révolutionnaire est attendue au Cambodge, composée sans doute de Sud-Coréens, d'Indonésiens et de Formosans, armés et financés par les Etats-Unis en dépit de l'amendement Church-Cooper. Le spectacle d'un Cambodge saccagé par ses pires ennemis, sous le haut patronage des Etats-Unis, a été justifié par la nécessité de « sauver le pays des Vietcong et des Nord-Vietnamiens », et ce cynisme-là se passe de commentaire.

« Le cynisme de l'exécutif américain a atteint son apogée », devait dire Sihanouk dans son discours d'ouverture à la Confé-

rence au sommet des peuples indochinois, le 24 avril 1970, « quand il a exigé que les forces de résistance de nos trois peuples, du Vietnam, du Laos et du Cambodge, évacuent leurs propres pays pour répondre au retrait partiel des forces américaines, et quand il a qualifié notre Résistance d'« intervention étrangère » dans notre propre pays. Mais où donc nos armées de libération devraient-elles se retirer ? Aux Etats-Unis ? Les agresseurs américains seraient-ils devenus par quelque opération du Saint-Eprit des Indochinois pur sang ? »

Ce qu'expliquent certains apologistes, c'est que les Etats-Unis ont le droit d'employer deux poids et deux mesures parce qu'ils sont les « bons » et que les forces de libération nationale sont les « méchants ». Ils disposent de « sanctuaires » en Thaïlande, à Okinawa, à Guam, ce qui est normal puisqu'ils se battent pour une cause « juste » ; en revanche, on peut bien faire voler le Cambodge en éclats sous les bombardements des B-52 et le donner à dépecer à ses voisins puisque les « sanctuaires vietcong » servent une cause « injuste ».

On peut douter que ce genre d'arguments impressionne les peuples indochinois, et leur lutte contre ce double système de valeurs sera le facteur dominant en Asie du Sud-Est dans les dix années à venir.

POST-SCRIPTUM

Au cours des deux mois qui ont suivi le retrait des troupes américaines du Cambodge, les événements se sont déroulés comme prévu. Après un certain nombre de communiqués contradictoires de la Maison Blanche et du Pentagone, l'aviation américaine a continué d'intervenir de plus en plus largement au-dessus du Cambodge. Le F.U.N.K. a continué d'améliorer ses positions, tenant solidement les quatre provinces du nord-est et leurs chefs-lieux ainsi que presque tout le reste des zones rurales. Phnom Penh et les principaux centres provinciaux restent sous le contrôle nominal du régime Lon Nol mais ont été encerclés par les forces armées de libération. Dans les régions tenues par le F.U.N.K., on a pu assister à l'organisation et à la consolidation de ses bases politiques au niveau le plus élémentaire, à l'application de sa politique progressiste dans les domaines de la réforme agraire, de la réduction des loyers et des impôts, de la santé publique, de l'éducation, de l'égalité des sexes et d'une démocratisation générale dans les conditions de vie, qui s'est fait sentir à tous les niveaux depuis les plus petits hameaux.

L'armée et l'administration de Lon Nol ont continué à se désagréger. Sans l'activité déployée par les troupes de Saïgon et les unités de commando khmer krom et khmer serei téléguidées par la C.I.A., il est absolument certain que le régime de Lon Nol se serait effondré au cours de cette période, comme il se serait effondré plus tôt sans l'intervention des troupes américaines. Les effets dévastateurs de l'aviation américaine, qui rase et brûle tout ce qui échappe à son contrôle, n'auraient pas suffi en eux-mêmes à éviter cet effondrement mais le déploiement des troupes de Saïgon et des mercenaires de la C.I.A. en a retardé l'échéance. La direction du F.U.N.K. a cherché, en toute connais-

sance de cause, plutôt que des victoires militaires spectaculaires, à construire une organisation solidement assise, capable de mener une longue guerre populaire, quel qu'en soit le prix.

Les vieux « spécialistes » du Cambodge qui avaient prédit l'engloutissement du pays dans le partage qu'allaient en faire le Sud-Vietnam et la Thaïlande et qui avaient affirmé l'impossibilité d'un authentique mouvement khmer de résistance se sont vus brutalement ramenés à la réalité par les témoignages d'une demi-douzaine de journalistes français et américains qui ont passé des semaines et des mois prisonniers des partisans cambodgiens. Ils ont rendu compte, au grand dam, parfois, de leurs employeurs, de l'existence d'un mouvement très organisé de partisans cambodgiens, soutenu par la population cambodgienne. L'une des erreurs les plus classiques et les plus constantes des « experts » occidentaux de l'Asie a justement été de mépriser la capacité de la paysannerie asiatique de s'organiser et de se mettre sous une direction responsable. Elle a été répétée au sujet du Cambodge. Il était normal, pour les auteurs de communiqués de Phnom Penh, de Saïgon et de Washington, de prétendre qu'ils ne se trouvaient engagés au Cambodge que contre des troupes « nord-vietnamiennes » et « vietcong », comme il était normal de prétendre qu'il n'y avait au Sud-Vietnam et au Laos que des troupes « nord-vietnamiennes » et que le F.N.L. et le Pathet Lao n'avaient pas d'existence réelle. C'était déjà assez humiliant pour les chefs de guerre du Pentagone d'avoir à admettre que leur machine de guerre si parfaite n'avait pas pu vaincre les Nord-Vietnamiens ; ç'aurait été trop leur demander que d'admettre la réalité de leur défaite devant les masses paysannes vietnamiennes, cambodgiennes et laotiennes.

En dépit de ces communiqués trompeurs, le prestige américain a subi une chute brutale dans le monde à la suite de l'opération cambodgienne. Dans son discours du 30 avril où il annonçait l'invasion du Cambodge et dans sa conférence de presse du 8 mai qui visait à justifier cette invasion, le président Nixon a invoqué la question du prestige américain à l'étranger. Dans son allocution du 4 juin, après avoir prétendu que l'invasion du Cambodge était nécessaire à la « sécurité » des troupes américaines stationnées au Sud-Vietnam, Nixon posait la question suivante :

« Si un président américain avait manqué à son devoir de faire face à cette menace, est-ce que les nations et les peuples qui font reposer leur sécurité sur la puissance de l'Amérique et les engagements qu'elle a souscrits... garderaient encore leur confiance dans les Etats-Unis ? » Un sondage d'opinion effectué par l'agence d'information du gouvernement américain (U.S.I.A.), trois mois après l'invasion du Cambodge, a montré que la confiance dans les Etats-Unis avait terriblement baissé, justement à cause de l'invasion. Les résultats, montrant le déclin de la confiance internationale, même dans certains pays qui « font reposer leur sécurité sur la puissance de l'Amérique et les engagements qu'elle a souscrits », furent présentés le 10 août à la Chambre des Représentants. Deux questions étaient posées : « Avez-vous une plus grande ou une moins grande confiance dans les Etats-Unis à la suite de l'intervention américaine au Cambodge ? » « Approuvez-vous ou désapprouvez-vous l'ensemble de l'action américaine en Indochine ? » Les réponses furent les suivantes (1) :

	Plus grande confiance dans les États-Unis	Moins grande confiance	Approuvent	Désapprouvent
Allemagne occidentale	4 %	27 %	22 %	52 %
France	5 %	29 %	12 %	15 %
Grande-Bretagne	6 %	27 %	29 %	38 %
Suède	3 %	58 %	8 %	72 %
Philippines	26 %	24 %	45 %	24 %
Inde	12 %	22 %	16 %	43 %
Australie	14 %	26 %	43 %	27 %
Japon	3 %	58 %	7 %	43 %

Le président Nixon dit également que l'invasion du Cambodge rendrait la paix plus proche. En fait, comme il était loisible de le prévoir, elle a amené l'élargissement de la guerre. A côté des combats qui ont éclaté un peu partout au Cambodge et l'extension de la guerre au Laos avec l'intervention de troupes thaïlandaises et sud-vietnamiennes, il y a eu une brusque augmentation de l'activité des guérillas en Thaïlande. Le 10 juillet, un communiqué

1. *Le Monde*, 13 août 1970.

émanant de la direction du Parti communiste de Thaïlande appelait les guérillas thaïlandaises à « coordonner leurs activités militaires avec celles des trois pays d'Indochine et d'Asie qui viennent de lancer une puissante attaque contre l'impérialisme et ses agents ». Dix jours plus tard, à Paris, lors d'une conférence de presse, Thiounn Mumm, ministre du gouvernement d'union nationale cambodgien et du bureau politique du F.U.N.K., annonçait que la coordination des activités militaires entre les partisans thaïlandais et cambodgiens était déjà sur pied et que les guérillas thaïlandaises avaient déjà rendu un « précieux service » en clouant au sol des troupes qui devaient faire mouvement vers le Cambodge. On apprit que d'excellents contacts avaient été établis entre les dirigeants du F.U.N.K. et ceux du F.P.T. (Front patriotique de Thaïlande) ; qu'une importante délégation du F.U.N.K. avait visité les zones contrôlées par le Neo Lao Haksat au Laos, du 19 au 25 juillet, pour discuter, entre autres, des moyens d'améliorer la coordination des activités militaires.

La raison officielle donnée, à la fin août, par le gouvernement thaïlandais à sa décision de retirer la division des « Léopards noirs » du Sud-Vietnam était que ces troupes étaient nécessaires pour « aider à défendre les frontières avec le Laos et le Cambodge » où l'activité coordonnée des guérillas a beaucoup augmenté.

Dans l'une de ces déclarations mordantes qu'il a faites depuis Pékin, celle du 6 juillet, le prince Sihanouk notait que « Nixon aura réussi l'exploit de faire du peuple khmer un peuple révolutionnaire et de le souder aux peuples laotien et vietnamien. » Avant peu de temps, on constatera que la même remarque pourra s'appliquer au peuple thaïlandais, et à d'autres encore en Asie du Sud-Est. Mais il s'agit là de considérations que ni les laboratoires intellectuels ni les renseignements traités par calculatrices électroniques ne seront capables à Washington de prédire. En ignorant les inévitables réflexes révolutionnaires des peuples asiatiques devant les atrocités de l'intervention américaine, les différents gouvernements américains ont amené leur politique dans le Sud-Est asiatique au bord d'un désastre auprès duquel Dien Bien Phu pourrait bien n'apparaître que comme un incident de parcours.

Paris, le 1er septembre 1970.

CHRONOLOGIE

I. CHRONOLOGIE DU CAMBODGE

1858	Début de la colonisation française en Indochine avec l'arrivée d'un bateau de guerre au Vietnam, officiellement pour protéger les missionnaires.
1862	La France occupe le Cambodge.
1941 (avril)	Norodom Sihanouk devient roi, choisi par la France parmi les prétendants après la mort de son grand-père le roi Sisowath Monivong.
1941-45	Les Japonais occupent l'Indochine.
1945 (août)	Insurrection des peuples d'Indochine contre les occupants japonais.
1945 (octobre)	Deuxième invasion française. Naissance de la résistance cambodgienne (Khmer Issarak).
1946 (janvier)	Signature d'un *modus vivendi* promettant « en principe » l'indépendance du Cambodge.
1946 (décembre)	Commencement de la résistance généralisée au Vietnam. La résistance cambodgienne devient active avec ses propres actions de guérilla.
1946-1949	Le Nekkhum Khmer Issarak (Front de Libération cambodgien) consolide son organisation militaire et sa présence politique en diverses régions.
1950 (avril)	Première conférence des Représentants du Peuple pour élire un Comité central de Libération, transformé ultérieurement en gouvernement de résistance nationale.
1951 (mars)	Formation d'une alliance khmère-lao-vietnamienne pour coordonner la résistance dans les trois pays.
1953	Des tentatives pour faire participer plus activement le Cambodge à l'Union française sont repoussées fermement par Sihanouk. Début des pressions américaines pour que le Cambodge s'associe à la lutte contre le « communisme ».

CHRONOLOGIE DU CAMBODGE

1953 (9 novembre)	La France accorde l'indépendance au Cambodge.
1954 (7 mai)	Défaite française à Dien Bien Phu. Ouverture de la conférence de Genève sur l'Indochine.
1954 (20 juillet)	Signature des Accords de Genève, confirmation internationale de l'indépendance et de la neutralité du Cambodge.
1955 (mars)	Abdication de Sihanouk ; fondation du mouvement du Sangkum (groupement populaire socialiste).
1955 (octobre)	Sihanouk devient premier ministre et ministre des Affaires étrangères.
1955	Fortes pressions des U.S.A. pour que le Cambodge entre dans l'O.T.A.S.E.
1956	La Thaïlande occupe la région de Preah Vihear, territoire cambodgien, site d'un fameux temple pré-angkorien.
1958	Le Sud Vietnam occupe du territoire khmer dans la province de Stung Treng. Le Cambodge ne peut pas intervenir contre un allié des Etats-Unis.
1959	Complot C.I.A. contre Sihanouk par le général Dap Chhuon. Echec. Dap Chhuon tué.
1959-1963	Aide militaire et financière américaine pour les « Khmers Serei » (Khmers Libres) constitués par la C.I.A. pour renverser Sihanouk.
1963	Sihanouk renonce à l'aide militaire et économique américaine.
1965 (mai)	Rupture des relations diplomatiques avec les Etats-Unis à l'initiative de Sihanouk.
1961-1969	7 000 violations américaines-saïgonnaises du territoire cambodgien, causant 300 morts.
1969 (avril)	Reprise des relations diplomatiques avec les Etats-Unis sous la garantie du respect de la neutralité et de l'intégrité territoriale du Cambodge.
1970 11 mars	Saccage, pendant l'absence de Sihanouk du pays, des ambassades de la République démocratique du Vietnam et du Gouvernement révolutionnaire provisoire du Sud Vietnam, à Phnom Penh.
18 mars	Coup d'état du général Lon Nol. Sihanouk destitué comme chef d'Etat.

CHRONOLOGIE DU CAMBODGE

23 mars	De Pékin, Sihanouk fait appel à la résistance armée et à la formation d'un Front d'Union nationale.
24-25 avril	Une conférence au sommet des peuples d'Indochine décide l'unification de la lutte de libération du Laos, du Cambodge et du Vietnam du Sud.
30 avril	Le président Nixon annonce l'invasion du Cambodge par les forces armées des Etats-Unis et de Saïgon.
5 mai	Sihanouk annonce la formation d'un gouvernement d'Union nationale.
30 juin	Les troupes américaines sont retirées du Cambodge mais les forces armées saïgonnaises y restent et l'aviation et l'artillerie américaines continuent le bombardement du territoire cambodgien.
17 mai	La Maison Blanche annonce que les troupes du Sud Vietnam vont se retirer du Cambodge à la fin juin en même temps que les forces armées américaines.
21 mai	Le vice-président du Sud Vietnam, Nguyen Cao Ky, affirme que les forces armées du Sud Vietnam vont continuer d'opérer au Cambodge après le retrait des forces armées américaines.
26 mai	L'amendement Church-Cooper, qui vise à empêcher l'engagement militaire des Etats-Unis au Cambodge après le 1er juillet 1970, reçoit une première ratification du Sénat américain. Les Etats-Unis vont accorder un équipement militaire au régime de Lon Nol d'une valeur de 7,5 millions de dollars.
27 mai	Accord en 17 points entre Saïgon et Phnom Penh sur les opérations militaires au Cambodge. Le président Nguyen Van Thieu confirme que les troupes saïgonnaises continueront d'opérer au Cambodge après le 30 juin.
1er juin	Les dépêches de presse révèlent que 21 journalistes étrangers ont été portés manquants au Cambodge, en l'espace de deux mois, depuis le commencement des opérations militaires.
4 juin	Le président Nixon annonce au peuple américain que l'opération au Cambodge a été une « grande victoire ».
7 juin	La Commission des Affaires étrangères au Sénat américain met en question la « grande victoire » du président Nixon.
22 juin	Le prince Norodom Sihanouk affirme que les forces armées du F.U.N.K. contrôlent « irréversiblement » la moitié du territoire cambodgien.

CHRONOLOGIE DU CAMBODGE

30 juin	Les forces terrestres américaines se retirent du Cambodge après avoir répandu sur le terrain des gaz destinés à rendre inhabitables pendant six mois les régions frontalières. Nixon affirme que les activités de l'aviation américaine au Cambodge se borneront à attaquer les lignes de ravitaillement qui passent par le Cambodge jusqu'au Vietnam du Sud.
1er juillet	L'artillerie américaine s'est déplacée de l'autre côté de la frontière et continue de pilonner les positions des maquisards, depuis le territoire du Sud Vietnam.
2 juillet	Lors d'une conférence de presse donnée à Paris, le président Pompidou déclare que « les Etats-Unis doivent prendre eux-mêmes la ferme résolution d'évacuer l'Indochine ».
5 juillet	A Phnom Penh, un tribunal militaire condamne par contumace le prince Sihanouk à la peine de mort pour « haute trahison ». Il est aussi déchu de sa nationalité cambodgienne.
10 juillet	Un communiqué du Parti communiste thaïlandais demande aux partisans du Front patriotique de Thaïlande de « coordonner leur action combattante avec celle des trois pays d'Indochine... »
12 juillet	Le secrétaire d'Etat américain William Rogers, dans une interview à la T.V. de Londres, exprime des doutes sur l'utilité de l'opération au Cambodge.
15 juillet	Dans une conférence de presse impromptue à Washington, le secrétaire d'Etat Rogers cherche à nier ses divergences de vue avec le président Nixon.
23 juillet	Lon Nol, en visite officielle à Bangkok, demande une aide militaire.
31 juillet	Des U.S. Phantom-jets arrosent de napalm la ville et le plateau de Kirirom. Les chasseurs bombardiers américains sont employés comme soutien tactique aux forces de Lon Nol et de Saïgon, en violation de la déclaration du président Nixon du 30 juin.
6 août	Le secrétaire à la Défense Laird reconnaît l'emploi de l'aviation américaine comme soutien tactique aux forces de Lon Nol.
11 août	L'activité aérienne américaine sur tout le territoire du Cambodge a doublé depuis le 1er août.
17 août	Monique Sihanouk, femme du prince Norodom Siha-

nouk, est condamnée par contumace aux travaux forcés à perpétuité.

20 août — Les Etats-Unis annoncent qu'ils accordent une aide militaire au régime Lon Nol de 40 millions de dollars pour l'année en cours.

23 août — Le vice-président Agnew, en voyage en Asie, déclare que si Lon Nol tombe, les Etats-Unis ne pourront quitter le Sud Vietnam.

25 août — Sihanouk déclare que les deux tiers du pays sont aux mains du F.U.N.K.
Trois journalistes français et un Américain, libérés par le F.U.N.K., affirment qu'ils ont été effectivement capturés par les maquisards de Sihanouk et qu'ils ont été bien traités.

31 août — Après trois jours de combat, les maquisards s'emparent de la ville de Srang, à 40 km au sud de Phnom Penh, centre stratégique sur la route qui relie la capitale au port de Sihanoukville. La route n° 1 reliant Phnom Penh à Saïgon est également coupée. La capitale est encerclée par les maquisards repliés à 10 ou 30 km du centre de la ville.

II. CHRONOLOGIE DU LAOS

1893	La France obtient du Siam, sous la menace de ses forces navales, les territoires laotiens à l'est du Mékong.
1901	Première révolte dans les provinces méridionales, dirigée par Phocodut.
1910	Eclate une insurrection, toujours au bas Laos, dirigée par Ong Keo et poursuivie par le légendaire Komadome. Elle sera étouffée définitivement en 1937 seulement.
1945	Inspiré par l'expérience vietnamienne, commence le mouvement du Pathet Lao. Son chef est le Prince Souphanouvong qui dirige, en août 1945, une révolte essentiellement urbaine avec faible participation rurale.
1946	Les Français reviennent en écrasant assez facilement la résistance du Pathet Lao. Un gouvernement en exil est formé en Thaïlande.
1947	Souphanouvong retourne dans sa patrie pour organiser la résistance contre les Français.
1950 (août)	Conférence nationale du Neo Lao Itsala (qui deviendra Neo Lao Haksat), organisation politique du Pathet Lao.
1951 (mars)	Participation du Pathet Lao à l'Alliance avec les Khmer Issarak et le Vietminh pour coordonner la résistance des trois peuples d'Indochine.
1954 (mars-mai)	Le Pathet Lao participe activement à la bataille de Dien Bien Phu.
1954 (20 juillet)	Signature des Accords de Genève. En attendant un règlement politique, les forces Pathet Lao doivent se regrouper dans deux provinces du Nord-Laos, Sam Neua et Phong Saly.
1955	Après une visite de John Foster Dulles à Vientiane, les troupes du gouvernement de Vientiane attaquent sans succès le Pathet Lao dans les provinces septentrionales. La conséquence en est la chute du gouvernement droitier de Katay Don Sasorith et le retour du Prince Souvanna Phouma, neutraliste, au pouvoir.

1956	Les demi-frères Souphanouvong et Souvanna Phouma arrivent à un accord sur la formation d'un gouvernement provisoire de coalition dans l'attente des élections.
1957	L'accord entre les deux princes est ratifié par l'Assemblée nationale. Le Pathet Lao commence à démobiliser son administration et ses troupes. Restent seulement deux bataillons à intégrer dans l'armée nationale.
1958	Elections partielles qui marquent un succès éclatant pour le Pathet Lao et ses alliés progressistes. Sous l'égide de la C.I.A. est formé un comité pour la Défense des Intérêts nationaux, (C.D.N.I.) avec un général droitier, Phoumi Nosavan à sa tête. Souvanna Phouma s'incline devant la pression du C.D.N.I. et part comme ambassadeur à Paris. Gouvernement formé par Katay. Ses troupes et sa police commencent à massacrer les cadres Pathet Lao.
1959	Les ministres Pathet Lao sont éliminés du gouvernement de coalition. Le gouvernement droitier dénonce, avec l'approbation de Washington, les Accords de Genève et dissout la Commission internationale de contrôle. Tentative de liquider les deux bataillons Pathet Lao, mais ces derniers échappent à un encerclement très serré pour regagner leurs anciennes bases. Souphanouvong et 15 autres cadres Pathet Lao arrêtés à Vientiane. Reprise des actions de guérilla. Coup d'Etat de Nosavan.
1960 (avril)	Après avoir accaparé le gouvernement, Nosavan organise des élections grossièrement truquées.
1960 (mai)	Souphanouvong et les autres cadres Pathet Lao réussissent à s'enfuir de prison.
1960 (août)	Le capitaine Kong Le organise un coup d'Etat et promet de suivre une ligne neutraliste. Un nouveau gouvernement est formé, présidé par Souvanna Phouma. Nosavan y participe, mais se prépare à reprendre le pouvoir, bien équipé d'armes américaines. De ses bases au bas-Laos, Nosavan se dirige vers Vientiane.
1961 (1er janvier)	Kong Le, s'étant retiré de Vientiane, unit ses forces à celles du Pathet Lao, et occupe la plaine des Jarres. Le Pathet Lao déclenche une offensive en s'emparant de vastes zones au bas-Laos.
1961 (23 mars)	Dramatique conférence de presse du président Kennedy qui reconnaît la grave défaite de Nosavan mais accuse les « Nord Vietnamiens » d'en être responsables.

CHRONOLOGIE DU LAOS

1961 (24 avril)	Le Pathet Lao accepte le cessez-le-feu.
1961 (mai)	Commence une nouvelle et interminable session de la Conférence de Genève sur le Laos. Nosavan s'oppose à la reconstitution d'un gouvernement de coalition.
1961 (4 juin)	Rencontre Khrouchtchev-Kennedy à Vienne ; accord sur la neutralisation du Laos.
1962 (janvier)	Les hostilités continuent malgré le cessez-le-feu.
1962 (mai)	A Nam Tha, les forces de Nosavan subissent une défaite catastrophique.
1962 (12 juin)	A Genève, on parvient à un accord qui permet la formation d'un nouveau gouvernement de coalition des neutralistes du Pathet Lao et de Nosavan, présidé par Souvanna Phouma.
1963 (mars)	Assassinat du neutraliste Quinum Pholsena, tentative d'arrêter le colonel Deuane Siphaseuth, neutraliste, chef-adjoint de Kong Le. Souphanouvong quitte Vientiane. Le gouvernement de coalition ne fonctionne pratiquement plus.
1963 (avril)	Hostilités intensifiées entre les troupes du Pathet Lao et celles de Nosavan qui ne peut pas l'emporter. Les Etats-Unis commencent à organiser les tribus Meo en « forces spéciales » et troupes de choc.
1964	Echec d'une autre tentative de Nosavan en vue de réoccuper la plaine des Jarres.
1964 (avril)	Rencontre de Souvanna Phouma, Souphanouvong et Nosavan pour une tentative infructueuse de se mettre d'accord.
1964 (9 avril)	Coup d'Etat du général Kouprasith Abhay. Intervention américaine en vue de renommer Souvanna Phouma premier ministre. Des avions américains commencent à intervenir en soutien tactique des forces de droite. Scission des forces Kong Le. Une partie, avec Kong Le à sa tête, se rallie aux droitiers, une autre au Pathet Lao.
1965 (mars)	Accrochages dans le camp gouvernemental entre partisans de Phoui Sananikone et Nosavan : ce dernier disparaît de la scène. Débarquement des premières troupes de combat américaines à Danang, Sud Vietnam.
1965	La « guerre spéciale » commence au Laos.
1968	Souvanna Phouma admet pour la première fois que des avions américains effectuent des bombardements sur le Laos.

1969	Concentration de la population en « zones de restauration », en vérité des complexes du genre « hameaux stratégiques » derrière des barbelés. D'après le C.C. du Neo Lao Haksat, on compte 12 000 Américains « conseillers » ou « instructeurs militaires » au Laos.
1969 (juillet-août)	Offensives des mercenaires Meo commandés par le général Vang Pao, surtout dans la région de la plaine des Jarres, qui finissent par prendre la Plaine. Nixon fait allusion au rôle des Etats-Unis dans cette action. Premier recours massif aux hélicoptères au Laos.
1969 (octobre)	Le Sénat américain convoque le directeur de la C.I.A., Richard Helms, pour connaître la vérité sur les activités de la C.I.A. au Laos.
1969 (novembre)	Les Américains admettent la disparition de 160 militaires américains au Laos.
1970	Le Pathet Lao se prépare à la reconquête de la plaine des Jarres où des troupes régulières de Vientiane essaient de remplacer les mercenaires.
3 février	Le Pathet Lao reprend la plaine des Jarres. Aux Etats-Unis se multiplient les révélations sur le rôle américain dans la guerre du Laos.
6 mars	Le Pathet Lao fait une proposition en 5 points pour le retour de la paix, sur la base des Accords de Genève.
18 mars	Sihanouk est renversé au Cambodge.
24-25 avril	Souphanouvong participe avec Sihanouk, Nguyen Huu Tho et Pham Van Dong à la Conférence au Sommet des Peuples d'Indochine.
avril-juin	Le Pathet Lao occupe les villes de Attopeu et Saravane et contrôle le plateau des Boloven, au bas-Laos, région d'une grande importance stratégique.
20 avril	Le Sénat américain exige la publication des passages censurés du rapport d'une commission d'enquête sur l'engagement américain au Laos. Une partie seulement de ce qui a été censuré est publiée et révèle un engagement beaucoup plus important que ce qui avait été rendu public jusque-là.
18 mai	Le secrétaire à la Défense Laird, reconnaît que des troupes régulières américaines ainsi que celles du Sud-Vietnam opèrent sur le territoire laotien.
7 juin	Le directeur de l'A.I.D. (Agence pour le développement international), John A. Hannah, reconnaît que l'A.I.D. au Laos couvre les opérations de la C.I.A.

19-25 juillet	Une délégation du gouvernement d'Union nationale du royaume du Cambodge et du F.U.N.K. visite la zone contrôlée par le Neo Lao Haksat et rencontre le Prince Souphanouvong et d'autres dirigeants du N.L.H. dans le but de mieux coordonner la lutte des deux peuples.
8 août	Lettre du prince Souphanouvong à Souvanna Phouma, proposant la reprise des négociations en vue d'un règlement pacifique.
12 août	Souphanouvong accepte de rencontrer le représentant du gouvernement de Vientiane à Khangkhay, près de la Plaine des Jarres.
18 août	Souphanouvong proteste contre la présence des troupes saïgonnaises dans la région de Saravane au Bas-Laos.
19 août	En dépit des démentis officiels à Washington et à Saïgon, la presse américaine confirme l'envoi de troupes saïgonnaises au Laos et la perte de nombreux hélicoptères américains au Bas-Laos.
30 août	Pour mieux défendre ses régions frontalières du Laos et du Cambodge, où les partisans thaïlandais ont beaucoup intensifié leurs activités depuis le coup d'état de Phnom Penh, le gouvernement thaïlandais a décidé de retirer ses forces de 11 000 hommes du Sud Vietnam. (Quelques semaines auparavant, le Sénat américain avait décidé de réduire les rétributions supplémentaires payées aux troupes « alliées » opérant au Sud Vietnam.) En dépit des pressions de Washington et de Saïgon, le gouvernement de Bangkok décide de ne pas envoyer de troupes thaïlandaises au Cambodge, mais continue de les envoyer au Laos.

INDEX DES PRINCIPAUX NOMS CITES

Abhay (général Kouprasith) 181.
A.I.D. (Agence pour le développement international) 104, 105, 169, 195, 196.

Bou Leut (général) 192.
Bou Oum (prince) 48, 130, 152, 154, 155, 158, 159, 161, 162, 177.
Boun Pone 179.
Brown (Winthrop G.) 151, 152, 153, 154, 157.
Bundy (William) 181.
Bunker (ambassadeur Ellsworth) 9.

C.D.I.N. (Comité pour la défense des intérêts nationaux) 142, 143, 146.
Chan Youran 81.
Chau Seng 81.
Chea San 81.
Cheng Heng 68, 83.
Chhak (Sarin) 80.
Chhuon (général Dap), 47, 48.
Chou En-Lai 10, 70, 78.
Church-Cooper (amendement) 215.
C.I.A. 10, 31, 43, 44, 47, 48, 49, 52, 53, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 77, 84, 100, 101, 103, 104, 106, 114, 115, 118, 131, 132, 139, 140, 142, 143, 146, 147, 149, 150, 154, 156, 159, 160, 162, 163, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 172, 175, 178, 179, 181, 182, 185, 187, 188, 193, 195, 196, 197, 198, 199, 215.
C.I.C. (Commission internationale de contrôle) 134, 135, 138, 144, 155, 180, 208.
Conférence au sommet des peuples d'Indochine (24-25 avril 1970) 77, 85, 204.

Deaune (colonel) 171, 172, 175, 176, 185.
Djarkarta (conférence de) 203.
Donovan (général) 115, 116.
Dulles (John Foster) 8, 31, 36, 43, 44, 45, 46, 123, 126, 127, 130, 131, 132, 133, 156, 168, 208.
Duong Sam 01 (général) 81.

Eden (Anthony) 10, 126, 127.

Faydang 178.
Front uni national de Kampuchéa (F.U.N.K.) 71, 72, 79, 80, 83.
Fulbright (sénateur) 111, 114, 115, 180.

Giap (général Vo Nguyen) 116, 124.
Godley (ambassadeur) 197.

Harriman (Averell) 169, 174, 175, 183, 184.
Helms (Richard) 106.
Hilsman (Roger) 105, 109, 125, 126, 136, 142, 145, 146, 147, 148, 151, 152, 153, 159, 160, 165, 166, 167, 169, 174, 175, 178, 179, 182, 183, 184, 185, 209.
Ho Chi Minh 10, 38, 52, 118, 120, 121, 129, 206.
Piste Ho Chi Minh 99, 182, 183, 212.
Hou Yuon 62, 71, 80.
Hu Nim 62, 71, 75.

Huot Sambath 67, 80.
Huynh Tan Phat 65.

Ieng Sary 57.

Jarres (plaine des) 63, 93, 109, 110, 116, 145, 154, 155, 160, 163, 167, 171, 172, 173, 174, 176, 177, 179, 181, 182, 187, 188, 189, 191, 192, 193, 196, 198, 199, 203, 205, 211, 212.

Katay Don Sasorith 122, 123, 130, 132, 134, 135, 141, 142, 143, 144, 146, 158, 171, 208.
Kennedy (président) 9, 115, 155, 130, 132, 133, 143, 147, 155, 156, 157, 158, 159, 164, 165, 168, 173, 174, 178, 182, 184, 191, 193, 208.
Khamsouk Keola 161, 175, 185.
Khieu Samphan 62, 71, 80.
Khmer Issarak 28, 29, 30, 34, 35.
Nekhum Issarak Khmer (Front de libération cambodgien) 26, 27, 123.
Khrouchtchev 156, 168, 191.
Kissinger 9.
Kong Le 148, 149, 150, 151, 153, 154, 155, 157, 160, 163, 164, 166, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 185, 191, 211.
Kossyguine (Alexis) 70, 79, 80, 193.
Kou Voravong 128, 129, 130, 132.

Laird (Melvin) 7, 203.
Lattre de Tassigny (général de) 27.
Lien Viet (Front national vietnamien uni) 123.
Lon Nol 27, 28, 29, 34, 35, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 75, 76, 77, 81, 83, 84, 88, 89, 205.

Mao Tsé-toung 79.
Matsui (Victor Masao) 48.
Mendès-France (Pierre) 10, 127, 128.
Molotov (Vyatcheslav) 10.

Navarre (général) 27, 37, 38.
Néo Lao Issara (Front de libération du Laos) 123.
Ngo Dinh Diem 47, 69, 97, 102, 130, 132, 144, 160.
Ngo Hou (lieutenant général) 81.
Nguyen Huu Tho 68, 77.
Nhiek Tioulong (général) 61.
Nixon (président) 7, 11, 62, 63, 65, 76, 80, 84, 87, 88, 89, 100, 110, 111, 112, 115, 133, 158, 187, 193, 195, 198, 199, 203, 204, 208, 213, 214, 215.

Parsons (J. Graham) 136, 142, 154.
Pathet Lao 11, 27, 86, 93, 96, 100, 102, 103, 105, 107, 108, 109, 118, 119, 121, 123, 124, 127, 128, 129, 130, 132, 134, 137, 141, 143, 144, 145, 147, 149, 152, 154, 155, 157, 158, 160, 162, 163, 165, 166, 167, 168, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 181, 185, 187, 188, 190, 192, 194, 198, 200, 202, 203, 207, 212.
Penn Nouth 36, 37, 52, 63, 64, 80, 81.
Pham Van Dong 38, 66, 70, 77, 118.
Phetsarat (prince) 119, 121, 122, 123, 140, 147.
Pholséna (Quinim) 141, 169, 172, 173, 174, 181.
Phoumi Nosavan (général) 142, 143, 146, 147, 148, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 181, 182, 184, 185, 186, 191, 192, 193.
Pomonti (Jean-Claude) 73.
Pracheachon (le Parti du peuple) 55, 56.

Radford (Amiral) 125, 126, 131, 132.
Rogers (William P.) 7.
Rostow (Walt) 182.
Salot Sar 57.
Sambaur (Yem), 49, 53, 54.
Sam Sary 25, 48, 49.
Sananikone (Phoui) 128, 129, 141,

143, 144, 146, 147, 181, 184, 185, 186, 208.
Sangkum Reastr Nivum (Communauté socialiste populaire) 41, 56, 60.
Sarit (maréchal Thanarat) 151.
Sihanouk (prince Norodom) 10, 21, 22, 24, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 4, 36, 37, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 77, 79, 80, 81, 82, 83, 85, 88, 156, 199, 205, 215.
Singkapo Chunmali Sikhot (colonel) 149, 163, 164, 166, 211.
Sirik Matak (Sisowath) 27, 30, 34, 37, 49, 53, 54, 55, 58, 59, 62, 63, 64, 65, 67, 71, 72, 83, 205.
Sissavang Vong (roi) 94, 130.
Song Sak 49, 54, 58, 59.
Son Ngoc Thanh 47, 49.
Son Sann 58.
Souphanouvong (prince) 43, 77, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 128, 129, 134, 135, 137, 138, 141, 144, 145, 147, 148, 149, 162, 164, 169, 170, 171, 172, 173, 176, 180, 181, 204, 212.
Souvanna Phouma (prince) 106, 107, 110, 111 113, 120, 121, 122, 123, 128, 129, 130, 134, 135, 137, 138, 141, 142, 143, 147, 150, 151 152, 153, 154, 157, 158, 160, 161, 162, 164, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 176, 177, 178, 181, 182, 184, 185, 186, 188, 202, 208, 211.
Sullivan (William H.) 112, 113.
Symington (Sénateur Stuart) 111, 194.

Thompson (Major) 116.
Thompson (Sir Robert) 11.
Thiounn Mumm 81.
Toye (Hugh) 191, 192, 193.

Unger (Léonard) 107.

Vang Pao (général) 77, 103, 109, 110, 112, 114, 178, 179, 185, 188, 193, 197, 198, 203.

Yost (ambassadeur Charles W.) 134, 136.

TABLE

INTRODUCTION : Cambodge et Laos
dans la seconde guerre d'Indochine 7

I. Le Cambodge et sa place en Indochine 15
II. Tenants et aboutissants d'un coup d'Etat 39
III. Explications 51
IV. Sihanouk contre-attaque 70
V. Introduction au Laos et à ses problèmes ... 90
VI. Le Laos dans les années 70 99
VII. Dans l'ombre d'une guerre cachée 114
VIII. L'enlisement 125
IX. Le deuxième round 137
X. A découvert 151
XI. Diviser pour écraser 170
XII. Exit Nosavan 177
XIII. Retour à la plaine des Jarres 187
XIV. Deux poids, deux mesures 206
Post-scriptum 217

Chronologie du Cambodge 221
Chronologie du Laos 226
Index des principaux noms cités 231

Sur la page 4 de couverture :
l'auteur W. Burchett et le prince Sihanouk.

IMP. HÉRISSEY A ÉVREUX (EURE)
D.L. 4e TR. 1970 - N° 2645 (10242)

COLLECTION COMBATS
DIRIGEE PAR CLAUDE DURAND

Journal d'un guérillero

Camilo Torrès
Ecrits et Paroles

Ricardo Rojo
Che Guevara

Quelle université ? Quelle société ?

U.N.E.F./S.N.E. Sup.
Le Livre noir des journées de mai
Ils accusent

Claude Frédéric
Libérer l'O.R.T.F.

Peter Weiss
Réponse à Johnson

Pavel Tigrid
Le Printemps de Prague

Cohn-Bendit
Le Gauchisme remède à la maladie sénile du communisme

Herbert Marcuse
La Fin de l'utopie

Combats étudiants dans le monde

A. Soljenitsyne
Les Droits de l'écrivain

Günter Grass
Evidences politiques

Juliette Minces
Un ouvrier parle

Juan Bosch
Le Pentagonisme

Alain Gheerbrant
L'Eglise rebelle d'Amérique latine

Noam Chomsky
L'Amérique et ses nouveaux mandarins

Jacques Mandrin
Socialisme ou social-médiocratie

Basil Davidson
Révolution en Afrique :
la libération de la Guinée portugaise

Alain Krivine
La Farce électorale

Eldridge Cleaver
Un Noir à l'ombre
Panthère Noire

Roy Medvedev
Faut-il réhabiliter Staline ?

Jean-Jacques Marie et Carol Head
Les nouveaux procès de Moscou :
l'affaire Guinzbourg-Galanskov

Peter Weiss
Notes sur la vie culturelle
en République démocratique du Vietnam

Athènes-Presse libre
Le Livre noir de la dictature en Grèce

Périclès Korovessis
La Filière

Bernadette Devlin
Mon âme n'est pas à vendre

Jiri Pelikan
Le Congrès clandestin

« Samizdat I »
La Voix de l'opposition communiste en U.R.S.S.

Carlos Marighela
Pour la libération du Brésil

Franco Basaglia
L'Institution en négation

Martchenko
Mon témoignage

Gérard Chaliand
La Résistance palestinienne

Bernard Béraud
La Gauche révolutionnaire au Japon

Robert Jaulin
La paix blanche, introduction à l'ethnocide

LA SECONDE GUERRE D'INDOCHINE

Il a fallu l'entrée massive des troupes américaines au Cambodge, fin avril 1970, pour que l'opinion publique prenne conscience que, d'"assistance militaire" en "guerre spéciale", de "guerre spéciale" en intervention ouverte, une nouvelle guerre d'Indochine avait éclaté, suscitant aussitôt l'unification de la lutte de libération des peuples vietnamien, khmer et lao.

Wilfred Burchett, vétéran des spécialistes de l'Extrême-Orient, ami et confident d'Ho Chi Minh, de Sihanouk, de Souphanouvong, fait ici le premier bilan des origines et des récents développements de ce conflit étendu à toute la péninsule indochinoise.



combats
SEUIL
COLLECTION DIRIGÉE PAR CLAUDE DURAND

p. 1 : photo Keystone p. 4 : photo Pic Imprimé en France 10.70